

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

~~MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU COMMERCE EXTÉRIEUR
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT~~

F. 97 — 1532 [S — C — 97/3392]

~~24 JUIN 1997. — Loi modifiant la loi du 16 juillet 1948
créant l'Office belge du Commerce extérieur (1)~~

~~ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.
Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :~~

~~Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.~~

~~Art. 2. Au sens des dispositions légales ci-après, il faut entendre par la loi : la loi du 16 juillet 1948 créant un établissement public dénommé Office belge du Commerce extérieur, modifiée par arrêté royal du 14 septembre 1955, par la loi du 6 février 1962 et par arrêté royal n° 116 du 23 décembre 1982.~~

~~Art. 3. Dans le texte néerlandais de la même loi, les mots « Raad van Beheer », figurant aux articles 3, 5, 6, 9, 11, 15, 20 et 25 sont remplacés par les mots « Raad van Bestuur ».~~

~~Art. 4. L'article 1^{er}, deuxième alinéa de la même loi est remplacé par la disposition suivante :~~

~~« Le siège de l'Office est établi dans une des communes de l'arrondissement administratif de "Bruxelles Capitale". »~~

~~Art. 5. L'article 2 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :~~

~~« Art. 2. L'Office belge du Commerce extérieur a pour objet de contribuer au développement du commerce belge avec l'étranger. Il exerce cette mission conformément aux directives du Ministre fédéral qui a le commerce extérieur dans ses attributions et dans le cadre de la politique commerciale des autorités fédérale et régionales compétentes. A cet effet l'Office agit en concertation et en coordination avec les autorités régionales compétentes et en fonction des besoins des milieux économiques particulièrement intéressés au commerce extérieur.~~

~~Dans l'exercice de sa tâche, l'Office est chargé d'une mission d'étude, de documentation et d'information au service du commerce extérieur et il mène une politique de promotion, en concertation avec les Régions. Il peut prêter également son concours en vue de faciliter le règlement amiable de différends commerciaux d'ordre privé. »~~

~~Art. 6. L'article 3 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :~~

~~« Art. 3. L'Office est géré par un Conseil d'Administration composé de vingt-quatre membres.~~

~~(1) Session ordinaire 1995-1996 :~~

~~Chambre des représentants :~~

~~Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 535/1. — Amendements, n° 535/2. — Rapport de M. Gehlen, n° 535/3. — Amendements, n°s 535/4 à 6. — Avis du Conseil d'Etat, n° 535/7. — Décision du Comité de concertation, n° 535/8. — Rapport complémentaire, n° 535/9. — Amendement, n° 535/10. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 535/11.~~

~~Annales parlementaires. — Séances des 11 et 13 juin et 3 juillet 1996, 19 et 20 mars 1997.~~

~~Session ordinaire 1996-1997 :~~

~~Sénat :~~

~~Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 587/1. — Amendements, n° 587/2. — Rapport, n° 587/3. — Texte adopté par la commission, n° 587/4.~~

~~Annales parlementaires. — Séances du 5 juin 1997.~~

~~Rapport, n° 468/1. — Amendement, n° 468/2. — Avis motivé adopté en séance plénière, n° 468/3.~~

~~Annales parlementaires. — Séance du 14 novembre 1996.~~

~~MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING~~

N. 97 — 1532 [S — C — 97/3392]

~~24 JUNI 1997. — Wet tot wijziging van de wet van 16 juli 1948 tot oprichting van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel (1)~~

~~ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.
De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :~~

~~Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid zoals bepaald in artikel 78 van de Grondwet.~~

~~Art. 2. In de zin van de hiernavolgende wettelijke bepalingen, moet onder de wet worden verstaan : de wet van 16 juli 1948 tot oprichting van een openbare instelling, Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel genaamd, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1955, bij de wet van 6 februari 1962 en bij het koninklijk besluit nr. 116 van 23 december 1982.~~

~~Art. 3. In de artikelen 3, 5, 6, 9, 11, 15, 20 en 25 van dezelfde wet worden de woorden « Raad van Beheer » vervangen door de woorden « Raad van Bestuur ».~~

~~Art. 4. Artikel 1, tweede lid van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :~~

~~« De zetel van de Dienst is gevestigd in één der gemeenten van het administratief arrondissement "Brussel Hoofdstad". »~~

~~Art. 5. Artikel 2 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :~~

~~« Art. 2. De Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel heeft tot doel bij te dragen tot de ontwikkeling van de Belgische handel met het buitenland. Hij oefent deze opdracht uit overeenkomstig de richtlijnen van de federale minister onder wie de buitenlandse handel ressorteert, en in het kader van het handelsbeleid van de bevoegde federale en gewestelijke overheden. Met het oog hierop handelt de Dienst in overleg en coördinatie met de bevoegde gewestelijke overheden en in functie van de noden van de economische kringen die in het bijzonder bij de buitenlandse handel geïnteresseerd zijn.~~

~~In uitvoering van zijn opdracht is de Dienst belast met studie, documentatie en voorlichting ten dienste van de buitenlandse handel en voert hij een promotiebeleid in overleg met de Gewesten. Hij kan eveneens zijn medewerking verlenen met het doel om de minnelijke beslechting van handelsgeschillen van private aard te vergemakkelijken. »~~

~~Art. 6. Artikel 3 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :~~

~~« Art. 3. De Dienst wordt beheerd door een Raad van Bestuur die is samengesteld uit vierentwintig leden.~~

~~(1) Gewone zitting 1995-1996 :~~

~~Kamer van volksvertegenwoordigers :~~

~~Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 535/1. — Amendementen, nr. 535/2. — Verslag van de heer Gehlen, nr. 535/3. — Amendementen, nrs. 535/4 tot 6. — Advies van de Raad, nr. 535/7. — Beslissing van het Overlegcomité, nr. 535/8. — Aanvullend verslag, nr. 535/9. — Amendement, nr. 535/10. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 535/11.~~

~~Parlementaire Handelingen. — Zittingen van 11 en 13 juni en 3 juli 1996, 19 en 20 maart 1997.~~

~~Gewone zitting 1996-1997 :~~

~~Senaat :~~

~~Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 587/1. — Amendementen, nr. 587/2. — Verslag, nr. 587/3. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 587/4.~~

~~Parlementaire Handelingen. — Zittingen van 5 juni 1997.~~

~~Verslag, nr. 468/1. — Amendement, nr. 468/2. — Gemotiveerd advies aangenomen in plenaire vergadering, nr. 468/3.~~

~~Parlementaire Handelingen. — Zittingen van 14 november 1996.~~

L'autorité fédérale y est représentée par six membres nommés par le Roi, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre fédéral qui a le commerce extérieur dans ses attributions. Parmi ces membres, trois sont d'expression française et trois d'expression néerlandaise.

Les autorités régionales ont la faculté de se faire représenter par six membres nommés par le Roi. Deux membres peuvent être proposés par le Gouvernement de la Région wallonne, deux par le Gouvernement flamand et deux par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dont, pour ces derniers, l'un est d'expression française et l'autre d'expression néerlandaise.

Le secteur privé est représenté par douze membres, nommés par le Roi, sur proposition du Ministre qui a le commerce extérieur dans ses attributions. Quatre membres, dont deux d'expression française et deux d'expression néerlandaise, sont nommés sur base d'une liste de huit candidats proposés par les organisations fédérales représentatives des employeurs. Deux membres, l'un d'expression française et l'autre d'expression néerlandaise, sont nommés sur base d'une liste de quatre candidats proposés par les organisations représentatives des travailleurs. Les Ministres régionaux qui ont le Commerce extérieur dans leurs attributions ont la faculté de proposer six membres à la nomination : deux sur proposition du Ministre du Gouvernement flamand, deux sur proposition du Ministre du Gouvernement de la Région wallonne et deux, dont l'un d'expression néerlandaise et l'autre d'expression française, sur proposition du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Les Ministres régionaux font alors leurs propositions sur base de listes comprenant chacune quatre candidats présentés par les organisations régionales représentatives des employeurs.

Les membres du Conseil d'Administration qui représentent le secteur privé sont nommés pour un terme de quatre ans. Leur mandat est renouvelable.

La durée du mandat des membres qui représentent l'autorité fédérale et les autorités régionales est liée à la durée de leurs gouvernements respectifs. Toutefois, les administrateurs exercent leur mandat jusqu'à ce que leur remplacement soit effectif.

Le Président est nommé par le Roi sur proposition du Ministre fédéral qui a le commerce extérieur dans ses attributions parmi les membres fédéraux du Conseil. En outre le Conseil élit en son sein deux Vice-Présidents.»

Art. 7. L'article 4 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. Le Conseil a, dans les limites de la présente loi, les compétences les plus étendues pour l'administration de l'Office. Il nomme et révoque le personnel.»

Art. 8. L'article 5 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois tous les trois mois. Néanmoins, le président, et à son défaut un des vice-présidents, peut le convoquer à tout moment, soit à son initiative, soit sur demande d'au moins trois de ses membres, soit sur la demande du Comité de Coordination.»

Art. 9. L'article 6, quatrième alinéa, de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

« En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.»

Art. 10. L'article 9 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Un Comité de Coordination instruit les affaires à soumettre au Conseil d'Administration, assure leur suivi ainsi que la coordination de la promotion du commerce extérieur entre les services fédéral et régionaux. Il exerce ses activités dans le cadre des orientations générales définies par le Conseil d'Administration.

Le Comité de Coordination est composé :

— du Directeur général de l'Office, de l'Administrateur-Directeur général des Relations économiques extérieures et d'un délégué du Gouvernement fédéral nommé sur proposition du Ministre fédéral qui a le commerce extérieur dans ses attributions, en tant que représentants de l'autorité fédérale;

— si le Gouvernement de la Région concernée en décide ainsi, du fonctionnaire dirigeant de l'Agence wallonne à l'Exportation, du Vlaamse Dienst voor de Buitenlandse Handel et du Service du Commerce extérieur de la Région de Bruxelles-Capitale, en tant que représentants des autorités régionales siégeant au Conseil d'Administration;

De federale overheid wordt hierin vertegenwoordigd door zes leden benoemd door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, op voordracht van de federale minister onder wie de buitenlandse handel ressorteert. Van deze leden zijn er drie Franstalig en drie Nederlandstalig.

De gewestelijke overheden beschikken over de mogelijkheid zich te laten vertegenwoordigen door zes leden benoemd door de Koning. Twee leden kunnen worden voorgedragen door de Regering van het Waalse Gewest, twee door de Vlaamse Regering en twee door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, van wie, wat deze laatste betreft, de ene Franstalig en de andere Nederlandstalig is.

De particuliere sector wordt vertegenwoordigd door twaalf leden benoemd door de Koning op voordracht van de federale minister onder wie de buitenlandse handel ressorteert. Vier leden, twee Franstaligen en twee Nederlandstaligen, worden benoemd op grond van een lijst met acht kandidaten voorgedragen door de federale representatieve werkgeversorganisaties. Twee leden, de ene Franstalig en de andere Nederlandstalig, worden benoemd op grond van een lijst met vier kandidaten voorgedragen door de representatieve werknemersorganisaties. De gewestelijke ministers onder wie de buitenlandse handel ressorteert, beschikken over de mogelijkheid zes leden voor benoeming voor te dragen : twee op voordracht van de minister van de Vlaamse Regering, twee op voordracht van de minister van de Regering van het Waalse Gewest en twee, één Franstalige en één Nederlandstalige, op voordracht van de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering. De gewestelijke ministers doen dan hun voordracht op grond van een lijst van telkens vier kandidaten voorgedragen door de gewestelijke representatieve werkgeversorganisaties.

De leden van de Raad van Bestuur die de particuliere sector vertegenwoordigen, worden benoemd voor een periode van vier jaar. Hun mandaat is vernieuwbaar.

De duur van het mandaat van de leden die de federale overheid en de gewestelijke overheden vertegenwoordigen, is gebonden aan de duur van hun respectieve regeringen. De bestuurders vervullen evenwel hun mandaat totdat hun vervanging effectief is.

De Voorzitter wordt benoemd uit de federale leden van de Raad door de Koning op voordracht van de federale minister onder wie de buitenlandse Handel ressorteert. Bovendien kiest de Raad uit zijn midden twee ondervoorzitters.»

Art. 7. Artikel 4 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4. Binnen de perken van deze wet beschikt de Raad over de ruimste bevoegdheden voor het Bestuur van de Dienst. Hij benoemt het personeel en zet het af.»

Art. 8. Artikel 5 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 5. De Raad van Bestuur vergadert ten minste eenmaal om de drie maanden. Niettemin kan de voorzitter of, bij ontstentenis van deze, een der ondervoorzitters, de Raad te allen tijde bijeenroepen, hetzij op zijn initiatief, hetzij op verzoek van ten minste drie van zijn leden of op verzoek van het Coördinatiecomité.»

Art. 9. Artikel 6, vierde lid, van dezelfde wet wordt vervangen door wat volgt :

« Bij staking der stemmen, beslist de stem van de voorzitter van de vergadering.»

Art. 10. Artikel 9 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 9. Een Coördinatiecomité onderzoekt de zaken die aan de Raad van Bestuur dienen te worden voorgelegd, staat in voor de opvolging daarvan alsook voor de coördinatie van de bevordering van de buitenlandse handel tussen de federale en gewestelijke overheden. Het oefent zijn activiteiten uit in het kader van de algemene, door de Raad van Bestuur bepaalde richtlijnen.

Het Coördinatiecomité is samengesteld uit :

— de Directeur-generaal van de Dienst, de Administrateur-Directeur-generaal van de Buitenlandse Economische Betrekkingen en een afgevaardigde van de federale Regering benoemd op voordracht van de federale minister onder wie de buitenlandse handel ressorteert, in de hoedanigheid van vertegenwoordigers van de federale overheid;

— als de Regering van het betrokken Gewest aldus beslist, de leidende ambtenaar van de Agence wallonne à l'Exportation, van de Vlaamse Dienst voor de Buitenlandse Handel en van de Dienst van de Buitenlandse Handel van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in de hoedanigheid van vertegenwoordigers van de gewestelijke overheid die zitting hebben in de Raad van Bestuur;

~~— de six membres nommés par le Conseil d'Administration parmi les représentants du secteur privé qui siègent en son sein. Parmi ces six membres, trois sont choisis parmi les membres nommés sur proposition des organisations fédérales représentatives des employeurs. Les trois autres membres sont choisis parmi les membres nommés sur proposition de chacun des Ministres régionaux.~~

~~Le Comité élit en son sein un président et un vice-président. Il se réunit au moins dix fois par an. Néanmoins, le président, et à son défaut le vice-président, peut le convoquer à tout moment, soit à son initiative, soit sur demande d'au moins trois de ses membres. →~~

~~Art. 11. L'article 10, deuxième alinéa de la même loi est remplacé par ce qui suit :~~

~~« Il en va de même en ce qui concerne les membres du Comité de Coordination. »~~

~~Art. 12. A l'article 11, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « et du Comité de Direction » sont supprimés.~~

~~Art. 13. L'article 13 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :~~

~~« Art. 13. L'Office est soumis au pouvoir de contrôle du Ministre fédéral qui a le commerce extérieur dans ses attributions.~~

~~Art. 14. Les articles 14, 17, 17bis, 18 et 19 de la même loi sont abrogés.~~

~~Art. 15. A l'article 25, alinéa 5, de la même loi, les mots « Sans préjudice des dispositions de l'article 14 de la présente loi » sont remplacés par les mots « Sans préjudice des dispositions de l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public ».~~

~~Art. 16. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.~~

~~Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur belge.~~

~~Donné à Bruxelles, le 24 juin 1997.~~

~~ALBERT~~

~~Par le Roi :~~

~~Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Finances et du Commerce extérieur,
Ph. MAYSTADT~~

~~Scellé du sceau de l'Etat :~~

~~Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK~~

~~— zes leden benoemd door de Raad van Bestuur uit de vertegenwoordigers van de particuliere sector die daarin zitting hebben. Van deze zes leden zijn er drie gekozen uit de leden die benoemd werden op voordracht van de representatieve federale werkgeversorganisaties. De drie andere leden worden gekozen uit de leden benoemd op voordracht van elk van de gewestelijke Ministers.~~

~~Het Comité kiest uit zijn midden een voorzitter en een ondervoorzitter. Het vergadert ten minste tien keer per jaar. Niettemin kan de voorzitter of, bij ontstentenis van deze, de ondervoorzitter, het Comité te allen tijde bijeenroepen, hetzij op zijn initiatief, hetzij op verzoek van ten minste drie van zijn leden. →~~

~~Art. 11. Artikel 10, tweede lid, van dezelfde wet wordt vervangen door wat volgt :~~

~~« Hetzelfde geldt voor de leden van het Coördinatiecomité. »~~

~~Art. 12. In artikel 11, eerste lid van dezelfde wet worden de woorden « en van het Bestuurscomité » weggelaten.~~

~~Art. 13. Artikel 13 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :~~

~~« Art. 13. De Dienst staat onder de controle van de federale minister onder wie de buitenlandse handel ressorteert. »~~

~~Art. 14. De artikelen 14, 17, 17bis, 18, 19 van dezelfde wet worden opgeheven.~~

~~Art. 15. In artikel 25, vijfde lid van dezelfde wet worden de woorden « Zonder dat afbreuk wordt gedaan aan de bepalingen van artikel 14 van onderhavige wet » vervangen door de woorden « Zonder dat afbreuk wordt gedaan aan de bepalingen van artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut ».~~

~~Art. 16. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.~~

~~Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.~~

~~Gegeven te Brussel, 24 juni 1997.~~

~~ALBERT~~

~~Van Koningswege :~~

~~De Vice-Eerste Minister
en Minister van Financiën en van Buitenlandse Handel,
Ph. MAYSTADT~~

~~Met 's Lands zegel gezegeld :~~

~~De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK~~

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 97 — 1533

[S — C — 97/12501]

17 JUILLET 1997. — Loi modifiant la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis (1)

~~Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :~~

~~Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.~~

~~Art. 2. A l'article 2 de la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis, il est inséré un § 1^{er} bis, rédigé comme suit :~~

~~« § 1^{er} bis. Lorsque les conditions posées au § 1^{er} n'ont pas été remplies, le Ministre de la compétence duquel relève l'organe consultatif, renvoie les candidatures à l'instance chargée de présenter les candidatures. Tant que les conditions posées n'auront pas été remplies, le mandat à attribuer reste vacant. »~~

~~(1) Voir note à la page suivante.~~

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 97 — 1533

[S — C — 97/12501]

17 JULI 1997. — Wet tot wijziging van de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid (1)

~~De Kamers hebben aangenomenen Wij bekrachtigen hetgeen volgt :~~

~~Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.~~

~~Art. 2. In artikel 2 van de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid, wordt een § 1bis ingevoegd, luidend als volgt :~~

~~« § 1bis. Wanneer niet wordt voldaan aan de voorwaarden gesteld onder § 1, stuurt de Minister onder wiens bevoegdheid het betreffende adviesorgaan ressorteert, de kandidaturen terug naar de voordragende instantie. Zolang niet aan de gestelde voorwaarden wordt voldaan, blijft het te begeven mandaat vacant. »~~

~~(1) Zie noot op de volgende bladzijde.~~

~~Art. 3. Dans la même loi, il est inséré un article 2bis, rédigé comme suit:~~

~~« Art. 2bis. § 1^{er}. Deux tiers au maximum des membres d'un organe consultatif sont du même sexe.~~

~~§ 2. Lorsque la condition posée au § 1^{er} n'a pas été remplie, l'organe consultatif concerné ne peut pas émettre d'avis valide, sauf si le Ministre de la compétence duquel relève l'organe consultatif, communie l'impossibilité de remplir la condition posée au § 1^{er}, appuyée de raisons suffisantes, au Ministre chargé de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes. Dans le cas des organes consultatifs à créer ou à constituer, la motivation visée doit être donnée avant la nomination des membres de l'organe consultatif concerné.~~

~~Le Ministre chargé de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes informe le Conseil des Ministres de cette impossibilité. La motivation est considérée comme adéquate par le Conseil des Ministres, sauf décision contraire formulée par celui-ci dans les deux mois suivant la communication de la motivation visée au Ministre chargé de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes.~~

~~Dans les avis concernés de cet organe consultatif, mention doit être faite de la dérogation au § 1^{er}, dans le respect de la procédure décrite au présent paragraphe, comme de la motivation adéquate.»~~

~~Art. 4. L'article 4 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:~~

~~« Art. 4. Tous les deux ans, le Ministre chargé de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes fait rapport aux Chambres fédérales de l'exécution de la présente loi. »~~

~~Art. 5. Dans la même loi, il est ajouté un article 5, rédigé comme suit:~~

~~« Art. 5. Pour les organes consultatifs qui ont été créés avant l'entrée en vigueur du présent article, les Ministres de la compétence desquels relèvent les organes consultatifs, adapteront leur composition conformément aux dispositions de l'article 2bis, lors du prochain renouvellement des mandats et au plus tard au 31 décembre 1999. »~~

~~Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiés par le Moniteur belge.~~

~~Donné à Bruxelles, le 17 juillet 1997.~~

~~ALBERT~~

~~Par le Roi:~~

~~La Ministre chargée de la Politique d'égalité des Chances entre hommes et femmes,~~

~~Mme M. SMET~~

~~Art. 3. In dezelfde wet wordt een artikel 2bis ingevoegd, luidend als volgt:~~

~~« Art. 2bis. § 1. Ten hoogste twee derden van de leden van een adviesorgaan is van hetzelfde geslacht.~~

~~§ 2. Wanneer niet werd voldaan aan de in § 1 gestelde voorwaarde, kan het betrokken adviesorgaan niet op rechtsgeldige wijze advies uitbrengen, behalve wanneer de Minister onder wiens bevoegdheid het betrokken adviesorgaan ressorteert, de onmogelijkheid om te voldoen aan de in § 1 gestelde voorwaarde, met voldoende redenen omkleed, aan de Minister bevoegd voor het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen meedeelt. In geval van nieuw op te richten of samen te stellen adviesorganen, dient de bedoelde motivering te worden gegeven voor de benoeming van de leden van het betrokken adviesorgaan.~~

~~De Minister belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen licht de Ministerraad in omtrent deze onmogelijkheid. De motivering wordt door de Ministerraad beschouwd als zijnde afdoende, behoudens bij diens andersluidende beslissing binnen de twee maanden na de mededeling van de bedoelde motivering aan de Minister belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen.~~

~~In de betrokken adviezen van dit adviesorgaan dient melding te worden gemaakt van de afwijking van § 1, met inachtneming van de procedure beschreven in onderhavige paragraaf, evenals van de afdoende motivering.»~~

~~Art. 4. Artikel 4 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:~~

~~« Art. 4. De Minister belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen legt om de twee jaar verslag voor aan de federale Kamers over de uitvoering van onderhavige wet. »~~

~~Art. 5. In dezelfde wet wordt een artikel 5 toegevoegd, luidend als volgt:~~

~~« Art. 5. Voor de adviesorganen die voor de inwerkingtreding van dit artikel werden opgericht, passen de Ministers onder wiens bevoegdheid de betreffende adviesorganen ressorteren, hun samenstelling, overeenkomstig de bepalingen van artikel 2bis, aan bij de eerstvolgende hernieuwing van de mandaten en uiterlijk tegen 31 december 1999. »~~

~~Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.~~

~~Gegeven te Brussel, 17 juli 1997.~~

~~ALBERT~~

~~Van Koningswege:~~

~~De Minister belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen,~~

~~Mevr. M. SMET~~

~~Session ordinaire 1996-1997~~

~~Chambre des représentants:~~

~~Documents parlementaires. — Projet de loi : 860/1. — Amendement : 860/2. — Rapport fait au nom de la commission de l'intérieur, des affaires générales et de la fonction publique : 860/3. — Texte adopté par la commission de l'intérieur, des affaires générales et de la fonction publique : 860/4.~~

~~Annales de la Chambre des représentants. — 24 avril 1997.~~

~~Sénat:~~

~~Gewone zitting 1996-1997~~

~~Kamer van volksvertegenwoordigers:~~

~~Parlementaire stukken. — Wetsontwerp : 860/1. — Amendement : 860/2. — Verslag namens de commissie voor de binnenlandse zaken, de algemene zaken en het openbaar ambt : 860/3. — Tekst aangenomen door de commissie voor de binnenlandse zaken, de algemene zaken en het openbaar ambt : 860/4.~~

~~Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers. — 24 april 1997.~~

~~Senaat:~~

F. 97 — 1534

[C — 97/12568]

~~16 JUILLET 1997. — Arrêté royal fixant la durée du travail dans certaines entreprises du secteur laitier ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie alimentaire (1)~~

~~ALBERT II, Roi des Belges,~~

~~A tous, présents et à venir, Salut.~~

~~Vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail, notamment l'article 23, modifié par l'arrêté royal n° 225 du 7 décembre 1983 et par la loi du 22 janvier 1985;~~

~~Vu l'avis de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire;~~

~~Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;~~

~~Vu l'urgence;~~

~~Considérant que la sécurité juridique des relations de travail exige que les dispositions réglementaires nécessaires soient prises sans retard;~~

~~Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,~~

~~Nous avons arrêté et arrêtons :~~

~~Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des laiteries, beurreries, fromageries, entreprises de produits lactés, à l'exception de la crème glacée.~~

~~Art. 2. Les limites de la durée du travail fixées par les articles 19 et 20 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail ou par convention collective de travail peuvent être dépassées, à condition que la durée hebdomadaire de travail, calculée sur une période d'un trimestre ou une période plus longue fixée par convention collective de travail, ne dépasse pas en moyenne la durée du travail fixée par la convention collective de travail.~~

~~En aucun cas la durée du travail ne pourra dépasser onze heures par jour ni cinquante heures par semaine.~~

~~Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cessera d'être en vigueur le 1^{er} janvier 1999.~~

~~Art. 4. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.~~

~~Donné à Bruxelles, le 16 juillet 1997.~~

~~ALBERT~~

~~Par le Roi :~~

~~La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET~~

N. 97 — 1534

[C — 97/12568]

~~16 JULI 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de arbeidsduur in sommige ondernemingen uit de zuivelnijverheid die onder het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid ressorteren (1)~~

~~ALBERT II, Koning der Belgen,~~

~~Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.~~

~~Gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971, inzonderheid op artikel 23, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 225 van 7 december 1983 en de wet van 22 januari 1985;~~

~~Gelet op het advies van het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid;~~

~~Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;~~

~~Gelet op de dringende noodzakelijkheid;~~

~~Overwegende dat de rechtszekerheid inzake arbeidsverhoudingen vereist dat de nodige reglementaire bepalingen onverwijld worden genomen;~~

~~Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,~~

~~Hebben Wij besloten en besluiten Wij :~~

~~Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden en werksters tewerkgesteld in de melkerijen, boterfabrieken, kaasfabrieken en de ondernemingen van melkprodukten, met uitzondering van roomijs.~~

~~Art. 2. De grenzen van de arbeidsduur vastgesteld bij de artikelen 19 en 20 van de Arbeidswet van 16 maart 1971 of bij een collectieve arbeidsovereenkomst, kunnen worden overschreden op voorwaarde dat de wekelijkse arbeidsduur, berekend over een periode van maximum één trimester of een door een collectieve arbeidsovereenkomst vastgestelde langere periode, gemiddeld de arbeidsduur vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst niet overschrijdt.~~

~~In geen enkel geval mag de arbeidsduur elf uur per dag, noch vijftig uur per week overschrijden.~~

~~Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en houdt op van kracht te zijn op 1 januari 1999.~~

~~Art. 4. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.~~

~~Gegeven te Brussel, 16 juli 1997.~~

~~ALBERT~~

~~Van Koningswege :~~

~~De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET~~

F. 97 — 1535

[C — 97/12569]

~~17 JUILLET 1997. — Arrêté royal : a) relatif à la durée du travail de certains ouvriers ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie alimentaire; b) rendant obligatoire la convention collective de travail du 25 juin 1997 de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire relative à la durée du travail (2)~~

~~ALBERT II, Roi des Belges,~~

~~A tous, présents et à venir, Salut.~~

~~Vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail, notamment l'article 19, alinéa 3, 2°, et l'article 24, § 1^{er}, 2°, modifié par l'arrêté royal n° 225 du 7 décembre 1983 et par la loi de redressement du 22 janvier 1985;~~

N. 97 — 1535

[C — 97/12569]

~~17 JULI 1997. — Koninklijk besluit : a) betreffende de arbeidsduur van sommige werklieden die onder het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid ressorteren; b) waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 1997 van het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid betreffende de arbeidsduur (2)~~

~~ALBERT II, Koning der Belgen,~~

~~Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.~~

~~Gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971, inzonderheid op artikel 19, derde lid, 2°, en artikel 24, § 1, 2°, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 225 van 7 december 1983 en bij de herstellwet van 22 januari 1985;~~

~~(1) Références au *Moniteur belge* :~~

~~Loi du 16 mars 1971, *Moniteur belge* du 30 mars 1971.~~

~~Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.~~

~~Arrêté royal n° 225 du 7 décembre 1983, *Moniteur belge* du 15 décembre 1983.~~

~~(2) Voir note à la page suivante.~~

~~(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :~~

~~Wet van 16 maart 1971, *Belgisch Staatsblad* van 30 maart 1971.~~

~~Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.~~

~~Koninklijk besluit nr. 225 van 7 december 1983, *Belgisch Staatsblad* van 15 december 1983.~~

~~(2) Zie noot op de volgende bladzijde.~~

~~Vu l'avis et, en ce qui concerne l'exécution de l'article 19, alinéa 3, 2° de la loi précitée, vu la demande de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire;~~

~~Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;~~

~~Vu l'urgence;~~

~~Considérant que la sécurité sociale des relations de travail à la Commission paritaire de l'industrie alimentaire exige que les dispositions réglementaires nécessaires soient adoptées sans retard;~~

~~Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;~~

~~Vu la demande de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire requérant la force obligatoire pour la convention collective de travail du 25 juin 1997 de cette même commission relative à la durée du travail;~~

~~Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,~~

~~Nous avons arrêté et arrêtons :~~

~~CHAPITRE I^{er}. — Dispositions réglementaires~~

~~Article 1^{er}. Le présent chapitre s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières qui ressortissent à la Commission paritaire de l'industrie alimentaire.~~

~~Art. 2. Pour la détermination de la durée du travail, ne sont pas considérés comme temps pendant lequel l'ouvrier est à la disposition de l'employeur, les repos pris en vue notamment de la sécurité routière, par les ouvriers occupés à des travaux de transport. Toutefois ces repos, qui ne sont pas considérés comme temps pendant lequel l'ouvrier est à la disposition de l'employeur, ne peuvent en aucun cas excéder 15 p.e. du temps de présence.~~

~~Art. 3. Les limites de la durée du travail fixées par les articles 19 et 20 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail peuvent, en ce qui concerne les ouvriers occupés à des travaux de transport, de chargement et de déchargement de marchandises, être dépassées, à condition que sur une période d'un trimestre au maximum, il ne soit pas travaillé en moyenne par semaine un plus grand nombre d'heures que celui prévu par convention collective de travail.~~

~~CHAPITRE II. — Dispositions conventionnelles rendues obligatoires~~

~~Art. 4. La convention collective de travail du 25 juin 1997 de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire relative à la durée du travail, reprise en annexe, est rendue obligatoire.~~

~~CHAPITRE III. — Dispositions finales~~

~~Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 1997 et cessera d'être en vigueur le 1^{er} janvier 1999.~~

~~Art. 6. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.~~

~~Donné à Bruxelles, le 17 juillet 1997.~~

~~ALBERT~~

~~Par le Roi :~~

~~La Ministre de l'Emploi et du Travail,~~

~~Mme M. SMET~~

~~Gelet op het advies en, wat de uitvoering van artikel 19, derde lid, 2° van voormelde wet betreft, gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid;~~

~~Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;~~

~~Gelet op de dringende noodzakelijkheid;~~

~~Overwegende dat de rechtszekerheid inzake arbeidsverhoudingen in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid vereist dat de nodige reglementaire bepalingen onverwijld worden genomen;~~

~~Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;~~

~~Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid waarbij de algemeen verbindendverklaring wordt gevraagd van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 1997 van hetzelfde comité betreffende de arbeidsduur.~~

~~Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,~~

~~Hebben Wij besloten en besluiten Wij :~~

~~HOOFDSTUK I. — Reglementaire bepalingen~~

~~Artikel 1. Dit hoofdstuk is van toepassing op de werkgevers en de werklieden en werksters die onder het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid ressorteren.~~

~~Art. 2. Worden voor de vaststelling van de arbeidsduur niet als tijd beschouwd gedurende dewelke de werkman ter beschikking staat van de werkgever, rusttijden die door de werklieden, tewerkgesteld aan werken van vervoer, genomen worden inzonderheid met het oog op de verkeersveiligheid. Deze rusttijden, die niet beschouwd worden als tijd gedurende dewelke de werkman ter beschikking staat van de werkgever, mogen in geen geval 15 % van de aanwezigheidstijd overschrijden.~~

~~Art. 3. De bij de artikelen 19 en 20 van de arbeidswet van 16 maart 1971 vastgestelde grenzen van de arbeidsduur mogen, wat de werklieden tewerkgesteld aan werken van vervoer, laden en lossen van koopwaren betreft, overschreden worden op voorwaarde dat voor een periode van maximum een trimester er gemiddeld per week niet langer gewerkt wordt dan bepaald door een collectieve arbeidsovereenkomst.~~

~~HOOFDSTUK II. — Conventionele bepalingen die algemeen verbindend worden verklaard~~

~~Art. 4. Wordt algemeen verbindend verklaard de in bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 1997 van het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid betreffende de arbeidsduur.~~

~~HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen~~

~~Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1997 en houdt op van kracht te zijn op 1 januari 1999.~~

~~Art. 6. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.~~

~~Gegeven te Brussel, 17 juli 1997.~~

~~ALBERT~~

~~Van Koningswege :~~

~~De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,~~

~~Mevr. M. SMET~~

~~(2) Références au Moniteur belge :~~

~~Loi du 5 décembre 1968, Moniteur belge du 15 janvier 1969.~~

~~Loi du 16 mars 1971, Moniteur belge du 30 mars 1971.~~

~~Loi du 22 janvier 1985, Moniteur belge du 24 janvier 1985.~~

~~Arrêté royal n° 225 du 7 décembre 1983, Moniteur belge du 15 décembre 1983.~~

~~(2) Verwijzingen naar het Belgisch Staatsblad :~~

~~Wet van 5 december 1968, Belgisch Staatsblad van 15 januari 1969.~~

~~Wet van 16 maart 1971, Belgisch Staatsblad van 30 maart 1971.~~

~~Wet van 22 januari 1985, Belgisch Staatsblad van 24 januari 1985.~~

~~Koninklijk besluit nr. 225 van 7 december 1983, Belgisch Staatsblad van 15 december 1983.~~

Annexe

~~Commission paritaire de l'industrie alimentaire~~~~Convention collective de travail du 25 juin 1997~~~~Durée du travail dans les entreprises relevant de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire~~~~Article 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire de l'industrie alimentaire.~~~~Art. 2. L'employeur est tenu, en ce qui concerne les ouvriers occupés à des travaux de transport, au paiement de la rémunération effective pour la totalité du temps de présence.~~~~Les temps de repos, prévus au règlement de travail et pendant lesquels l'ouvrier est autorisé à abandonner la surveillance du véhicule, ne sont pas considérés comme temps de présence.~~~~Art. 3. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} juillet 1997 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1998.~~~~Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 17 juillet 1997.~~~~La Ministre de l'Emploi et du Travail,~~~~Mme M. SMET~~

Bijlage

~~Paritair Comité voor de voedingsnijverheid~~~~Collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 1997~~~~Arbeidsduur in de ondernemingen welke onder het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid ressorteren~~~~Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werklieden en werksters van de ondernemingen welke onder het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid ressorteren.~~~~Art. 2. De werkgever is, wat de aan werken van vervoer tewerkgestelde werklieden betreft, ertoe gehouden het effectieve loon voor de volledige aanwezigheidstijd te betalen.~~~~De rusttijden, voorzien in het arbeidsreglement, en gedurende dewelke de werknemer niet gehouden is toezicht op zijn wagen uit te oefenen, worden niet als aanwezigheidstijd beschouwd.~~~~Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1997 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1998.~~~~Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1997.~~~~De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,~~~~Mevr. M. SMET~~

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 97 — 1536

{C — 97/21222}

~~6 JUILLET 1997. — Arrêté royal portant approbation du cadre organique du personnel de la Cour d'arbitrage~~~~ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.~~~~Vu la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, notamment l'article 42;~~~~Vu la décision de la Cour d'arbitrage du 17 octobre 1996 fixant le cadre organique du personnel de ladite Cour;~~~~Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,~~~~Nous avons arrêté et arrêtons :~~~~Article 1^{er}. Le cadre organique du personnel de la Cour d'arbitrage, tel qu'il figure au tableau annexé au présent arrêté, est approuvé.~~~~Art. 2. L'arrêté royal du 6 novembre 1989 portant fixation du cadre organique du personnel administratif de la Cour d'arbitrage est abrogé.~~~~Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.~~~~Art. 4. Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.~~~~Donné à Bruxelles, le 6 juillet 1997.~~~~ALBERT~~~~Par le Roi :~~~~Le Premier Ministre,~~~~J.-L. DEHAENE~~

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 97 — 1536

{C — 97/21222}

~~6 JULI 1997. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van de personeelsformatie van het Arbitragehof~~~~ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.~~~~Gelet op de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, inzonderheid op artikel 42;~~~~Gelet op de beslissing van het Arbitragehof van 17 oktober 1996 tot vaststelling van de personeelsformatie van voornoemd Hof;~~~~Op de voordracht van Onze Eerste Minister en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,~~~~Hebben Wij besloten en besluiten Wij :~~~~Artikel 1. De personeelsformatie van het Arbitragehof, zoals zij voorkomt op de bij dit besluit gevoegde tabel, wordt goedgekeurd.~~~~Art. 2. Het koninklijk besluit van 6 november 1989 tot vaststelling van de personeelsformatie van het administratief personeel van het Arbitragehof wordt opgeheven.~~~~Art. 3. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.~~~~Art. 4. Onze Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.~~~~Gegeven te Brussel, 6 juli 1997.~~~~ALBERT~~~~Van Koningswege :~~~~De Eerste Minister,~~~~J.-L. DEHAENE~~

Cadre organique du personnel de la Cour d'arbitrage

Personeelsformatie van het Arbitragehof

conseiller ou premier conseiller ou premier conseiller réviseur (°)	4	adviseur of eerste adviseur of eerste adviseur revisor (°)
attaché ou conseiller adjoint ou conseiller ou premier conseiller (°)	8	Attaché of adjunct adviseur of adviseur of eerste adviseur (°)
documentaliste ou premier documentaliste (°)	2	documentalist of eerste documentalist (°)
secrétaire ou premier(ère) secrétaire (°)	12	secretaris(resse) of eerste secretaris(resse) (°)
sténodactylographe ou premier(ère) sténodactylographe (°)	6	stenotypist(e) of eerste stenotypist(e) (°)
conducteur d'auto ou premier conducteur d'auto (°)	2	chauffeur of eerste chauffeur (°)
messenger huissier/téléphoniste ou huissier/téléphoniste de première classe (°)	4	bode deurwachter/telefonist(e) of deurwachter/telefonist(e) eerste klasse (°)
(°) application du principe de la carrière plane		(°) toepassing van het beginsel van de vlakke loopbaan

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 6 juillet 1997.

ALBERT

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 6 juli 1997.

ALBERT

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

F. 97 — 1537

[C — 97/21223]

6 JUILLET 1997. — Arrêté royal portant approbation des cadres linguistiques pour le personnel de la Cour d'arbitrage

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 43, § 3;

Vu la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, notamment les articles 42 et 66;

Vu la décision de la Cour d'arbitrage du 17 octobre 1996 fixant les cadres linguistiques pour le personnel de ladite Cour;

Vu l'avis n° 29.129 de la Commission permanente de contrôle linguistique, donné le 22 mai 1997;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les cadres linguistiques pour le personnel de la Cour d'arbitrage, tels qu'ils figurent au tableau annexé au présent arrêté, sont approuvés.**Art. 2.** L'arrêté royal du 7 novembre 1989 portant fixation du cadre linguistique du personnel administratif de la Cour d'arbitrage est abrogé.**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.**Art. 4.** Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 juillet 1997.

ALBERT

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

N. 97 — 1537

[C — 97/21223]

6 JULI 1997. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van de taalkaders voor het personeel van het Arbitragehof

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 43, § 3;

Gelet op de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, inzonderheid op de artikelen 42 en 66;

Gelet op de beslissing van het Arbitragehof van 17 oktober 1996 tot vaststelling van de taalkaders voor het personeel van voornoemd Hof;

Gelet op het advies nr. 29.129 van de Vaste commissie voor taaltoezicht, gegeven op 22 mei 1997;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De taalkaders voor het personeel van het Arbitragehof, zoals zij voorkomen op de bij dit besluit gevoegde tabel, worden goedgekeurd.**Art. 2.** Het koninklijk besluit van 7 november 1989 tot vaststelling van het taalkader van het administratief personeel van het Arbitragehof wordt opgeheven.**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.**Art. 4.** Onze Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 juli 1997.

ALBERT

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

Cadres linguistiques pour le personnel de la Cour d'Arbitrage

Taalkaders voor het personeel van het Arbitragehof

Degrés de la hiérarchie et grades — Trappen van de hiërarchie en graden	Nombres d'emplois — Aantal betrekkingen	
	Cadre français — Frans kader	Cadre néerlandais — Nederlands kader
	2 conseiller ou premier conseiller ou premier conseiller-réviseur adviseur of eerste adviseur of eerste adviseur revisor	2
4 attaché ou conseiller adjoint ou conseiller ou premier conseiller attaché of adjunct adviseur of adviseur of eerste adviseur	4	4
7 documentaliste ou premier documentaliste documentalist of eerste documentalist secrétaire ou premier(ère) secrétaire secretaris(esse) of eerste secretaris(esse)	7	7
10 sténodactylographe ou premier(ère) sténodactylographe stenotypist(e) of eerste stenotypist(e)	3	3
12 conducteur d'auto ou premier conducteur d'auto chauffeur of eerste chauffeur messenger huissier/téléphoniste ou huissier/téléphoniste de pre- mière classe bode-deurwachter-telefonist(e) of deurwachter/telefonist(e) eerste klasse	3	3

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 6 juillet 1997.

ALBERTPar le Roi :
Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 6 juli 1997.

ALBERTVan Koningswege :
De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE**MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE**

F. 97 — 1538

[S — C — 97/14174]

~~16 JUILLET 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière~~ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.~~Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, notamment l'article 1^{er}, modifié par les lois des 21 juin 1985 et 20 juillet 1991;~~~~Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, modifié par les arrêtés royaux des 27 avril 1976, 23 juin 1978, 8 juin 1979, 14 décembre 1979, 15 avril 1980, 25 novembre 1980, 11 mai 1982, 8 avril 1983, 21 décembre 1983, 1^{er} juin 1984, 18 octobre 1984, 25 mars 1987, 28 juillet 1987, 17 septembre 1988, 22 mai 1989, 20 juillet 1990, 28 janvier 1991, 1^{er} février 1991, 18 mars 1991, 18 septembre 1991, 14 mars 1996, 29 mai 1996 et 11 mars 1997;~~~~Considérant que les Gouvernements des Régions ont été associés à l'élaboration du présent arrêté;~~~~Vu la délibération du Conseil des Ministres, le 25 avril 1997 sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;~~~~Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 11 juin 1997 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;~~**MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR**

N. 97 — 1538

[S — C — 14174]

~~16 JULI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer~~ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.~~Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 21 juni 1985 en 20 juli 1991;~~~~Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 april 1976, 23 juni 1978, 8 juni 1979, 14 december 1979, 15 april 1980, 25 november 1980, 11 mei 1982, 8 april 1983, 21 december 1983, 1 juni 1984, 18 oktober 1984, 25 maart 1987, 28 juli 1987, 17 september 1988, 22 mei 1989, 20 juli 1990, 28 januari 1991, 1 februari 1991, 18 maart 1991, 18 september 1991, 14 maart 1996, 29 mei 1996 en 11 maart 1997;~~~~Overwegende dat de Gewestregeringen zijn betrokken bij het ontwerpen van dit besluit;~~~~Gelet op het besluit van de Ministerraad van 25 april 1997 over de adviesaanvraag binnen een termijn van een maand;~~~~Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 11 juni 1997 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;~~

~~Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et du Secrétaire d'Etat à la Sécurité,~~

~~Nous avons arrêté et arrêtons :~~

~~Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, modifié par les arrêtés royaux des 27 avril 1976, 23 juin 1978, 21 décembre 1983, 25 mars 1987, 20 juillet 1990 et 18 septembre 1991 sont apportées les modifications suivantes :~~

~~1° L'article 2.2. b) est remplacé par la disposition suivante :~~

~~« b) des marques provisoires qui consistent :~~

~~— soit en des lignes continues ou discontinues de couleur orange;~~

~~— soit en des lignes continues ou discontinues constituées par des clous de couleur orange. »;~~

~~2° Les articles 2.8. à 2.13. sont numérotés 2.9. à 2.14. et l'article 2.15. est numéroté 2.16.;~~

~~3° Il est ajouté un article 2.8., rédigé comme suit :~~

~~« 2.8. Le terme "site spécial franchissable" désigne la partie de la voie publique réservée à la circulation des véhicules des services réguliers de transport en commun par les marques routières prévues aux articles 72.6. et 77.8. et dont le début est indiqué par le signal F 18.~~

~~Le site spécial franchissable ne fait pas partie de la chaussée. »;~~

~~4° A l'article 2.14., qui devient l'article 2.15., la disposition suivante est insérée entre le premier et le deuxième alinéa :~~

~~« Toutefois, l'adjonction d'un moteur électrique d'appoint qui ne peut fonctionner que lorsqu'il est fait usage des pédales, dont la puissance ne peut excéder 0,3 kW ne modifie pas la classification de l'engin. »;~~

~~5° L'article 2.16., qui devient l'article 2.17., est remplacé par les dispositions suivantes :~~

~~« 2.17. Le terme "cyclomoteur" désigne :~~

~~1) soit un "cyclomoteur classe A", c'est à dire tout véhicule à deux ou à trois roues équipé d'un moteur à combustion interne d'une cylindrée n'excédant pas 50 cm³ ou d'un moteur électrique et qui ne peut, par construction et par la seule puissance de son moteur, dépasser sur une route en palier la vitesse de 25 km à l'heure;~~

~~2) soit un "cyclomoteur classe B", c'est à dire :~~

~~— tout véhicule à deux ou à trois roues équipé d'un moteur à combustion interne d'une cylindrée ne dépassant pas 50 cm³ ou d'un moteur électrique et qui ne peut, par construction et par la seule puissance de son moteur, dépasser sur une route en palier la vitesse de 45 km à l'heure, à l'exclusion des cyclomoteurs classe A;~~

~~— tout véhicule à quatre roues équipé d'un moteur d'une cylindrée ne dépassant pas 50 cm³ pour les moteurs à allumage commandé ou, pour les autres types de moteurs, d'une puissance maximale nette n'excédant pas 4 kW et qui ne peut, par construction et par la seule puissance de son moteur, dépasser sur une route en palier la vitesse de 45 km à l'heure;~~

~~La masse maximale à vide des cyclomoteurs à trois roues est limitée à 270 kg; celle des cyclomoteurs à quatre roues à 350 kg; toutefois, pour les véhicules électriques, cette masse s'entend sans les batteries.~~

~~Le cyclomoteur à trois roues pourvu de deux roues montées sur un même essieu et dont la distance entre les centres des surfaces de contact de ces roues avec le sol est inférieure à 0,46 m, est considéré comme cyclomoteur à deux roues.~~

~~Le cyclomoteur à deux roues non monté n'est pas considéré comme véhicule.~~

~~L'adjonction d'une remorque à un cyclomoteur ne modifie pas la classification de cet engin.~~

~~Les véhicules conduits par les handicapés et qui sont équipés d'un moteur ne permettant pas de circuler à une vitesse supérieure à l'allure du pas, ne sont pas considérés comme cyclomoteurs. »;~~

~~6° L'article 2.17., qui devient l'article 2.18., est remplacé par la disposition suivante :~~

~~« 2.18. Le terme "motocyclette" désigne tout véhicule à moteur à deux roues, avec ou sans side car et qui ne répond pas à la définition du cyclomoteur.~~

~~L'adjonction d'une remorque à une motocyclette ne modifie pas la classification de cet engin. »;~~

~~Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van de Staatssecretaris voor Veiligheid,~~

~~Hebben Wij besloten en besluiten Wij :~~

~~Artikel 1. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 april 1976, 23 juni 1978, 21 december 1983, 25 maart 1987, 20 juli 1990 en 18 september 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :~~

~~1° Het artikel 2.2. b) wordt vervangen door de volgende bepaling :~~

~~« b) voorlopige markeringen die bestaan uit :~~

~~— hetzij oranje doorlopende of onderbroken strepen;~~

~~— hetzij doorlopende of onderbroken strepen gevormd door oranje spijkers. »;~~

~~2° De artikelen 2.8. tot 2.13. worden genummerd 2.9. tot 2.14. en het artikel 2.15. wordt 2.16. genummerd;~~

~~3° Een artikel 2.8., luidend als volgt, wordt ingevoegd :~~

~~« 2.8. « Bijzondere overrijdbare bedding », het deel van de openbare weg dat aan het verkeer van voertuigen van geregelde diensten voor gemeenschappelijk vervoer is voorbehouden door middel van de wegmarkeringen bedoeld in de artikelen 72.6. en 77.8. en waarvan het begin is aangeduid door het verkeersbord F 18.~~

~~De bijzondere overrijdbare bedding maakt geen deel uit van de rijbaan. »;~~

~~4° In artikel 2.14., dat artikel 2.15. wordt, wordt de volgende bepaling tussen het eerste en het tweede lid ingevoegd :~~

~~« Bevestiging van een elektrische hulpmotor die slechts kan werken als de pedalen worden gebruikt, waarvan het vermogen niet hoger mag zijn dan 0,3 kW, brengt evenwel geen wijziging in de classificatie van het voertuig. »;~~

~~5° Artikel 2.16. dat artikel 2.17. wordt, wordt vervangen door de volgende bepalingen :~~

~~« 2.17. "Bromfiets" :~~

~~1) ofwel een "bromfiets klasse A", dit wil zeggen elk twee of driewielig voertuig uitgerust met een motor met inwendige verbranding waarvan de cilinderinhoud ten hoogste 50 cm³ bedraagt, of met een elektrische motor en dat naar bouw en motorvermogen, op een horizontale weg, niet sneller kan rijden dan 25 km per uur;~~

~~2) ofwel een "bromfiets klasse B", dit wil zeggen :~~

~~— elk twee of driewielig voertuig uitgerust met een motor met inwendige verbranding en waarvan de cilinderinhoud ten hoogste 50 cm³ bedraagt, of met een elektrische motor en dat naar bouw en motorvermogen, op een horizontale weg, niet sneller kan rijden dan 45 km per uur, met uitsluiting van de bromfietsen klasse A;~~

~~— elk vierwielig voertuig uitgerust met een motor waarvan de cilinderinhoud ten hoogste 50 cm³ bedraagt voor de motoren met elektrische ontsteking of, voor andere typen van motoren, met een netto maximumvermogen van ten hoogste 4 kW en dat naar bouw en motorvermogen, op een horizontale weg, niet sneller kan rijden dan 45 km per uur;~~

~~De maximale lege massa van de driewielige bromfietsen is beperkt tot 270 kg; deze van de vierwielige bromfietsen tot 350 kg; voor de elektrische voertuigen geldt die massa evenwel zonder de batterijen.~~

~~De driewielige bromfiets met twee wielen die op dezelfde as zijn gemonteerd en waarvan de afstand tussen de middens van de contactvlakken van deze wielen met de grond kleiner is dan 0,46 m, wordt beschouwd als bromfiets met twee wielen.~~

~~De niet-bereden tweewielige bromfiets wordt niet als voertuig beschouwd.~~

~~Bevestiging van een aanhangwagen aan een bromfiets brengt geen wijziging in de classificatie van dit voertuig.~~

~~De voertuigen bestuurd door minder validen, uitgerust met een motor die niet toelaat zich sneller dan stapvoets voort te bewegen, worden niet als bromfiets beschouwd. »;~~

~~6° Artikel 2.17., dat artikel 2.18. wordt, wordt vervangen door de volgende bepaling :~~

~~« 2.18. "Motorfiets", elk tweewielig motorvoertuig met of zonder zijspanwagen en dat niet beantwoordt aan de bepaling van de bromfiets.~~

~~Bevestiging van een aanhangwagen aan een motorfiets brengt geen wijziging in de classificatie van dit voertuig. »;~~

7° A l'article 2.18., qui devient l'article 2.21., les mots "et de la motocyclette" sont remplacés par les mots "de la motocyclette, du tricycle et du quadricycle à moteur";

8° Il est ajouté un article 2.19. et un article 2.20. rédigés comme suit :

« 2.19. Le terme "tricycle à moteur" désigne tout véhicule à moteur à trois roues et qui ne répond pas à la définition du cyclomoteur et dont la masse maximale à vide n'exécède pas 1 000 kg.

L'adjonction d'une remorque à un tricycle à moteur ne modifie pas la classification de cet engin.

Les conducteurs des tricycles à moteur doivent observer les mêmes règles que les conducteurs de véhicules automobiles, sauf dispositions particulières. ».

"2.20. Le terme "quadricycle à moteur" désigne tout véhicule à moteur à quatre roues autres que ceux considérés comme cyclomoteurs, dont la masse à vide n'exécède pas 400 kg ou 550 kg pour les véhicules affectés au transport de choses, cette masse s'entendant sans les batteries pour les véhicules électriques, et dont la puissance maximale nette du moteur n'exécède pas 15 kW.

L'adjonction d'une remorque à un quadricycle à moteur ne modifie pas la classification de cet engin.

Les conducteurs de ces quadricycles à moteur doivent observer les mêmes règles que les conducteurs de véhicules automobiles, sauf dispositions particulières. ».

9° Les articles 2.19. à 2.26. sont numérotés 2.22. à 2.29. et les articles 2.27. à 2.29. sont numérotés 2.31. à 2.33.;

10° Il est ajouté un article 2.30. rédigé comme suit :

« 2.30. Le terme "masse à vide" désigne la tare d'un véhicule sans le carburant et avec l'équipement supplémentaire pour son usage normal ainsi que l'équipement réglementaire à l'exclusion d'accessoires complémentaires. ».

Art. 2. A l'article 11.3.4° du même arrêté, le nombre « 40 » est remplacé par le nombre « 45 ».

Art. 3. L'article 21.1. du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 23 juin 1978 est remplacé par la disposition suivante :

« 21.1. L'accès aux autoroutes est interdit :

— aux piétons, aux conducteurs de cycles, de cyclomoteurs et d'animaux;

— aux conducteurs de véhicules ou trains de véhicules qui ne peuvent atteindre en palier la vitesse de 70 km à l'heure;

— aux conducteurs des véhicules qui remorquent un autre véhicule au moyen d'une attache de fortune ou d'une attache secondaire conformément aux dispositions de l'article 49.5.;

— aux conducteurs de tricycles et de quadricycles à moteur sans habitacle.

Les véhicules admis à la circulation sur les autoroutes ne peuvent y avoir accès ou en sortir qu'aux endroits spécialement aménagés à cet effet. ».

Art. 4. A l'article 22.1. du même arrêté, les mots "ainsi que les tricycles et quadricycles à moteur sans habitacle" sont ajoutés après les mots "véhicules forains".

Art. 5. A l'article 30bis du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 21 décembre 1983, les mots "à deux roues" sont supprimés après les mots "des motocyclettes".

Art. 6. L'article 36 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 27 avril 1976 est remplacé par la disposition suivante :

« Les conducteurs et les passagers de tricycles et de quadricycles à moteur et de cyclomoteurs classe B sans habitacle ainsi que de motocyclettes doivent porter un casque de protection.

Le casque de protection porté par des conducteurs et des passagers domiciliés en Belgique doit, pour les tailles des casques pour lesquelles l'homologation est requise, être pourvu d'une marque d'homologation attestant la conformité aux normes définies par Nous. ».

Art. 7. A l'article 46 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 18 septembre 1991 sont apportées les modifications suivantes :

1° L'article 46.1.2°, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° cyclomoteur à trois ou quatre roues, tricycle ou quadricycle avec ou sans moteur ou leur remorque : la largeur du chargement ne peut excéder de plus de 0,30 mètre la largeur du véhicule non chargé avec maximum absolu de 2,50 mètres. »;

7° In artikel 2.18., dat artikel 2.21. wordt, worden de woorden "en van de motorfiets" vervangen door de woorden "van de motorfiets, van de drie en van de vierwieler met motor";

8° Een artikel 2.19. en een artikel 2.20., luidend als volgt, worden ingevoegd :

« 2.19. "Driewieler met motor", elk driewielig motorvoertuig dat niet beantwoordt aan de bepaling van de bromfietser en waarvan de maximale ledige massa niet meer dan 1 000 kg bedraagt.

Bevestiging van een aanhangwagen aan een driewieler met motor brengt geen wijziging in de classificatie van dit voertuig.

Behoudens bijzondere bepalingen, moeten de bestuurders van driewielers met motor dezelfde regels naleven als de bestuurders van auto's. ».

"2.20. "Vierwieler met motor", elk vierwielig motorvoertuig, andere dan die welke als bromfietsen worden beschouwd, met een lege massa van ten hoogste 400 kg of 550 kg voor voertuigen gebruikt voor het goederenvervoer en met een netto maximumvermogen van de motor van ten hoogste 15 kW. Voor de elektrische voertuigen geldt die massa zonder de batterijen.

Bevestiging van een aanhangwagen aan een vierwieler met motor brengt geen wijziging in de classificatie van dit voertuig.

Behoudens bijzondere bepalingen, moeten de bestuurders van die vierwieler met motor dezelfde regels naleven als de bestuurders van auto's. ».

9° De artikelen 2.19. tot 2.26. worden genummerd 2.22. tot 2.29. en de artikelen 2.27. tot 2.29. worden genummerd 2.31. tot 2.33.;

10° Een artikel 2.30., luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« 2.30. "Ledige massa", de eigen massa van het voertuig zonder brandstof, en met de aanvullende uitrusting voor zijn normaal gebruik, alsook met de reglementaire uitrusting, met uitzondering van bijkomende benodigdheden. ».

Art. 2. In artikel 11.3.4° van hetzelfde besluit wordt het getal « 40 » vervangen door het getal « 45 ».

Art. 3. Artikel 21.1. van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 juni 1978, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 21.1. De toegang tot de autosnelwegen is verboden :

— aan de voetgangers, aan de bestuurders van rijwielen, van bromfietsen en van dieren;

— aan de bestuurders van voertuigen of slepen die op een horizontale weg de snelheid van 70 km per uur niet kunnen bereiken;

— aan de bestuurders van voertuigen die overeenkomstig de bepalingen van artikel 49.5. met een noodkoppeling of met een hulpkoppeling een ander voertuig slepen;

— aan de bestuurders van drie en vierwieler met motor zonder carrosserie.

De tot het verkeer op de autosnelwegen toegelaten voertuigen mogen die wegen slechts oprijden of verlaten op de plaatsen die daarvoor speciaal ingericht zijn. ».

Art. 4. In artikel 22.1. van hetzelfde besluit worden de woorden "alsook de drie en vierwieler met motor, zonder carrosserie", ingevoegd na het woord "kermisvoertuigen".

Art. 5. In artikel 30bis van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 december 1983, wordt het woord "tweewielige" vóór het woord "motorfietsen" geschrapt.

Art. 6. Artikel 36 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 april 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De bestuurders en passagiers van drie en vierwieler met motor en van bromfietsen klasse B, zonder carrosserie, alsook van motorfietsen, moeten een valhelm dragen.

De valhelm, gedragen door bestuurders en passagiers die in België wonen, moet, voor de maten van de helmen waarvoor de homologatie is vereist, een homologatieteken dragen waaruit de gelijkvormigheid met de door Ons vastgestelde normen blijkt. ».

Art. 7. In artikel 46 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 september 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Artikel 46.1.2°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° bromfietser met drie of vier wielen, drie en vierwieler met of zonder motor of hun aanhangwagen : de breedte van de lading mag ten hoogste 0,30 meter meer bedragen dan de breedte van het niet beladen voertuig, met een volstrekt maximum van 2,50 meter. »;

~~2° Aux articles 46.1.5° et 6°, les mots "à deux roues" sont supprimés;~~

~~3° A l'article 46.2.2., les mots "avec ou" sont insérés entre les mots "quadricycles" et "sans moteur".~~

~~Art. 8. A l'article 47bis, inséré dans le même arrêté par l'arrêté royal du 18 septembre 1991, sont apportées les dispositions suivantes :~~

~~1° A l'article 47bis 1., le mot "souples" est supprimé;~~

~~2° l'article 47bis 3., premier alinéa, est remplacé par la disposition suivante :~~

~~« Art. 47bis 3. Les bandes réfléchissantes visées à l'article 47bis 1. doivent avoir une surface de 0,120 m² avec une largeur minimale de 0,25 m.~~

~~Elles doivent être pourvues de bandes diagonales alternées de couleur rouge et blanche d'au moins 0,10 m de largeur. »;~~

~~Art. 9. A l'article 49.5. du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :~~

~~1° Au premier alinéa, les mots « qu'en cas de force majeure » sont remplacés par les mots « que par les conducteurs de véhicules automobiles, seulement dans les cas de force majeure »;~~

~~2° Au deuxième tiret du premier alinéa, les mots "ou un quadricycle à moteur" sont insérés entre les mots "un véhicule automobile" et "dont le" et dans le texte néerlandais le mot "kan" est remplacé par le mot "kunnen" et le mot "biedt" par le mot "bieden".~~

~~Art. 10. Un article 62ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :~~

~~"Article 62ter. Signaux lumineux spéciaux destinés à régler la circulation des véhicules des services réguliers de transport en commun~~

~~Les signaux lumineux sous forme de barres, cercles et triangles de couleur blanche apparaissant sur un fond noir sont destinés à régler la circulation des véhicules des services réguliers de transport en commun.~~

~~Ils ont la signification suivante :~~

~~1° une barre horizontale a la même signification que le feu rouge prévu à l'article 61.1.1°;~~

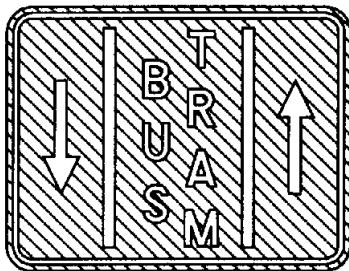
~~2° un cercle a la même signification que le feu jaune-orange fixe prévu à l'article 61.1.2°;~~

~~3° un triangle sur pointe a la même signification que le feu vert prévu à l'article 61.1.3°;~~

~~4° une barre verticale signifie l'autorisation de poursuivre sa route uniquement tout droit;~~

~~5° une barre inclinée à 45° vers la gauche ou la droite signifie l'autorisation de poursuivre sa marche uniquement dans les directions indiquées par la barre. »;~~

~~Art. 11. A l'article 71.2. du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 23 juin 1978, 8 avril 1983, 17 septembre 1988, 20 juillet 1990 et 1^{er} février 1991, le signal suivant est inséré :~~



~~Indication d'un site spécial franchissable réservé à la circulation des véhicules des services réguliers de transport en commun. »;~~

~~2° In de artikelen 46.1.5° en 6°, worden de woorden "tweewielige" geschrapt;~~

~~3° In artikel 46.2.2. worden de woorden "met of" ingevoegd tussen de woorden "vierwielers" en "zonder motor".~~

~~Art. 8. In artikel 47bis, ingevoegd in hetzelfde besluit bij koninklijk besluit van 18 september 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :~~

~~1° In artikel 47bis 1. wordt het woord "soepele" geschrapt;~~

~~2° Artikel 47bis 3., eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :~~

~~« Art. 47bis 3. De reflecterende stroken vermeld onder 47bis 1. moeten een oppervlakte hebben van minimum 0,120 m² met een breedte van minimum 0,25 m.~~

~~Zij moeten voorzien zijn van diagonale afwisselend rode en witte strepen van ten minste 0,10 m breedte. »;~~

~~Art. 9. In artikel 49.5. van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :~~

~~1° In het eerste lid worden de woorden « slechts gebruikt worden in geval van overmacht » vervangen door de woorden « slechts gebruikt worden door de bestuurders van auto's, alleen in geval van overmacht »;~~

~~2° Bij het tweede streepje van het eerste lid worden de woorden "of een vierwielers met motor" ingevoegd tussen de woorden "een auto" en "die zich" en wordt in de Nederlandse tekst, het woord "kan" vervangen door het woord "kunnen" en het woord "biedt" door het woord "bieden".~~

~~Art. 10. Een artikel 62ter, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :~~

~~"Artikel 62ter. Bijzondere verkeerslichten voor het regelen van het verkeer van voertuigen van geregelde diensten voor gemeenschappelijk vervoer~~

~~De verkeerslichten in de vorm van balken, cirkels en driehoeken, in het wit op een zwarte achtergrond, dienen om het verkeer te regelen van voertuigen van geregelde diensten voor gemeenschappelijk vervoer.~~

~~Zij hebben de volgende betekenis :~~

~~1° een horizontale balk heeft dezelfde betekenis als het rood licht bepaald in artikel 61.1.1°;~~

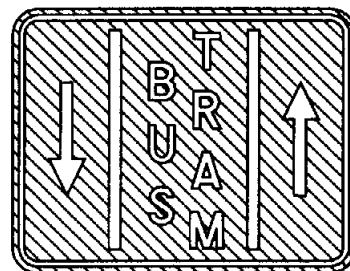
~~2° een cirkel heeft dezelfde betekenis als het vast oranjegeel licht bepaald in artikel 61.1.2°;~~

~~3° een omgekeerde driehoek heeft dezelfde betekenis als het groen licht bepaald in artikel 61.1.3°;~~

~~4° een verticale balk geeft de toelating om alleen rechtdoor te rijden;~~

~~5° een 45° schuin naar links of naar rechts gerichte balk geeft de toelating om alleen in de richtingen die door de balk worden aangeduid, voort te rijden. »;~~

~~Art. 11. In artikel 71.2. van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 juni 1978, 8 april 1983, 17 september 1988, 20 juli 1990 en 1 februari 1991, wordt het volgende verkeersbord ingevoegd :~~



~~Aanwijzing van een bijzondere overrijdbare bedding, voorbehouden aan het verkeer van voertuigen van geregelde diensten voor gemeenschappelijk vervoer. »;~~

~~Art. 12.~~ L'article 72 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

~~« 72.6. Une ou des larges lignes blanches continues ou les marques prévues à l'article 77.8. délimitent le site spécial franchissable qui est réservé aux véhicules des services réguliers de transport en commun.~~

Lorsque les taxis sont admis sur le site, le signal F 18 est complété par le mot "TAXI". ~~Dans ce cas, les conducteurs de taxis doivent se conformer, le cas échéant, aux feux lumineux de circulation prévus à l'article 62ter. Ils devront en outre suivre les directions autorisées.~~

Les véhicules prioritaires peuvent circuler sur ce site lorsque l'urgence de leur mission le justifie.

Les autres véhicules ne peuvent franchir ce site qu'à un carrefour ou pour quitter une propriété riveraine ou y accéder. Ils ne peuvent l'emprunter que pour contourner un obstacle en chaussée.

~~Dans ce cas, ils doivent se conformer, le cas échéant, aux feux lumineux de circulation prévus à l'article 62ter. Ils devront en outre suivre les directions autorisées.~~

Les mots « Bus, Tram » et, le cas échéant, « Taxi » peuvent être inscrits dans le site spécial franchissable.

Le signal F18 peut être répété après chaque carrefour. ».

~~Art. 13.~~ L'article 73.1. du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

~~« 73.1. Des marques provisoires pour canaliser la circulation à l'occasion de travaux sont constituées soit par des lignes continues ou discontinues de couleur orange, soit par des clous de couleur orange.~~

Les lignes continues et discontinues de couleur orange ont la même signification que les lignes continues et discontinues visées aux articles 72.2. et 72.3.

Lorsqu'il est fait usage de clous, les marques peuvent consister en :

- 1° une ligne continue;
- 2° une ligne discontinue. ».

~~Art. 14.~~ A l'article 77 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 25 mars 1987 et 20 juillet 1990 sont apportées les modifications suivantes :

1° L'article 77.4. est remplacé par la disposition suivante :

~~« Article 77.4. Des îlots directionnels et des zones d'évitement peuvent être marqués sur le sol par des lignes parallèles obliques de couleur blanche.~~

Les conducteurs ne peuvent pas circuler, ni s'arrêter ni stationner sur ces marques. ».

2° L'article 77 est complété par la disposition suivante :

~~« 77.8. Des marques en damier composées de carrés blancs peuvent être apposées sur le sol.~~

Il délimite l'espace réservé aux véhicules des services réguliers de transport en commun sur un site spécial franchissable ou l'espace qui relie les sites propres et les sites spéciaux franchissables entre eux.

L'arrêt et le stationnement sont interdits sur ces marques. ».

~~Art. 15.~~ Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 1997.

~~Art. 16.~~ Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Secrétaire d'Etat à la Sécurité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 juillet 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,
J. PEETERS

~~Art. 12.~~ Artikel 72 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling :

~~« 72.6. Een of meerdere brede witte doorlopende strepen of de markering bedoeld in artikel 77.8. bakenen de bijzondere overrijdbare bedding af die voorbehouden is aan voertuigen van geregelde diensten voor gemeenschappelijk vervoer.~~

Wanneer taxi's de bedding mogen volgen, moet het verkeersbord F18 aangevuld worden met het woord "TAXI". In dit geval moeten de bestuurders van taxis, in voorkomend geval, de verkeerslichten, bedoeld in artikel 62ter, opvolgen. Zij zullen bovendien in de toegelaten richtingen moeten voortrijden.

De prioritaire voertuigen mogen op deze bedding rijden wanneer hun dringende opdracht het rechtvaardigt.

De andere voertuigen mogen een bedding slechts dwarsen op een kruispunt of om een aanpalend eigendom te verlaten of te bereiken. Zij mogen er slechts gebruik van maken om omheen een hindernis op de rijbaan te rijden.

~~In dit geval moeten de bestuurders, in voorkomend geval, de verkeerslichten, bedoeld in artikel 62ter opvolgen. Zij zullen bovendien in de toegelaten richtingen moeten voortrijden.~~

De woorden « Bus, Tram » en, in voorkomend geval, « Taxi » mogen op de bijzondere overrijdbare bedding worden aangebracht.

Het verkeersbord F18 mag worden herhaald na ieder kruispunt. ».

~~Art. 13.~~ Artikel 73.1. van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

~~« 73.1. Voorlopige markeringen om bij werken het verkeer te kanaliseren, worden gevormd door ofwel oranje doorlopende of onderbroken strepen, ofwel door oranje spijkers.~~

De oranje doorlopende en onderbroken strepen hebben dezelfde betekenis als de doorlopende en de onderbroken strepen bedoeld in de artikelen 72.2. en 72.3.

Wanneer spijkers gebruikt worden, kunnen de markeringen bestaan uit :

- 1° een doorlopende streep;
- 2° een onderbroken streep. ».

~~Art. 14.~~ In artikel 77 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 maart 1987 en 20 juli 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Artikel 77.4. wordt vervangen door de volgende bepaling :

~~« Artikel 77.4. Verkeersgeleiders en verdrijvingsvlakken mogen op de grond worden aangebracht door witte evenwijdige schuine strepen.~~

De bestuurders mogen niet rijden, stilstaan of parkeren op deze markeringen. ».

2° Artikel 77 wordt aangevuld met de volgende bepaling :

~~« 77.8. Een dambordmarkering die bestaat uit witte vierkanten, mag op de grond worden aangebracht.~~

Zij bakent de plaats af voorbehouden aan voertuigen van geregelde diensten voor gemeenschappelijk vervoer op een bijzondere overrijdbare bedding of de plaats die eigen beddingen en bijzondere overrijdbare beddingen met elkaar verbinden.

Stilstaan en parkeren op deze markering is verboden. ».

~~Art. 15.~~ Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1997.

~~Art. 16.~~ Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Staatssecretaris voor Veiligheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 juli 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

De Staatssecretaris voor Veiligheid,
J. PEETERS

F. 97 — 1539

[S — C — 97/14170]

~~16 JUILLET 1997. Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière~~

Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,

~~Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, notamment l'article 1^{er}, modifié par les lois des 21 juin 1985 et 20 juillet 1991;~~

~~Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, notamment l'article 60.2;~~

~~Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière modifié par les arrêtés ministériels des 8 décembre 1977, 23 juin 1978, 14 décembre 1979, 25 novembre 1980, 11 avril 1983, 1^{er} juin 1984, 17 septembre 1988, 20 juillet 1990, 1^{er} février 1991, 11 mars 1991, 27 juin 1991, 19 décembre 1991 et 11 mars 1997;~~

~~Vu l'accord du Ministre de l'Intérieur;~~

~~Considérant que les Gouvernements des Régions ont été associés à l'élaboration du présent arrêté;~~

~~Vu la délibération du Conseil des Ministres, le 25 avril 1997 sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;~~

~~Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 11 juin 1997 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,~~

Arrête :

~~Article 1^{er}. Un article 3ter, rédigé comme suit est inséré à l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière :~~

~~« Article 3ter. Signaux lumineux spéciaux destinés à régler la circulation des véhicules des services réguliers de transport en commun (article 62ter du règlement général relatif à la police de la circulation routière).~~

~~Les signaux lumineux spéciaux destinés à régler la circulation des véhicules des services réguliers de transport en commun apparaissent dans une surface circulaire opaque de couleur noire et d'un diamètre minimal de 0,18 m, conformément à la planche 5 de l'annexe 1 au présent arrêté.~~

~~Ils ne peuvent être utilisés que pour régler la circulation des véhicules sur un site propre ou sur un site spécial franchissable destiné aux services réguliers de transport en commun. ».~~

~~Art. 2. A l'article 12 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 23 juin 1978, 11 avril 1983, 17 septembre 1988, 20 juillet 1990, 1^{er} février 1991 et 19 décembre 1991, sont apportées les modifications suivantes :~~

~~1^o L'article 12.5 est complété par la disposition suivante :~~

~~« Ce signal doit avoir comme dimensions minimales 0,60 m x 0,40 m. ».~~

~~2^o Un article 12.5bis rédigé comme suit est ajouté :~~

~~« 12.5bis. Signal F18. Indication d'un site spécial franchissable réservé aux véhicules des services réguliers de transport en commun.~~

~~Ce signal est placé au début du site spécial franchissable. Il peut être répété après chaque carrefour.~~

~~Ce signal doit avoir comme dimensions minimales 0,60 m x 0,40 m. ».~~

N. 97 — 1539

[S — C — 97/14170]

~~16 JULI 1997. Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 waarbij de minimumafmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald~~

De Staatssecretaris voor Veiligheid,

~~Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 21 juni 1985 en 20 juli 1991;~~

~~Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975, houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, inzonderheid op artikel 60.2;~~

~~Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 waarbij de minimumafmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald, gewijzigd bij de ministerieel besluiten van 8 december 1977, 23 juni 1978, 14 december 1979, 25 november 1980, 11 april 1983, 1 juni 1984, 17 september 1988, 20 juli 1990, 1 februari 1991, 11 maart 1991, 27 juni 1991, 19 december 1991 en 11 maart 1997;~~

~~Gelet op het akkoord van de Minister van Binnenlandse Zaken;~~

~~Overwegende dat de Gewestregeringen zijn betrokken bij het ontwerpen van dit besluit;~~

~~Gelet op het besluit van de Ministerraad van 25 april 1997 over de adviesaanvraag binnen een termijn van een maand;~~

~~Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 11 juni 1997 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,~~

Besluit :

~~Artikel 1. Een artikel 3ter, luidend als volgt, wordt in het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 waarbij de minimumafmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald, ingevoegd :~~

~~« Artikel 3ter. Bijzondere verkeerslichten voor het regelen van het verkeer van voertuigen van geregelde diensten voor gemeenschappelijk vervoer (artikel 62ter van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer).~~

~~De bijzondere verkeerslichten voor het regelen van het verkeer van voertuigen van geregelde diensten voor gemeenschappelijk vervoer komen voor op een matte zwarte cirkelvormige oppervlakte met een diameter van ten minste 0,18 m, overeenkomstig plaat 5 van bijlage 1 tot dit besluit.~~

~~Zij mogen slechts gebruikt worden voor de regeling van het verkeer van voertuigen op een eigen bedding of op een bijzondere overrijdbare bedding bestemd voor geregelde diensten voor gemeenschappelijk vervoer. ».~~

~~Art. 2. In artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de ministerieel besluiten van 23 juni 1978, 11 april 1983, 17 september 1988, 20 juli 1990, 1 februari 1991 en 19 december 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :~~

~~1^o Artikel 12.5 wordt aangevuld met het volgend lid :~~

~~« Dit verkeersbord moet als minimumafmetingen 0,60 m x 0,40 m hebben. ».~~

~~2^o Een artikel 12.5bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd :~~

~~« 12.5bis. Verkeersbord F18. Aanduiding van een bijzondere overrijdbare bedding, voorbehouden voor voertuigen van geregelde openbare diensten voor gemeenschappelijk vervoer.~~

~~Dit verkeersbord wordt geplaatst bij het begin van de bijzondere overrijdbare bedding. Het mag na elk kruispunt herhaald worden.~~

~~Dit verkeersbord moet als minimumafmetingen 0,60 m x 0,40 m hebben. ».~~

~~Art. 3. L'article 14 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 21 octobre 1980, est complété par la disposition suivante :~~

~~« 14.6. Délimitation du site spécial franchissable réservé aux véhicules des services réguliers de transport en commun.~~

~~La largeur de la ligne blanche continue délimitant le site spécial franchissable est d'environ 0,20 m.~~

~~Elle est tracée sur toute la longueur du site, sauf aux endroits où il est fait usage des marques prévues à l'article 19.7.~~

~~Des inscriptions conformes à la planche 11 de l'annexe 4 au présent arrêté peuvent être apposées sur le site spécial franchissable. ».~~

~~Art. 4. L'article 15 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :~~

~~« Art. 15. Marques longitudinales provisoires indiquant les bandes de circulation~~

~~1° La ligne continue est réalisée :~~

~~— soit par deux rangées de clous de couleur orange en quinconce. L'espacement entre un clou d'une rangée et les clous les plus proches de l'autre rangée est d'environ 0,60 m, conformément à la planche 2 de l'annexe 4 au présent arrêté;~~

~~— soit par une ligne continue de couleur orange d'une largeur d'environ 0,20 m sur autoroute et 0,15 m sur les autres routes.~~

~~2° La ligne discontinue est réalisée :~~

~~— soit par des groupes de cinq clous de couleur orange. Les clous sont espacés d'environ 0,60 m, les groupes sont espacés d'environ 10 m conformément à la planche 2 de l'annexe 4 au présent arrêté;~~

~~— soit par une ligne discontinue de couleur orange d'une largeur d'environ 0,20 m sur autoroute et 0,15 m sur les autres routes tracée conformément aux dispositions de l'article 14.3. ».~~

~~Art. 5. A l'article 19 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 19 décembre 1991, sont apportées les modifications suivantes :~~

~~1° Dans l'intitulé de l'article 19.3, les mots "et des zones d'évitement" sont ajoutés après les mots "îlots directionnels";~~

~~2° A l'article 19.3, 1° et 2°, les mots "et zones d'évitement" sont ajoutés après le mot "îlots";~~

~~3° La disposition suivante est ajoutée :~~

~~« 19.7. Marques en damier~~

~~Ces marques sont composées de carrés de couleur blanche d'environ 0,50 m de côté.~~

~~Elles ne peuvent être utilisées que pour délimiter l'espace réservé aux véhicules des services réguliers des transports en commun sur un site spécial franchissable ou pour relier des sites spéciaux franchissables et des sites propres entre eux.~~

~~Elles ne peuvent pas être utilisées lorsque les marques prévues à l'article 14.6. sont apposées. ».~~

~~Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 1997.~~

~~Bruxelles, le 16 juillet 1997.~~

~~Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,~~

~~J. PEETERS~~

~~Art. 3. Artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 21 oktober 1980, wordt aangevuld met de volgende bepaling :~~

~~« 14.6. Afbakening van de bijzondere overrijdbare bedding, voorbehouden aan de voertuigen van geregelde diensten voor gemeenschappelijk vervoer.~~

~~De breedte van de witte doorlopende streep die de bijzondere overrijdbare bedding afbakt, bedraagt ongeveer 0,20 m.~~

~~Ze wordt aangebracht over gans de lengte van de bedding, behalve op de plaatsen waar gebruik is gemaakt van de markeringen, bepaald bij artikel 19.7.~~

~~Opschriften, overeenkomstig plaat 11 van bijlage 4 tot dit besluit, kunnen op de bijzondere overrijdbare bedding worden geplaatst. ».~~

~~Art. 4. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :~~

~~« Art. 15. Overlangse voorlopige markeringen die de rijstroken aanduiden~~

~~1° De doorlopende streep wordt als volgt aangegeven :~~

~~— ofwel door twee overhoeks geplaatste reeksen oranje spijkers. Tussen een spijker van één reeks en de dichtstbijgelegen spijkers van de andere reeks is er ongeveer 0,60 m tussenafstand, overeenkomstig plaat 2 van bijlage 4 tot dit besluit;~~

~~— ofwel door een oranje doorlopende streep van ongeveer 0,20 m breedte op de autosnelwegen en 0,15 m op de andere wegen.~~

~~2° De onderbroken streep wordt als volgt aangegeven :~~

~~— ofwel door groepen van vijf oranje spijkers. Tussen de spijkers is er ongeveer 0,60 m tussenafstand, tussen de groepen ongeveer 10 m, overeenkomstig plaat 2 van bijlage 4 tot dit besluit;~~

~~— ofwel door een oranje onderbroken streep van ongeveer 0,20 m breedte op de autosnelwegen en 0,15 m op de andere wegen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 14.3. ».~~

~~Art. 5. In artikel 19 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 19 december 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :~~

~~1° In het opschrift van artikel 19.3, worden de woorden "en verdrijvingsvlakken" ingevoegd tussen de woorden "verkeersgeleiders" en "op";~~

~~2° In artikel 19.3, 1° en 2° worden de woorden "en verdrijvingsvlakken" ingevoegd tussen de woorden "geleiders" en "op";~~

~~3° De volgende bepaling wordt toegevoegd :~~

~~« 19.7. Dambordmarkeringen~~

~~Deze markeringen bestaan uit witte vierkanten met een zijde van ongeveer 0,50 m.~~

~~Zij mogen slechts gebruikt worden om de plaats af te bakenen voorbehouden aan voertuigen van geregelde diensten voor gemeenschappelijk vervoer op een bijzondere overrijdbare bedding of om eigen beddingen en bijzondere overrijdbare beddingen met elkaar te verbinden.~~

~~Zij mogen niet gebruikt worden wanneer de markeringen bepaald in artikel 14.6. aangebracht zijn. ».~~

~~Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1997.~~

~~Brussel, 16 juli 1997.~~

~~De Staatssecretaris voor Veiligheid,~~

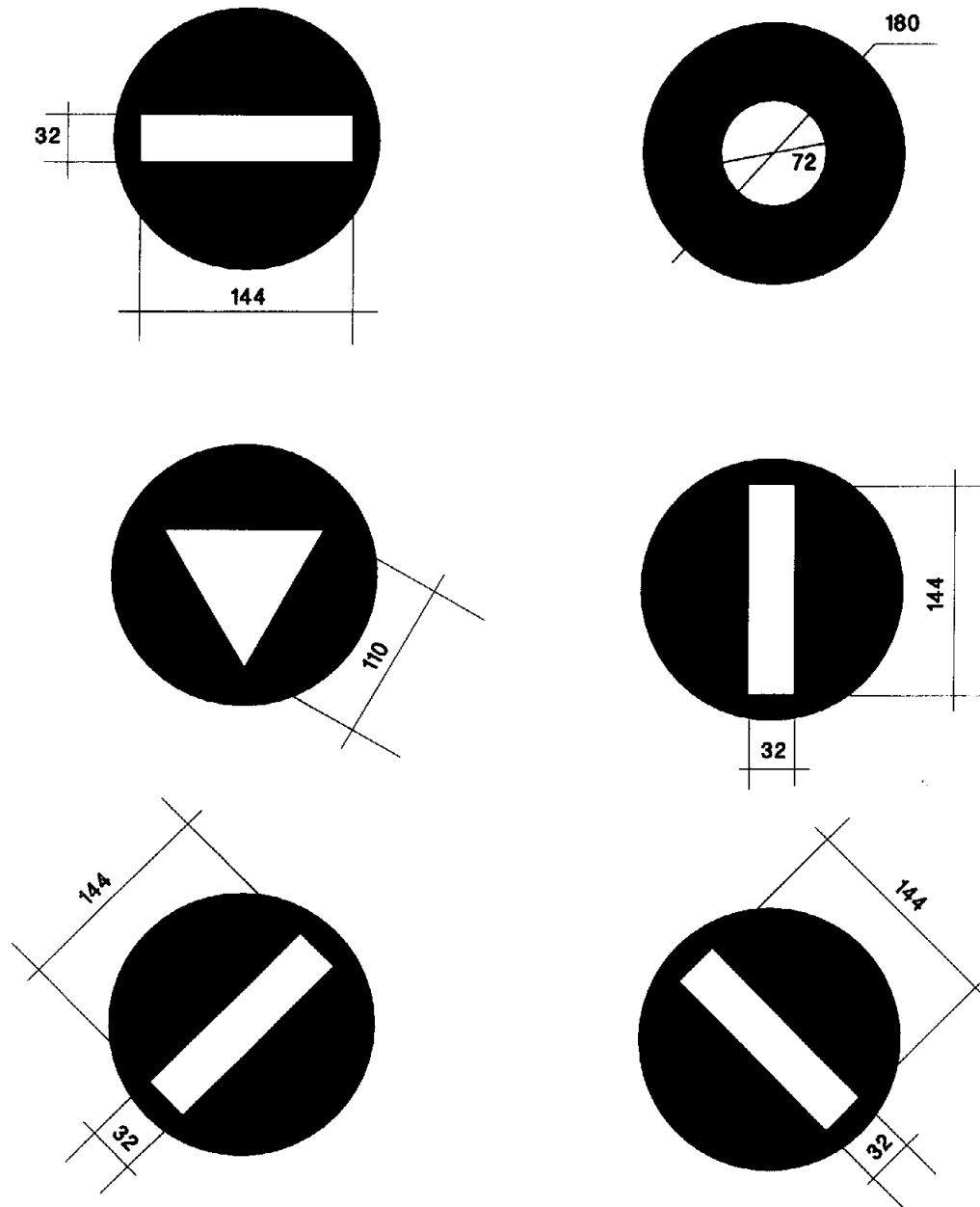
~~J. PEETERS~~

~~Annexe 1 à l'arrêté ministériel fixant les dimensions et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.~~

~~Planche 5 : signaux lumineux spéciaux destinés à régler la circulation des véhicules des services réguliers de transport en commun~~

~~Bijlage 1 tot het ministerieel besluit waarbij de minimumafmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.~~

~~Plaat 5 : Bijzondere verkeerslichten voor het regelen van het verkeer van voertuigen van geregelde diensten voor het gemeenschappelijk vervoer~~



~~Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997.~~

~~Bruxelles, le 16 juillet 1997.~~

~~Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,~~

~~J. PEETERS~~

~~Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 16 juli 1997.~~

~~Brussel, 16 juli 1997.~~

~~De Staatssecretaris voor Veiligheid,~~

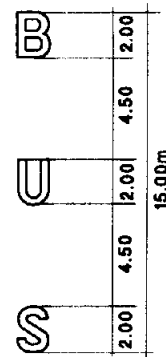
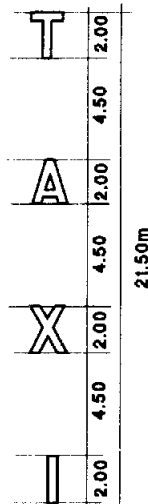
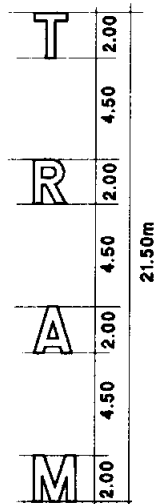
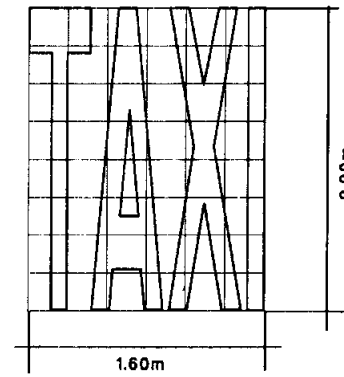
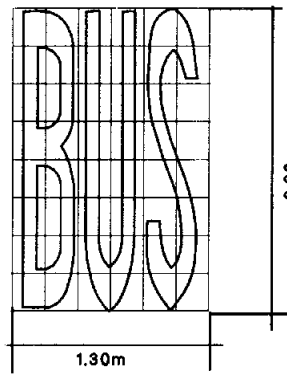
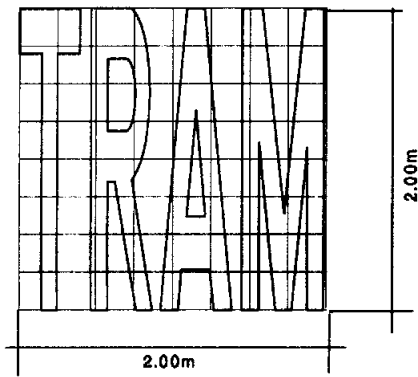
~~J. PEETERS~~

~~Annexe 4 à l'arrêté ministériel fixant les dimensions et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.~~

~~Bijlage 4 tot het ministerieel besluit waarbij de minimumafmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.~~

~~Planche 11 — Marques pour les sites spéciaux franchissables~~

~~Plaat 11 — Markeringen voor de bijzondere overrijdbare beddingen~~



~~Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997.~~

~~Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 16 juli 1997.~~

~~Bruxelles, le 16 juillet 1997.~~

~~Brussel, 16 juli 1997.~~

~~Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,~~

~~De Staatssecretaris voor Veiligheid,~~

~~J. PEETERS~~

~~J. PEETERS~~

**MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE**

F. 97 — 1540

[C — 97/16209]

~~29 JUILLET 1997. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 6 septembre 1990 portant des mesures temporaires en vue de la lutte contre la peste porcine classique~~

~~Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises;~~

~~Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, modifiée par les lois des 29 décembre 1990, 20 juillet 1991, 6 août 1993, 21 décembre 1994 et 20 décembre 1995;~~

~~Vu la Directive 80/217/CEE, établissant des mesures communautaires de lutte contre la peste porcine classique, modifiée par la Directive 84/645/CEE du Conseil du 27 décembre 1984, la Directive 87/486/CEE du Conseil du 22 septembre 1987 et la Directive 91/685/CEE du Conseil du 11 décembre 1991;~~

~~Vu l'arrêté royal du 15 février 1995 portant des mesures spéciales en vue de la surveillance épidémiologique et de la prévention des maladies de pores à déclaration obligatoire;~~

~~Vu l'arrêté royal du 10 septembre 1981 portant des mesures de police sanitaire relatives à la peste porcine classique et la peste porcine africaine, modifié par les arrêtés royaux des 20 avril 1982, 31 janvier 1990, 22 mai 1990, 14 juillet 1995 et 31 octobre 1996, notamment l'article 36bis;~~

~~Vu l'arrêté ministériel du 6 septembre 1990 portant des mesures de lutte temporaires en vue de la lutte contre la peste porcine classique, modifié par les arrêtés ministériels des 21 septembre 1990, 12 octobre 1990, 16 novembre 1990, 6 décembre 1990, 28 mai 1991, 15 octobre 1993, 21 octobre 1993, 29 octobre 1993, 24 novembre 1993, 13 janvier 1994, 8 février 1994, 18 février 1994, 10 mars 1994, 17 mars 1994, 22 mars 1994, 1^{er} avril 1994, 15 avril 1994, 20 avril 1994, 28 avril 1994, 27 mai 1994, 8 juin 1994, 21 juin 1994, 1^{er} juillet 1994, 11 juillet 1994, 5 août 1994, 25 août 1994, 20 septembre 1994, 7 octobre 1994, 4 novembre 1994, 28 décembre 1994, 7 février 1997, 17 février 1997, 6 mars 1997, 28 mars 1997, 9 avril 1997, 10 avril 1997, 9 mai 1997, 22 mai 1997, 16 juin 1997, 26 juin 1997, 5 juillet 1997 et 24 juillet 1997 ainsi que par l'arrêté royal du 14 juin 1993 déterminant les conditions d'équipement pour la détention des pores;~~

~~Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;~~

~~Vu l'urgence;~~

~~Considérant que l'évolution de la peste porcine classique en Belgique et aux Pays-Bas nécessite une adaptation urgente des mesures de lutte temporaires;~~

~~Arrête :~~

~~Article 1^{er}. L'article 2, § 1^{er} de l'arrêté ministériel du 6 septembre 1990 portant des mesures temporaires en vue de la lutte contre la peste porcine classique modifié par l'arrêté ministériel du 28 mars 1997 est complété comme suit :~~

~~« Pour effectuer des transports de pores en Belgique, tout transporteur en provenance des Pays-Bas ne peut avoir eu de contact depuis 48 heures avec une exploitation porcine de ce pays et doit se présenter à l'Inspection vétérinaire compétente pour le lieu de chargement afin de prouver d'une part qu'il a respecté cette condition et d'autre part que son véhicule a fait l'objet d'un nettoyage et d'une désinfection après le dernier transport.~~

~~L'Inspecteur vétérinaire ou son délégué lui délivre alors une attestation dont le modèle est repris en annexe XVIII et dont la validité est de 24 heures.»~~

~~Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.~~

~~Bruxelles, le 29 juillet 1997.~~

~~K. PINXTEN~~

**MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW**

N. 97 — 1540

[C — 97/16209]

~~29 JULI 1997. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 6 september 1990 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van klassieke varkenspest~~

~~De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen;~~

~~Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990, 20 juli 1991, 6 augustus 1993, 21 december 1994 en 20 december 1995;~~

~~Gelet op de Richtlijn 80/217/EEG tot vaststelling van maatregelen ter bestrijding van klassieke varkenspest, gewijzigd bij Richtlijn 84/645/EEG van de Raad van 27 december 1984, Richtlijn 87/486/EEG van de Raad van 22 september 1987 en Richtlijn 91/685/EEG van de Raad van 11 december 1991;~~

~~Gelet op het koninklijk besluit van 15 februari 1995 houdende bijzondere maatregelen van epidemiologisch toezicht op en preventie van aangifteplichtige varkensziekten;~~

~~Gelet op het koninklijk besluit van 10 september 1981 houdende maatregelen van diergeneeskundige politie betreffende de klassieke varkenspest en de Afrikaanse varkenspest, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 april 1982, 31 januari 1990, 22 mei 1990, 14 juli 1995 en 31 oktober 1996, inzonderheid op het artikel 36bis;~~

~~Gelet op het ministerieel besluit van 6 september 1990 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de klassieke varkenspest gewijzigd bij de ministerieel besluiten van 21 september 1990, 12 oktober 1990, 16 november 1990, 6 december 1990, 28 mei 1991, 15 oktober 1993, 21 oktober 1993, 29 oktober 1993, 24 november 1993, 13 januari 1994, 8 februari 1994, 18 februari 1994, 10 maart 1994, 17 maart 1994, 22 maart 1994, 1 april 1994, 15 april 1994, 20 april 1994, 28 april 1994, 27 mei 1994, 8 juni 1994, 21 juni 1994, 1 juli 1994, 11 juli 1994, 5 augustus 1994, 25 augustus 1994, 20 september 1994, 7 oktober 1994, 4 november 1994, 28 december 1994, 7 februari 1997, 17 februari 1997, 6 maart 1997, 28 maart 1997, 9 april 1997, 10 april 1997, 9 mei 1997, 22 mei 1997, 16 juni 1997, 26 juni 1997, 5 juli 1997 en 24 juli 1997 en bij koninklijk besluit van 14 juni 1993 tot bepaling van de uitrustingsvoorwaarden voor het houden van varkens;~~

~~Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;~~

~~Gelet op de dringende noodzakelijkheid;~~

~~Overwegende dat de evolutie van de klassieke varkenspest in België en Nederland het aanpassen van de tijdelijke bestrijdingsmaatregelen dringend noodzakelijk maakt;~~

~~Besluit :~~

~~Artikel 1. Artikel 2, § 1 van het ministerieel besluit van 6 september 1990 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de klassieke varkenspest, gewijzigd bij ministerieel besluit van 28 maart 1997, wordt aangevuld als volgt :~~

~~« Elke vervoerder, afkomstig uit Nederland, die varkens wenst te vervoeren in België, mag sinds 48 uur geen contact gehad hebben met een varkensbedrijf van dit land en dient zich aan te bieden bij de Veterinaire Dienst, bevoegd voor de plaats van lading, teneinde te bewijzen dat hij enerzijds deze voorwaarde eerbiedigd heeft en anderzijds dat zijn voertuig gereinigd en ontsmet werd na het laatste vervoer.~~

~~De Inspecteur dierenarts, of zijn afgevaardigde, levert een verklaring af waarvan het model als bijlage XVIII bij dit besluit gevoegd is en dat een geldigheidsduur van 24 uur heeft.»~~

~~Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.~~

~~Brussel, 29 juli 1997.~~

~~K. PINXTEN~~

Annexe XVIII à l' Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 6 septembre 1990 portant des mesures temporaires en vue de la lutte contre la peste porcine classique.

Attestation utilisée en application de l'article 2 § 1 de l'arrêté ministériel du 6 septembre 1990 tel qu'il a été complété par l'arrêté ministériel du 22 juillet 1997.

Le soussigné (transporteur) :

Nom et Prénom :

Adresse complète :

N° d'immatriculation du véhicule :

Provenance : Adresse complète :

atteste par la présente qu'il n'a pas eu de contact depuis 48 heures avec une exploitation porcine située aux Pays-Bas et qu'il a bien assuré la désinfection de son véhicule à le

Date et signature

Visa pour accord

Le à Heures.....

Cachet et Signature

L'Inspecteur Vétérinaire

Cette attestation a une validité de 24 heures prenant cours au moment de sa délivrance

Bijlage XVIII bij het Ministerieel besluit tot wijziging van het Ministerieel besluit van 6 september 1990 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van klassieke varkenspest.

Attest te gebruiken in toepassing van artikel 2 § 1 van het ministerieel besluit van 6 september 1990 zoals aangevuld bij het ministerieel besluit van 22 juli 1997.

De ondergetekende (vervoerder) :

Naam en Voornaam :

Volledig adres :
.....

Nummerplaat van het voertuig :

Oorsprong : Volledig adres :
.....

verklaart hierbij dat hij in de voorbije 48 uur geen contact gehad heeft met een varkensbedrijf in Nederland en dat zijn voertuig ontsmet is te
..... op

Datum en handtekening

Visum voor akkoord

De om uur

Stempel en handtekening

De Inspecteur-Dierenarts

Dit attest heeft een geldigheidsduur van 24 uur die ingaat op het ogenblik dat het afgeleverd werd

~~MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT~~

F. 97 — 1541

[C — 97/22488]

~~25 JUNI 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 novembre 1969 déterminant pour le personnel navigant de l'aviation civile les règles spéciales pour l'ouverture du droit à la pension et les modalités spéciales d'application de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés~~

~~ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.~~

~~Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment l'article 3, premier alinéa, 6°, et deuxième alinéa;~~

~~Vu l'arrêté royal du 3 novembre 1969 déterminant pour le personnel navigant de l'aviation civile les règles spéciales pour l'ouverture du droit à la pension et les modalités spéciales d'application de l'arrêté royal du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment les articles 5, 11 et 20, modifiés par les arrêtés royaux des 31 juillet 1974, 10 mars 1981, 10 décembre 1984, 4 décembre 1990 et 14 juillet 1995;~~

~~Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national des pensions, donné le 23 septembre 1996;~~

~~Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 29 mai 1997,~~

~~Nous avons arrêté et arrêtons :~~

~~Article 1^{er}. L'article 5, § 1^{er}, alinéa 4, de l'arrêté royal du 3 novembre 1969 déterminant pour le personnel navigant de l'aviation civile les règles spéciales pour l'ouverture du droit à la pension et les modalités spéciales d'application de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, modifié par les arrêtés royaux des 10 décembre 1984, 14 juillet 1995 et... est remplacé par la disposition suivante :~~

~~« Pour les années postérieures à 1963, il est tenu compte, pour le calcul de la pension, des rémunérations sur base desquelles les cotisations supplémentaires visées à l'article 22 ont été perçues ou sur base desquelles ces cotisations supplémentaires ont été versées volontairement conformément à l'article 16ter. A défaut de paiement de cotisation, les rémunérations inscrites au compte individuel sont prises en considération, ceci sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 7 de l'arrêté royal n° 50. »~~

~~Art. 2. Dans le même arrêté, l'alinéa 2 de l'article 9, remplacé par l'arrêté royal du 10 décembre 1984, est abrogé;~~

~~Art. 3. Dans l'article 11, deuxième alinéa du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 4 décembre 1990, les mots "à l'exception des pilotes d'essai, et de 648 F lorsqu'il s'agit d'un membre du personnel de cabine, à l'exception des hôtesse de l'air. Pour ces dernières, ainsi que pour les pilotes d'essai, cette rémunération fictive est de 432 F" sont remplacés par les mots "et 648 F lorsqu'il s'agit d'un membre du personnel de cabine. Pour autant que les cotisations supplémentaires prévues à l'article 22 n'ont pas été payées, ni régularisées en vertu de l'article 16ter, cette rémunération fictive est de 432 F par jour".~~

~~Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un article 16ter, libellé comme suit :~~

~~« Art. 16ter, § 1^{er}. Toute période postérieure au 31 décembre 1963 pendant laquelle le travailleur a été occupé en qualité de personnel navigant de l'aviation civile au service d'un employeur visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, est également prise en considération pour la détermination des prestations prévues par le présent arrêté aux conditions reprises au § 2 ci-dessous.~~

~~§ 2. Le bénéfice des dispositions du § 1^{er} est subordonné au versement global des cotisations de l'employeur et du travailleur qui sont dues en matière de pension en vertu de la réglementation spéciale, relative au personnel navigant de l'aviation civile, sous déduction du montant des cotisations de l'employeur et du travailleur qui ont été versées pour les pensions en tant qu'employé.~~

~~§ 3. Par dérogation aux dispositions du § 2, pour les travailleurs occupés en qualité de pilote d'essai ou d'hôtesse de l'air durant la période comprise entre le 1^{er} janvier 1964 et le 31 décembre 1980, seules les cotisations supplémentaires des travailleurs sont dues.~~

~~MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU~~

N. 97 — 1541

[C — 97/22488]

~~25 JUNI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 november 1969 houdende vaststelling voor het vliegend personeel van de burgerlijke luchtvaart, van de bijzondere regelen betreffende het ingaan van het pensioenrecht en van de bijzondere toepassingsmodaliteiten van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers~~

~~ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.~~

~~Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op artikel 3, eerste lid, 6°, en tweede lid;~~

~~Gelet op het koninklijk besluit van 3 november 1969 houdende vaststelling voor het vliegend personeel van de burgerlijke luchtvaart, van de bijzondere regelen betreffende het ingaan van het pensioenrecht en van de bijzondere toepassingsmodaliteiten van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op artikelen 5, 11 en 20, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 juli 1974, 10 maart 1981, 10 december 1984, 4 december 1990 en 14 juli 1995;~~

~~Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Pensioenen, gegeven op 23 september 1996;~~

~~Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 29 mei 1997;~~

~~Hebben Wij besloten en besluiten Wij :~~

~~Artikel 1. Artikel 5, § 1, vierde lid, van het koninklijk besluit van 3 november 1969 houdende vaststelling voor het vliegend personeel van de burgerlijke luchtvaart, van de bijzondere regelen betreffende het ingaan van het pensioenrecht en van de bijzondere toepassingsmodaliteiten van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 december 1984, 14 juli 1995 en... wordt vervangen door de volgende bepaling :~~

~~« Voor de jaren na 1963 wordt voor de berekening van het pensioen rekening gehouden met de lonen op grond waarvan de bijkomende bijdragen voorzien bij artikel 22 werden geïnd of op grond waarvan deze bijkomende bijdragen vrijwillig werden gestort overeenkomstig artikel 16ter. Bij ontstentenis van bijdragebetaling worden, onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 50, de lonen in aanmerking genomen ingeschreven op de individuele rekening. »~~

~~Art. 2. In hetzelfde besluit wordt artikel 9, tweede lid, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 december 1984, opgeheven.~~

~~Art. 3. In artikel 11, tweede lid, van hetzelfde besluit vervangen bij het koninklijk besluit van 4 december 1990, worden de woorden "uitgezonderd voor de testpiloten, en 648 F voor de leden van het cabinepersoneel, uitgezonderd de stewardessen. Voor deze laatste, alsook voor de testpiloten, is deze fictieve bezoldiging gelijk aan 432 F" vervangen door de woorden "en 648 F voor de leden van het cabinepersoneel. Voor zover de bijkomende bijdragen voorzien bij artikel 22 niet werden betaald, noch geregulariseerd overeenkomstig artikel 16ter, is deze fictieve bezoldiging gelijk aan 432 F per dag".~~

~~Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel 16ter ingevoegd, luidend als volgt :~~

~~« Art. 16ter, § 1. Elke periode gelegen na 31 december 1963 tijdens dewelke de werknemer was tewerkgesteld in de hoedanigheid van lid van het vliegend personeel van de burgerlijke luchtvaart, voor rekening van een werkgever bedoeld bij artikel 1, § 1, eerste lid, 5°, wordt eveneens in aanmerking genomen voor de vaststelling van de uitkering voorzien bij dit besluit, onder de voorwaarden opgenomen in § 2 hierna.~~

~~§ 2. Het voordeel van de bepaling van § 1 is afhankelijk van de globale storting van de werkgevers en de werknemersbijdragen die inzake pensioen verschuldigd zijn krachtens de bijzondere regelen met betrekking tot het vliegend personeel van de burgerlijke luchtvaart, na aftrek van het bedrag van de werkgevers en werknemersbijdragen die gestort werden voor de pensioenen in de hoedanigheid van bediende.~~

~~§ 3. In afwijking van de bepalingen van § 2 zijn voor de werknemers, tewerkgesteld in de hoedanigheid van testpiloot of van stewardess gedurende de periode van 1 januari 1964 tot 31 december 1980, enkel de bijkomende werknemersbijdragen verschuldigd.~~

~~§ 4. Les cotisations visées aux §§ 2 et 3 sont calculées sur base des taux de cotisations et des rémunérations afférentes aux périodes à régulariser.~~

~~La preuve des rémunérations, autres que celles inscrites au compte individuel, qui dépassent le montant maximum visé à l'article 17, § 1, 2° a) et § 2, 2° a) de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, ne peut être administrée que par des documents salariaux originaux ou par une déclaration de l'employeur basée sur pareils documents.~~

~~Un intérêt simple, calculé au taux de 10 pct. l'an, est dû pour la période prenant cours à la fin de chaque année civile de la période à régulariser et se terminant à la date de la demande de régularisation.~~

~~§ 5. La demande de régularisation doit être adressée par lettre recommandée à l'Office national des pensions par l'intéressé ou par son conjoint survivant.~~

~~Après examen, une décision motivée est prise par l'Office et notifiée à l'intéressé ou à son conjoint survivant.~~

~~§ 6. Le paiement des cotisations visées au §§ 2 et 3 et des intérêts de retard visés au § 4 est effectué en une fois dans un délai de six mois après la réception de la décision visée au § 5, deuxième alinéa.~~

~~Lorsque le paiement n'est pas fait dans ce délai, un intérêt de retard de 10 pct. l'an est dû, sous réserve de la disposition de l'alinéa suivant.~~

~~A la demande de l'intéressé, l'étalement du paiement des cotisations peut être accordé de la manière prévue à l'article 6, § 5, alinéas 3 et 4, de l'arrêté royal du 21 décembre 1967. Le paiement par annuités n'est autorisé que pour autant que l'intéressé ne bénéficie pas d'une pension de retraite ou pour autant que la pension de survie n'ait pas pris cours.~~

~~§ 7. Les renseignements concernant les rémunérations et les périodes auxquelles les cotisations versées en application de cet article qui s'y rapportent, sont inscrits au compte individuel du travailleur salarié par l'intermédiaire de l'Office national des pensions tenant compte des dispositions de l'article 12.~~

~~§ 8. Au moment de la fixation de la pension, il est tenu compte des rémunérations sur base desquelles les cotisations ont été perçues. Ces rémunérations sont réévaluées conformément aux dispositions de l'article 13.~~

~~§ 9. Le cas échéant, l'Office national des pensions révisé d'office les droits à la pension de retraite ou de survie après paiement des cotisations.~~

~~Cette révision produit ses effets :~~

~~a) à partir de la date de prise de cours de la pension lorsque la demande en vue d'obtenir le bénéfice du présent article a été introduite dans un délai d'un mois à compter de la date de la notification de la décision définitive de pension;~~

~~b) à partir du premier jour du mois suivant la date de la demande en vue d'obtenir le bénéfice du présent article si la condition visée sub a) n'est pas remplie.~~

~~Art. 5. Dans l'article 20, alinéa 2, 2°, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 10 mars 1981, les mots "articles 14, 15, § 1^{er}, 2°, 16 et 16bis" sont remplacés par les mots "articles 14, 15, § 1^{er}, 2°, 16, 16bis et 16ter".~~

~~Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.~~

~~Art. 7. Notre Ministre des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.~~

~~Donné à Bruxelles, le 25 juin 1997.~~

~~ALBERT~~

~~Par le Roi :~~

~~Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA~~

~~§ 4. De bijdragen bedoeld in de §§ 2 en 3 worden berekend op basis van de bijdragevoeten en van de lonen betreffende de te regulariseren periode.~~

~~Het bewijs van de lonen, andere dan die welke op de individuele rekening zijn ingeschreven, die het maximumbedrag beoogd in artikel 17, § 1, 2° a) en § 2, 2° a) van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders overschrijden, kan enkel worden geleverd door oorspronkelijke loondocumenten of door een verklaring van de werkgever gebaseerd op dergelijke documenten.~~

~~Een enkelvoudige intrest van 10 pct. per jaar is verschuldigd voor de periode die aanvangt op het einde van elk kalenderjaar van de te regulariseren periode en eindigt op de datum van de aanvraag tot regularisatie.~~

~~§ 5. De aanvraag tot regularisatie moet door de betrokkene of diens langstlevende echtgenoot bij aangetekend schrijven worden gericht aan de Rijksdienst voor pensioenen.~~

~~Na onderzoek wordt door de Rijksdienst een gemotiveerde beslissing genomen welke aan de betrokkene of aan diens langstlevende echtgenoot wordt betekend.~~

~~§ 6. De betaling van de bij §§ 2 en 3 bedoelde bijdragen en van de bij § 4 bedoelde verwijlrenten gebeurt ineens binnen de zes maanden na ontvangst van de in § 5, tweede lid, bedoelde beslissing.~~

~~Zo de betaling niet binnen deze termijn gebeurt, is een verwijlrent van 10 pct. per jaar verschuldigd, onder voorbehoud van het bepaalde in het volgende lid.~~

~~Op verzoek van de betrokkene kan de betaling gespreid worden op de wijze als bepaald bij artikel 6, § 5, derde en vierde lid, van het koninklijk besluit van 21 december 1967. De betaling in annuïteiten is slechts toegelaten voor zover de betrokkene geen rustpensioen geniet of voor zover het overlevingspensioen niet is ingegaan.~~

~~§ 7. De inlichtingen betreffende de lonen en de perioden, waarop de bijdragen die bij toepassing van dit artikel worden gestort betrekking hebben, worden door toedoen van de Rijksdienst voor pensioenen op de individuele rekening van de werknemer ingeschreven rekening houdend met de bepalingen van artikel 12.~~

~~§ 8. Op het ogenblik van de vaststelling van het pensioen wordt rekening gehouden met de lonen op basis waarvan de bijdragen werden ontvangen. Die lonen worden geherwaardeerd volgens de bepalingen van artikel 13.~~

~~§ 9. In voorkomend geval herziet de Rijksdienst voor pensioenen ambtshalve de rechten op het rust- of overlevingspensioen na betaling van de bijdragen.~~

~~Deze herziening heeft uitwerking :~~

~~a) vanaf de ingangsdatum van het pensioen indien de aanvraag om toepassing van het voordeel van dit artikel werd ingediend binnen de maand volgend op de datum van de betekening van de definitieve beslissing inzake pensioenen;~~

~~b) vanaf de eerste dag der maand volgend op de datum van de aanvraag om toepassing van het voordeel van dit artikel indien aan de sub a) vermelde voorwaarde niet is voldaan.~~

~~Art. 5. In artikel 20, tweede lid, 2°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 maart 1981, worden de woorden "artikelen 14, 15, § 1, 2°, 16 en 16bis" vervangen door de woorden "artikelen 14, 15, § 1, 2°, 16, 16bis en 16ter".~~

~~Art. 6. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het Belgisch staatsblad is bekendgemaakt.~~

~~Art. 7. Onze Minister van Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.~~

~~Gegeven te Brussel, 25 juni 1997.~~

~~ALBERT~~

~~Van Koningswege :~~

~~De Minister van Volksgezondheid en van Pensioenen,
M. COLLA~~

F. 07 — 1542

[C — 97/22489]

~~25 JUNI 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 novembre 1969 déterminant pour le personnel navigant de l'aviation civile les règles spéciales pour l'ouverture du droit à la pension et les modalités spéciales d'application de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés~~

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

~~Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment l'article 3, alinéa 1^{er}, 6°, et alinéa 2;~~

~~Vu l'arrêté royal du 3 novembre 1969 déterminant pour le personnel navigant de l'aviation civile les règles spéciales pour l'ouverture du droit à la pension et les modalités spéciales d'application de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment les articles 5, § 1^{er}, alinéa 4, 15, § 2, 2°, 17, § 1^{er}, 22 et 23, § 1^{er};~~

~~Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national des pensions, donné le 16 juillet 1996;~~

~~Vu l'avis de la commission paritaire nationale de l'aviation commerciale, donné le 1^{er} août 1996;~~

~~Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 20 mai 1997;~~

~~Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions;~~

~~Nous avons arrêté et arrêtons :~~

~~Article 1^{er}. A l'article 5, § 1^{er}, alinéa 4, in fine, du même arrêté, les termes "§ 1^{er}, de ce même article 22" sont remplacés par les termes "§ 1^{er}, 1° de ce même article 22."~~

~~Art. 2. A l'article 15, § 2, 2° du même arrêté, les mots "et l'employeur" sont insérés entre les mots "le personnel navigant" et les mots "par l'article 22"~~

~~Art. 3. A l'article 17, § 1^{er} du même arrêté, les mots "et l'employeur" sont insérés entre les mots "pour le personnel navigant" et les mots "par l'article 22"~~

~~Art. 4. L'article 22 de l'arrêté royal du 3 novembre 1969 déterminant pour le personnel navigant de l'aviation civile les règles spéciales pour l'ouverture du droit à la pension et les modalités spéciales d'application de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, remplacé par l'arrêté royal du 14 juillet 1995, est à nouveau remplacé comme suite :~~

~~« Art. 22. § 1^{er}. En dehors des cotisations personnelle et patronale, destinées aux pensions, que l'employeur est tenu de verser à l'Office national de sécurité sociale, il est dû de la part de ce même employeur une cotisation supplémentaire destinée à financer les avantages spéciaux prévus par le présent arrêté en faveur du personnel navigant. Cette cotisation supplémentaire, supportée en partie par le travailleur et en partie par l'employeur est fixée à :~~

~~a) en ce qui concerne la quote part du travailleur :~~

~~1° 4,38 p.c. du montant de sa rémunération sans qu'il soit tenu compte de la partie de rémunération dépassant par mois le montant maximum fixé à l'article 17, § 1^{er}, 2°, a), de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;~~

~~2° 14,12 p.c. de la partie de rémunération dépassant par mois le montant maximum visé au 1°, sans qu'il soit tenu compte de la partie dépassant par mois le produit de la multiplication de ce montant maximum par 2 ou par 1,5 selon qu'il s'agit d'un membre du personnel de conduite ou d'un membre du personnel de cabine.~~

~~Le taux de cotisation visé au 1° est fixé à 7,50 p.c., 7,60 p.c., 7,91 p.c., 8,43 p.c., 8,95 p.c. et 9,38 p.c. et celui visé au 2° est fixé à 10,50 p.c., 10,65 p.c., 11,09 p.c., 11,82 p.c., 12,55 p.c. et 13,12 p.c. respectivement à partir du 1^{er} janvier 1974, du 1^{er} juillet 1975, du 1^{er} juillet 1980, du 1^{er} janvier 1981, du 1^{er} janvier 1982 et du 1^{er} janvier 1983 au 31 mars 1984;~~

~~b) en ce qui concerne la quote part de l'employeur :~~

~~1° 6,12 p.c. du montant de la rémunération du membre du personnel navigant, sans qu'il soit tenu compte de la partie de rémunération dépassant par mois le montant maximum visé sous a) 1°;~~

N. 07 — 1542

[C — 97/22489]

~~25 JUNI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 november 1969 houdende vaststelling voor het vliegend personeel van de burgerlijke luchtvaart, van de bijzondere regelen betreffende het ingaan van het pensioenrecht en van de bijzondere toepassingsmodaliteiten van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers~~

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

~~Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op artikel 3, eerste lid, 6°, en tweede lid;~~

~~Gelet op het koninklijk besluit van 3 november 1969 houdende vaststelling voor het vliegend personeel van de burgerlijke luchtvaart van de bijzondere toepassingsmodaliteiten van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op de artikelen 5, § 1, vierde lid, 15, § 2, 2°, 17, § 1, 22 en 23, § 1;~~

~~Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor pensioenen, gegeven op 16 juli 1996;~~

~~Gelet op het advies van het Nationaal Paritair Comité voor de handelsluchtvaart, gegeven op 1 augustus 1996;~~

~~Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 20 mei 1997;~~

~~Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen;~~

~~Hebben Wij besloten en besluiten Wij :~~

~~Artikel 1. In artikel 5, § 1, vierde lid, in fine worden de woorden "§ 1, van datzelfde artikel 22" vervangen door de woorden "§ 1, 1° van datzelfde artikel 22"~~

~~Art. 2. In artikel 15, § 2, 2° van hetzelfde besluit worden na de woorden "voor het vliegend personeel" de woorden "en de werkgever" toegevoegd.~~

~~Art. 3. In artikel 17, § 1, van datzelfde besluit worden tussen de woorden "voor het vliegend personeel" en de woorden "is voorzien" de woorden "en de werkgever" ingevoegd.~~

~~Art. 4. Artikel 22 van het koninklijk besluit van 3 november 1969 houdende vaststelling voor het vliegend personeel van de burgerlijke luchtvaart, van de bijzondere regelen betreffende het ingaan van het pensioenrecht en van de bijzondere toepassingsmodaliteiten van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, vervangen bij het koninklijk besluit van 14 juli 1995, wordt opnieuw vervangen als volgt :~~

~~« Art. 22. § 1. Naast de voor de pensioenen bestemde persoonlijke en patronale bijdragen, die de werkgever aan de Rijksdienst voor Sociale zekerheid moet storten, is diezelfde werkgever een bijkomende bijdrage verschuldigd welke bestemd is om de bijzondere voordelen te financieren die door dit besluit ten voordele van het vliegend personeel voorziet. Die bijkomende bijdrage wordt deels door de werknemer en deels door de werkgever gedragen en is vastgesteld op :~~

~~a) wat het aandeel van de werknemer betreft :~~

~~1° 4,38 pct. van het bedrag van zijn loon, zonder dat rekening gehouden wordt met het loongedeelte dat, per maand, het maximumbedrag vastgesteld in art. 17, § 1, 2°, a) van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders overtreft;~~

~~2° 14,12 pct. van het loongedeelte dat, per maand, het in 1° beoogde maximumbedrag overtreft, zonder dat rekening wordt gehouden met het gedeelte dat, per maand, het produkt van de vermenigvuldiging van dit maximumbedrag met 2 of 1,5, naargelang het een lid van het stuurpersoneel of een lid van het cabinepersoneel betreft, overtreft.~~

~~Het in 1° beoogde bijdragepercentage wordt vastgesteld op 7,50 pct., 7,60 pct., 7,91 pct., 8,43 pct., 8,95 pct. en 9,38 pct. en datgene beoogd in 2° wordt vastgesteld op 10,50 pct., 10,65 pct., 11,09 pct., 11,82 pct., 12,55 pct., en 13,12 pct. respectievelijk vanaf 1 januari 1974, 1 juli 1975, 1 juli 1980, 1 januari 1981, 1 januari 1982 en van 1 januari 1983 tot 31 maart 1984;~~

~~b) wat het aandeel van de werkgever betreft :~~

~~1° 6,12 pct. van het loonbedrag van het lid van het vliegend personeel, zonder dat rekening gehouden wordt met het loongedeelte dat, per maand het onder a) 1°, beoogde maximumbedrag overtreft;~~

~~2° 10,38 p.c. de la partie de la rémunération du membre du personnel navigant dépassant par mois le montant maximum visé sous a) 1° sans qu'il soit tenu compte de la partie dépassant par mois le produit de la multiplication de ce montant maximum par 2 ou 1,5 suivant qu'il s'agit d'un membre du personnel de conduite ou d'un membre du personnel de cabine.~~

~~Le taux de cotisation visé au 1° est fixé à 10,50 p.c., 10,65 p.c., 11,00 p.c., 11,82 p.c., 12,55 p.c. et 13,12 p.c. et celui visé au 2° est fixé à 7,50 p.c., 7,60 p.c., 7,91 p.c., 8,43 p.c., 8,95 p.c. et 9,38 p.c. respectivement à partir du 1^{er} janvier 1974, du 1^{er} juillet 1975, du 1^{er} juillet 1980, du 1^{er} janvier 1981, du 1^{er} janvier 1982 et du 1^{er} janvier 1983 au 31 mars 1984.~~

~~Le montant maximum visé sous a), 1° n'excèdera en aucun cas, après le 1^{er} janvier 1975, le montant tel qu'il sera fixé à cette date, en application de l'article 17, § 1^{er}, 2°, a) de la loi du 27 juin 1969 précitée, sans préjudice toutefois des augmentations résultant, d'une part, de l'application, au 1^{er} janvier de chaque année, du coefficient de réévaluation que le Roi, en vertu des dispositions précitées, détermine par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, et, d'autre part, de la liaison à l'indice des prix à la consommation.~~

~~Le montant maximum visé sous a), 1°, est rattaché à l'indice pivot 114,20.~~

~~Il varie en fonction d'indices pivot appartenant à une série dont le premier est 114,20 et dont chacun des suivants est obtenu en multipliant le précédent par 1,02. Pour le calcul de chacun des indices pivot, les fractions de centième de point sont arrondies au centième supérieur ou négligées, selon qu'elles atteignent ou non 50 p.c. d'un centième.~~

~~Chaque fois que la moyenne des indices de deux mois consécutifs, calculée conformément à l'alinéa suivant, atteint l'un des indices pivot ou est ramenée à l'un d'eux, le montant maximum rattaché à l'indice pivot 114,20 est calculé à nouveau en l'affectant du coefficient 1,02n, où n représente le rang de l'indice pivot atteint. A cet effet, chacun des indices pivot est désigné par un numéro de suite indiquant son rang, le numéro 1 désignant l'indice pivot qui suit l'indice 114,20. Pour le calcul du coefficient 1,02n, les fractions de dix millièmes d'unité sont arrondies au dix millièmes supérieur ou négligées selon qu'elles atteignent ou non 50 p.c. d'un dix millièmes.~~

~~Pour l'application du précédent alinéa est considérée comme indice des prix à la consommation d'un mois déterminé la moyenne arithmétique des indices de ce mois et des trois mois précédents.~~

~~L'augmentation ou la diminution est appliquée à partir du trimestre civil qui suit la fin de la période de deux mois consécutifs pendant laquelle l'indice moyen atteint le chiffre qui justifie une modification.~~

~~Les fractions de francs du montant maximum augmenté ou diminué sont négligées si elles n'atteignent pas cinquante centimes; elles sont comptées pour un franc si elles atteignent ou dépassent cinquante centimes.~~

~~Lorsque le montant maximum augmenté ou diminué n'est pas divisible par 25, ce montant maximum est, en cas d'augmentation, porté au montant divisible par 25 qui lui est immédiatement supérieur et en cas de diminution, ramené au montant divisible par 25 qui lui est immédiatement inférieur.~~

~~§ 2. Les taux de cotisation visés sous a) et b) ne peuvent être modifiés qu'après avis de la Commission paritaire nationale de l'aviation commerciale.~~

~~Art. 5. L'article 23, § 1^{er} du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 20 mars 1981, 20 novembre 1987 et 14 juillet 1995, le deuxième alinéa est remplacé par la disposition suivantes :~~

~~« Celui-ci est débiteur envers l'Office national des pensions de cette cotisation. Toutefois, en ce qui concerne les cotisations reprises à l'article 22, § 1^{er}, a), 2° et b), 1° et 2° relatif au période du 1^{er} juillet 1995 jusqu'au 30 juin 2000, l'employeur est dispensé du versement à l'Office national des pensions, sans qu'il soit toutefois porté préjudice aux droits à la pension, fixées par le présent arrêté.~~

~~Le Roi peut sur base de l'étude quinquennale de l'Office national des pensions sur la situation financière du régime spécial de pension pour le personnel navigant de l'aviation civile, une seule fois accorder le prolongement de cinq ans de la dispense prévue à l'alinéa précédent.~~

~~2° 10,38 pct. van het gedeelte van het loon van het lid van het vliegend personeel dat, per maand, het onder a) 1° beoogde maximumbedrag overtreft, zonder dat rekening gehouden wordt met het gedeelte dat per maand het produkt van de vermenigvuldiging van dit maximumbedrag met 2 of 1,5 naargelang het een lid van het stuurpersoneel of een lid van het cabinepersoneel betreft, overtreft.~~

~~Het in 1° beoogde bijdragepercentage wordt vastgesteld op 10,50 pct., 10,65 pct., 11,00 pct., 11,82 pct., 12,55 pct. en 13,12 pct. en datgene beoogd in 2° wordt vastgesteld op 7,50 pct., 7,60 pct., 7,91 pct., 8,43 pct., 8,95 pct. en 9,38 pct., respectievelijk vanaf 1 januari 1974, 1 juli 1975, 1 juli 1980, 1 januari 1981, 1 januari 1982 en van 1 januari 1983 tot 31 maart 1984.~~

~~Het onder a), 1°, beoogde maximumbedrag zal in geen geval groter zijn dan het bedrag dat op 1 januari 1975 werd vastgesteld met toepassing van artikel 17, § 1, 2°, a) van voornoemde wet van 27 juni 1969, onafgezien evenwel de verhogingen die voortvloeien, enerzijds uit de toepassing op 1 januari van ieder jaar van de herwaarderingscoëfficiënt welke de Koning, krachtens voornoemde beschikkingen door een in Ministerraad overlegd besluit bepaalt, en, anderzijds uit de koppeling aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.~~

~~Het onder a), 1° beoogde maximumbedrag is gekoppeld aan spilindex 114,20.~~

~~Het is afhankelijk van spilindexen behorend tot een reeks waarvan de eerste 114,20 is en elk van de volgende bekomen wordt door de voorgaande te vermenigvuldigen met 1,02. Voor de berekening van elke spilindex worden de delen van hondersten van een punt afgerond op het naasthogere honderste of verwaarloosd naargelang zij al dan niet 50 pct. van een honderste bereiken.~~

~~Iedere maal dat het gemiddelde van de overeenkomstig het volgend lid berekende indexcijfers van twee opeenvolgende maanden een der spilindexen bereikt of er op teruggebracht wordt, wordt het maximumbedrag gekoppeld aan de spilindex 114,20 opnieuw berekend door de coëfficiënt 1,02n, erop toe te passen, waarin n de rang van de bereikte spilindex vertegenwoordigt. Te dien einde wordt iedere spilindex aangeduid met een volgnummer dat zijn rang opgeeft; het nummer 1 duidt de spilindex aan die volgt op de spilindex 114,20. Voor het berekenen van de coëfficiënt 1,02n worden de breuken van een tienduizendste van een eenheid afgerond tot het hogere tienduizendste of weggelaten, naargelang zij al dan niet 50 pct. van een tienduizendste bereiken.~~

~~Voor de toepassing van het voorgaande lid wordt als het indexcijfer der consumptieprijzen van een bepaalde maand beschouwd het rekenkundig gemiddelde van de indexcijfers van die maand en de drie daaraan voorafgaande maanden.~~

~~De verhoging of de vermindering wordt toegepast met ingang van het kalenderkwartaal dat volgt op het einde van de periode van twee opeenvolgende maanden tijdens welke het gemiddeld indexcijfer het cijfer bereikt dat een wijziging rechtvaardigt.~~

~~De frankgedeelten van het verhoogde of verlaagde maximumbedrag worden weggelaten wanneer die gedeelten geen vijftig centimes bedragen; zij worden voor een frank gerekend wanneer zij vijftig centimes of meer bedragen.~~

~~Wanneer het verhoogde of verlaagde maximumbedrag niet deelbaar is door 25, wordt dat maximumbedrag, in geval van verhoging, gebracht tot het onmiddellijk hoger bedrag dat deelbaar is door 25 en in geval van verlaging, teruggebracht tot het onmiddellijk lager bedrag dat deelbaar is door 25.~~

~~§ 2. De onder a) en b) beoogde bijdragepercentages kunnen slechts gewijzigd worden na advies van het Nationaal Paritair Comité voor de handelsluchtvaart.~~

~~Art. 5. In artikel 23, § 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 20 maart 1981, 20 november 1987 en 14 juli 1995 wordt het tweede lid vervangen door de volgende bepaling:~~

~~« Deze is schuldenaar van deze bijdrage ten overstaan van de Rijksdienst voor pensioenen. Voor wat evenwel de bijdragen, vermeld in artikel 22, § 1, a), 2° en b), 1° en 2° met betrekking tot de periode van 1 juli 1995 tot en met 30 juni 2000 betreft, is de werkgever vrijgesteld van storting aan de Rijksdienst voor pensioenen, zonder dat hierbij evenwel afbreuk wordt gedaan aan de pensioenrechten, bepaald bij dit besluit.~~

~~De Koning kan, op basis van de vijfjaarlijkse studie van de Rijksdienst voor pensioenen over de financiële toestand van de bijzondere pensioenregeling voor het vliegend personeel van de burgerlijke luchtvaart, éénmalig de verlenging met vijf jaar van de vrijstelling, bedoeld in het vorige lid, toestaan.~~

~~Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 1995.~~

~~Art. 7. Notre Ministre de la Santé publique et des pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.~~

~~Donné à Bruxelles, le 25 juin 1997.~~

~~ALBERT~~

~~Par le Roi :~~

~~Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA~~

~~Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1995.~~

~~Art. 7. Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.~~

~~Gegeven te Brussel, 25 juni 1997.~~

~~ALBERT~~

~~Van Koningswege :~~

~~De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA~~

~~F. 97 — 1543~~

~~[S — C — 97/22520]~~

~~15 JUILLET 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 décembre 1982 fixant les normes pour l'agrération spéciale de maisons de repos et de soins~~

~~ALBERT II, Roi des Belges,~~

~~A tous, présents et à venir, Salut.~~

~~Vu la loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de dispensation de soins, modifiée par la loi du 8 août 1980 et l'arrêté royal n° 59 du 22 juillet 1982, notamment l'article 5, § 1^{er};~~

~~Vu l'arrêté royal du 2 décembre 1982 fixant les normes pour l'agrération spéciale de maisons de repos et de soins, modifié par les arrêtés royaux des 30 juillet 1986, 8 décembre 1986, 21 avril 1987, 5 juin 1990, 12 juillet 1991, 17 décembre 1992, 12 octobre 1993 et 29 décembre 1994;~~

~~Vu l'arrêté royal du 19 juin 1997 fixant les normes auxquelles une association en matière de soins palliatifs doit répondre pour être agréée;~~

~~Vu l'urgence, motivée par le fait que la sécurité juridique impose de définir dans les plus brefs délais les exigences qualitatives auxquelles la fonction de soins palliatifs doit satisfaire, afin de pouvoir informer au plus vite les maisons de repos et de soins qui disposent déjà d'une telle fonction, du cadre juridique dans laquelle cette fonction doit être organisée et afin de prévoir dans les meilleurs délais un financement approprié;~~

~~Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 24 juin 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;~~

~~Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et de Notre Ministre des Affaires sociales,~~

~~Nous avons arrêté et arrêtons :~~

~~Article 1^{er}. Le point B de l'Annexe 1 de l'arrêté royal du 2 décembre 1982 fixant les normes pour l'agrération spéciale des maisons de repos et de soins, modifié par les arrêtés royaux des 30 juillet 1986, 8 décembre 1986, 21 avril 1987, 5 juin 1990, 12 juillet 1991, 17 décembre 1992, 12 octobre 1993 et 29 décembre 1994 est complété par un point 6, rédigé comme suit :~~

~~« 6. Soins palliatifs.~~

~~a) En vue de soutenir les soins aux personnes nécessitant des soins en phase terminale dans la maison de repos et de soins le médecin désigné par le pouvoir organisateur et l'infirmier en chef sont chargés :~~

~~1° d'instaurer une culture des soins palliatifs et de sensibiliser les membres du personnel à la nécessité de celle-ci;~~

~~2° de formuler des avis en matière des soins palliatifs à l'adresse du personnel infirmier et paramédical;~~

~~3° la mise à jour des connaissances des membres du personnel visés au point 2 en matière de soins palliatifs.~~

~~b) La maison de repos et de soins doit avoir un lien fonctionnel avec un service Sp (soins palliatifs), visé à la rubrique IIIbis ("Normes spécifiques par spécialité"), point B ("Normes spécifiques du service Sp (soins palliatifs)", des normes spéciales s'adressant au service spécialisé pour le traitement et la réadaptation, index Sp, figurant en annexe de l'arrêté royal du 23 octobre 1964 portant fixation des normes auxquelles les hôpitaux et leurs services doivent répondre.~~

~~N. 97 — 1543~~

~~[S — C — 97/22520]~~

~~15 JULI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 december 1982 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van rust- en verzorgingstehuizen~~

~~ALBERT II, Koning der Belgen,~~

~~Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.~~

~~Gelet op de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1980 en het koninklijk besluit nr. 59 van 22 juli 1982, inzonderheid op artikel 5, § 1;~~

~~Gelet op het koninklijk besluit van 2 december 1982 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van rust- en verzorgingstehuizen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 30 juli 1986, 8 december 1986, 21 april 1987, 5 juni 1990, 12 juli 1991, 17 december 1992, 12 oktober 1993 en 29 december 1994;~~

~~Gelet op het koninklijk besluit van 19 juni 1997 houdende vaststelling van de normen waaraan een samenwerkingsverband inzake palliatieve zorg moet voldoen om te worden erkend;~~

~~Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de rechtszekerheid gebiedt zeer snel de kwaliteitsvoorwaarden waaraan de functie palliatieve zorg moet beantwoorden te omschrijven, teneinde de rust- en verzorgingstehuizen die momenteel reeds over een dergelijke functie beschikken zo spoedig mogelijk op de hoogte te stellen van het juridisch kader waarbinnen ze de functie moeten organiseren en teneinde zo snel mogelijk in een aangepaste financiering te kunnen voorzien;~~

~~Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 24 juni 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;~~

~~Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en van Onze Minister van Sociale Zaken,~~

~~Hebben Wij besloten en besluiten Wij :~~

~~Artikel 1. Punt B van de Bijlage 1 aan het koninklijk besluit van 2 december 1982 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van rust- en verzorgingstehuizen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 30 juli 1986, 8 december 1986, 21 april 1987, 5 juni 1990, 12 juli 1991, 17 december 1992, 12 oktober 1993 en 29 december 1994, wordt aangevuld met een punt 6, luidend als volgt :~~

~~« 6. Palliatieve zorg.~~

~~a) Ter ondersteuning van de verzorging van de terminale verzorgingsbehoevenden in het rust- en verzorgingstehuis zijn de door de inrichtende macht aangewezen geneesheer en de hoofdverpleegkundige belast met :~~

~~1° het invoeren van een palliatieve zorgcultuur en de sensibilisering van het personeel voor de noodzaak hieraan;~~

~~2° het formuleren van adviezen inzake palliatieve zorg ten behoeve van het verpleegkundig en paramedisch personeel, de kinesitherapeuten en het verzorgend personeel;~~

~~3° het bijwerken van de kennis van de in 2 bedoelde personeelsleden inzake palliatieve zorg.~~

~~b) Het rust- en verzorgingstehuis moet een functionele binding hebben met een Spdienst (palliatieve verzorging), bedoeld in rubriek IIIbis ("Specifieke normen per specialisme), onderdeel B ("Specifieke normen voor de Sp dienst (palliatieve verzorging)", van de bijzondere normen toepasselijk op de gespecialiseerde dienst voor behandeling en revalidatie, kenletter Sp, gevoegd als bijlage bij het koninklijk besluit van 23 oktober 1964 tot bepaling van de normen die door de ziekenhuizen en hun diensten moeten worden nageleefd.~~

~~e) La maison de repos et de soins doit collaborer à l'association en matière de soins palliatifs couvrant la zone géographique concernée.~~

~~Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.~~

~~Art. 3. Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.~~

~~Donné à Bruxelles, le 15 juillet 1997.~~

~~ALBERT~~

~~Par le Roi :~~

~~Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA~~

~~Le Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE CALAN~~

~~e) Het rust- en verzorgingstehuis moet meewerken aan het samenwerkingsverband inzake palliatieve zorg dat het desbetreffend geografisch gebied bestrijkt.~~

~~Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekend gemaakt.~~

~~Art. 3. Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.~~

~~Gegeven te Brussel, 15 juli 1997.~~

~~ALBERT~~

~~Van Koningswege :~~

~~De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA~~

~~De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE CALAN~~

~~F. 97 — 1544~~

~~[S — C — 97/22530]~~

~~15 JUILLET 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 octobre 1964 portant fixation des normes auxquelles les hôpitaux et leurs services doivent répondre~~

~~ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.~~

~~Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment l'article 68;~~

~~Vu l'arrêté royal du 23 octobre 1964 portant fixation des normes auxquelles les hôpitaux et leurs services doivent répondre, modifié par les arrêtés royaux des 15 avril 1965, 19 novembre 1965, 16 septembre 1966, 12 janvier 1970, 16 février 1971, 15 février 1974, 13 juin 1974, 1^{er} juillet 1976, 29 mars 1977, 1^{er} décembre 1977, 19 octobre 1978, 18 juillet 1980, 12 avril 1984, 25 juin 1985, 7 juillet 1986, 7 novembre 1988, 17 octobre 1991, 12 octobre 1993, 20 avril 1994, 13 novembre 1995 et 20 août 1996;~~

~~Vu la demande d'avis sur un projet d'arrêté royal, adressée le 12 janvier 1995 par le Ministre des Affaires sociales au Conseil national des établissements hospitaliers;~~

~~Vu l'avis général du Conseil national des établissements hospitaliers, section programmation et agrément, du 26 octobre 1995;~~

~~Considérant que le Conseil national n'a encore rendu, à ce jour, aucun avis sur le projet d'arrêté royal qui lui a été soumis;~~

~~Vu l'urgence, motivée par le fait que la sécurité juridique impose de définir dans les plus brefs délais les exigences qualitatives auxquelles l'unité de soins palliatifs doit satisfaire, afin de pouvoir informer au plus vite les hôpitaux qui disposent déjà d'une telle unité, du cadre juridique dans laquelle cette unité doit être organisée et afin de prévoir dans les meilleurs délais un financement approprié;~~

~~Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 24 juin 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^e, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;~~

~~Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et de Notre Ministre des Affaires sociales,~~

~~Nous avons arrêté et arrêtons :~~

~~Article 1^{er}. A la rubrique I ("Normes architecturales"), 1, a, des normes spéciales s'adressant au service spécialisé pour le traitement et la réadaptation, index Sp, figurant à l'annexe de l'arrêté royal du 23 octobre 1964 portant fixation des normes auxquelles les hôpitaux et leurs services doivent répondre, modifié par les arrêtés royaux des 12 octobre 1993 et 20 avril 1994, les mots "et sauf s'il s'agit d'un service Sp (soins palliatifs) résultant de la reconversion de lits C, D ou H" sont supprimés.~~

~~N. 97 — 1544~~

~~[S — C — 97/22530]~~

~~15 JULI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 oktober 1964 tot bepaling van de normen die door de ziekenhuizen en hun diensten moeten worden nageleefd~~

~~ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.~~

~~Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, inzonderheid op artikel 68;~~

~~Gelet op het koninklijk besluit van 23 oktober 1964 tot bepaling van de normen die door de ziekenhuizen en hun diensten moeten worden nageleefd, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 15 april 1965, 19 november 1965, 16 september 1966, 12 januari 1970, 16 februari 1971, 15 februari 1974, 13 juni 1974, 1 juli 1976, 29 maart 1977, 1 december 1977, 19 oktober 1978, 18 juli 1980, 12 april 1984, 25 juni 1985, 7 juli 1986, 7 november 1988, 17 oktober 1991, 12 oktober 1993, 20 april 1994, 13 november 1995 en 20 augustus 1996;~~

~~Gelet op de vraag van de Minister van Sociale Zaken aan de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen van 12 januari 1995, om een advies over een ontwerp van koninklijk besluit;~~

~~Gelet op het algemeen advies van de Nationale Raad voor ziekenhuisvoorzieningen, afdeling programmatie en erkenning, van 26 oktober 1995;~~

~~Overwegende dat de Nationale Raad op heden nog geen advies gegeven heeft over het hem voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit;~~

~~Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de rechtszekerheid gebiedt zeer snel de kwaliteitsvoorwaarden waaraan de palliatieve zorgeenheid moet beantwoorden te omschrijven, teneinde de ziekenhuizen die momenteel reeds over een dergelijke eenheid beschikken zo spoedig mogelijk op de hoogte te stellen van het juridisch kader waarbinnen ze de eenheid moeten organiseren en teneinde zo snel mogelijk in een aangepaste financiering te kunnen voorzien;~~

~~Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 24 juni 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^e, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;~~

~~Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en van Onze Minister van Sociale Zaken,~~

~~Hebben Wij besloten en besluiten Wij :~~

~~Artikel 1. In rubriek I ("Architectonische normen"), 1, a, van de bijzondere normen toepasselijk op de gespecialiseerde dienst voor behandeling en revalidatie, kenletter Sp, gevoegd als bijlage bij het koninklijk besluit van 23 oktober 1964 tot bepaling van de normen die door de ziekenhuizen en hun diensten moeten worden nageleefd, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 12 oktober 1993 en 20 april 1994 worden de woorden "en behoudens wanneer het een Sp dienst (palliatieve zorgen) betreft tot stand genomen door de omschakeling van C, D of H bedden" geschrapt.~~

~~Art. 2. A la rubrique IIIbis (Normes spécifiques relatives à la spécialité "affections psychogériatriques") de la même annexe, insérée par l'arrêté royal du 13 novembre 1995, sont apportées les modifications suivantes :~~

~~1° l'intitulé de la rubrique est remplacé par la disposition suivante :~~

~~« Normes spécifiques par spécialité »;~~

~~2° les dispositions actuelles des points 1 à 9 constituent un point A, intitulé comme suit :~~

~~« A. Normes spécifiques du service Sp (affections psychogériatriques) »;~~

~~3° la rubrique est complétée par un point B, rédigé comme suit :~~

~~« B. Normes spécifiques du service Sp (soins palliatifs). »~~

~~1. Le service Sp (soins palliatifs) est destiné à des patients souffrant d'une maladie incurable en phase terminale et qui nécessitent des soins palliatifs.~~

~~Ce service effectue des activités spécifiques telles que le contrôle des symptômes, l'accompagnement psychologique, la préparation et l'accompagnement du processus de deuil.~~

~~2. Les lits du service concerné sont dispersés dans plusieurs services d'hospitalisation ou constituent une entité distincte et identifiable sur le plan architectural.~~

~~Par dérogation à la rubrique I ("Normes architecturales"), 1, a, le service peut être situé en dehors du site d'hôpital aigu, pour autant qu'il soit issu de la reconversion de lits C, D, H ou G.~~

~~3. Par dérogation à la rubrique I ("Normes architecturales"), 1, c, le service Sp (soins palliatifs) dispose de 6 lits au minimum et de 12 lits au maximum.~~

~~Par lit, une superficie suffisante sera prévue. Les chambres doivent être spacieuses et intimes, disposer d'un cabinet de toilette, d'un mobilier approprié, notamment d'un lit réglable en hauteur.~~

~~Au moins la moitié des chambres sont des chambres à un lit, les autres peuvent être des chambres à deux lits.~~

~~4. Le service doit disposer d'un nombre suffisant d'installations de bain permettant d'y placer le patient en position couchée.~~

~~5.1. Le service doit disposer des espaces communs suivants :~~

- ~~— une salle de séjour à caractère familial;~~
- ~~— une cuisine qui est également accessible à la famille;~~
- ~~— un bureau pour l'équipe infirmière.~~

~~5.2. Le service doit être conçu de telle façon qu'il soit possible d'y maintenir une ambiance calme, d'organiser des réunions et de prendre en charge les membres de la famille.~~

~~Ces derniers doivent en outre avoir la possibilité de passer la nuit dans le service.~~

~~6. Chaque chambre dispose d'un téléphone, d'un raccordement radio et télévision et d'un système d'appel.~~

~~7. Le service dispose des moyens techniques nécessaires pour combattre la douleur.~~

~~8. Des réunions d'équipe interdisciplinaires doivent être tenues chaque semaine.~~

~~9. L'approche pluridisciplinaire doit ressortir du dossier visé au point II, 2.~~

~~10. La visite des membres de la famille et de proches doit être possible 24 heures sur 24.~~

~~11. Le service fait partie de l'association en matière de soins palliatifs couvrant la zone géographique concernée.~~

~~12. La formation permanente des membres de l'équipe dure au moins deux jours par an.~~

~~13. Les activités doivent faire l'objet d'une évaluation régulière par le biais de l'enregistrement des actes médicaux, médico-techniques et infirmiers effectués.~~

~~Cet enregistrement doit faire apparaître que les actes techniques effectués sont pertinents et limités et que le séjour du patient dans le service est de courte durée.~~

~~Art. 2. In rubriek IIIbis ("Specifieke normen voor het specialisme "psycho-geriatriese aandoeningen") van dezelfde bijlage, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 november 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :~~

~~1° het opschrift van de rubriek wordt vervangen door de volgende bepaling :~~

~~« Specifieke normen per specialisme »;~~

~~2° de huidige bepalingen van de punten 1 tot 9 vormen een onderdeel A, onder het volgende opschrift :~~

~~« A. Specifieke Normen voor de Sp dienst (psychogeriatrische aandoeningen) »;~~

~~3° de rubriek wordt aangevuld met een onderdeel B, luidend als volgt :~~

~~« B. Specifieke normen voor de Sp dienst (palliatieve verzorging). »~~

~~1. De Sp dienst (palliatieve zorg) is bestemd voor patiënten met een ongeneeslijke ziekte in een terminale fase die palliatieve zorg behoeven.~~

~~Bedoelde dienst legt zich specifiek toe op activiteiten als symptoomcontrole, psychologische begeleiding, rouwvoorbereiding en begeleiding.~~

~~2. De bedden van bedoelde dienst zijn verspreid over meerdere hospitalisatiediensten van het ziekenhuis of vormen, een architectonisch zelfstandige en herkenbare entiteit;~~

~~In afwijking van rubriek I ("Architectonische normen"), 1, a, kan de dienst zich buiten de vestigingsplaats van een acuut ziekenhuis bevinden wanneer de dienst tot standgekomen is door reconversie van C, D, H, of G bedden.~~

~~3. In afwijking van rubriek I ("Architectonische normen"), 1, c, beschikt de Sp dienst (palliatieve verzorging) over minimum 6 en maximum 12 bedden.~~

~~Er dient voldoende oppervlakte per bed voorzien te zijn. De kamers dienen ruim en huiselijk te zijn, te beschikken over eigen sanitair, aangepast meubilair met o.a. een hoog-laag bed.~~

~~Minstens de helft van de kamers zijn éénpersoonskamers, de overige kamers mogen tweepersoonskamers zijn.~~

~~4. De dienst dient over voldoende badinstallaties te beschikken die toelaten dat de patiënt er in liggende positie ingebracht wordt.~~

~~5.1. De dienst dient te beschikken over de volgende gemeenschappelijke ruimtes :~~

- ~~— een living met huiselijk karakter;~~
- ~~— een keuken, waar ook de familie toegang heeft;~~
- ~~— een bureel voor de verpleegkundige équipe.~~

~~5.2. In de dienst moet het mogelijk zijn om zich te bezinnen, pluridisciplinaire vergaderingen te beleggen en de familieleden op te vangen.~~

~~Bovendien moet voor de familieleden de mogelijkheid bestaan op de dienst te overnachten.~~

~~6. Elke kamer beschikt over telefoon, radio en TV aansluiting en een oproepsysteem.~~

~~7. De dienst beschikt over de noodzakelijke technische middelen voor pijnbestrijding.~~

~~8. Er moeten wekelijks interdisciplinaire teamvergaderingen gehouden worden.~~

~~9. Uit het in punt II, 2, bedoelde dossier dient de pluridisciplinaire benadering te blijken.~~

~~10. Bezoek door familieleden en naastbestaanden is mogelijk 24 uur op 24 uur.~~

~~11. De dienst maakt deel uit van het samenwerkingsverband inzake palliatieve zorg dat het desbetreffend geografisch gebied bestrijkt.~~

~~12. De permanente opleiding van de teamleden omvat minimum twee dagen per jaar.~~

~~13. De activiteiten moeten regelmatig geëvalueerd worden via registratie van verstrekte medische, medisch-technische en verpleegkundige handelingen.~~

~~Uit bedoelde registratie moet blijken dat het aantal technische handelingen doelgericht en beperkt zijn en dat de patiënt gedurende een beperkte periode in de dienst verbleef.~~

~~L'enregistrement mentionne la destination du patient après sa sortie du service.~~

~~Le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions peut fixer des règles complémentaires concernant cet enregistrement.~~

~~14. La direction médicale du service est assurée par un médecin spécialiste possédant une expérience particulière en soins palliatifs.~~

~~Le service doit pouvoir faire appel à tout moment à des médecins spécialistes en oncologie, en anesthésiologie et en gériatrie. Ces médecins doivent posséder une expérience particulière en soins palliatifs.~~

~~15. Par lit agréé, le service doit disposer de 1,25 infirmier, assisté de personnel soignant en nombre suffisant; l'infirmier en chef est compris dans ce nombre.~~

~~Le cadre infirmier est composé pour les deux tiers d'infirmiers diplômés.~~

~~Au moins 66 % des infirmiers diplômés sont des infirmiers/infirmières porteur de la qualification professionnelle particulière d'infirmier en soins palliatifs.~~

~~16. Le service doit pouvoir faire appel à un kinésithérapeute, un assistant social, un conseiller philosophique et à des consultants, dont un psychologue et un médecin spécialiste en psychiatrie ou en neuropsychiatrie. →~~

~~Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.~~

~~L'article 2, 2°, dans la mesure où il se rapporte à la rubrique IIIbis, point B, points 4, 5 et 6, entre toutefois en vigueur à la date fixée par Nous.~~

~~Art. 4. Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.~~

~~Donné à Bruxelles, le 15 juillet 1997.~~

~~ALBERT~~

~~Par le Roi :~~

~~Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,~~

~~M. COLLA~~

~~Le Ministre des Affaires sociales,~~

~~Mme M. DE GALAN~~

~~De registratie vermeldt de bestemming van de patiënt na zijn ontslag uit de dienst.~~

~~De Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft kan, met betrekking tot deze registratie, nadere regels vaststellen.~~

~~14. De medische leiding van de dienst berust bij een geneesheer-specialist met bijzondere ervaring in de palliatieve verzorging.~~

~~De dienst moet steeds een beroep kunnen doen op geneesheren-specialist in de oncologie, de anesthesiologie en de geriatrie. Deze artsen dienen een bijzondere ervaring in de palliatieve verzorging te hebben.~~

~~15. Met inbegrip van de hoofdverpleegkundige dient de dienst, per erkend bed, over 1,25 verpleegkundigen te beschikken, bijgestaan door voldoende verzorgend personeel.~~

~~Dit verpleegkundig kader bestaat voor minstens 2/3 uit gegradueerde verpleegkundigen.~~

~~Minstens 66 % van de gegradueerde verpleegkundigen is houder van de bijzondere beroepsbekwaming van verpleger of verpleegster in de palliatieve zorg.~~

~~16. De dienst moet beroep kunnen doen op een kinesitherapeut, maatschappelijk werker, levensbeschouwelijk begeleider en op consultants waaronder een psycholoog en een geneesheer-specialist in de psychiatrie of de neuro-psychiatrie. →~~

~~Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekend gemaakt.~~

~~Artikel 2, 2°, in zoverre het betrekking heeft op rubriek IIIbis, onderdeel B, punten 3, tweede en derde lid, 4, 5 en 6, treedt evenwel in werking op een door Ons nader te bepalen datum.~~

~~Art. 4. Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.~~

~~Gegeven te Brussel, 15 juli 1997.~~

~~ALBERT~~

~~Van Koningswege :~~

~~De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,~~

~~M. COLLA~~

~~De Minister van Sociale Zaken,~~

~~Mevr. M. DE GALAN~~

F. 97 — 1545

[S - C - 97/22531]

15 JUILLET 1997. — Arrêté royal fixant les normes auxquelles une fonction hospitalière de soins palliatifs doit répondre pour être agréée

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment l'article 68;

Vu l'arrêté royal du 30 janvier 1989 fixant les normes complémentaires d'agrément des hôpitaux et précisant la définition des groupements d'hôpitaux et les normes particulières qu'ils doivent respecter, modifié par les arrêtés royaux des 4 mars 1991, 12 octobre 1993, 23 décembre 1993, 28 mars 1995, 20 août 1996 et 6 mai 1997;

Vu l'arrêté royal du 19 juin 1997 fixant les normes auxquelles une association en matière de soins palliatifs doit répondre pour être agréée;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 1997 rendant certaines dispositions de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, applicables à la fonction de soins palliatifs;

Vu la demande d'avis sur un projet d'arrêté royal, adressée le 27 janvier 1995 par le Ministre des Affaires sociales au Conseil national des établissements hospitaliers;

Vu l'avis général du Conseil national des établissements hospitaliers, section programmation et agrément, du 26 octobre 1995;

Considérant que le Conseil national n'a encore rendu, à ce jour, aucun avis sur le projet d'arrêté royal qui lui a été soumis;

N. 97 — 1545

[S - C - 97/22531]

15 JULI 1997. — Koninklijk besluit houdende vaststelling van de normen waaraan een ziekenhuisfunctie van palliatieve zorg moet voldoen om te worden erkend.

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, inzonderheid op artikel 68;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 januari 1989 houdende vaststelling van aanvullende normen voor de erkenning van ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten alsmede tot nadere omschrijving van de ziekenhuisgroeperingen en van de bijzondere normen waaraan deze moeten voldoen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 4 maart 1991, 12 oktober 1993, 23 december 1993, 28 maart 1995, 20 augustus 1996 en 6 mei 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 juni 1997 houdende vaststelling van de normen waaraan een samenwerkingsverband inzake palliatieve zorg moet voldoen om te worden erkend;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 1997 waarbij sommige bepalingen van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, toepasselijk worden verklaard op de functie van palliatieve zorg;

Gelet op de vraag van de Minister van Sociale Zaken aan de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen van 27 januari 1995, om een advies over een ontwerp van koninklijk besluit;

Gelet op het algemeen advies van de Nationale Raad voor ziekenhuisvoorzieningen, afdeling programmatie en erkenning, van 26 oktober 1995;

Overwegende dat de Nationale Raad op heden nog geen advies gegeven heeft over het hem voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit;

Vu l'urgence, motivée par le fait que la sécurité juridique impose de définir dans les plus brefs délais les exigences qualitatives auxquelles la fonction hospitalière de soins palliatifs doit satisfaire, afin de pouvoir informer au plus vite les hôpitaux qui disposent déjà d'une telle fonction, du cadre juridique dans laquelle cette fonction doit être organisée et afin de prévoir dans les meilleurs délais un financement approprié;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 24 juin 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 2, § 1^{er}, 3 et l'article 4, § 1^{er}, 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 30 janvier 1989 fixant les normes complémentaires d'agrément des hôpitaux et des services hospitaliers et précisant la définition des groupements d'hôpitaux et les normes particulières qu'ils doivent respecter, modifié par les arrêtés royaux des 4 mars 1991, 12 octobre 1993, 23 décembre 1993, 28 mars 1995, 20 août 1996 et 6 mai 1997 sont complétés comme suit :

« f) à partir de la date fixée par Nous, soins palliatifs. »

Art. 2. § 1^{er}. Pour être agréée et le demeurer, la fonction de soins palliatifs doit :

1° avoir un lien fonctionnel avec un service spécialisé de traitement et de réadaptation (Sp) destiné aux patients qui nécessitent des soins palliatifs, lorsqu'il s'agit d'un hôpital qui ne dispose pas lui-même d'un tel service;

2° collaborer à l'association en matière de soins palliatifs couvrant la zone géographique concernée;

3° si une ou plusieurs organisations de soins à domicile font partie de l'association visée au 2°, avoir un lien fonctionnel avec cette organisation/ces organisations,

4° veiller à ce que les activités de soins proprement dites soient enregistrées, et les évaluer régulièrement par le biais de cet enregistrement. Le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions peut préciser des règles concernant l'enregistrement visé ci-dessus;

5° organiser un enregistrement de ses activités selon les modalités fixées par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

§ 2. Les membres de l'équipe pluridisciplinaire qui assure la fonction visée au § 1^{er} ont reçu une formation spécifique en soins palliatifs.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 juillet 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de rechtszekerheid gebiedt zeer snel de kwaliteitsvoorwaarden waaraan de palliatieve ziekenhuisfunctie moet beantwoorden te omschrijven, teneinde de ziekenhuizen die momenteel reeds over een dergelijke functie beschikken zo spoedig mogelijk op de hoogte te stellen van het juridisch kader waarbinnen ze de functie moeten organiseren en teneinde zo snel mogelijk in een aangepaste financiering te kunnen voorzien;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 24 juni 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 2, § 1, 3^o, eerste lid, en artikel 4, § 1, 3 van het koninklijk besluit van 30 januari 1989 houdende vaststelling van aanvullende normen voor de erkenning van ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten alsmede tot nadere omschrijving van de ziekenhuisgroeperingen en van de bijzondere normen waaraan deze moeten voldoen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 4 maart 1991, 12 oktober 1993, 23 december 1993, 28 maart 1995, 20 augustus 1996 en 6 mei 1997 worden aangevuld als volgt :

"f) vanaf de door Ons nader te bepalen datum, palliatieve zorg. "

Art. 2. § 1. Om te worden erkend en erkend te blijven, moet de functie van palliatieve zorg :

1° een functionele binding hebben met een gespecialiseerde dienst voor behandeling en revalidatie (Sp) bestemd voor patiënten die palliatieve zorg behoeven, ingeval het een ziekenhuis betreft dat niet zelf beschikt over dergelijke dienst;

2° meewerken aan het samenwerkingsverband inzake palliatieve zorg dat het desbetreffend geografisch gebied bestrijkt;

3° indien er één of meerdere organisaties voor thuiszorg deel uitmaken van het in 2° bedoelde samenwerkingsverband, een functionele binding hebben met die organisatie(s);

4° erop toezien dat de eigenlijke verzorgings activiteiten geregistreerd worden en ze, op basis van deze registratie, regelmatig evalueren. De Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft kan, met betrekking tot hierboven bedoelde registratie, nadere regels vaststellen;

5° een registratie van haar gegevens organiseren volgens de regels bepaald door de Minister die de volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft.

§ 2. De leden van het pluridisciplinair team dat de in § 1 bedoelde functie waarneemt hebben een specifieke opleiding in de palliatieve zorg gevolgd.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 juli 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

De minister van Sociale zaken,
Mevr. M. DE GALAN

F. 97 — 1546

[S — C — 97/22532]

~~15 JUILLET 1997. Arrêté royal rendant certaines dispositions de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, applicables à la fonction de soins palliatifs~~

~~ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.~~

~~Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment l'article 76bis, inséré par la loi du 30 décembre 1988;~~

~~Vu la demande d'avis sur un projet d'arrêté royal, adressée le 27 janvier 1995 par le Ministre des Affaires sociales au Conseil national des établissements hospitaliers;~~

~~Vu l'avis général du Conseil national des établissements hospitaliers, section programmation et agrément, du 26 octobre 1995;~~

~~Considérant que le Conseil national n'a encore rendu, à ce jour, aucun avis sur le projet d'arrêté royal qui lui a été soumis;~~

~~Vu l'urgence, motivée par le fait que la sécurité juridique impose de définir dans les plus brefs délais les exigences qualitatives auxquelles la fonction hospitalière de soins palliatifs doit satisfaire, afin de pouvoir informer au plus vite les hôpitaux qui disposent déjà d'une telle fonction, du cadre juridique dans laquelle cette fonction doit être organisée et afin de prévoir dans les meilleurs délais un financement approprié;~~

~~Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 24 juin 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;~~

~~Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et de Notre Ministre des Affaires sociales,~~

~~Nous avons arrêté et arrêtons :~~

~~Article 1^{er}. Les soins palliatifs sont considérés comme une fonction hospitalière, telle que visée à l'article 76bis, inséré par la loi du 30 décembre 1988 dans la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987.~~

~~Art. 2. § 1^{er}. La fonction visée à l'article 1^{er}, est assurée par une équipe pluridisciplinaire dont les membres sont issus du département médical, du département infirmier et des services paramédicaux de l'hôpital. En outre, sont associés à l'équipe pluridisciplinaire un psychologue et un assistant social ou un infirmier social. Le pharmacien hospitalier peut être associé à l'activité de l'équipe pluridisciplinaire.~~

~~§ 2. L'équipe pluridisciplinaire est placée sous l'autorité conjointe du médecin en chef et du chef du département infirmier.~~

~~Art. 3. La fonction visée à l'article 1^{er} couvre l'ensemble des activités destinées à soutenir le traitement et la prise en charge des patients en phase terminale de l'hôpital.~~

~~Art. 4. § 1^{er}. L'équipe pluridisciplinaire visée à l'article 2 n'intervient pas directement dans le traitement et les soins proprement dits.~~

~~§ 2. L'équipe est notamment chargée :~~

~~1° d'instaurer une culture des soins palliatifs et de sensibiliser l'ensemble du personnel de l'hôpital à la nécessité de celle-ci;~~

~~2° de formuler des avis en matière de soins palliatifs à l'adresse des praticiens de l'art de guérir, des praticiens de l'art infirmier et des membres des professions paramédicales de l'hôpital et de conseiller la direction de l'hôpital quant à la politique à mener en la matière;~~

~~3° d'assurer de manière continue la formation du personnel de l'hôpital en matière de soins palliatifs;~~

~~4° de veiller à la continuité des soins lorsque le patient en phase terminale quitte l'hôpital pour rejoindre son domicile ou être admis en maison de repos ou en maison de repos et de soins.~~

~~Art. 5. Les articles 68, 71 à l'exception de la disposition imposant comme condition d'agrément l'intégration dans le programme visé à l'article 23, 72, 73, 74, 75 et 76 de la loi précitée sont applicables à la fonction visée à l'article 1^{er}.~~

N. 97 — 1546

[S — C — 97/22532]

~~15 JULI 1997. Koninklijk besluit waarbij sommige bepalingen van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, toepasselijk worden verklaard op de functie van palliatieve zorg~~

~~ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.~~

~~Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, inzonderheid op artikel 76bis, ingevoegd bij de wet van 30 december 1988;~~

~~Gelet op de vraag van de Minister van Sociale Zaken aan de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen van 27 januari 1995, om een advies over een ontwerp van koninklijk besluit;~~

~~Gelet op het algemeen advies van de Nationale Raad voor ziekenhuisvoorzieningen, afdeling programmatie en erkenning, van 26 oktober 1995;~~

~~Overwegende dat de Nationale Raad op heden nog geen advies gegeven heeft over het hem voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit;~~

~~Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de rechtszekerheid gebiedt zeer snel de kwaliteitsvoorwaarden waaraan de palliatieve ziekenhuisfunctie moet beantwoorden te omschrijven, teneinde de ziekenhuizen die momenteel reeds over een dergelijke functie beschikken zo spoedig mogelijk op de hoogte te stellen van het juridisch kader waarbinnen ze de functie moeten organiseren en teneinde zo snel mogelijk in een aangepaste financiering te kunnen voorzien;~~

~~Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 24 juni 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;~~

~~Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en van Onze Minister van Sociale Zaken,~~

~~Hebben Wij besloten en besluiten Wij :~~

~~Artikel 1. De palliatieve zorg wordt beschouwd als een functie van een ziekenhuis zoals bedoeld in artikel 76bis, ingevoegd door de wet van 30 december 1988 in de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987.~~

~~Art. 2. § 1. De in artikel 1 bedoelde functie wordt waargenomen door een pluridisciplinair team waarvan de leden afkomstig zijn uit het medisch departement, het verpleegkundig departement en de paramedische diensten van het ziekenhuis. Voorts wordt het multidisciplinair team aangevuld met een psycholoog en een maatschappelijk assistent of een sociale verpleger/verpleegster. De ziekenhuisapotheker kan bij de activiteit van het pluridisciplinair team worden betrokken.~~

~~§ 2. Het pluridisciplinair team staat onder het gezamenlijk gezag van de hoofdgeneesheer en het hoofd van het verpleegkundig departement.~~

~~Art. 3. De in artikel 1 bedoelde functie omvat alle activiteiten die bedoeld zijn om de behandeling en de opvang van de terminale ziekenhuispatiënten te ondersteunen.~~

~~Art. 4. § 1. Het in artikel 2 bedoelde pluridisciplinair team is niet rechtstreeks bij de eigenlijke behandeling en verzorging betrokken.~~

~~§ 2. Het team is onder meer belast met de volgende taken :~~

~~1° een palliatieve zorgcultuur invoeren en het gezamenlijke ziekenhuispersoneel bewust maken van de noodzaak daarvan;~~

~~2° advies inzake palliatieve zorg verstrekken aan de beoefenaars van de geneeskunde, de beoefenaars van de verpleegkunde en de leden van de paramedische beroepen van het ziekenhuis, alsook de ziekenhuisdirectie adviseren over het ter zake te voeren beleid;~~

~~3° zorgen voor de permanente opleiding van het ziekenhuispersoneel inzake palliatieve zorg;~~

~~4° zorgen voor de continuïteit van de zorgverlening wanneer de patiënt die zich in een terminale fase bevindt, het ziekenhuis verlaat om naar huis te gaan of in een rusthuis of rust- en verzorgingstehuis te worden opgenomen.~~

~~Art. 5. De artikelen 68, 71 met uitzondering van de bepaling die de integratie in het in artikel 23 bedoelde programma als erkenningsvoorwaarde oplegt, 72, 73, 74, 75 en 76 van voormelde wet zijn van overeenkomstige toepassing op de in artikel 1 bedoelde functie.~~

~~Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.~~

~~Art. 7. Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.~~

~~Donné à Bruxelles, le 15 juillet 1997.~~

~~ALBERT~~

~~Par le Roi :~~

~~Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,~~

~~M. COLLA~~

~~La Ministre des Affaires sociales,~~

~~Mme M. DE GALAN~~

~~Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekend gemaakt.~~

~~Art. 7. Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.~~

~~Gegeven te Brussel, 15 juli 1997.~~

~~ALBERT~~

~~Van Koningswege :~~

~~De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,~~

~~M. COLLA~~

~~De Minister van Sociale Zaken,~~

~~Mevr. M. DE GALAN~~

~~F. 07 — 1547~~

~~{97/22563}~~

~~18 JUILLET 1997. Arrêté royal fixant les frais d'administration de la Caisse des soins de santé de la Société nationale des Chemins de fer belges~~

~~ALBERT II, Roi des Belges,~~

~~A tous, présents et à venir, Salut.~~

~~Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 195, § 1er, 2°, alinéa 2, modifié par l'arrêté royal du 17 mars 1997;~~

~~Vu l'article 15 de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale;~~

~~Vu l'urgence;~~

~~Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 juillet 1997;~~

~~Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 1997;~~

~~Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;~~

~~Vu l'urgence;~~

~~Considérant que le montant définitif des frais d'administration de la Caisse des soins de santé de la Société nationale des Chemins de fer belges doit être fixé au plus tard le 31 juillet 1997. Cette fixation a lieu sur la base de l'estimation, effectuée en juin, des frais réels de la Caisse;~~

~~Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,~~

~~Nous avons arrêté et arrêtons :~~

~~Article 1^{er}. Le montant des frais d'administration de la Caisse des soins de santé de la Société nationale des Chemins de fer belges, fixé à 375,0 millions de francs pour l'année 1996 par l'article 195, § 1er, 2°, alinéa 2 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, est porté à 415 millions de francs.~~

~~Art. 2. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.~~

~~Donné à Bruxelles, le 18 juillet 1997.~~

~~ALBERT~~

~~Par le Roi :~~

~~La Ministre des Affaires sociales,~~

~~Mme M. DE GALAN~~

~~N. 07 — 1547~~

~~{97/22563}~~

~~18 JULI 1997. Koninklijk besluit tot vaststelling van de administratiekosten van de Kas voor geneeskundige verzorging van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen~~

~~ALBERT II, Koning der Belgen,~~

~~Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.~~

~~Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid artikel 195, § 1, 2°, tweede lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 maart 1997;~~

~~Gelet op artikel 15 van de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg;~~

~~Gelet op de hoogdringendheid;~~

~~Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 juli 1997;~~

~~Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 18 juli 1997;~~

~~Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;~~

~~Gelet op de dringende noodzakelijkheid;~~

~~Overwegende dat het definitieve bedrag van de administratiekosten van de Kas voor geneeskundige verzorging van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen ten laatste op 31 juli 1997 moet worden vastgesteld. Deze vaststelling gebeurt op basis van de in juni verrichte raming van de werkelijke kosten van de Kas;~~

~~Op voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,~~

~~Hebben Wij besloten en besluiten Wij :~~

~~Artikel 1. Het bedrag van de administratiekosten van de Kas voor geneeskundige verzorging van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, vastgesteld op 375,0 miljoen frank voor het jaar 1996 door artikel 195, § 1, 2°, tweede lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt verhoogd tot 415 miljoen frank.~~

~~Art. 2. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.~~

~~Gegeven te Brussel, 18 juli 1997.~~

~~ALBERT~~

~~Van Koningswege :~~

~~De Minister van Sociale Zaken,~~

~~Mevr. M. DE GALAN~~

~~AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN~~~~MINISTERE DE LA JUSTICE~~~~{97/9646}~~~~Administration centrale. — Promotion~~

~~Par arrêté royal du 18 juillet 1997, Mme Roseline Demoustier, directeur d'administration, est promue par avancement de grade dans le cadre linguistique français, au grade de directeur général à l'Administration centrale, à partir du 1er mars 1997.~~

~~Ordre judiciaire~~~~{97/9644}~~

~~Par arrêté royal du 17 février 1997, entrant en vigueur le 5 août 1997, M. Opstaele, A., premier président de la cour du travail de Gand, est admis à la retraite.~~

~~Il a droit à l'éméritat.~~

~~Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.~~

~~Par arrêté royal du 18 mars 1997, M. Tudts, E., juge de paix du canton de Diest, est admis à la retraite, à sa demande, à la date du 31 août 1997.~~

~~Il est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.~~

~~Il est autorisé, à sa demande, à continuer d'exercer ses fonctions jusqu'à ce qu'il soit pourvu à la place rendue vacante au sein de sa juridiction et au plus tard jusqu'au 28 février 1998.~~

~~Par arrêté royal du 10 juillet 1997, Mme Van Praet, M., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Gand, est désignée en qualité de premier substitut du procureur du Roi près ce tribunal, pour un nouveau terme de trois ans prenant cours le 14 août 1997.~~

~~Par arrêté royal du 16 juillet 1997 est nommée greffier à la justice de paix du canton de Ninove, Mme Poelaert, S., greffier adjoint principal à la justice de paix de ce canton.~~

~~MINISTERIE VAN JUSTITIE~~~~{97/9646}~~~~Hoofdbestuur. — Bevordering~~

~~Bij koninklijk besluit van 18 juli 1997, wordt Mevr. Roseline Demoustier, bestuursdirecteur, met ingang van 1 maart 1997 bevorderd door verhoging in graad in het Franse taalkader tot de graad van directeur-generaal bij het Hoofdbestuur.~~

~~Rechterlijke Orde~~~~{97/9644}~~

~~Bij koninklijk besluit van 17 februari 1997, dat in werking treedt op 5 augustus 1997, is de heer Opstaele, A., eerste voorzitter van het arbeidshof te Gent, in ruste gesteld.~~

~~Hij heeft aanspraak op het emeritaat.~~

~~Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.~~

~~Bij koninklijk besluit van 18 maart 1997 is de heer Tudts, E., vrederechter van het kanton Diest, op zijn verzoek, in ruste gesteld op datum van 31 augustus 1997.~~

~~Hij kan zijn aanspraak op pensioen laten gelden en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.~~

~~Hij wordt, op zijn verzoek, gemachtigd om zijn ambt uit te oefenen tot dat er voorzien is in de plaats die is opgefallen in zijn rechtscollege en ten laatste tot 28 februari 1998.~~

~~Bij koninklijk besluit van 10 juli 1997 is Mevr. Van Praet, M., substitut procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent, aangewezen tot eerste substituuat procureur des Konings bij deze rechtbank, voor een nieuwe termijn van drie jaar met ingang van 14 augustus 1997.~~

~~Bij koninklijk besluit van 16 juli 1997 is benoemd tot griffier bij het vrederegerecht van het kanton Ninove, Mevr. Poelaert, S., eerstaanwezende adjunct-griffier bij het vrederegerecht van dit kanton.~~

~~MINISTERE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE~~~~{97/14002}~~

~~21 MARS 1997. — Arrêté royal déclarant d'utilité publique la prise de possession immédiate de certaines parcelles situées sur le territoire de la commune de Silly~~

~~ALBERT II, Roi des Belges,~~

~~A tous, présents et à venir, Salut.~~

~~Vu la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des Chemins de fer belges, notamment l'article 1^{er} bis, remplacé par la loi du 21 mars 1991;~~

~~MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR~~~~{97/14002}~~

~~21 MAART 1997. — Koninklijk besluit waarbij de onmiddellijke inbezitting van sommige percelen, gelegen op het grondgebied van de gemeente Silly van algemeen nut wordt verklaard~~

~~ALBERT II, Koning der Belgen,~~

~~Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.~~

~~Gelet op de wet van 23 juli 1926 houdende oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, inzonderheid op artikel 1 bis, vervangen door de wet van 21 maart 1991;~~

~~Vu la loi du 26 juillet 1962, modifiée par la loi du 7 juillet 1978 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction de autoroutes, notamment l'article 5;~~

~~Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 10, § 2, 2°;~~

~~Considérant que le projet TGV répond à la croissance de mobilité actuelle et attendue et forme un maillon important dans le réseau européen à grande vitesse;~~

~~Considérant que, en ce qui concerne la ligne à grande vitesse entre Lembeek et la frontière française, le gouvernement fédéral a opté le 26 janvier 1990 pour un tracé nouveau sur site propre;~~

~~Considérant que le Gouvernement wallon a décidé, le 25 juillet 1991 et le 6 septembre 1991, de modifier les plans de secteur concernés, afin d'y inclure le tracé à grande vitesse;~~

~~Considérant que le permis de bâtir, signé le 28 février 1994, impose, en matière de protection phonique, le respect de valeurs limites pour le niveau continu équivalent de la composante de bruit pendant le jour, le soir et la nuit;~~

~~Considérant que les études acoustiques ont démontré qu'il n'est pas possible de respecter les valeurs imposées au km 50,281 de la ligne TGV sur le territoire de la commune de Silly, en posant un mur antibruit de dimension raisonnable;~~

~~Considérant que dans ces circonstances il est inévitable d'acquérir les biens concernés;~~

~~Considérant qu'à cette fin il est nécessaire de prendre en possession les parcelles indiquées au plan n° 3091/F0324000/HA4 situées sur le territoire de la commune de Silly et ceci en complément aux emprises dont la prise en possession a été déclarée d'utilité publique par l'arrêté royal du 23 septembre 1994;~~

~~Considérant l'approbation par le Conseil des Ministres du 19 juillet 1991 du planning de construction des lignes à grande vitesse;~~

~~Considérant que le Gouvernement a approuvé le 5 juillet 1996 le plan décennal 1996-2005 des investissements ferroviaires et que, dans ce cadre, il a adopté un calendrier adopté pour la réalisation du projet TGV;~~

~~Considérant que, suite à ce planning, la ligne à grande vitesse entre Bruxelles et la frontière française, doit être mise en service au plus tard en 1998;~~

~~Considérant que compte tenu des délais exigés pour les travaux, la prise de possession immédiate, pour cause d'utilité publique, des parcelles en question, est indispensable;~~

~~Sur la proposition de Notre Ministre des Transports,~~

~~Nous avons arrêté et arrêtons :~~

~~Article 1^{er}. Il y a utilité publique à exécuter, dans le cadre de la construction de la ligne à grande vitesse Bruxelles — frontière française (tronçon Ath-Enghien) la prise de possession immédiate des parcelles situées sur le territoire de la commune de Silly et reprises au plan n° 3091/F0324000/HA4, annexé au présent arrêté.~~

~~Art. 2. Les parcelles, indiquées au plan ci-dessus visé et nécessaire à l'exécution des travaux en question seront, à défaut de cession amiable, emprises et occupées conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction des autoroutes, et plus spécialement à l'article 5.~~

~~Art. 3. Notre Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.~~

~~Donné à Bruxelles, le 21 mars 1997.~~

~~ALBERT~~

~~Par le Roi :~~

~~Le Ministre des Transports,~~

~~M. DAERDEN~~

~~Gelet op de wet van 26 juli 1962 gewijzigd bij de wet van 7 juli 1978 betreffende de onteigeningen ten algemene nutte en de concessies voor de bouw van de autosnelwegen, inzonderheid op artikel 5;~~

~~Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 10, § 2, 2°;~~

~~Overwegende dat het HST-project een antwoord biedt op de huidige en verwachte mobiliteitsgroei en een belangrijke schakel vormt in het Europese hogesnelheidsnet;~~

~~Overwegende dat, wat de hogesnelheidslijn tussen Lembeek en de Franse grens betreft, de federale Regering op 26 januari 1990 geopteerd heeft voor een nieuw spoortracé op eigen bedding;~~

~~Overwegende dat de Waalse Gewestregering op 25 juli 1991 en 6 september 1991 besloten heeft de betrokken gewestplannen te wijzigen ten einde er boven vermeld hogesnelheids-tracé in op te nemen;~~

~~Overwegende dat de bouwtoelating, afgeleverd op 28 februari 1994, op het vlak van geluidsbescherming, de eerbiediging van grenswaarden voor het equivalent geluidsniveau, eigen aan de dag, de avond en de nacht, oplegt;~~

~~Overwegende dat de geluidsstudies aangetoond hebben dat het niet mogelijk is de opgelegde waarden ter hoogte van km 50,281 van de HST-lijn op het grondgebied van de gemeente Silly, te eerbiedigen door het aanleggen van een anti-geluidsscherm van redelijke afmetingen;~~

~~Overwegende dat het in die omstandigheden onvermijdelijk is de betrokken goederen te verwerven;~~

~~Overwegende dat het daarom noodzakelijk is de percelen aangeduid op het plan nr. 3091/F0324000/HA4, gelegen op het grondgebied van de gemeente Silly, in het bezit te nemen en dit als bijkomende inbezitnemingen bij die welke bij koninklijk besluit van 23 september 1994 van openbaar nut verklaard werden;~~

~~Overwegende dat de Ministerraad op 19 juli 1991 de planning van de aanleg van de hogesnelheidslijnen heeft goedgekeurd;~~

~~Overwegende dat de Regering op 5 juli 1996 het tienjarenplan 1996-2005 der spoorweginvesteringen heeft goedgekeurd en in dit kader een aangepaste kalender ter verwezenlijking van het HST-project heeft aangenomen;~~

~~Overwegende dat ingevolge deze planning de hogesnelheidslijn tussen Brussel en de Franse grens uiterlijk in 1998 in gebruik dient te worden genomen;~~

~~Overwegende dat wegens de vooropstaande duurtijd van de vereiste werkzaamheden derhalve de onmiddellijke inbezitneming van de bedoelde percelen ten algemene nutte onontbeerlijk is;~~

~~Op de voordracht van Onze Minister van Vervoer,~~

~~Hebben Wij besloten en besluiten Wij :~~

~~Artikel 1. Het algemeen nut vordert voor de uitvoering van de werken, kaderend in de aanleg van een hogesnelheidslijn Brussel — Franse grens (baanvak Aat-Edingen), de onmiddellijke inbezitneming van de percelen, gelegen op het grondgebied van de gemeente Silly en opgenomen in het plan nr. 3091/F0324000/HA4, gevoegd bij dit besluit.~~

~~Art. 2. Bij gebrek aan afstand in der minne, worden de voor de werken benodigde en op voormeld plan aangewezen percelen ingenomen en bezet overeenkomstig de wet van 26 juli 1962 betreffende de onteigeningen ten algemene nutte en de concessies voor de bouw van de autosnelwegen, inzonderheid artikel 5.~~

~~Art. 3. Onze Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.~~

~~Gegeven te Brussel, 21 maart 1997.~~

~~ALBERT~~

~~Van Koningswege :~~

~~De Minister van Vervoer,~~

~~M. DAERDEN~~

Annexe à l'arrêté royal du 21 mars 1997 — Bijlage bij het koninklijk besluit van 21 maart 1997

CONSTRUCTION DE LA LIGNE A GRANDE VITESSE PARIS - BRUXELLES		AANLEGGEN VAN DE HOGE SNELHEIDSLIJN PARIJS - BRUSSEL											
Tronçon ATH - ENGHIEU		Baanvak ATH - EDINGEN											
Commune de Gemeente van		SILLY											
N° Plan	N° d'ordre	Division	Article	Section-Section	N° Parcelle Parceelnummer	Nature Aard	SURFACE - OPPERVLAKTE				Norm, prénoms et résidence des propriétaires Naam, voornaam en adres van de signaars		
Plan Nr.	Volnummer	Divisie	Artikel	Section-Section	Parceelnummer	Aard	cadastrale Kadastrale		à acquérir aan te kopen				
							HA	A	CA	HA	A	CA	
55.2	18	3		B	007K	BATIMENT	00	14	00	00	14	00	MAES MIREILLE EPOUSE DUCARME GASTON RUE E L ESTAQUE 7830 SILLY
55.2	19	3		B	0007L	PATURE				00	12	75	MAES MIREILLE EPOUSE DUCARME GASTON RUE E L ESTAQUE 7830 SILLY

REMARQUES :
 - LES PLANS TERRIERS DES EMPRISES A ACQUERIR OU A EXPROPRIER PAR L'ETAT PEUVENT ETRE CONSULTES A L'ADMINISTRATION COMMUNALE.
 - SITUATION CADASTRALE AU 1er JANVIER 1997.
 OPMERKINGEN :
 - DE PLANNEN VAN DE INNEMINGEN DIE DOOR DE STAAT MOETEN WORDEN VERWORVEN OF ONTEIGEND KUNNEN OP DE ADMINISTRATIEVE DIENST VAN DE GEMEENTE GERAADPLEEGD WORDEN.
 - KADASTRALE TOESTAND OP 1ste JANUARI 1997.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

{97/7144}

~~1^{er} JUILLET 1997. — Arrêté royal portant nomination des présidents et des présidents suppléants de la Chambre de recours départementale du Ministère de la Défense nationale~~

~~ALBERT II, Roi des Belges,~~

~~A tous, présents et à venir, Salut.~~

~~Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937, portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 84, § 1^{er}, remplacé par l'arrêté royal du 31 mars 1995;~~

~~Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,~~

~~Nous avons arrêté et arrêtons :~~

~~Article 1^{er}. M. Marc Van Wymeersch, président du tribunal du travail d'Anvers, est nommé président de la section d'expression néerlandaise de la Chambre de recours du Ministère de la Défense nationale.~~

~~M. Roger Malfait, vice-président du tribunal du travail d'Anvers, est nommé président suppléant de la section d'expression néerlandaise de la Chambre de recours du Ministère de la Défense nationale.~~

~~Art. 2. M. Yves Thiry, président de chambre émérite à la cour d'appel de Bruxelles, est nommé président de la section d'expression française de la Chambre de recours du Ministère de la Défense nationale.~~

~~M. Roland Kirsch, président des tribunaux de commerce d'Arlon et de Neufchâteau, est nommé président suppléant de la section d'expression française de la Chambre de recours du Ministère de la Défense nationale.~~

~~Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge*.~~

~~Art. 4. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.~~

~~Donné à Bruxelles, le 1^{er} juillet 1997.~~

~~ALBERT~~

~~Par le Roi :~~

~~Le Ministre de la Défense nationale,~~

~~J. P. PONCELET~~

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

{97/7144}

~~1 JULI 1997. — Koninklijk besluit houdende benoeming van de voorzitters en van de plaatsvervangende voorzitters van de Departementale Raad van Beroep van het Ministerie van Landsverdediging~~

~~ALBERT II, Koning der Belgen,~~

~~Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.~~

~~Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, houdende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 84, § 1, vervangen ingevolge het koninklijk besluit van 31 maart 1995;~~

~~Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,~~

~~Hebben Wij besloten en besluiten Wij :~~

~~Artikel 1. De heer Marc Van Wymeersch, voorzitter bij de arbeidsrechtbank te Antwerpen, wordt benoemd tot voorzitter van de Nederlandstalige afdeling van de Raad van Beroep van het Ministerie van Landsverdediging.~~

~~De heer Roger Malfait, ondervoorzitter bij de arbeidsrechtbank te Antwerpen, wordt benoemd tot plaatsvervangend voorzitter van de Nederlandstalige afdeling van de Raad van Beroep van het Ministerie van Landsverdediging.~~

~~Art. 2. De heer Yves Thiry, kamervoorzitter emeritus bij het hof van beroep te Brussel, wordt benoemd tot voorzitter van de Franstalige afdeling van de Raad van Beroep van het Ministerie van Landsverdediging.~~

~~De heer Roland Kirsch, voorzitter van de handelsrechtbank van Aarlen en Neufchâteau, wordt benoemd tot plaatsvervangend voorzitter van de Franstalige afdeling van de Raad van Beroep van het Ministerie van Landsverdediging.~~

~~Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.~~

~~Art. 4. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.~~

~~Gegeven te Brussel, 1 juli 1997.~~

~~ALBERT~~

~~Van Koningswege :~~

~~De Minister van Landsverdediging,~~

~~J. P. PONCELET~~

{97/7137}

~~4 JUILLET 1997. — Arrêté ministériel portant désignation des assesseurs, des assesseurs suppléants, des greffiers rapporteurs et des greffiers rapporteurs suppléants pour la Chambre de recours départementale du Ministère de la Défense nationale~~

~~Le Ministre de la Défense nationale,~~

~~Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat, notamment l'article 84, § 3, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 4 mars 1993,~~

~~Arrête :~~

~~Article 1^{er}. § 1^{er}. Sont désignés pour siéger à la Chambre de recours d'expression française :~~

~~a) en qualité d'assesseur :~~

~~Mmes :~~

~~R. Depasse
Fr. Thomas
M. Delcourt~~

~~MM. :~~

~~J. Lallemand
L. Eppe
A. Drouguet~~

{97/7137}

~~4 JULI 1997. — Ministerieel besluit houdende aanwijzing van de assessoren, van de plaatsvervangende assessoren, van de griffiers rapporteurs en van de plaatsvervangende griffiers rapporteurs van de Departementale Raad van Beroep van het Ministerie van Landsverdediging~~

~~De Minister van Landsverdediging,~~

~~Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 84, § 3, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 maart 1993,~~

~~Besluit :~~

~~Artikel 1. § 1. Zijn aangewezen om te zetelen bij de Franstalige Raad van Beroep :~~

~~a) in de hoedanigheid van assessor :~~

~~Mevrn. :~~

~~R. Depasse
Fr. Thomas
M. Delcourt~~

~~de heren :~~

~~J. Lallemand
L. Eppe
A. Drouguet~~

~~b) en qualité d'assesseur suppléant :
Mme Chr. Gamache~~

~~MM.:~~

~~P. Lemauvais
J. D'Hemricourt
J. Bodart
D. Dumont
P. Rigaux~~

~~§ 2. Sont agréés pour siéger à la Chambre de recours visée au § 1^{er} :~~

~~a) en qualité d'assesseur effectif :
désignés par la Centrale générale des Services publics :~~

~~MM.:~~

~~P. Verbrugghe
Cl. Gurdebeke
désignés par la Centrale chrétienne des Services publics :
Mme G. Roland
M. J. Fauconnier
désignés par le Syndicat libre de la Fonction publique :~~

~~MM.:~~

~~Ch. Lacroix
A. Michel~~

~~b) en qualité d'assesseur suppléant :
désignés par la Centrale générale des Services publics :~~

~~Mme N. Mathieu
M. L. Dumoulin
désignés par la Centrale chrétienne des Services publics :~~

~~MM.:~~

~~G. Lambotte
J. M. Pire
désignés par le Syndicat libre de la Fonction publique :
Mme A. Butacide
M. Y. Hanocq~~

~~Art. 2. § 1^{er}. Sont désignés pour siéger à la Chambre de recours d'expression néerlandaise :~~

~~a) en qualité d'assesseur :~~

~~Mme G. Poriau~~

~~MM.:~~

~~R. Dubois
J. Vergauwen
E. De Maeyer
G. Dewulf
A. Van Bellinghen~~

~~b) en qualité d'assesseur suppléant :~~

~~Mmes:~~

~~M. Stynen
M. Coenen~~

~~MM.:~~

~~F. Debruyne
G. Heethem
L. Corvers
E. Van Steenberge~~

~~§ 2. Sont agréés pour siéger à la Chambre de recours visée au § 1^{er} :~~

~~a) en qualité d'assesseur :~~

~~désignés par la Centrale générale des Services publics :~~

~~MM.:~~

~~E. Floryn
A. De Coster~~

~~désignés par la Centrale chrétienne des Services publics :~~

~~MM.:~~

~~A. Woestenborghs
F. Van Hevele~~

~~b) in de hoedanigheid van plaatsvervangend assessor :
Mevr. Chr. Gamache~~

~~de heren :~~

~~P. Lemauvais
J. D'Hemricourt
J. Bodart
D. Dumont
P. Rigaux~~

~~§ 2. Worden erkend om te zetelen bij de Raad van Beroep bedoeld in § 1 :~~

~~a) in de hoedanigheid van assessor :~~

~~aangeduid door de Algemene Centrale der Openbare Diensten :~~

~~de heren :~~

~~P. Verbrugghe
Cl. Gurdebeke
aangeduid door de Christelijke Centrale van de Openbare Diensten :
Mevr. G. Roland
de heer J. Fauconnier
aangeduid door het Vrij Syndicaat van het Openbaar Ambt :~~

~~de heren :~~

~~Ch. Lacroix
A. Michel~~

~~b) in de hoedanigheid van plaatsvervangend assessor :
aangeduid door de Algemene Centrale der Openbare Diensten :~~

~~Mevr. N. Mathieu
de heer L. Dumoulin
aangeduid door de Christelijke Centrale van de Openbare Diensten :~~

~~de heren :~~

~~G. Lambotte
J. M. Pire~~

~~aangeduid door het Vrij Syndicaat van het Openbaar Ambt :~~

~~Mevr. A. Butacide
de heer Y. Hanocq~~

~~Art. 2. § 1. Zijn aangewezen om te zetelen bij de Nederlandstalige Raad van Beroep :~~

~~a) in de hoedanigheid van assessor :~~

~~Mevr. G. Poriau~~

~~de heren :~~

~~R. Dubois
J. Vergauwen
E. De Maeyer
G. Dewulf
A. Van Bellinghen~~

~~b) in de hoedanigheid van plaatsvervangend assessor :~~

~~Mevrn.:~~

~~M. Stynen
M. Coenen~~

~~de heren :~~

~~F. Debruyne
G. Heethem
L. Corvers
E. Van Steenberge~~

~~§ 2. Worden erkend om te zetelen bij de Raad van Beroep zoals bedoeld in § 1 :~~

~~a) in de hoedanigheid van assessor :~~

~~aangeduid door de Algemene Centrale der Openbare Diensten :~~

~~de heren :~~

~~E. Floryn
A. De Coster~~

~~aangeduid door de Christelijke Centrale van de Openbare Diensten :~~

~~de heren :~~

~~A. Woestenborghs
F. Van Hevele~~

désignés par le Syndicat libre de la Fonction publique :

MM.:

H. De Jonckheere

D. Van Poucke

b) en qualité d'assesseur suppléant :

désignés par la Centrale générale des Services publics :

Mme M. Tirmarche

M. R. Strubbe

désignés par la Centrale chrétienne des Services publics :

MM.:

Fr. Van Waebeke

D. Meersman

désignés par le Syndicat libre de la Fonction publique :

MM.:

P. Herreweg

G. Permentier

~~Art. 3. Les fonctions de greffier rapporteur et de greffier rapporteur suppléant sont exercées respectivement par MM. S. Van Wouwe et A. Cornette pour ce qui concerne la Chambre de recours d'expression française.~~

~~Art. 4. Les fonctions de greffier rapporteur et de greffier rapporteur suppléant sont exercées respectivement par Mmes M. Geubels et L. Goethals pour la Chambre de recours néerlandaise.~~

~~Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.~~

Bruxelles, le 4 juillet 1997.

J. P. PONCELET

aangeduid door het Vrij Syndicaat van het Openbaar Ambt :

de heren :

H. De Jonckheere

D. Van Poucke

b) in de hoedanigheid van plaatsvervangend assessor :

aangeduid door de Algemene Centrale der Openbare Diensten :

Mevr. M. Tirmarche

de heer R. Strubbe

aangeduid door de Christelijke Centrale van de Openbare Diensten :

de heren :

Fr. Van Waebeke

D. Meersman

aangeduid door het Vrij Syndicaat van het Openbaar Ambt :

de heren :

P. Herreweg

G. Permentier

~~Art. 3. De functies van griffier rapporteur en van plaatsvervangend griffier rapporteur worden respectievelijk waargenomen door de heren S. Van Wouwe en A. Cornette voor wat betreft de Franstalige Raad van Beroep.~~

~~Art. 4. De functies van griffier rapporteur en van plaatsvervangend griffier rapporteur worden respectievelijk waargenomen door Mevrn. M. Geubels en L. Goethals voor wat betreft de Nederlandstalige Raad van Beroep.~~

~~Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.~~

Brussel, 4 juli 1997.

J. P. PONCELET

~~MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT~~

~~{07/22571}~~

~~Nomination~~

~~Par arrêté royal du 11 juillet 1997, qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, M. Lefevre, Luc, est nommé Commissaire du Gouvernement près l'Office national des pensions.~~

~~MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU~~

~~{07/22571}~~

~~Benoeming~~

~~Bij koninklijk besluit van 11 juli 1997, dat in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, wordt de heer Lefevre, Luc, benoemd tot Regeringscommissaris bij de Rijksdienst voor pensioenen.~~

~~GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS UND REGIONALREGIERUNGEN~~

~~VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE~~

~~MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP~~

~~Departement Onderwijs~~

~~{07/35037}~~

~~Buitengewoon secundair onderwijs tot sociale aanpassing en arbeidsgeschiedmaking. — Wijziging van het ministerieel besluit van 15 april 1980 houdende vaststelling van het model van attest voor buitengewoon secundair onderwijs tot sociale aanpassing en arbeidsgeschiedmaking zoals bepaald bij artikel 35 van het koninklijk besluit van 28 juni 1978 houdende de omschrijving van de types en de organisatie van het buitengewoon onderwijs en vaststellende de toelatings- en behoudsvoorwaarden in de diverse niveaus van het buitengewoon onderwijs~~

~~Bij besluit van de Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken van 12 mei 1997 wordt bepaald dat aan de leerlingen die de lessen van het buitengewoon secundair onderwijs tot sociale aanpassing en arbeidsgeschiedmaking hebben gevolgd, in uitvoering van artikel 35 van het bovenvermeld koninklijk besluit van 28 juni 1978, het attest wordt uitgereikt overeenkomstig het bijgaand model.~~

~~Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1997.~~

Bijlage 1

~~Attest buitengewoon secundair onderwijs tot sociale aanpassing en arbeidsgeschiedtmaking~~1. ~~Model: Formaat A4 (210 × 297 mm)~~~~VLAAMSE GEMEENSCHAP — KONINKRIJK BELGIE~~~~MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP~~~~Departement Onderwijs~~~~Attest buitengewoon secundair onderwijs tot sociale aanpassing en arbeidsgeschiedtmaking:~~~~Benaming en adres van de instelling~~~~Ondergetekende, directeur van de bovenvermelde instelling, bevestigt dat..... (1), geboren te op (2), als regelmatige leerling(e) het buitengewoon secundair onderwijs tot sociale aanpassing en arbeidsgeschiedtmaking, volledig leerplan, heeft gevolgd in de bovenvermelde instelling.~~~~Hij/zij bevestigt dat al de wettelijke, decretale en reglementaire voorschriften werden nageleefd.~~~~Gegeven te, op~~~~De directeur,~~~~Stempel van de instelling.~~2. ~~Onderrichtingen voor het invullen:~~~~(1) Naam en eerste voornaam van de leerling volgens identiteitskaart of geboorteakte;~~~~(2) De maand van de geboortedatum voluit in letters.~~~~Deeltijds beroepssecundair onderwijs en experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan. — Wijziging van het ministerieel besluit van 19 juli 1993 tot vaststelling van de modellen van studiebewijzen uitgereikt in het deeltijds beroepssecundair onderwijs en in het experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan voor sommige categorieën jongeren van 18 tot 25 jaar~~~~Een besluit van de Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken van 20 juni 1997 bepaalt:~~~~de bijlage 3 « studiegetuigschrift van de tweede graad van het deeltijds beroepssecundair onderwijs/studiegetuigschrift van de derde graad van het deeltijds beroepssecundair onderwijs » aan het ministerieel besluit van 19 juli 1993 tot vaststelling van de modellen van studiebewijzen, uitgereikt in het deeltijds beroepssecundair onderwijs en in het experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan voor sommige categorieën jongeren van 18 tot 25 jaar, wordt vervangen door de bijlage aan dit besluit.~~~~Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1996.~~

Bijlage

~~Bijlage 3 : deeltijds beroepssecundair onderwijs — studiegetuigschrift van de tweede graad van het deeltijds beroepssecundair onderwijs / studiegetuigschrift van de derde graad van het deeltijds beroepssecundair onderwijs~~

1. Model : formaat A4 = 210 × 297 mm

~~Vlaamse Gemeenschap — Koninkrijk België~~

~~Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap~~

~~Departement Onderwijs~~

~~STUDIEGETUIGSCHRIFT VAN DE (1) GRAAD
VAN HET DEELTIJDS BEROEPSSECUNDAIR ONDERWIJS~~

~~Benaming en adres van de instelling waaraan het centrum voor deeltijds beroepssecundair onderwijs is verbonden :~~

~~Onderwijsvorm : deeltijds beroepssecundair onderwijs~~

~~Graad : (1)~~

~~Ondergetekende, directeur van de bovenvermelde instelling, bevestigt dat (2), geboren te op (3),~~

~~1° als regelmatige leerling de (1) graad van het deeltijds beroepssecundair onderwijs heeft gevolgd;~~

~~2° deze graad met vrucht heeft beëindigd in de bovengenoemde instelling en onderwijsvorm.~~

~~Hij/zij bevestigt dat al de wettelijke, decretale en reglementaire voorschriften worden nageleefd.~~

~~Gegeven te op 30 juni~~

~~De houder,~~

~~De directeur (4),~~

~~Stempel van de instelling~~

2. ~~Onderrichtingen voor het invullen :~~

~~(1) « tweede » of « derde »~~

~~(2) naam en eerste voornaam van de leerling volgens identiteitskaart of geboorteakte~~

~~(3) geboortedatum : maand voluit in letters~~

~~(4) handtekening, naam en eerste voornaam van de directeur~~

[S — C — 07/35923]

~~Departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur~~

~~Regionale integratiecentra voor migranten en Vlaams overleg woonwagenwerk vzw
Toekenning van bijkomende tijdelijke formatieplaatsen~~

~~Een besluit van de Vlaamse regering van 8 juli 1997 bepaalt :~~

~~Artikel 1. Aan het Provinciaal Integratiecentrum, (PRIC) erkend regionaal integratiecentrum, gevestigd Universiteitslaan 1A, te 3500 Hasselt, worden voor de periode 1 juli 1997 tot 31 december 1997 drie voltijdse en een halftijdse bijkomende stafmedewerkers toegekend.~~

~~Art. 2. Aan het Regionaal Integratiecentrum Oost-Vlaanderen, (RIMOV) vzw, erkend regionaal integratiecentrum, gevestigd Plezantstraat 60, te 9100 Sint-Niklaas, worden voor de periode 1 juli 1997 tot 31 december 1997 twee voltijdse bijkomende stafmedewerkers toegekend.~~

~~Art. 3. Aan het Stedelijk Migrantencentrum, (SMC), erkend regionaal integratiecentrum, gevestigd Kaprijkestraat 12, te 9000 Gent, worden voor de periode 1 juli 1997 tot 31 december 1997 drie voltijdse bijkomende stafmedewerkers toegekend.~~

~~Art. 4. Aan het Brabants Integratiecentrum, (BRIC) vzw, erkend regionaal integratiecentrum, gevestigd Pater Damiaanplein 10/8, te 3000 Leuven, worden voor de periode 1 juli 1997 tot 31 december 1997 drie voltijdse en een halftijdse bijkomende stafmedewerkers toegekend.~~

~~Art. 5. Aan het Provinciaal Integratiecentrum Migranten Antwerpen, (PRICMA) vzw, erkend regionaal integratiecentrum, gevestigd Groene Hofstraat 13, te 2850 Boom, worden voor de periode 1 juli 1997 tot 31 december 1997 drie voltijdse bijkomende stafmedewerkers toegekend.~~

~~Art. 6. Aan het Centrum Buitenlandse Werknemers, (CBW) vzw, erkend regionaal integratiecentrum, gevestigd Van-Daelstraat 32, te 2140 Borgerhout Antwerpen, worden voor de periode 1 juli 1997 tot 31 december 1997 vier voltijdse en een halftijdse bijkomende stafmedewerkers toegekend.~~

~~Art. 7. Aan De Foyer, vzw, erkend regionaal integratiecentrum, gevestigd Werkhuizenstraat 25, te 1080 Brussel, worden voor de periode 1 juli 1997 tot 31 december 1997 vier voltijdse bijkomende stafmedewerkers toegekend.~~

~~Art. 8. Aan het Provinciebestuur van West-Vlaanderen worden voor de periode 1 juli 1997 tot 31 december 1997 twee voltijdse en een halftijdse stafmedewerkers toegekend.~~

~~Art. 9. § 1. Aan het Vlaams Overleg Woonwagenwerk, (VOW) vzw, gevestigd Ravenstraat 112, te 3000 Leuven, worden voor de periode 1 juli 1997 tot 31 december 1997 vier bijkomende medewerkers toegekend.~~

~~§ 2. Voor deze vier personeelsleden worden de loon- en werkingskosten gesubsidieerd met een maximum van 3 miljoen voor de vermelde periode.~~

~~Art. 10.~~ Voor de in artikel 1 tot en met artikel 9 vernoemde personeelsleden worden de loonkosten gesubsidieerd aan ten hoogste een anciënniteit van 7 jaar, overeenkomstig de regels bepaald in de artikelen 16 tot en met 19 van het hoger vermeldde besluit van de Vlaamse regering van 18 juli 1990 houdende de voorwaarden inzake erkenning en subsidiëring van integratiecentra voor migranten. Het te subsidiëren bedrag per centrum bedraagt maximum BF 711 500 maal het toegekende personeelsvolume in voltijdsequivalent.

~~Art. 11.~~ Voor deze personeelsleden moet een personeelsdossier worden ingediend zoals bepaald in artikel 20, § 1, van het hoger genoemde besluit. Na het indienen van het personeelsdossier zal per kwartaal een voorschot ten belope van 45 procent van de geraamde subsidie in betaling worden gesteld.

~~Art. 12.~~ De bewijsstukken worden ingediend samen met het jaarverslag zoals bedoeld in artikel 22 van het hoger genoemde besluit, en de berekening van de definitieve subsidie en de betaling van het saldo zullen gebeuren overeenkomstig artikel 21 van het genoemde besluit.

~~Art. 13.~~ Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1997.

[S — C — 97/35924]

~~Regionale instituten voor maatschappelijk opbouwwerk Toekenning van bijkomende tijdelijke formatieplaatsen~~

~~Een besluit van de Vlaamse regering van 8 juli 1997 bepaalt :~~

~~Artikel 1.~~ Aan de vzw RISO West-Vlaanderen, Torhoutsesteenweg 100A te 8200 Sint-Andries-Brugge, worden voor de periode van 1 juli 1997 tot 31 december 1997 twee bijkomende voltijdse educatieve personeelsleden toegekend, met name één stafflid en één opbouwwerker.

~~Art. 2.~~ Aan de vzw PRISO Antwerpen, Groene Hofstraat 13 te 2850 Boom, worden voor de periode van 1 juli 1997 tot 31 december 1997 twee voltijdse bijkomende educatieve personeelsleden toegekend, met name één stafflid en één opbouwwerker.

~~Art. 3.~~ Aan de vzw RISO Oost-Vlaanderen, Muinkkaai 51 te 9000 Gent, worden voor de periode van juli 1997 tot 31 december 1997 drie bijkomende voltijdse educatieve personeelsleden toegekend, met name één stafflid en twee opbouwwerkers.

~~Art. 4.~~ Aan de vzw RIMO Limburg, Demerstraat 73 bus 3 te 3500 Hasselt, wordt voor de periode van 1 juli 1997 tot 31 december 1997 één bijkomend halftijds educatief personeelslid toegekend, met name een opbouwwerker.

~~Art. 5.~~ Aan de vzw RISO Vlaams-Brabant, Vanderlindenstraat 44 te 1030 Brussel, wordt voor de periode van 1 juli 1997 tot 31 december 1997 één bijkomend halftijds educatief personeelslid toegekend, met name een opbouwwerker, en één bijkomend halftijds administratieve kracht.

~~Art. 6.~~ Aan de vzw RISO Brussel, Antwerpsesteenweg 295 te 1000 Brussel, wordt voor de periode van 1 juli 1997 tot 31 december 1997 één bijkomend voltijds educatief personeelslid toegekend, met name een opbouwwerker.

~~Art. 7.~~ Aan de vzw RISO Antwerpen, Coeveltstraat 7 te 2100 Deurne, wordt voor de periode van 1 juli 1997 tot 31 december 1997 één bijkomend halftijds educatief personeelslid toegekend, met name een opbouwwerker.

~~Art. 8.~~ Voor deze personeelsleden worden de loonkosten gesubsidieerd overeenkomstig de regels bepaald in het besluit van de Vlaamse regering van 31 juli 1991 tot uitvoering van het decreet van 26 juli 1991 houdende erkenning en subsidiëring van maatschappelijk opbouwwerk, aan ten hoogste schaal D met een anciënniteit van 7 jaar.

~~Art. 9.~~ Voor deze personeelsleden moet een personeelsdossier worden ingediend zoals bepaald in artikel 21 van het besluit van de Vlaamse regering van 31 juli 1991 tot uitvoering van het decreet van 26 juli 1991 houdende erkenning en subsidiëring van maatschappelijk opbouwwerk. Na het indienen van het personeelsdossier zal per kwartaal een voorschot ten belope van 45 procent van de geraamde subsidie in betaling worden gesteld.

~~Art. 10.~~ De bewijsstukken worden ingediend samen met het jaarverslag over 1997 zoals bedoeld in artikel 13 van het besluit van de Vlaamse regering van 31 juli 1991 tot uitvoering van het decreet van 26 juli 1991 houdende erkenning en subsidiëring van maatschappelijk opbouwwerk, en de berekening van de definitieve subsidie en de betaling van het saldo zullen gebeuren overeenkomstig artikel 16 van genoemd besluit.

~~Art. 11.~~ Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1997.

~~Departement Leefmilieu en Infrastructuur~~

[S — C — 97/35664]

~~Rioolwaterzuiveringsinfrastructuur. — Verklaring van openbaar nut~~

~~BOUTERSEM.~~ Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling van 17 april 1997 wordt de oprichting van rioolwaterzuiveringsinfrastructuur in de gemeente Boutersem van openbaar nut verklaard.

~~Het betreft dossier nr. 96244-2.~~

~~1° Geografische omschrijving :~~

~~Boutersem : collector Velp-Opveld-Neervelp.~~

~~2° Kadastrale gegevens :~~

~~Gemeente Boutersem :~~

~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 6; Sektie : A; Perceelen : nrs. 255-m, 97-d en 255-n.~~

~~3° Reden van openbaar nut verklaring :~~~~Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (collector) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw- of stedenbouwverordeningen.~~~~4° Bevoegde instantie :~~~~Na deze verklaring van openbaar nut zal de N.V. Aquafin de terreinen kunnen bezwaren met een erfdienstbaarheid of in naam van het Vlaamse Gewest verwerven.~~~~5° Plannen ter inzage bij :~~~~— Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, Departement Leefmilieu en Infrastructuur, Administratie Milieu, Natuur, Land en Waterbeheer, Afdeling Algemeen Milieu en Natuurbeleid, Cel Milieu investeringen, Belliardstraat 14-18, 1040 Brussel;~~~~— N.V. Aquafin, Dijkstraat 8, 2630 Aartselaar;~~~~— College van Burgemeester en Schepenen van en te 3370 Boutersem.~~~~6° Wettelijke basis :~~~~Besluit van de Vlaamse regering d.d. 20 maart 1991 houdende vaststelling van regelen met betrekking tot de uitvoering van werken door de N.V. Aquafin in toepassing van de artikelen 32septies en 32octies van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.~~~~7° Datum + bevoegde minister :~~~~17 april 1997~~~~De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling, Theo Kelchtermans.~~~~8° Verjaring :~~~~Dit besluit kan door ieder belanghebbende aangevochten worden door beroep bij de Raad van State. Dit beroep dient binnen een periode van 60 dagen na de bekendmaking, betekening of kennisname ingediend te worden d.m.v. een ondertekend verzoekschrift, verstuurd bij aangetekende zending (modaliteiten geregeld in het Besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de Afdeling administratie van de Raad van State (Belgisch Staatsblad van 23-24 augustus 1948)).~~~~DEINZE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling van 14 mei 1997 wordt de oprichting van rioolwaterzuiveringsinfrastructuur in de stad Deinze van openbaar nut verklaard.~~~~Het betreft dossier nr. 96443.~~~~1. Geografische omschrijving :~~~~Deinze : collector Vaart rechteroever.~~~~2. Kadastrale gegevens :~~~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 10; Sektie : C;~~~~Pereelen : nrs. 363 b, 367 f, 201 d en 201 e.~~~~3. Reden van openbaar nut verklaring :~~~~Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (collector) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw- of stedenbouwverordeningen.~~~~4. Bevoegde instantie :~~~~Na deze verklaring van openbaar nut zal de N.V. Aquafin de terreinen kunnen bezwaren met een erfdienstbaarheid of in naam van het Vlaamse Gewest verwerven.~~~~5. Plannen ter inzage bij :~~~~— Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap
Departement Leefmilieu en Infrastructuur
Administratie Milieu, Natuur, Land en Waterbeheer
Afdeling Algemeen Milieu en Natuurbeleid
Cel Milieu investeringen
Belliardstraat 14-18
1040 Brussel~~~~— N.V. Aquafin
Dijkstraat 8
2630 Aartselaar~~~~— College van burgemeester en schepenen van en te 9800 Deinze.~~~~6. Wettelijke basis :~~~~Besluit van de Vlaamse regering d.d. 20 maart 1991 houdende vaststelling van regelen met betrekking tot de uitvoering van werken door de N.V. Aquafin in toepassing van de artikelen 32septies en 32octies van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.~~~~7. Datum + bevoegde minister :~~~~14 mei 1997~~~~De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling Theo Kelchtermans.~~~~8. Verjaring :~~~~Dit besluit kan door ieder belanghebbende aangevochten worden door beroep bij de Raad van State. Dit beroep dient binnen een periode van 60 dagen na de bekendmaking, betekening of kennisname ingediend te worden d.m.v. een ondertekend verzoekschrift, verstuurd bij aangetekende zending (modaliteiten geregeld in het Besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de Afdeling administratie van de Raad van State (Belgisch Staatsblad 23-24 augustus 1948)).~~

~~DIEST. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling van 28 april 1997 wordt de oprichting van rioolwaterzuiveringsinfrastructuur in de stad Diest van openbaar nut verklaard.~~

~~Het betreft dossier nr. 95246.~~

~~1° Geografische omschrijving : Diest : collector Ring.~~

~~2° Kadastrale gegevens : Stad Diest :~~

~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 1; Sektie : A; Perceelen : nrs. 1189 g, 1190 c 2, 1190 d 2 en 1191 e.~~

~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 1; Sektie : B; Perceelen : nrs. 228 e en 228 d.~~

~~3° Reden van openbaar nut verklaring :~~

~~Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (collector) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw of stedenbouwverordeningen.~~

~~4° Bevoegde instantie :~~

~~Na deze verklaring van openbaar nut zal de N.V. Aquafin de terreinen kunnen bezwaren met een erfdiensbaarheid of in naam van het Vlaamse Gewest verwerven.~~

~~5° Plannen ter inzage bij :~~

~~— Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, Departement Leefmilieu en Infrastructuur, Administratie Milieu, Natuur, Land en Waterbeheer, Afdeling Algemeen Milieu en Natuurbeleid, Cel Milieu investeringen, Belliardstraat 14 18, 1040 Brussel;~~

~~— N.V. Aquafin, Dijkstraat 8, 2630 Aartselaar;~~

~~— College van Burgemeester en Schepenen van en te 3290 Diest.~~

~~6° Wettelijke basis :~~

~~Besluit van de Vlaamse regering d.d. 20 maart 1991 houdende vaststelling van regelen met betrekking tot de uitvoering van werken door de N.V. Aquafin in toepassing van de artikelen 32septies en 32octies van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.~~

~~7° Datum : bevoegde minister :~~

~~28 april 1997~~

~~De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling, Theo Kelchtermans.~~

~~8° Verjaring :~~

~~Dit besluit kan door ieder belanghebbende aangevochten worden door beroep bij de Raad van State. Dit beroep dient binnen een periode van 60 dagen na de bekendmaking, betekening of kennisname ingediend te worden d.m.v. een ondertekend verzoekschrift, verstuurd bij aangetekende zending (modaliteiten geregeld in het Besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de Afdeling administratie van de Raad van State (Belgisch Staatsblad van 23-24 augustus 1948)).~~

~~ERPE MERE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling van 17 april 1997 wordt de oprichting van rioolwaterzuiveringsinfrastructuur in de gemeente Erpe-Mere van openbaar nut verklaard.~~

~~Het betreft dossier nr. 96472.~~

~~1° Geografische omschrijving :~~

~~Erpe-Mere : prioritaire riolering Honegemstraat.~~

~~2° Kadastrale gegevens : Gemeente Erpe-Mere :~~

~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 1; sectie : B;~~

~~Perceelen : nrs. 581 c, 574 a, 562 a, 482 b 2, 482 c 2, 482 d 2, 482 e 2, 482 f 2, 490 k, 490 l, 490 m en 498 a.~~

~~3° Reden van openbaar nut verklaring :~~

~~Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (prioritaire riolering) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw of stedenbouwverordeningen.~~

~~4° Bevoegde instantie :~~

~~Na deze verklaring van openbaar nut zal de N.V. Aquafin de terreinen kunnen bezwaren met een erfdiensbaarheid of in naam van het Vlaamse Gewest verwerven.~~

~~5° Plannen ter inzage bij :~~

~~— Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, Departement Leefmilieu en Infrastructuur, Administratie Milieu, Natuur, Land en Waterbeheer, Afdeling Algemeen Milieu en Natuurbeleid, Cel Milieu investeringen, Belliardstraat 14 18, 1040 Brussel;~~

~~— N.V. Aquafin, Dijkstraat 8, 2630 Aartselaar;~~

~~— College van Burgemeester en Schepenen van en te 9420 Erpe-Mere.~~

~~6° Wettelijke basis :~~

~~Besluit van de Vlaamse regering d.d. 20 maart 1991 houdende vaststelling van regelen met betrekking tot de uitvoering van werken door de N.V. Aquafin in toepassing van de artikelen 32septies en 32octies van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.~~

~~7° Datum : bevoegde minister :~~

~~17 april 1997~~

~~De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling, Theo Kelchtermans.~~

~~8° Verjaring :~~

~~Dit besluit kan door ieder belanghebbende aangevochten worden door beroep bij de Raad van State. Dit beroep dient binnen een periode van 60 dagen na de bekendmaking, betekening of kennisname ingediend te worden d.m.v. een ondertekend verzoekschrift, verstuurd bij aangetekende zending (modaliteiten geregeld in het Besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de Afdeling administratie van de Raad van State (Belgisch Staatsblad van 23-24 augustus 1948)).~~

~~GERAARDSBERGEN. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling van 4 juni 1997 wordt de oprichting van rioolwaterzuiveringsinfrastructuur in de stad Geraardsbergen van openbaar nut verklaard.~~

~~Het betreft dossier nr. 94400.~~

~~1. Geografische omschrijving :~~

~~Geraardsbergen : RWZI Zandbergen.~~

~~2. Kadastrale gegevens :~~

~~Stad Geraardsbergen :~~

~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 12; Sektie : A;~~

~~Percelen : nrs. 46 z, 48 a, 48/2, 49 a, 50 b, 50 a en 47 a.~~

~~3. Reden van openbaar nut verklaring :~~

~~Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (RWZI) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw- of stedenbouwverordeningen.~~

~~4. Bevoegde instantie :~~

~~Na deze verklaring van openbaar nut zal de N.V. Aquafin de terreinen kunnen bezwaren met een erfdienstbaarheid of in naam van het Vlaamse Gewest verwerven.~~

~~5. Plannen ter inzage bij :~~

~~— Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap~~

~~Departement Leefmilieu en Infrastructuur~~

~~Administratie Milieu, Natuur, Land- en Waterbeheer~~

~~Afdeling Algemeen Milieu en Natuurbeleid~~

~~Cel Milieu-investeringen~~

~~Belliardstraat 14-18~~

~~1040 Brussel~~

~~— N.V. Aquafin~~

~~Dijkstraat 8~~

~~2630 Aartselaar~~

~~— College van burgemeester en schepenen van en te 9500 Geraardsbergen.~~

~~6. Wettelijke basis :~~

~~Besluit van de Vlaamse regering d.d. 20 maart 1991 houdende vaststelling van regelen met betrekking tot de uitvoering van werken door de N.V. Aquafin in toepassing van de artikelen 32septies en 32octies van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.~~

~~7. Datum + bevoegde minister :~~

~~4 juni 1997~~

~~De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling Theo Kelchtermans.~~

~~8. Verjaring :~~

~~Dit besluit kan door ieder belanghebbende aangevochten worden door beroep bij de Raad van State. Dit beroep dient binnen een periode van 60 dagen na de bekendmaking, betekening of kennisname ingediend te worden d.m.v. een ondertekend verzoekschrift, verstuurd bij aangetekende zending (modaliteiten geregeld in het Besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de Afdeling administratie van de Raad van State (Belgisch Staatsblad 23-24 augustus 1948)).~~

~~HAALTERT. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling van 14 mei 1997 wordt de oprichting van rioolwaterzuiveringsinfrastructuur in de gemeente Haaltert van openbaar nut verklaard.~~

~~Het betreft dossier nr. 95446/2.~~

~~1. Geografische omschrijving :~~

~~Haaltert : collector Haaltert tot aansluiting collector Kerksken.~~

~~2. Kadastrale gegevens :~~

~~Gemeente Haaltert :~~

~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 1; Sektie : A;~~

~~Pereel : nr. 1631 g.~~

~~3. Reden van openbaar nut verklaring :~~

~~Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (collector) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw- of stedenbouwverordeningen.~~

~~4. Bevoegde instantie :~~

~~Na deze verklaring van openbaar nut zal de N.V. Aquafin de terreinen kunnen bezwaren met een erfdienstbaarheid of in naam van het Vlaamse Gewest verwerven.~~

~~5. Plannen ter inzage bij :~~

~~— Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap~~

~~Departement Leefmilieu en Infrastructuur~~

~~Administratie Milieu, Natuur, Land- en Waterbeheer~~

~~Afdeling Algemeen Milieu en Natuurbeleid~~

~~Cel Milieu-investeringen~~

~~Belliardstraat 14-16-18~~

~~1040 Brussel~~

~~— N.V. Aquafin~~

~~Dijkstraat 8~~

~~2630 Aartselaar~~

~~— College van burgemeester en schepenen van en te 9450 Haaltert.~~

~~6. Wettelijke basis :~~

~~Besluit van de Vlaamse regering d.d. 20 maart 1991 houdende vaststelling van regelen met betrekking tot de uitvoering van werken door de N.V. Aquafin in toepassing van de artikelen 32septies en 32octies van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.~~

~~7. Datum + bevoegde minister :~~

~~14 mei 1997~~

~~De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling Theo Kelchtermans.~~

~~8. Verjaring :~~

~~Dit besluit kan door ieder belanghebbende aangevochten worden door beroep bij de Raad van State. Dit beroep dient binnen een periode van 60 dagen na de bekendmaking, betekening of kennisname ingediend te worden d.m.v. een ondertekend verzoekschrift, verstuurd bij aangetekende zending (modaliteiten geregeld in het Besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de Afdeling administratie van de Raad van State (Belgisch Staatsblad 23-24 augustus 1948)).~~

~~HEERS. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling van 17 april 1997 wordt de oprichting van rioolwaterzuiveringsinfrastructuur in de gemeente Heers van openbaar nut verklaard.~~

~~Het betreft dossier nr. 97370.~~

~~1° Geografische omschrijving :~~

~~Heers : verbindingsriolering Kasteelbeek.~~

~~2° Kadastrale gegevens :~~

~~Gemeente Heers :~~

~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 11; Sektie : A;~~

~~Percelen : nrs. 426 d, 425 b, 424 f en 420 d.~~

~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 11; Sektie : B;~~

~~Percelen : nrs. 6 a en 4.~~

~~3° Reden van openbaar nut verklaring :~~

~~Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (verbindingsriolering) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw- of stedenbouwverordeningen.~~

~~4° Bevoegde instantie :~~

~~Na deze verklaring van openbaar nut zal de N.V. Aquafin de terreinen kunnen bezwaren met een erfdienstbaarheid of in naam van het Vlaamse Gewest verwerven.~~

~~5° Plannen ter inzage bij :~~

~~— Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, Departement Leefmilieu en Infrastructuur, Administratie Milieu, Natuur, Land en Waterbeheer, Afdeling Algemeen Milieu en Natuurbeleid, Cel Milieu investeringen, Belliardstraat 14-18, 1040 Brussel;~~

~~— N.V. Aquafin, Dijkstraat 8, 2630 Aartselaar;~~

~~— College van Burgemeester en Schepenen van en te 3870 Heers.~~

~~6° Wettelijke basis :~~

~~Besluit van de Vlaamse regering d.d. 20 maart 1991 houdende vaststelling van regelen met betrekking tot de uitvoering van werken door de N.V. Aquafin in toepassing van de artikelen 32septies en 32octies van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.~~

~~7° Datum + bevoegde minister :~~

~~17 april 1997~~

~~De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling Theo Kelchtermans.~~

~~8° Verjaring :~~

~~Dit besluit kan door ieder belanghebbende aangevochten worden door beroep bij de Raad van State. Dit beroep dient binnen een periode van 60 dagen na de bekendmaking, betekening of kennisname ingediend te worden d.m.v. een ondertekend verzoekschrift, verstuurd bij aangetekende zending (modaliteiten geregeld in het Besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de Afdeling administratie van de Raad van State (Belgisch Staatsblad van 23-24 augustus 1948)).~~

~~HOUTHULST. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling van 14 april 1997 wordt de oprichting van rioolwaterzuiveringsinfrastructuur in de gemeente Houthulst van openbaar nut verklaard.~~

~~Het betreft dossier nr. 96552.~~

~~1° Geografische omschrijving :~~

~~Houthulst : riolering St. Hubertusstraat.~~

~~2° Kadastrale gegevens :~~

~~Gemeente Houthulst :~~

~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 1; Sektie : D;~~

~~Percelen : nrs. 96 m 2, 96 f 2, 96 r 2, 96 w 2, 96 e 3, 100 y 5, 100 v 2, 100 a 3, 100 p 5, 100 w 2, 97 s en 96 v 2.~~

~~3° Reden van openbaar nut verklaring :~~

~~Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (riolering) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw- of stedenbouwverordeningen.~~

~~4° Bevoegde instantie :~~

~~Na deze verklaring van openbaar nut zal de N.V. Aquafin de terreinen kunnen bezwaren met een erfdienstbaarheid of in naam van het Vlaamse Gewest verwerven.~~

5° Plannen ter inzage bij :

~~— Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, Departement Leefmilieu en Infrastructuur, Administratie Milieu, Natuur, Land en Waterbeheer, Afdeling Algemeen Milieu en Natuurbeleid, Cel Milieu investeringen, Belliardstraat 14-18, 1040 Brussel;~~

~~— N.V. Aquafin, Dijkstraat 8, 2630 Aartselaar;~~

~~— College van Burgemeester en Schepenen van en te 8650 Houthulst.~~

6° Wettelijke basis :

~~Besluit van de Vlaamse regering d.d. 20 maart 1991 houdende vaststelling van regelen met betrekking tot de uitvoering van werken door de N.V. Aquafin in toepassing van de artikelen 32septies en 32octies van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.~~

7° Datum bevoegde minister :

~~14 april 1997 De Vlaamse minister van Leefmilieu en Teverkstelling, Theo Kelchtermans.~~

8° Verjaring :

~~Dit besluit kan door ieder belanghebbende aangevochten worden door beroep bij de Raad van State. Dit beroep dient binnen een periode van 60 dagen na de bekendmaking, betekening of kennisname ingediend te worden d.m.v. een ondertekend verzoekschrift, verstuurd bij aangetekende zending (modaliteiten geregeld in het Besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de Afdeling administratie van de Raad van State (Belgisch Staatsblad van 23-24 augustus 1948)).~~

~~NINOVE. Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Teverkstelling van 27 juni 1997 wordt de oprichting van rioolwaterzuiveringsinfrastructuur in de stad Ninove van openbaar nut verklaard.~~

~~Het betreft dossier nr. 93453/L3~~

~~Geografische omschrijving :~~

~~Ninove : Kollektor Outer Nederhasselt Aspelare Lot 3.~~

~~Kadastrale gegevens :~~

~~Stad Ninove :~~

~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 11; Sektie : A;~~

~~Percelen : nrs. 240 d en 281 f.~~

~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 11; Sektie : B;~~

~~Percelen nrs. 276 c, 273 b, 6 c, 6 b, 22, 24 a, 25 a, 27, 28, 20 en 1 a.~~

~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 12; Sektie : A;~~

~~Percelen : nrs. 543 a, 536 a, 535 a, 520 a, 528 a, 524 b, 525 c, 522 f, 521 c, 518 c, 511 c, 510 a, 508 l, 500 m, 562 a, 563 b, 564 b, 565 a, 595 b, 686, 685, 684, 683, 690 b, 674 b, 673 a, 669 b, 667, 666 en 687 a.~~

~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 13; Sektie : B;~~

~~Percelen : nrs. 70 b, 68 a, 65 a, 70 a, 80 a, 80 b, 81 a, 81 b, 82, 83, 84, 85, 87 a, 90 a, 154 d, 154 c, 154 c, 158, 159 c, 159 d, 159 e, 159 f, 163 a, 163 b, 183 f, 183 d, 189 b, 189 c, 189 d, 190 a, 191 e, 191 f, 193 a, 196 a/2, 196 a, 198 a, 242 a, 243 c, 243 c, 245 a, 247 c, 248 f, 234 c, 234 d, 232 g, 232 s, 290 a, 268, 257 a, 571 c, 573 h, 573 l, 572 f 3, 678 b, 680 a, 694 h, 694 g, 692 h, 693 l en 695 n.~~

~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 13; Sektie : A;~~

~~Percelen : nrs. 1033 b/2, 1035 c, 1036 a, 1056 b, 1057 m, 1055 p 2, 1037 c/3, 1037 n/2, 1418 a, 1441 c, 1440 g, 1140 k, 872 m en 874 b.~~

~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 2; Sektie : B;~~

~~Percelen : nrs. 1772 t, 1772 s, 1771 b, 1760 b/2, 1775 a, 1776 a, 1777 a, 1770 b, 1770 c, 1781 d en 1770 d.~~

3. Reden van openbaar nut verklaring :

~~Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (kollektor) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw- of stedenbouwverordeningen.~~

4. Bevoegde instantie :

~~Na deze verklaring van openbaar nut zal de N.V. Aquafin de terreinen kunnen bezwaren met een erfdienstbaarheid of in naam van het Vlaamse Gewest verwerven.~~

5. Plannen ter inzage bij :

~~— Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap~~

~~Departement Leefmilieu en Infrastructuur~~

~~Administratie Milieu, Natuur, Land en Waterbeheer~~

~~Afdeling Algemeen Milieu en Natuurbeleid~~

~~Cel Milieu investeringen~~

~~Belliardstraat, 14-18~~

~~Brussel~~

~~— N.V. Aquafin~~

~~Dijkstraat, 8~~

~~2630 Aartselaar~~

~~— College van Burgemeester en Schepenen van en te 9400 Ninove~~

6) Wettelijke basis :

~~Besluit van de Vlaamse regering d.d. 20 maart 1991 houdende vaststelling van regelen met betrekking tot de uitvoering van werken door de N.V. Aquafin in toepassing van de artikelen 32 septies en 32 octies van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.~~

7) Datum bevoegde minister :

~~27 juni 1997~~

~~De Vlaamse minister van Leefmilieu en Teverkstelling,~~

~~Theo Kelchtermans.~~

~~8) Verjaring :~~

~~Dit besluit kan door ieder belanghebbende aangevochten worden door beroep bij de Raad van State. Dit beroep dient binnen een periode van 60 dagen na de bekendmaking, betekening of kennisname ingediend te worden d.m.v. een ondertekend verzoekschrift, verstuurd bij aangetekende zending (modaliteiten geregeld in het Besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de Afdeling administratie van de Raad van State (Belgisch Staatsblad 23-24 augustus 1948)).~~

~~RETIE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling van 14 mei 1997 wordt de oprichting van rioolwaterzuiveringsinfrastructuur in de gemeente Retie van openbaar nut verklaard.~~

~~Het betreft dossier nr. 96175.~~

~~1. Geografische omschrijving :~~

~~Retie : verbindingriolering Hodonk, Brand, Hulselstraat en Kloosterstraat.~~

~~2. Kadastrale gegevens :~~

~~Gemeente Retie :~~

~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 1; Sektie : D;~~

~~Percelen : nrs. 54 k 11, 54 l 11 en 55 l.~~

~~3. Reden van openbaar nut verklaring :~~

~~Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (verbindingriolering) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw of stedenbouwverordeningen.~~

~~4. Bevoegde instantie :~~

~~Na deze verklaring van openbaar nut zal de N.V. Aquafin de terreinen kunnen bezwaren met een erfdienstbaarheid of in naam van het Vlaamse Gewest verwerven.~~

~~5. Plannen ter inzage bij :~~

~~— Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap
Departement Leefmilieu en Infrastructuur
Administratie Milieu, Natuur, Land en Waterbeheer
Afdeling Algemeen Milieu en Natuurbeleid
Cel Milieu investeringen
Belliardstraat 14-18
1040 Brussel~~

~~— N.V. Aquafin
Dijkstraat 8
2630 Aartselaar~~

~~— College van burgemeester en schepenen van en te 2470 Retie.~~

~~6. Wettelijke basis :~~

~~Besluit van de Vlaamse regering d.d. 20 maart 1991 houdende vaststelling van regelen met betrekking tot de uitvoering van werken door de N.V. Aquafin in toepassing van de artikelen 32septies en 32octies van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.~~

~~7. Datum bevoegde minister :~~

~~14 mei 1997~~

~~De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling Theo Kelchtermans.~~

~~8. Verjaring :~~

~~Dit besluit kan door ieder belanghebbende aangevochten worden door beroep bij de Raad van State. Dit beroep dient binnen een periode van 60 dagen na de bekendmaking, betekening of kennisname ingediend te worden d.m.v. een ondertekend verzoekschrift, verstuurd bij aangetekende zending (modaliteiten geregeld in het Besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de Afdeling administratie van de Raad van State (Belgisch Staatsblad 23-24 augustus 1948)).~~

~~SCHERPENHEUVEL ZICHEM. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling van 22 mei 1997 wordt de oprichting van rioolwaterzuiveringsinfrastructuur in de stad Scherpenheuvel Zichem van openbaar nut verklaard.~~

~~Het betreft dossier nr. 96250B.~~

~~1. Geografische omschrijving :~~

~~Scherpenheuvel Zichem : overstorteffluentleiding.~~

~~2. Kadastrale gegevens :~~

~~Stad Scherpenheuvel Zichem :~~

~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 2; Sektie : D;~~

~~Percelen : nrs. 590, 594 en 599 e.~~

~~3. Reden van openbaar nut verklaring :~~

~~Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (RWZI) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw of stedenbouwverordeningen.~~

~~4. Bevoegde instantie :~~

~~Na deze verklaring van openbaar nut zal de N.V. Aquafin de terreinen kunnen bezwaren met een erfdienstbaarheid of in naam van het Vlaamse Gewest verwerven.~~

~~5. Plannen ter inzage bij:~~

~~Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap
 Departement Leefmilieu en Infrastructuur
 Administratie Milieu, Natuur, Land en Waterbeheer
 Afdeling Algemeen Milieu en Natuurbeleid
 Cel Milieu-investeringen
 Belliardstraat 14-16-18
 1040 Brussel~~

~~N.V. Aquafin
 Dijkstraat 8
 2630 Aartselaar~~

~~College van burgemeester en schepenen van en te 3270 Scherpenheuvel-Zichem.~~

~~6. Wettelijke basis:~~

~~Besluit van de Vlaamse regering d.d. 20 maart 1991 houdende vaststelling van regelen met betrekking tot de uitvoering van werken door de N.V. Aquafin in toepassing van de artikelen 32septies en 32octies van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.~~

~~7. Datum + bevoegde minister:~~

~~22 mei 1997~~

~~De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling Theo Kelchtermans.~~

~~8. Verjaring:~~

~~Dit besluit kan door ieder belanghebbende aangevochten worden door beroep bij de Raad van State. Dit beroep dient binnen een periode van 60 dagen na de bekendmaking, betekening of kennisname ingediend te worden d.m.v. een ondertekend verzoekschrift, verstuurd bij aangetekende zending (modaliteiten geregeld in het Besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de Afdeling administratie van de Raad van State (Belgisch Staatsblad 23-24 augustus 1948)).~~

~~SINT-KATELIJNE WAVER. Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling van 4 juni 1997 wordt de oprichting van rioolwaterzuiveringsinfrastructuur in de gemeente Sint-Katelijne Waver van openbaar nut verklaard.~~

~~Het betreft dossier nr. 94149.~~

~~1. Geografische omschrijving:~~

~~Sint-Katelijne Waver: collector Dorpsbeek-Mechelbaan.~~

~~2. Kadastrale gegevens:~~

~~Gemeente Sint-Katelijne Waver:~~

~~Kadastraal gekend onder: Afdeling: 2; Sektie: D;~~

~~Perceelen: nrs. 241 a, 243 n, 244 p, 245 a en 193 r.~~

~~3. Reden van openbaar nut verklaring:~~

~~Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (collector) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw- of stedenbouwverordeningen.~~

~~4. Bevoegde instantie:~~

~~Na deze verklaring van openbaar nut zal de N.V. Aquafin de terreinen kunnen bezwaren met een erfdiensbaarheid of in naam van het Vlaamse Gewest verwerven.~~

~~5. Plannen ter inzage bij:~~

~~Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap
 Departement Leefmilieu en Infrastructuur
 Administratie Milieu, Natuur, Land en Waterbeheer
 Afdeling Algemeen Milieu en Natuurbeleid
 Cel Milieu-investeringen
 Belliardstraat 14-18
 1040 Brussel~~

~~N.V. Aquafin
 Dijkstraat 8
 2630 Aartselaar~~

~~College van burgemeester en schepenen van en te 2860 Sint-Katelijne Waver.~~

~~6. Wettelijke basis:~~

~~Besluit van de Vlaamse regering d.d. 20 maart 1991 houdende vaststelling van regelen met betrekking tot de uitvoering van werken door de N.V. Aquafin in toepassing van de artikelen 32septies en 32octies van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.~~

~~7. Datum + bevoegde minister:~~

~~4 juni 1997~~

~~De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling Theo Kelchtermans.~~

~~8. Verjaring:~~

~~Dit besluit kan door ieder belanghebbende aangevochten worden door beroep bij de Raad van State. Dit beroep dient binnen een periode van 60 dagen na de bekendmaking, betekening of kennisname ingediend te worden d.m.v. een ondertekend verzoekschrift, verstuurd bij aangetekende zending (modaliteiten geregeld in het Besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de Afdeling administratie van de Raad van State (Belgisch Staatsblad 23-24 augustus 1948)).~~

~~TIENEN. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Teverkstelling van 17 april 1997 wordt de oprichting van rioolwaterzuiveringsinfrastructuur in de stad Tienen van openbaar nut verklaard.~~

~~Het betreft dossier nr. 96240.~~

~~1° Geografische omschrijving :~~

~~Tienen : collector Bost fase II~~

~~2° Kadastrale gegevens :~~

~~Stad Tienen :~~

~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 2; Sektie : E; Percelen : nrs. 190 m, 203 n, 296 c, 297 c, 298 b, 301 w en 302 f.~~

~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 2; Sektie : F; Percelen : nrs. 405 l en 432 e.~~

~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 6; Sektie : M;~~

~~Percelen : nrs. 197 a, 196, 195, 194, 193, 192 d en 190 h.~~

~~3° Reden van openbaar nut verklaring :~~

~~Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (collector) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw- of stedenbouwverordeningen.~~

~~4° Bevoegde instantie :~~

~~Na deze verklaring van openbaar nut zal de N.V. Aquafin de terreinen kunnen bezwaren met een erfdiensbaarheid of in naam van het Vlaamse Gewest verwerven.~~

~~5° Plannen ter inzage bij :~~

~~— Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, Departement Leefmilieu en Infrastructuur, Administratie Milieu, Natuur, Land en Waterbeheer, Afdeling Algemeen Milieu en Natuurbeleid, Cel Milieu investeringen, Belliardstraat 14-18, 1040 Brussel;~~

~~— N.V. Aquafin, Dijkstraat 8, 2630 Aartselaar;~~

~~— College van Burgemeester en Schepenen van en te 3300 Tienen.~~

~~6° Wettelijke basis :~~

~~Besluit van de Vlaamse regering d.d. 20 maart 1991 houdende vaststelling van regelen met betrekking tot de uitvoering van werken door de N.V. Aquafin in toepassing van de artikelen 32septies en 32octies van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.~~

~~7° Datum bevoegde minister :~~

~~17 april 1997~~

~~De Vlaamse minister van Leefmilieu en Teverkstelling, Theo Kelchtermans.~~

~~8° Verjaring :~~

~~Dit besluit kan door ieder belanghebbende aangevochten worden door beroep bij de Raad van State. Dit beroep dient binnen een periode van 60 dagen na de bekendmaking, betekening of kennisname ingediend te worden d.m.v. een ondertekend verzoekschrift, verstuurd bij aangetekende zending (modaliteiten geregeld in het Besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de Afdeling administratie van de Raad van State (Belgisch Staatsblad van 23-24 augustus 1948)).~~

~~WETTEREN. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Teverkstelling van 4 juni 1997 wordt de oprichting van rioolwaterzuiveringsinfrastructuur in de gemeente Wetteren van openbaar nut verklaard.~~

~~Het betreft dossier nr. 96460.~~

~~1. Geografische omschrijving :~~

~~Wetteren : collector Overschelde.~~

~~2. Kadastrale gegevens :~~

~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 2; Sektie : C;~~

~~Percelen : nrs. 719b, 289 y en 264 k.~~

~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 1; Sektie : G;~~

~~Percelen : nrs. 1 e en 1 f.~~

~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 1; Sektie : A;~~

~~Percelen : nr. 941/2.~~

~~3. Reden van openbaar nut verklaring :~~

~~Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (collector) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw- of stedenbouwverordeningen.~~

~~4. Bevoegde instantie :~~

~~Na deze verklaring van openbaar nut zal de N.V. Aquafin de terreinen kunnen bezwaren met een erfdiensbaarheid of in naam van het Vlaamse Gewest verwerven.~~

~~5. Plannen ter inzage bij :~~

~~— Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap
Departement Leefmilieu en Infrastructuur
Administratie Milieu, Natuur, Land en Waterbeheer
Afdeling Algemeen Milieu en Natuurbeleid
Cel Milieu investeringen
Belliardstraat 14-16-18
1040 Brussel~~

~~— N.V. Aquafin
Dijkstraat 8
2630 Aartselaar~~

~~— College van burgemeester en schepenen van en te 9230 Wetteren.~~

~~6. Wettelijke basis :~~

~~Besluit van de Vlaamse regering d.d. 20 maart 1991 houdende vaststelling van regelen met betrekking tot de uitvoering van werken door de N.V. Aquafin in toepassing van de artikelen 32septies en 32octies van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.~~

~~7. Datum + bevoegde minister :~~

~~4 juni 1997~~

~~De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling Theo Kelchtermans.~~

~~8. Verjaring :~~

~~Dit besluit kan door ieder belanghebbende aangevochten worden door beroep bij de Raad van State. Dit beroep dient binnen een periode van 60 dagen na de bekendmaking, betekening of kennisname ingediend te worden d.m.v. een ondertekend verzoekschrift, verstuurd bij aangetekende zending (modaliteiten geregeld in het Besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de Afdeling administratie van de Raad van State (Belgisch Staatsblad 23-24 augustus 1948)).~~

{07/35786}

~~Rioolwaterzuiveringsinfrastructuur. Hoogdringende onteigening ten algemene nutte~~

~~AALST. Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling van 14 mei 1997 wordt de hoogdringende onteigening ten algemene nutte bepaald van onroerende goederen in de stad Aalst bestemd voor de aanleg van rioolwaterzuiveringsinfrastructuur.~~

~~Het betreft dossier nr. 95442-ONT-OP.~~

~~1. Geografische omschrijving :~~

~~Aalst : collector Siezegembeek (tot collector Ediksveldbeek).~~

~~2. Kadastrale gegevens :~~

~~Stad Aalst :~~

~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 13; Sectie : A;~~

~~Perceel : nr. 493 f.~~

~~3. Reden van openbaar nut verklaring :~~

~~Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (collector) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw- of stedenbouwverordeningen.~~

~~4. Bevoegde instantie :~~

~~De onmiddellijke onteigening zal gebeuren door het Vlaamse Gewest voor rekening van de N.V. Aquafin bij wie woonstkeuze gemaakt wordt.~~

~~5. Plannen ter inzage bij :~~

~~— Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap
Departement Leefmilieu en Infrastructuur
Administratie Milieu, Natuur, Land en Waterbeheer
Afdeling Algemeen Milieu en Natuurbeleid
Cel Milieu investeringen
Belliardstraat 14-18
1040 Brussel~~

~~— N.V. Aquafin
Dijkstraat 8
2630 Aartselaar~~

~~6. Wettelijke basis :~~

~~Wet van 26 juli 1962 (Wet betreffende de onteigeningen ten algemene nutte en de concessies voor de bouw van de autosnelwegen) gewijzigd bij de wet van 7 juli 1978, inzonderheid artikel 5 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte.~~

~~Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, gewijzigd bij de wet van 22 mei 1979 en aangevuld en gewijzigd bij de decreten van 23 december 1980, 5 april 1984, 28 juni 1985, 13 juli 1988, 20 december 1989, 12 december 1990 en 21 december 1990.~~

~~Gelet op het decreet van 13 april 1988 tot bepaling van de gevallen en de modaliteiten waarbij de Vlaamse regering kan overgaan tot onteigeningen ten algemene nutte inzake de gewestelijke aangelegenheden.~~

~~7. Datum + bevoegde minister :~~

~~14 mei 1997~~

~~De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling Theo Kelchtermans.~~

~~8. Verjaring :~~

~~Dit besluit kan door ieder belanghebbende aangevochten worden door beroep bij de Raad van State. Dit beroep dient binnen een periode van 60 dagen na de bekendmaking, betekening of kennisname ingediend te worden d.m.v. een ondertekend verzoekschrift, verstuurd bij aangetekende zending (modaliteiten geregeld in het Besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de Afdeling administratie van de Raad van State (Belgisch Staatsblad 23-24 augustus 1948)).~~

~~DWORP. Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling van 5 mei 1997 wordt de hoogdringende onteigening ten algemene nutte bepaald van onroerende goederen in de gemeente Dworp bestemd voor de aanleg van rioolwaterzuiveringsinfrastructuur.~~

~~Het betreft dossier nr. 96256-ONT-OP.~~

~~1. Geografische omschrijving :~~

~~Dworp : collector Dorp fase 2.~~

~~2. Kadastrale gegevens :~~~~Gemeente Dworp :~~~~Kadastraal gekend onder : Afdeling : 3; Sectie : C;~~~~Pereelen : nrs. 302 t, 302 w en 170 f.~~~~3. Reden van openbaar nut verklaring :~~~~Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (collector) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw- of stedenbouwverordeningen.~~~~4. Bevoegde instantie :~~~~De onmiddellijke onteigening zal gebeuren door het Vlaamse Gewest voor rekening van de N.V. Aquafin bij wie woonstkeuze gemaakt wordt.~~~~5. Plannen ter inzage bij :~~~~Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap
Departement Leefmilieu en Infrastructuur
Administratie Milieu, Natuur, Land- en Waterbeheer
Afdeling Algemeen Milieu- en Natuurbeleid
Cel Milieu-investeringen
Belliardstraat 14-18
1040 Brussel~~~~N.V. Aquafin
Dijkstraat 8
2630 Aartselaar~~~~6. Wettelijke basis :~~~~Wet van 26 juli 1962 (Wet betreffende de onteigeningen ten algemene nutte en de concessies voor de bouw van de autosnelwegen) gewijzigd bij de wet van 7 juli 1978, inzonderheid artikel 5 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte.~~~~Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, gewijzigd bij de wet van 22 mei 1979 en aangevuld en gewijzigd bij de decreten van 23 december 1980, 5 april 1984, 28 juni 1985, 13 juli 1988, 20 december 1989, 12 december 1990 en 21 december 1990.~~~~Gelet op het decreet van 13 april 1988 tot bepaling van de gevallen en de modaliteiten waarbij de Vlaamse regering kan overgaan tot onteigeningen ten algemene nutte inzake de gewestelijke aangelegenheden.~~~~7. Datum + bevoegde minister :~~~~5 mei 1997~~~~De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling Theo Kelchtermans.~~~~8. Verjaring :~~~~Dit besluit kan door ieder belanghebbende aangevochten worden door beroep bij de Raad van State. Dit beroep dient binnen een periode van 60 dagen na de bekendmaking, betekening of kennisname ingediend te worden d.m.v. een ondertekend verzoekschrift, verstuurd bij aangetekende zending (modaliteiten geregeld in het Besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de Afdeling administratie van de Raad van State (Belgisch Staatsblad 23-24 augustus 1948)).~~~~REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST~~~~MINISTERE DE LA REGION WALLONNE~~~~[C — 97/27384]~~~~Aménagement du territoire~~~~ANS et GRACE-HOLLOGNE. — Un arrêté ministériel du 7 juillet 1997 décide que le site d'activité économique n° SAE/LG118 dit «CMI» à Grace-Hollogne et Ans et comprenant les parcelles cadastrées 2e division, section A, n°s 65k3, 65e4, 65e4, 65d4 et 67r et section B, n°s 129e, 129g, 129L, 129m, 136a, 137f, 137h et 139n2 est désaffecté et doit être assaini ou rénové.~~~~Le même arrêté précise que le site est destiné à la zone de service. Cette destination ne pourra être réalisée qu'après que le Gouvernement wallon ait décidé la révision du plan de secteur de Liège en ce sens.~~~~FONTAINE L'ÉVÊQUE. — Un arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1997 approuve la modification de la composition de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire de Fontaine l'Évêque, telle qu'elle a été adoptée par la délibération du 12 mars 1997 du conseil communal de Fontaine l'Évêque, conformément à l'article 150 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.~~~~La liste des membres de la Commission peut être consultée auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale de Fontaine l'Évêque.~~~~LEUZE EN HAINAUT. — Un arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1997 approuve le renouvellement de la composition de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire de Leuze-en-Hainaut, telle qu'elle a été adoptée par la délibération du 6 juin 1995 du conseil communal de Leuze-en-Hainaut, conformément à l'article 150 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.~~~~La liste des membres de la Commission peut être consultée auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale de Leuze-en-Hainaut.~~

~~WALCOURT. — Un arrêté ministériel du 24 juin 1997 décide que le site d'activité économique n° SAE/PC72, dit « Fonderie Remy », à Walcourt (Yves Gomezé) et comprenant les parcelles cadastrées 15e division, section C, n° 455w, 455x et 455y est désaffecté et doit être rénové.~~

~~Le même arrêté précise que la destination du site sera fixée ultérieurement.~~

[C — 07/27383]

~~Logement — Lutte contre les taudis~~

~~Par arrêté ministériel du 23 juin 1997, les immeubles sis à Châtelet, rue du Beau Moulin, n°s 18 et 20, sont reconnus insalubres pour l'application de l'article 75 du Code du Logement, annexé à l'arrêté royal du 10 décembre 1970 et approuvé par la loi du 2 juillet 1971, modifié par la loi du 19 juillet 1976 complétant le Code du Logement par des dispositions particulières à la Région wallonne, modifié par le décret du 26 avril 1990.~~

~~Par arrêté ministériel du 10 juillet 1997, les immeubles sis à Montignies-sur-Sambre, rue de la Solidarité, n°s 22, 24 et 26, sont reconnus insalubres pour l'application de l'article 74 du Code du Logement, annexé à l'arrêté royal du 10 décembre 1970 et approuvé par la loi du 2 juillet 1971, modifié par la loi du 19 juillet 1976 complétant le Code du Logement par des dispositions particulières à la Région wallonne, modifié par le décret du 1^{er} décembre 1988.~~

~~Par arrêté ministériel du 10 juillet 1997, les immeubles sis à Aiseau-Présles, rue Quartier du Roi, n°s 59 et 63, sont reconnus insalubres pour l'application de l'article 74 du Code du Logement, annexé à l'arrêté royal du 10 décembre 1970 et approuvé par la loi du 2 juillet 1971, modifié par la loi du 19 juillet 1976 complétant le Code du Logement par des dispositions particulières à la Région wallonne, modifié par le décret du 1^{er} décembre 1988.~~

~~Par arrêté ministériel du 10 juillet 1997, les immeubles sis à Herve, rue Jardon, n°s 44, 46, 48 et 50, sont reconnus insalubres pour l'application de l'article 75 du Code du Logement, annexé à l'arrêté royal du 10 décembre 1970 et approuvé par la loi du 2 juillet 1971, modifié par la loi du 19 juillet 1976 complétant le Code du Logement par des dispositions particulières à la Région wallonne, modifié par le décret du 26 avril 1990.~~

~~Par arrêté ministériel du 10 juillet 1997, les immeubles sis à Binche, rue des Arquebusiers, n°s 15, 17, 19, 21, 23, 25, 27, 29 et 33, sont reconnus insalubres pour l'application de l'article 75 du Code du Logement, annexé à l'arrêté royal du 10 décembre 1970 et approuvé par la loi du 2 juillet 1971, modifié par la loi du 19 juillet 1976 complétant le Code du Logement par des dispositions particulières à la Région wallonne, modifié par le décret du 26 avril 1990.~~

~~AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN~~

~~CONSEIL D'ETAT~~

[07/21152]

~~Avis prescrits par l'article 7 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat~~

~~L'a.s.b.l. Nederlandstalige Belgische Vereniging voor Nefrologie, dont le siège est établi à 1000 Bruxelles, rue du Marais 104, et Paul Lenaerts, demeurant à 3118 Rotselaar, Werchterplein 25, ont introduit le 16 avril 1997 une demande de suspension de l'exécution de l'arrêté royal du 27 novembre 1996 fixant les normes auxquelles les centres de traitement de l'insuffisance rénale chronique doivent répondre pour être agréés comme service médico-technique au sens de l'article 44 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 (Moniteur belge du 18 février 1997).~~

~~L'affaire a été inscrite au rôle sous le numéro G/A.74.016/VII 15.433.~~

~~Le greffier en chef,
D. Langbeen.~~

~~La S.A. Conforma, dont le siège est établi à 9070 Destelbergen, Zenderstraat 10, a introduit le 23 mai 1997 une demande de suspension de l'exécution de l'arrêté royal du 17 mars 1997 fixant les conditions~~

~~RAAD VAN STATE~~

[07/21152]

~~Berichten voorgeschreven bij artikel 7 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State~~

~~De VZW Nederlandstalige Belgische Vereniging voor Nefrologie, met zetel te 1000 Brussel, Broekstraat 104, en Lenaerts, Paul, wonende te 3118 Rotselaar, Werchterplein 25, hebben op 16 april 1997 een vordering tot schorsing van de tenuitvoerlegging ingesteld van het koninklijk besluit van 27 november 1996 houdende vaststelling van de normen waaraan de centra voor de behandeling van chronische nierinsufficiëntie moeten voldoen om te worden erkend als medisch-technische dienst in de zin van artikel 44 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987 (Belgisch Staatsblad van 18 februari 1997).~~

~~Deze zaak is ingeschreven onder het rolnummer G/A.74.016/VII 15.433.~~

~~De hoofdgriffier,
D. Langbeen.~~

~~De N.V. Conforma, met zetel te 9070 Destelbergen, Zenderstraat 10, heeft op 23 mei 1997 een vordering tot schorsing van de tenuitvoerlegging ingesteld van het koninklijk besluit van 17 maart 1997 tot~~

~~dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités intervient dans le coût des préparations magistrales et produits assimilés (Moniteur belge du 27 mars 1997).~~

~~L'affaire a été inscrite au rôle sous le numéro G/A.74.450/VII.~~

~~Pour le greffier en chef:
S. Heyvaert,
premier secrétaire en chef.~~

~~La Communauté flamande, représentée par le Ministre flamand de l'Economie, des P.M.E., de l'Agriculture et des Médias a introduit le 3 juin 1997 une demande de suspension de l'exécution de l'arrêté du 23 décembre 1996 du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'attribution de fréquences à trois radios privées (Moniteur belge du 4 avril 1997).~~

~~L'affaire a été inscrite au rôle sous le numéro G/A.74.546/V.~~

~~Pour le greffier en chef:
S. Heyvaert,
premier secrétaire en chef.~~

~~La S.P.R.L. De Jaegher, dont le siège est établi à 3071 Erps Kwerps, Dorenbaan 4, a introduit le 27 juin 1997 une demande de suspension de l'exécution de l'arrêté du Ministre des Finances du 23 avril 1997 relatif au régime fiscal des tabacs manufacturés (Moniteur belge du 29 avril 1997).~~

~~L'affaire a été inscrite au rôle sous le numéro G/A. 74.817/VII.~~

~~Le greffier en chef,
D. Langbeen.~~

~~La commune d'Overijse a introduit le 7 juillet 1997 une demande de suspension de l'exécution de l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 avril 1997 portant fixation définitive du plan de modification partielle du plan de secteur « Halle Vilvoorde Asse » sur le territoire de la commune d'Overijse (Moniteur belge du 6 mai 1997).~~

~~L'affaire a été inscrite au rôle sous le numéro G/A. 74.900/X.~~

~~Le greffier en chef,
D. Langbeen.~~

~~vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen tegemoetkomt in de kosten van de magistrale bereidingen en daarmee gelijkgestelde producten (Belgisch Staatsblad van 27 maart 1997).~~

~~Deze zaak is ingeschreven onder het rolnummer G/A.74.450/VII.~~

~~Voor de hoofdgriffier:
S. Heyvaert,
eerste hoofdsecretaris.~~

~~De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Minister van Economie, K.M.O., Landbouw en Media, heeft op 3 juni 1997 een vordering tot schorsing van de tenuitvoerlegging ingesteld van het besluit van 23 december 1996 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de toewijzing van frequenties aan drie private radio's (Belgisch Staatsblad van 4 april 1997).~~

~~Deze zaak is ingeschreven onder het rolnummer G/A.74.546/V.~~

~~Voor de hoofdgriffier:
S. Heyvaert,
eerste hoofdsecretaris.~~

~~De B.V.B.A. De Jaegher, met zetel te 3071 Erps Kwerps, Dorenbaan 4, heeft op 27 juni 1997 een vordering tot schorsing van de tenuitvoerlegging ingesteld van het besluit van 23 april 1997 van de Minister van Financiën betreffende het fiscaal stelsel van gefabriceerde tabak (Belgisch Staatsblad van 29 april 1997).~~

~~Deze zaak is ingeschreven onder het rolnummer G/A. 74.817/VII.~~

~~De hoofdgriffier,
D. Langbeen.~~

~~De gemeente Overijse heeft op 7 juli 1997 een vordering tot schorsing van de tenuitvoerlegging ingesteld van het besluit van 15 april 1997 van de Vlaamse regering houdende definitieve vaststelling van het plan tot gedeeltelijke wijziging van het gewestplan Halle Vilvoorde Asse, op het grondgebied van de gemeente Overijse (Belgisch Staatsblad van 6 mei 1997).~~

~~Deze zaak is ingeschreven onder het rolnummer G/A. 74.900/X.~~

~~De hoofdgriffier,
D. Langbeen.~~

STAATSRAT

{97/21152}

~~Bekanntmachungen, vorgeschrieben durch Artikel 7 des königlichen Erlasses vom 5. Dezember 1991 zur Festlegung des Verfahrens der einstweiligen Entscheidung vor dem Staatsrat~~

~~Die V.o.E. Nederlandstalige Belgische Vereniging voor Nefrologie, mit Sitz in 1000 Brüssel, rue du Marais 104, und Paul Lenaerts, wohnhaft in 3118 Rotselaar, Werchterplein 25, haben am 16. April 1997 einen Antrag auf Aussetzung der Ausführung des königlichen Erlasses vom 27. November 1996 zur Festlegung der Normen, denen die Zentren für die Behandlung chronischer Niereninsuffizienz zwecks Anerkennung als medizinisch-technische Dienststelle im Sinne von Artikel 44 des am 7. August 1987 koordinierten Gesetzes über die Krankenhäuser genügen müssen (Belgisches Staatsblatt vom 18. Februar 1997), eingereicht.~~

~~Diese Sache wurde unter der Nummer G/A.74.016/VII 15.433 ins Geschäftsverzeichnis eingetragen.~~

~~Der Hauptkanzler,
D. Langbeen.~~

~~Die AG Conforma, mit Sitz in 9070 Destelbergen, Zenderstraat 10, hat am 23. Mai 1997 einen Antrag auf Aussetzung der Ausführung des königlichen Erlasses vom 17. März 1997 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen sich die Pflichtversicherung für ärztliche Versorgung und Entschädigungen an den Kosten der magistralen Zubereitungen und damit gleichgestellten Erzeugnisse beteiligt (Belgisches Staatsblatt vom 27. März 1997), eingereicht.~~

~~Diese Sache wurde unter der Nummer G/A.74.450/VII ins Geschäftsverzeichnis eingetragen.~~

~~Für den Hauptkanzler:
S. Heyvaert,
erster Hauptsekretär.~~

~~Die Flämische Gemeinschaft, vertreten durch den Flämischen Minister für Wirtschaft, K.M.U., Landwirtschaft und Medien, hat am 3. Juni 1997 einen Antrag auf Aussetzung der Ausführung des Erlasses vom 23. Dezember 1996 der Regierung der Französischen Gemeinschaft über die Erteilung von Frequenzen an drei private Rundfunksender (Belgisches Staatsblatt vom 4. April 1997) eingereicht.~~

~~Diese Sache wurde unter der Nummer G/A.74.546/V ins Geschäftsverzeichnis eingetragen.~~

~~Für den Hauptkanzler:
S. Heyvaert,
erster Hauptsekretär.~~

~~Die PGmbH De Jaegher, mit Sitz in 3071 Erps Kwerps, Dorenbaan 4, hat am 27. Juni 1997 einen Antrag auf Aussetzung der Ausführung des Erlasses des Finanzministers vom 23. April 1997 über die Steuerregelung für Tabakwaren (Belgisches Staatsblatt vom 29. April 1997) eingereicht.~~

~~Diese Sache wurde unter der Nummer G/A. 74.817/VII ins Geschäftsverzeichnis eingetragen.~~

~~Der Hauptkanzler,
D. Langbeen.~~

~~Die Gemeinde Overijse hat am 7. Juli 1997 einen Antrag auf Aussetzung der Ausführung des Erlasses der Flämischen Regierung vom 15. April 1997 zur endgültigen Festlegung des Plans zur Änderung eines Teils des Sektorenplans « Halle-Vilvoorde-Asse » für das Gebiet der Gemeinde Overijse (Belgisches Staatsblatt vom 6. Mai 1997) eingereicht.~~

~~Diese Sache wurde unter der Nummer G/A. 74.900/X ins Geschäftsverzeichnis eingetragen.~~

~~Der Hauptkanzler,
D. Langbeen.~~

~~SECRETARIAT PERMANENT
DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL DE L'ETAT~~

~~[S — C — 07/8188]~~

~~Recrutement de secrétaires d'administration
(statisticiens) (m/f) (rang 10), d'expression française~~

~~Le Secrétariat permanent de recrutement constitue une réserve de recrutement de secrétaires d'administration (statisticiens) (m/f), d'expression française pour les ministères et les organismes soumis au statut du personnel de l'Etat fédéral.~~

~~Plusieurs emplois sont actuellement vacants.~~

~~Description de la fonction : voir le règlement du concours.~~

~~Conditions d'admissibilité :~~

- ~~1. être Belge ou citoyen de l'Union européenne;~~
- ~~2. être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;~~
- ~~3. jouir des droits civils et politiques;~~
- ~~4. avoir satisfait aux lois sur la milice;~~
- ~~5. au 22 août 1997, ne pas avoir atteint l'âge de 50 ans, sauf dérogations légales ou réglementaires;~~
- ~~6. au 1^{er} novembre 1997, être titulaire :~~
 - ~~— d'un diplôme d'ingénieur, ingénieur commercial, ingénieur industriel ou architecte,~~
 - ~~ou~~
 - ~~— d'un diplôme de licencié obtenu dans l'une des orientations suivantes :~~
 - ~~— sciences sociales, sociologie ou démographie;~~
 - ~~— sciences psychologiques ou pédagogiques;~~
 - ~~— sciences politiques ou administratives;~~
 - ~~— sciences économiques, sciences économiques appliquées ou commerciales;~~
 - ~~— sciences, sciences appliquées ou sciences agronomiques.~~

~~Sont également admis :~~

- ~~— les certificats délivrés aux lauréats de l'Ecole royale militaire qui peuvent porter le titre d'ingénieur civil ou de licencié;~~
- ~~— les diplômes délivrés anciennement qui correspondent aux diplômes précités;~~

~~VAST SECRETARIAAT
VOOR WERVING VAN HET RIJKSPERSONEEL~~

~~[S — C — 07/8188]~~

~~Werving van mannelijke en vrouwelijke Nederlandstalige
bestuurssecretarissen (statistici) (rang 10)~~

~~Het Vast Wervingssecretariaat stelt een wervingsreserve samen van Nederlandstalige bestuurssecretarissen (statistici) voor de ministeries en voor de instellingen die onderworpen zijn aan het statuut van het Rijkspersoneel.~~

~~Verscheidene betrekkingen zijn momenteel vacant.~~

~~Functiebeschrijving : zie het examenreglement.~~

~~Toelaatbaarheidsvereisten :~~

- ~~1. Belg zijn of onderdaan van één der lidstaten van de Europese Gemeenschap;~~
 - ~~2. een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;~~
 - ~~3. de burgerlijke en politieke rechten genieten;~~
 - ~~4. aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;~~
 - ~~5. op 22 augustus 1997 de leeftijd van 50 jaar niet hebben bereikt, behoudens wettelijke of reglementaire afwijkingen;~~
 - ~~6. op 1 november 1997 houder zijn :~~
 - ~~— van een diploma van ingenieur, handelsingenieur, industrieel ingenieur of architect,~~
 - ~~of~~
 - ~~— van een diploma van licentiaat behaald in één der hiernavolgende richtingen :~~
 - ~~— sociale wetenschappen, sociologie of demografie;~~
 - ~~— psychologie of pedagogische wetenschappen;~~
 - ~~— politieke of administratieve wetenschappen;~~
 - ~~— economische, toegepaste economische wetenschappen of handelswetenschappen;~~
 - ~~— wetenschappen, toegepaste wetenschappen of landbouwkundige wetenschappen.~~
- ~~Worden eveneens aanvaard :~~
- ~~— de getuigschriften uitgereikt aan de laureaten van de Koninklijke Militaire School en die gerechtigd zijn tot het voeren van de titel van burgerlijk ingenieur of van licentiaat;~~
 - ~~— de vroeger afgeleverde diploma's die overeenstemmen met één der voornoemde diploma's;~~

~~les diplômes et certificats obtenus à l'étranger qui, en vertu de conventions internationales ou en application de la loi ou du décret, sont déclarés équivalents à l'un des titres précités, de même que les diplômes reconnus conformément à la procédure définie par les arrêtés royaux des 6 et 22 mai 1996 qui prennent en considération les dispositions des directions européennes relatives à un système général des diplômes.~~

~~Procédure de sélection :~~

~~1. Partie écrite~~

~~Evaluation par questionnaire à choix multiple, des connaissances générales en statistique de base et mathématiques de base. Les matières sont détaillées à la rubrique 8 du règlement d'examen.~~

~~Pour réussir, les candidats doivent obtenir au minimum 12 points sur 20.~~

~~2. Partie psychotechnique~~

~~2.1. Partie informatisée~~

~~Evaluation des aptitudes requises pour la fonction à l'aide d'un test de profil professionnel informatisé.~~

~~Cette partie ne sera pas cotée, mais servira d'information pour la partie orale.~~

~~2.2. Partie orale~~

~~Evaluation des connaissances générales en statistique de base, des aptitudes requises pour la fonction, de la motivation du candidat et de son intérêt pour la fonction.~~

~~Eventuellement les candidats seront soumis à une étude de cas statistique. Si nécessaire, un temps de préparation sera prévu à cet effet.~~

~~Pour réussir, les candidats doivent obtenir au minimum 12 points sur 20.~~

~~Rémunération :~~

~~Rémunération annuelle brute : 968 974 F minimum à 1 505 271 F maximum à l'indice actuel (échelle 10/A), allocations réglementaires non comprises.~~

~~Inscription :~~

~~L'inscription s'effectue au moyen d'un formulaire que l'on peut se procurer dans chaque bureau de poste et qui doit être envoyé, clairement et complètement rempli (numéro du concours I) au Secrétariat permanent de recrutement, boulevard Pachéco 19, bte 4, 1010 Bruxelles.~~

~~Sur ce formulaire d'inscription sont apposés des timbres fiscaux pour un montant de 400 F.~~

~~Le règlement du concours n° AFG97807 peut être obtenu sur demande au Secrétariat permanent de recrutement.~~

~~Date limite d'inscription :~~

~~Les inscriptions pour le concours n° AFG97807 doivent parvenir au plus tard le 22 août 1997 au Secrétariat permanent de recrutement.~~

~~(La presse est invitée à reproduire le présent avis.)~~

~~de in het buitenland behaalde diploma's en studiegetuigschriften die, krachtens internationale overeenkomsten of krachtens wet of decreet, gelijkwaardig worden verklaard met één van de voornoemde diploma's alsmede de diploma's erkend overeenkomstig de bij de koninklijke besluiten van 6 en 22 mei 1996 vastgelegde procedure, waarbij de bepalingen van de Europese richtlijnen betreffende een algemeen stelsel van erkenning van diploma's worden in aanmerking genomen.~~

~~Examenprogramma :~~

~~1. Schriftelijk gedeelte~~

~~Evaluatie aan de hand van een meerkeuzevragenlijst over de algemene basiskennis van de statistiek. De vragen zullen handelen over de onderwerpen weergegeven onder punt 8 van het examenreglement.~~

~~Om te slagen dienen de kandidaten ten minste 12 punten op 20 te behalen.~~

~~2. Psychotechnisch gedeelte~~

~~2.1. Computergestuurd gedeelte~~

~~Evaluatie van de geschiktheid voor de functie aan de hand van een persoonlijkheidsvragenlijst.~~

~~Dit gedeelte wordt niet gekwoteerd en dient als informatie voor het mondeling gedeelte.~~

~~2.2. Mondeling gedeelte~~

~~Evaluatie van de algemene basiskennis van de statistiek en van de vaardigheden, motivatie en persoonlijkheid vereist voor de functie.~~

~~Eventueel wordt aan de kandidaat een gevalstudie voorgelegd. Indien nodig krijgt hij/zij hiervoor voorbereidingstijd.~~

~~Om te slagen dienen de kandidaten ten minste 12 punten op 20 te behalen.~~

~~Wedde :~~

~~Jaarlijkse brutobezoldiging : minimum 968 974 F tot maximum 1 505 271 F aan de huidige index (schaal 10/A), reglementaire toelagen niet inbegrepen.~~

~~Inschrijving :~~

~~Men schrijft in bij middel van een formulier dat men kan bekomen in een postkantoor en dat men, duidelijk ingevuld (examennummer I), opstuurt naar : Vast Wervingssecretariaat, Dienst "Werving Federale Overheid", Pachecolaan 19, bus 4, 1010 Brussel.~~

~~Op het inschrijvingsformulier plakt men voor 400 F fiscale zegels.~~

~~Het examenreglement nr. ANG97807 kan op aanvraag bij het Vast Wervingssecretariaat worden bekomen.~~

~~Uiterste inschrijvingsdatum :~~

~~De inschrijvingen voor het examen nr. ANG97807 moeten uiterlijk op 22 augustus 1997 op het Vast Wervingssecretariaat toekomen.~~

~~(De pers wordt verzocht dit bericht op te nemen.)~~

[S — C — 97/8187]

Recrutement de contrôleurs adjoints d'administration fiscale (rang 10) (m/f), d'expression néerlandaise, pour le Ministère des Finances

~~Le Secrétariat permanent de recrutement constitue une réserve de recrutement de contrôleurs adjoints d'administration fiscale (rang 10), d'expression néerlandaise, pour le Ministère des Finances.~~

~~La réserve de recrutement reste valable pendant quatre ans.~~

~~Description de la fonction (voir point 2 du règlement du concours).~~

~~Conditions d'admissibilité :~~

~~1. être Belge;~~

~~2. avoir une conduite qui correspond aux exigences de la fonction;~~

~~3. jouir des droits civils et politiques;~~

~~4. avoir satisfait aux lois sur la milice;~~

~~5. au 22 août 1997, ne pas avoir atteint l'âge de 40 ans, sauf dérogations légales ou réglementaires;~~

~~6. au 22 août 1997 être porteur d'un des diplômes suivants :~~

~~— diplôme de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice;~~

~~— diplôme ou certificat de candidature délivré après un cycle d'au moins deux années d'études;~~

[S — C — 97/8187]

Werving van mannelijke en vrouwelijke Nederlandstalige adjunct controleurs bij een fiscaal bestuur (rang 10) van het Ministerie van Financiën

~~Een wervingsreserve van mannelijke en vrouwelijke Nederlandstalige adjunct controleurs bij een fiscaal bestuur (rang 10) wordt samengesteld voor het Ministerie van Financiën.~~

~~De wervingsreserve blijft vier jaar geldig.~~

~~Functiebeschrijving : zie punt 2 van het examenreglement.~~

~~Toelaatbaarheidsvereisten :~~

~~1. Belg zijn;~~

~~2. een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;~~

~~3. de burgerlijke en politieke rechten genieten;~~

~~4. aan de dienstwetplichten hebben voldaan;~~

~~5. op 22 augustus 1997 de leeftijd van 40 jaar niet hebben bereikt, behoudens wettelijke of reglementaire afwijkingen;~~

~~6. op 22 augustus 1997 houder zijn van één van de onderstaande diploma's :~~

~~— diploma van doctor of licentiaat in de rechten;~~

~~— diploma van licentiaat in de economische wetenschappen;~~

~~—diplôme de géomètre expert immobilier;~~

~~—diplôme d'ingénieur technicien;~~

~~—diplôme d'une section classée dans l'enseignement supérieur économique ou supérieur social de type court et de promotion sociale;~~

~~—certificat attestant la réussite des deux premières années d'études de la section polytechnique ou de la section "Toutes Armes" de l'Ecole royale militaire;~~

~~—diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, d'instituteur primaire, d'institutrice primaire.~~

~~Sont également admis :~~

~~—les diplômes délivrés anciennement qui correspondent aux diplômes précités;~~

~~—les diplômes et certificats obtenus à l'étranger qui, en vertu de conventions internationales ou en application de la loi ou du décret, sont déclarés équivalents à l'un des titres précités, de même que les diplômes reconnus conformément à la procédure définie par les arrêtés royaux des 6 et 22 mai 1996 qui prennent en considération les dispositions des directives européennes relatives à un système général de diplômes;~~

~~—les candidats qui ont satisfait à l'épreuve de l'avant dernière année des études qui déclarent qu'ils se présenteront devant le jury d'Etat pour y subir l'épreuve relative à la dernière année;~~

~~—les étudiants qui, au cours de l'année académique 1996-1997, suivent la dernière année des études pour l'obtention du diplôme requis sont également admis.~~

~~Les lauréats appartenant à une des deux catégories précédentes ne peuvent toutefois être appelés en service qu'après l'obtention du diplôme requis.~~

~~Programme d'examen :~~

~~1. Epreuve préalable éventuelle :~~

~~Si le nombre d'inscriptions le justifie, une épreuve préalable informatisée pourra être organisée.~~

~~Cette épreuve préalable consistera en un questionnaire à choix multiple basé en tout ou en partie sur un ou plusieurs cas portant sur un ou plusieurs des domaines suivants : la fiscalité (au sens large du terme), le droit civil, le droit commercial, le droit comptable et la comptabilité.~~

~~Sur base du résultat de cette épreuve préalable, le jury arrêtera le nombre de candidats admissibles au concours.~~

~~Pour le classement des lauréats du concours, il ne sera pas tenu compte des points obtenus à cette épreuve préalable.~~

~~2. Concours de recrutement :~~

~~2.1. Partie informatisée et écrite :~~

~~Evaluation de l'efficacité professionnelle et des aptitudes relationnelles à l'aide d'un questionnaire de personnalité informatisé. En même temps, les candidats devront remplir un questionnaire biographique.~~

~~Le questionnaire de personnalité et le questionnaire biographique serviront d'information à la partie orale.~~

~~2.2. Partie orale :~~

~~Evaluation de l'aptitude requise pour la fonction, ainsi que de la motivation du candidat et de son affinité avec le domaine d'activités.~~

~~Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 24 points sur 40.~~

~~Traitement :~~

~~Traitement annuel brut indexé : minimum F 968 973 à l'indice actuel, allocations réglementaires non comprises.~~

~~Inscription :~~

~~L'inscription s'effectue au moyen d'un formulaire que l'on peut se procurer dans chaque bureau de poste et qui doit être envoyé, clairement et complètement rempli (numéro du concours ANG97019) au Secrétariat permanent de recrutement, Service "Recrutements fédéraux", boulevard Pachéco 10, bte 4, 1010 Bruxelles.~~

~~Sur ce formulaire d'inscription sont apposés des timbres fiscaux pour un montant de F 400.~~

~~Le règlement du concours n° ANG97019 peut être obtenu sur demande au Secrétariat permanent de Recrutement.~~

~~Date limite d'inscription :~~

~~Les inscriptions au concours n° ANG97019 doivent parvenir, au plus tard le 22 août 1997, au Secrétariat permanent de recrutement.~~

~~(La presse est invitée à reproduire le présent avis.)~~

~~—diploma van licentiaat in de toegepaste economische wetenschappen;~~

~~—diploma van licentiaat in de handelswetenschappen met of zonder bijkomende kwalificatie;~~

~~—diploma van handelsingenieur;~~

~~—diploma van licentiaat in de politieke wetenschappen of in de administratieve wetenschappen of in de bestuurswetenschappen of diploma van licentiaat in de politieke en sociale wetenschappen met richting : politieke wetenschappen, ofwel administratieve of bestuurswetenschappen ofwel Openbaar Bestuur.~~

~~Worden eveneens toegelaten :~~

~~—de in het buitenland behaalde diploma's en studiegetuigschriften die, krachtens internationale overeenkomsten of krachtens wet of decreet gelijkwaardig worden verklaard met één van de voornoemde diploma's alsmede de diploma's erkend overeenkomstig de bij de koninklijke besluiten van 6 en 22 mei 1996 vastgestelde procedure, waarbij de bepalingen van de Europese richtlijnen betreffende een algemeen stelsel van erkenning van diploma's worden in aanmerking genomen;~~

~~—de kandidaten die voldaan hebben bij het examen van het voorlaatste jaar en verklaren dat zij het examen van het laatste jaar voor de examencommissie van de Staat zullen afleggen;~~

~~—de studenten die, tijdens het academiejaar 1996-1997 het laatste jaar van de studiën gevolgd hebben voor het bekomen van het vereiste diploma.~~

~~De geslaagden die tot een van de twee voorgaande categorieën behoren, zullen echter niet eerder in dienst kunnen worden geroepen dan nadat zij het vereiste diploma hebben behaald.~~

~~Examenprogramma :~~

~~1. Eventueel schriftelijk voorexamen :~~

~~Naargelang van het aantal inschrijvingen, kan er een schriftelijk voorexamen georganiseerd worden.~~

~~Dit voorexamen omvat een reeks meerkeuzevragen, ten dele gebaseerd op één of meerdere gevalstudies, die zich situeren in één of meerdere van de volgende domeinen : fiscaliteit (in de ruime zin), burgerlijk recht, handelsrecht, boekhoudrecht en boekhouden.~~

~~De examencommissie stelt op basis van het voorexamen het aantal tot het vergelijkend examen toe te laten kandidaten vast.~~

~~De voor dit voorexamen behaalde punten zullen in geen geval in aanmerking worden genomen bij het opmaken van de rangschikking van de geslaagden voor het vergelijkend examen.~~

~~2. Vergelijkend wervingsexamen :~~

~~2.1. Computergestuurd en schriftelijk gedeelte :~~

~~Evaluatie van de professionele efficiëntie en de relationele vaardigheden aan de hand van een computergestuurde persoonlijkheidsvragenlijst. Tevens zullen de kandidaten een biografische vragenlijst dienen in te vullen.~~

~~De persoonlijkheidsvragenlijst en de biografische vragenlijst dienen als informatie bij het mondeling gedeelte.~~

~~2.2. Mondeling gedeelte :~~

~~Evaluatie van de overeenstemming van het profiel van de kandidaat met betrekking tot de specifieke functievereisten, evenals van zijn motivatie en de affiniteit met het werkterrein.~~

~~Om te slagen dienen de kandidaten tenminste 24 punten op 40 te behalen.~~

~~Wedde :~~

~~Geïndexeerde jaarlijkse brutobezoldiging : minimum F 968 973 aan de huidige index, reglementaire toelagen niet inbegrepen.~~

~~Inschrijving :~~

~~Men schrijft in bij middel van een formulier dat men kan bekomen in een postkantoor en dat men, duidelijk en volledig ingevuld (examenummer ANG97019), opstuurt naar : Vast Wervingssecretariaat, Dienst "Werving Federale Overheid", Pachecolaan 10, bus 4, 1010 Brussel.~~

~~Op het inschrijvingsformulier plakt men voor F 400 fiscale zegels.~~

~~Het examenreglement nr. ANG97019 kan op aanvraag bij het Vast Wervingssecretariaat worden bekomen.~~

~~Uiterste inschrijvingsdatum :~~

~~De inschrijvingen voor het examen nr. ANG97019 moeten uiterlijk op 22 augustus 1997 op het Vast Wervingssecretariaat toekomen.~~

~~(De pers wordt verzocht dit bericht op te nemen.)~~

[S — C — 97/8186]

Recrutement de vérificateurs d'administration fiscale (m/f) (rang 26), d'expression néerlandaise, pour le Ministère des Finances

~~Le Secrétariat permanent de recrutement constitue une réserve de recrutement de vérificateurs d'administration fiscale (m/f), d'expression néerlandaise, pour le Ministère des Finances.~~

~~La réserve de recrutement reste valable pendant quatre ans.~~

~~Description de la fonction (voir point 2 du règlement du concours).~~

~~Conditions d'admissibilité :~~

- ~~1. être Belge;~~
- ~~2. avoir une conduite qui correspond aux exigences de la fonction;~~
- ~~3. jouir des droits civils et politiques;~~
- ~~4. avoir satisfait aux lois sur la milice;~~
- ~~5. au 22 août 1997, ne pas avoir atteint l'âge de 50 ans, sauf dérogations légales ou réglementaires;~~
- ~~6. au 22 août 1997, être porteur d'un des diplômes suivants :~~

~~— diplôme de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice;~~

~~— diplôme ou certificat de candidature délivré après un cycle d'au moins deux années d'études;~~

~~— diplôme de géomètre expert immobilier;~~

~~— diplôme d'ingénieur technicien;~~

~~— diplôme d'une section classée dans l'enseignement supérieur économique ou supérieur social de type court et de promotion sociale;~~

~~— certificat attestant la réussite des deux premières années d'études de la section polytechnique ou de la section "Toutes Armes" de l'Ecole royale militaire;~~

~~— diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, d'instituteur primaire, d'institutrice primaire;~~

~~Sont également admis :~~

~~— les diplômes délivrés anciennement qui correspondent aux diplômes précités;~~

~~— les diplômes et certificats obtenus à l'étranger qui, en vertu de conventions internationales ou en application de la loi ou du décret, sont déclarés équivalents à l'un des titres précités, de même que les diplômes reconnus conformément à la procédure définie par les arrêtés royaux des 6 et 22 mai 1996 qui prennent en considération les dispositions des directives européennes relatives à un système général de diplômes;~~

~~— les candidats qui ont satisfait à l'épreuve de l'avant dernière année des études qui déclarent qu'ils se présenteront devant le jury d'Etat pour y subir l'épreuve relative à la dernière année;~~

~~— les étudiants qui, au cours de l'année académique 1996-1997, suivent la dernière année des études pour l'obtention du diplôme requis sont également admis.~~

~~Les lauréats appartenant à une des deux catégories précédentes ne peuvent toutefois être appelés en service qu'après l'obtention du diplôme requis.~~

~~Programme d'examen :~~

- ~~1. Epreuve préalable éventuelle :~~

~~Si le nombre d'inscriptions le justifie, une épreuve préalable informatisée pourra être organisée.~~

~~Au cours de cette épreuve, l'aptitude du candidat pour la fonction sera évaluée à l'aide d'une série de questions à choix multiple et/ou de questions ouvertes en rapport avec la fonction de vérificateur d'administration fiscale. Le questionnaire est basé, en tout ou en partie, sur un cas pratique.~~

~~Sur base du résultat de cette épreuve préalable, le jury arrêtera le nombre de candidats admissibles au concours.~~

~~Pour le classement des lauréats du concours, il ne sera pas tenu compte des points obtenus à cette épreuve préalable.~~

- ~~2. Concours de recrutement :~~

~~2.1. Examen écrit :~~

~~Au cours de cet examen l'aptitude du candidat pour la fonction sera évaluée à l'aide d'une série de questions à choix multiple et/ou de questions ouvertes en rapport avec la fonction de vérificateur d'administration fiscale. Le questionnaire est basé, en tout ou en partie, sur un cas pratique.~~

~~Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 10 points sur 20.~~

[S — C — 97/8186]

Werving van Nederlandstalige verificateurs bij een fiscaal bestuur (m/v) (rang 26) voor het Ministerie van Financiën

~~Een wervingsreserve van mannelijke en vrouwelijke Nederlandstalige verificateurs bij een fiscaal bestuur wordt samengesteld voor het Ministerie van Financiën.~~

~~De wervingsreserve blijft vier jaar geldig.~~

~~Funciebeschrijving : zie punt 2 van het examenreglement.~~

~~Toelaatbaarheidsvereisten :~~

- ~~1. Belg zijn;~~
- ~~2. een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;~~
- ~~3. de burgerlijke en politieke rechten genieten;~~
- ~~4. aan de dienstwetplichten hebben voldaan;~~
- ~~5. op 22 augustus 1997 de leeftijd van 50 jaar niet hebben bereikt, behoudens wettelijke of reglementaire afwijkingen;~~
- ~~6. op 22 augustus 1997 houder zijn van één van de volgende diploma's :~~

~~— diploma van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan;~~

~~— kandidaatsdiploma of getuigschrift uitgereikt na een cyclus van tenminste twee jaar studie;~~

~~— diploma van meetkundig schatter van onroerende goederen;~~

~~— diploma van technisch ingenieur;~~

~~— diploma van een afdeling ingedeeld in het economisch hoger of het sociaal hoger onderwijs van het korte type en voor sociale promotie;~~

~~— getuigschrift ten bewijze van het slagen voor de eerste twee studiejaar van de polytechnische afdeling of van de afdeling "Alle Wapens" van de Koninklijke Militaire School;~~

~~— diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, van lager onderwijzer, lagere onderwijzeres;~~

~~Worden eveneens aanvaard :~~

~~— de vroeger afgeleverde diploma's die overeenstemmen met één der voornoemde diploma's;~~

~~— de in het buitenland behaalde diploma's en studiegetuigschriften die krachtens internationale overeenkomsten of krachtens wet of decreet gelijkwaardig worden verklaard met één van de voornoemde diploma's alsmede de diploma's erkend overeenkomstig de bij de koninklijke besluiten van 6 en 22 mei 1996 vastgestelde procedure, waarbij de bepalingen van de Europese richtlijnen betreffende een algemeen stelsel van erkenning van diploma's worden in aanmerking genomen;~~

~~— de kandidaten die voldaan hebben bij het examen van het voorlaatste jaar en verklaren dat zij het examen van het laatste jaar voor de examencommissie van de Staat zullen afleggen;~~

~~— de studenten die, tijdens het academiejaar 1996-1997, het laatste jaar van de studien gevolgd hebben voor het bekomen van het vereiste diploma.~~

~~De geslaagden die tot een van de twee voorgaande categorieën behoren, zullen echter niet eerder in dienst kunnen worden geroepen dan nadat zij het vereiste diploma hebben behaald.~~

~~Examenprogramma :~~

- ~~1. Eventueel voorexamen :~~

~~Naargelang het aantal inschrijvingen kan er een computergestuurd voorexamen georganiseerd worden.~~

~~Tijdens dit gedeelte zal de geschiktheid van de kandidaat voor de functie geëvalueerd worden, aan de hand van een reeks meerkeuzevragen en/of open vragen, in verband met de functie van verificateur bij een fiscaal bestuur. De vragenlijst is, geheel of gedeeltelijk, gebaseerd op een praktijkgeval.~~

~~De examencommissie stelt op basis van het voorexamen het aantal tot het vergelijkend examen toe te laten kandidaten vast.~~

~~De voor dit voorexamen behaalde punten zullen in geen geval in aanmerking worden genomen bij het opmaken van de rangschikking van de geslaagden voor het vergelijkend examen.~~

- ~~2. Vergelijkend wervingsexamen :~~

~~2.1. Schriftelijk examen :~~

~~Tijdens dit gedeelte zal de geschiktheid van de kandidaat voor de functie geëvalueerd worden, aan de hand van een reeks meerkeuzevragen en/of open vragen, in verband met de functie van adjunct-verificateur bij een fiscaal bestuur. De vragenlijst is, geheel of gedeeltelijk, gebaseerd op een praktijkgeval.~~

~~Om te slagen dienen de kandidaten tenminste 10 punten op 20 te behalen.~~

2.2. Examen psychotechnique :**Partie informatisée et écrite**

Evaluation de l'aptitude pour la fonction à l'aide d'un questionnaire de personnalité. En même temps, les candidats devront remplir un questionnaire biographique.

Cette partie ne sera pas cotée, mais servira d'information pour la partie orale.

Partie orale

Evaluation de l'aptitude requise pour la fonction, ainsi que de la motivation du candidat et de son affinité avec le domaine d'activités.

Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 24 points sur 40.

Traitement :

Traitement annuel brut indexé : minimum F 724 275 (échelle 26E), allocations réglementaires non comprises. Des possibilités de promotion sont prévues. Voir également 1.5.

Inscription :

L'inscription s'effectue au moyen d'un formulaire que l'on peut se procurer dans chaque bureau de poste et qui doit être envoyé, clairement et complètement rempli (numéro du concours ANG97018) au Secrétariat permanent de recrutement, Service "Recrutements fédéraux", boulevard Pachéco 19, bte 4, 1010 Bruxelles.

Sur ce formulaire d'inscription sont apposés des timbres fiscaux pour un montant de F 300.

Le règlement du concours n° ANG97018 peut être obtenu sur demande au Secrétariat permanent de Recrutement.

Date limite d'inscription :

Les inscriptions au concours n° ANG97018 doivent parvenir, au plus tard le 22 août 1997, au Secrétariat permanent de recrutement.

(La presse est invitée à reproduire le présent avis.)

2.2. Psychotechnisch examen :**Computergestuurd en schriftelijk gedeelte**

Evaluatie van de geschiktheid voor de functie aan de hand van een persoonlijkheidsvragenlijst. De kandidaten dienen tevens een biografische vragenlijst in te vullen.

Dit gedeelte wordt niet gekwoteerd en dient als informatie voor het mondeling gedeelte.

Mondeling gedeelte

Evaluatie van de voor de functie vereiste geschiktheid evenals van de motivatie van de kandidaat en zijn affiniteit met het werkterrein.

Om te slagen dienen de kandidaten tenminste 24 punten 40 te behalen.

Wedde :

Geïndexeerde jaarlijkse brutobezoldiging : minimum F 724 275 (schaal 26 E), reglementaire toelagen niet inbegrepen. Bevorderingsmogelijkheden zijn voorzien. Zie ook 1.5.

Inschrijving :

Men schrijft in bij middel van een formulier dat men kan bekomen in een postkantoor en dat men, duidelijk ingevuld (examennummer ANG97018) opstuurt naar : Vast Wervingssecretariaat, Dienst "Werving Federale Overheid", Pachecolaan 19, bus 4, 1010 Brussel.

Op het inschrijvingsformulier plakt men voor F 300 fiscale zegels.

Het examenreglement nr. ANG97018 kan op aanvraag bij het Vast Wervingssecretariaat worden bekomen.

Uiterste inschrijvingsdatum :

De inschrijvingen voor het examen nr. ANG97018 moeten uiterlijk op 22 augustus 1997 op het Vast Wervingssecretariaat toekomen.

(De pers wordt verzocht dit bericht op te nemen.)

[S — C — 97/8189]

**Recrutement d'assistants médicaux (m/f),
d'expression française (rang 26)**

Le Secrétariat permanent de recrutement constitue une réserve de recrutement d'assistants médicaux, d'expression française, pour l'Administration des Etablissements pénitentiaires (Ministère de la Justice).

Description de la fonction : voir le règlement du concours.

Conditions d'admissibilité :

- 1° être Belge;
- 2° avoir satisfait aux lois sur la milice;
- 3° jouir des droits civils et politiques;

4° être d'une conduite correspondant aux exigences de la fonction;

5° au 10 octobre 1997, ne pas avoir atteint l'âge de 50 ans sauf dérogations légales ou réglementaires;

6° au 10 octobre 1997, être titulaire d'un des diplômes suivants :

— diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) ou d'accoucheuse, délivré en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 avril 1994 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse et d'infirmier(ère) gradué(e) ou du décret du 13 juillet 1994 relatif aux instituts supérieurs dans la Communauté flamande ou de Graduiert(er)(erte) Krankenpfleger(in) délivré par la Communauté germanophone;

— diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) ou d'accoucheuse délivré en application de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier(ère) ou être autorisé à porter l'un de ces titres en application de cet arrêté.

Sont également admis :

— les étudiants qui durant l'année académique 1997-1998 suivent la dernière année pour l'obtention du diplôme requis. Ils ne pourront toutefois être appelés en service que lorsqu'ils auront obtenu ce titre d'études;

— les diplômes délivrés à l'étranger qui, en vertu de conventions internationales ou en application de la loi ou du décret, sont déclarés équivalents aux diplômes précités.

— les diplômes reconnus en application de la Directive 77/452/CEE du 27 juin 1977 et 80/154/CEE du Conseil de l'Union européenne du 21 janvier 1980 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes,

[S — C — 97/8189]

**Werving van mannelijke en vrouwelijke
Nederlandstalige paramedici (rang 26)**

Het Vast Wervingssecretariaat legt een wervingsreserve aan van Nederlandstalige paramedici voor het Bestuur Strafinrichtingen van het Ministerie van Justitie.

Functiebeschrijving : zie examenreglement.

Toelaatbaarheidsvereisten :

- 1° Belg zijn;
- 2° aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;
- 3° een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;
- 4° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 5° op 10 oktober 1997 de leeftijd van 50 jaar niet hebben bereikt, behoudens wettelijke of reglementaire afwijkingen;
- 6° op 10 oktober 1997 houder zijn van :

— een diploma van gegradueerde verpleger, verpleegster of van vroedvrouw uitgereikt in toepassing van de bepalingen van het decreet van 13 juli 1994 betreffende de hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap of van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 21 april 1994 of van Graduiert(er)(erte) Krankenpfleger(in) uitgereikt door de Duitstalige Gemeenschap;

— een diploma van gegradueerde verpleger, verpleegster of van vroedvrouw of gerechtigd zijn één van deze titels te voeren in toepassing van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend.

Worden eveneens aanvaard :

— de studenten die, tijdens het academiejaar 1997-1998, het laatste jaar van de studien volgen voor het bekomen van het vereiste diploma. Zij kunnen echter slechts worden aangeworven wanneer zij het vereiste diploma hebben behaald;

— de in het buitenland behaalde diploma's die krachtens internationale overeenkomsten of krachtens wet of decreet, gelijkwaardig worden erkend met voornoemde diploma's;

— de erkende diploma's in toepassing van de bepalingen van de Richtlijnen 77/452/EEG van 27 juni 1977 en 80/154/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 januari 1980 inzake de

certificats et autres titres d'infirmier responsable de soins généraux et d'accoucheuse et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de libre prestation de service.

Procédure de sélection :

1. Epreuve préalable écrite éventuelle.

En fonction du nombre d'inscriptions, une épreuve préalable pourrait être organisée.

Cette épreuve préalable aura pour but d'évaluer à l'aide d'un questionnaire à choix multiple, les connaissances et aptitudes requises pour la fonction.

Sur base des résultats de cette épreuve, le jury arrêtera le nombre de candidats admissibles au concours.

Pour le classement des lauréats du concours, il ne sera pas tenu compte des résultats obtenus à cette épreuve.

2. Concours de recrutement.

2.1. Epreuve écrite et informatisée.

Evaluation des aptitudes professionnelles requises pour la fonction à l'aide d'un test de profil professionnel informatisé. Les candidats devront également remplir un questionnaire biographique. Les résultats de ces deux parties serviront d'information supplémentaire pour la partie orale.

2.2. Epreuve orale.

Evaluation de la concordance du profil du candidat avec les exigences spécifiques de la fonction, de sa motivation, de son intérêt pour le domaine ainsi que de ses connaissances en la matière (cf. la rubrique 1.3. du règlement d'examen).

Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 24 points sur 40.

Traitement :

Rémunération annuelle brute : F 734 308 minimum à F 1 078 726 maximum à l'indice actuelle (échelle 26/F), allocations réglementaires non comprises.

Après neuf années d'ancienneté, les assistants médicaux passent automatiquement à l'échelle 26/I (F 835 550 minimum à F 1 179 878 maximum).

Après dix huit années d'ancienneté de grade et dans les limites du nombre d'emplois vacants au cadre, ils accèdent à l'échelle de traitement du rang 28.

Avec les primes supplémentaires suivantes :

— une prime "contact avec les détenus" (± F 40 000 par an);
— en cas de travail en équipe, une prime pour le travail de nuit ou de soirée;

— une prime d'habillement.

Inscription :

L'inscription s'effectue au moyen d'un formulaire que l'on peut se procurer dans chaque bureau de poste et qui doit être envoyé, clairement et complètement rempli (numéro du concours !) au Secrétariat permanent de recrutement, boulevard Pachéco 10, bte 4, 1010 Bruxelles.

Sur ce formulaire d'inscription sont apposés des timbres fiscaux pour un montant de F 300.

Le règlement du concours AFG97808 peut être obtenu sur demande au Secrétariat permanent de recrutement.

Date limite d'inscription :

Les inscriptions au concours n° AFG97808 doivent parvenir au plus tard le 10 octobre 1997, au Secrétariat permanent de recrutement.

(La presse est invitée à reproduire le présent avis.)

[S — C — 97/8190]

Recrutement de programmeurs et de programmeuses d'expression française (rang 26)

Le Secrétariat permanent de recrutement constitue une réserve de recrutement de programmeurs et de programmeuses d'expression française pour l'Office national des Pensions.

Description de la fonction : voir le règlement du concours.

Conditions d'admissibilité :

- 1° être Belge ou citoyen de l'Union européenne;
- 2° pour les lauréats masculins : avoir satisfait aux lois sur la milice;

onderlinge erkenning van de diploma's en andere titels van verantwoordelijke algemene ziekenverpleger en van verloskundige, tevens houdende maatregelen tot vergemakkelijking van de daadwerkelijke uitoefening van het recht van vestiging en vrij verrichten van diensten.

Selectieprocedure :

1. Eventueel schriftelijk voorexamen.

Afhankelijk van het aantal inschrijvingen kan een voorexamen georganiseerd worden.

Dit gedeelte beoogt aan de hand van een meerkeuzevragenlijst de voor de functie vereiste geschiktheid en kennis te toetsen.

De examencommissie stelt op basis van de uitslag van dit voorexamen het aantal tot het eigenlijke examen toe te laten kandidaten vast.

De voor dit voorexamen behaalde punten zullen in geen geval in aanmerking worden genomen bij het opmaken van de rangschikking van de geslaagden voor het vergelijkend wervingsexamen.

2. Vergelijkend wervingsexamen.

2.1. Computergestuurd en schriftelijk gedeelte.

Op basis van een computergestuurde persoonlijkheidsvragenlijst zullen de professionele vaardigheden en de werkhouding van de kandidaten beoordeeld worden. Samen met een biografische vragenlijst, die schriftelijk wordt ingevuld, dienen deze resultaten als informatie bij het mondeling gedeelte.

2.2. Mondeling gedeelte.

Evaluatie van de overeenstemming van het profiel van de kandidaat met de specifieke vereisten van de functie evenals van zijn motivatie en interesse voor het werkkterrein en zijn voor de functie vereiste kennis (zie examenreglement, rubriek 1.3.).

Om te slagen dienen de kandidaten ten minste 24 op 40 punten te behalen.

Wedde :

De aanvangswedde bedraagt, op jaarbasis minimum F 734 308 tot F 1 078 726 maximum (schaal 26/F) aan de huidige index, reglementaire toelagen niet inbegrepen.

Na negen jaren anciënniteit bekomt men automatisch de wedde schaal 26/I (minimum F 835 550 tot maximum F 1 179 878).

Na achttien jaren graadanciënniteit en binnen de perken van het aantal vacante betrekkingen op de personeelsformatie, bekomt men een weddeschaal in de rang 28.

Aanvullend bij de hierboven vermelde wedde kan u rekenen op :

— een premie "contact met gedetineerden" van ± F 40 000 per jaar;
— in geval van ploegenwerk, een uurvergoeding voor avond- en nachturen;

— kledingsfonds.

Inschrijving :

Men schrijft in bij middel van een formulier dat men kan bekomen in een postkantoor en dat men, duidelijk en volledig ingevuld (examennummer !), opstuurt naar : Vast Wervingssecretariaat, Dienst "Werving Federale Overheid", Pachecolaan 10, bus 4, 1010 Brussel.

Op dit formulier plakt men voor F 300 fiscale zegels.

Het examenreglement nr. ANG97808 kan op aanvraag bij het Vast Wervingssecretariaat worden bekomen.

Uiterste inschrijvingsdatum :

De inschrijvingen voor het examen nr. ANG97808 moeten uiterlijk op 10 oktober 1997 op het Vast Wervingssecretariaat toekomen.

(De pers wordt verzocht dit bericht op te nemen.)

[S — C — 97/8190]

Werving van Nederlandstalige programmeurs (m/v), (rang 26)

Het Vast Wervingssecretariaat legt een wervingsreserve aan van Nederlandstalige programmeurs voor de Rijksdienst voor Pensioenen.

Functiebeschrijving : zie het examenreglement.

Toelaatbaarheidsvereisten :

- 1° Belg of onderdaan van een Lidstaat van de Europese Unie zijn;
- 2° aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;

~~3° jouir des droits civils et politiques;~~

~~4° être d'une conduite correspondant aux exigences de la fonction;~~

~~5° au 22 août 1997, ne pas avoir atteint l'âge de 50 ans, sauf dérogations légales ou réglementaires;~~

~~6° au 22 août 1997, être porteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur économique ou technique de type court et de plein exercice ou de promotion sociale obtenu dans :~~

~~— la section informatique;~~

~~— la section comptabilité option : informatique;~~

~~— la section programmation;~~

~~— la section électronique.~~

~~Les diplômes de l'enseignement supérieur de type long et les diplômes universitaires ne sont pas pris en considération.~~

~~Programme d'examen :~~

~~1. Epreuve préalable éventuelle.~~

~~En fonction du nombre d'inscriptions, une épreuve préalable pourrait être organisée.~~

~~Cette épreuve (portant sur les matières définies dans le règlement d'examen) consiste en :~~

~~1° un questionnaire à choix multiple;~~

~~2° des questions ouvertes.~~

~~1.2. Concours de recrutement.~~

~~Epreuve orale.~~

~~Evaluation des connaissances requises pour la fonction (voir le règlement d'examen) ainsi que de la motivation et de l'intérêt du candidat pour le domaine propre à la fonction.~~

~~Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.~~

~~Traitement :~~

~~Echelle spéciale R26 (F 770 151 minimum à F 1 163 351 maximum à l'indice actuel).~~

~~Inscription :~~

~~L'inscription s'effectue au moyen d'un formulaire que l'on peut se procurer dans chaque bureau de poste et qui doit être envoyé, clairement et complètement rempli (numéro d'examen AFG97800) au Secrétariat permanent de recrutement, boulevard Pachéco 19, bte 4, 1010 Bruxelles.~~

~~Sur ce formulaire d'inscription sont apposés des timbres fiscaux pour un montant de F 300.~~

~~Le règlement du concours n° AFG97800 peut être obtenu sur demande au Secrétariat permanent de recrutement.~~

~~Date limite d'inscription :~~

~~Les inscriptions au concours n° AFG97800 doivent parvenir, au plus tard le 22 août 1997, au Secrétariat permanent de recrutement.~~

~~(La presse est invitée à reproduire le présent avis.)~~

~~3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;~~

~~4° een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;~~

~~5° op 22 augustus 1997 de leeftijd van 50 jaar niet hebben bereikt, behoudens wettelijke of reglementaire afwijkingen;~~

~~6° op 22 augustus 1997 houder zijn van een diploma van het economisch of technisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan of voor sociale promotie behaald in :~~

~~— de afdeling informatica;~~

~~— de afdeling boekhouding-informatica;~~

~~— de afdeling programmering;~~

~~— de afdeling elektronica.~~

~~De diploma's van het hoger onderwijs van het lange type of de universitaire diploma's worden niet toegelaten.~~

~~Examenprogramma :~~

~~1. Eventueel voorexamen.~~

~~Naargelang het aantal inschrijvingen kan een schriftelijk voorexamen georganiseerd worden.~~

~~Dit voorexamen, dat handelt over de examenmaterie vermeld in het examenreglement, omvat :~~

~~1° een meerkeuzevragenlijst;~~

~~2° open vragen.~~

~~2. Vergelijkend wervingsexamen.~~

~~Mondeling gedeelte.~~

~~Evaluatie van de voor de functie vereiste kennis (zie het examenreglement), evenals van de motivatie van de kandidaat en zijn interesse voor het werkterrein.~~

~~Om te slagen dienen de kandidaten tenminste 12 punten op 20 te behalen.~~

~~Wedde :~~

~~Bijzondere weddeschaal R26 (F 770 151 tot F 1 163 351 aan de huidige index).~~

~~Inschrijving :~~

~~Men schrijft in bij middel van een formulier dat men kan bekomen in een postkantoor en dat men duidelijk en volledig ingevuld (examennummer ANG97800), opstuurt naar het Vast Wervingssecretariaat, Dienst "Werving Federale Overheid", Pachecolaan 19, bus 4, 1010 Brussel.~~

~~Op dit formulier plakt men voor F 300 fiscale zegels.~~

~~Het examenreglement nr. ANG97800 kan op aanvraag bij het Vast Wervingssecretariaat worden bekomen.~~

~~Uiterste inschrijvingsdatum :~~

~~De inschrijvingen voor het examen nr. ANG97800 moeten uiterlijk op 22 augustus 1997 op het Vast Wervingssecretariaat toekomen.~~

~~(De pers wordt verzocht dit bericht op te nemen.)~~

[S — C — 07/8183]

Recrutement de pilotes d'avion (m/f) (rang 25) d'expression française

~~Le Secrétariat permanent de recrutement constitue une réserve de recrutement de pilotes d'avion (m/f) d'expression française pour le Ministère des Communications et de l'Infrastructure.~~

~~Description de la fonction :~~

~~Voir rubrique 1 du règlement de l'examen.~~

~~Conditions d'admissibilité :~~

~~1. être Belge ou citoyen de l'Union européenne;~~

~~2. avoir satisfait aux lois sur la milice;~~

~~3. jouir des droits civils et politiques;~~

~~4. être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;~~

~~5. au 22 août 1997, ne pas avoir atteint l'âge de 50 ans sauf dérogations légales ou réglementaires;~~

~~6. au 15 septembre 1997, être en possession d'un des diplômes suivants :~~

~~— attestation de réussite de la sixième année d'études de l'enseignement général, technique, artistique ou professionnel secondaire de plein exercice ou d'enseignement maritime du cycle secondaire supérieur;~~

[S — C — 07/8183]

Werving van Franstalige vliegtuigbestuurders (m/v) (rang 25)

~~Het Vast Wervingssecretariaat legt een wervingsreserve aan van Franstalige vliegtuigbestuurders (m/v) voor het Ministerie van Verkeerswezen en Infrastructuur.~~

~~Functiebeschrijving :~~

~~Zie rubriek 1 van het examenreglement.~~

~~Toelaatbaarheidsvereisten :~~

~~1. Belg of onderdaan van de Europese Unie zijn;~~

~~2. aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;~~

~~3. de burgerlijke en politieke rechten genieten;~~

~~4. een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;~~

~~5. op 22 augustus 1997, de leeftijd van 50 jaar niet hebben bereikt, behoudens wettelijke of reglementaire afwijkingen;~~

~~6. op 15 september 1997 houder zijn van één van de volgende studiegetuigschriften :~~

~~— getuigschrift uitgereikt na het slagen van het zesde leerjaar van het algemeen, het technisch, het kunst- of het beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan of van het zeevaartonderwijs van de hogere secundaire cyclus;~~

~~— un certificat de l'enseignement secondaire supérieur ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement supérieur;~~

~~— un diplôme délivré après la réussite de l'examen visé à l'article 5 des lois sur la collation des grades académiques;~~

~~— un diplôme d'une section appartenant au groupe commerce, administration ou organisation d'un cours technique secondaire supérieur, délivré après un cycle d'au moins sept cent cinquante périodes;~~

~~— un diplôme de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice;~~

~~— un diplôme de candidat délivré après un cycle d'au moins deux années d'études par une université ou un établissement d'enseignement supérieur de type long et certificat de réussite des deux premières années d'études à l'Ecole royale militaire;~~

~~— un diplôme de l'enseignement maritime du cycle supérieur et de l'enseignement supérieur technique ou artistique du 3e, 2e ou 1er degré;~~

~~— un diplôme de géomètre expert immobilier, de géomètre des mines et d'ingénieur technicien;~~

~~— un diplôme d'enseignement supérieur économique ou supérieur social de type court et de promotion sociale;~~

~~et disposer en outre :~~

~~— d'une licence belge de pilote d'avion professionnel qualifié pour le pilotage d'avions multimoteurs d'une masse totale ne dépassant pas 5 700 kg, équipés de moteurs à piston; d'une qualification pour vols IFR et, si possible, d'une qualification d'instructeur de 2e grade.~~

~~Sont également admis :~~

~~— les diplômes anciennement délivrés correspondant à un des diplômes précités;~~

~~— les diplômes et certificats obtenus à l'étranger qui, en vertu de conventions internationales ou en application de la loi ou du décret sont déclarés équivalents aux diplômes précités, de même que les diplômes reconnus conformément à la procédure définie par les arrêtés royaux des 6 et 22 mai 1996 qui prennent en considération les dispositions des directives européennes relatives à un système général de reconnaissance des diplômes.~~

~~Procédure de sélection :~~

~~1.1. Epreuve préalable écrite éventuelle~~

~~Si le nombre d'inscriptions le justifie, une épreuve préalable sera organisée. Cette épreuve se présentera sous forme d'un questionnaire à choix multiple et/ou de questions ouvertes portant sur la connaissance et les aptitudes requises pour la fonction.~~

~~Sur base des résultats de cette épreuve, le jury arrêtera le nombre de candidats admissibles au concours.~~

~~Pour le classement des lauréats du concours, il ne sera pas tenu compte des points obtenus à cette épreuve préalable.~~

~~1.2. Concours de recrutement~~

~~1.2.1. Partie informatisée~~

~~Evaluation des aptitudes professionnelles requises pour la fonction à l'aide d'un test de profil professionnel informatisé. Les résultats de cette partie serviront d'information supplémentaire pour la partie orale.~~

~~1.2.2. Partie orale~~

~~Evaluation de la concordance du profil du candidat avec les exigences spécifiques de la fonction, de sa motivation, de son intérêt et de ses affinités pour le domaine d'activités.~~

~~Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 24 points sur 40.~~

~~1.2.3. Epreuve pratique~~

~~Evaluation du candidat sur :~~

~~— la préparation effective d'un vol IFR (durée environ 40 minutes) : 5/10~~

~~— la connaissance pratique de l'avion utilisé (durée environ 40 minutes) : 5/10~~

~~— l'habileté au pilotage aux instruments lors d'un vol réel (durée environ 100 minutes) : 5/10~~

~~— utilisation des procédures d'aviation : 5/10~~

~~Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 24 points sur 40 avec un minimum de 5 points sur 10 par rubriques.~~

~~— getuigschrift van hoger secundair onderwijs of bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs;~~

~~— diploma uitgereikt na het slagen voor het examen bedoeld in artikel 5 van de wetten op het toekennen van de academische graden;~~

~~— diploma van een tot de groep handel, administratie en organisatie behorende afdeling van een hogere secundaire technische leergang, uitgereikt na een cyclus van ten minste zevenhonderd vijftig lestijden;~~

~~— diploma van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan;~~

~~— kandidaatsdiploma uitgereikt na een cyclus van ten minste twee studiejaar door een universiteit of een instelling van hoger onderwijs van het lange type en getuigschrift van het slagen voor de eerste twee studiejaar aan de Koninklijke Militaire School;~~

~~— diploma's van het zeevaartonderwijs van de hogere cyclus en van hoger kunst- of technisch onderwijs van de 3e, 2e of 1e graad;~~

~~— diploma's van meetkundig schatter van onroerende goederen, van mijnmeter en van technisch ingenieur;~~

~~— diploma's van een afdeling ingedeeld in het economisch hoger of het sociaal hoger onderwijs van het korte type en voor sociale promotie;~~

~~en beschikken van :~~

~~— een Belgische vergunning van beroepsbestuurder met bevoegdverklaring voor het besturen van meermotorige vliegtuigen met een totale massa van maximum 5 700 kg, uitgerust met zuigermotoren, van een vergunning van beroepsbestuurder met bevoegdverklaring "instrumentvliegen" (IFR) en, indien mogelijk, van een vergunning met bevoegdverklaring "instructeur van beroepsbetuuders van vliegtuigen (2e graad)".~~

~~Worden eveneens aanvaard :~~

~~— de vroeger uitgereikte diploma's die met één van bovengenoemde diploma's overeenstemmen;~~

~~— de in het buitenland behaalde diploma's en studiegetuigschriften die krachtens internationale overeenkomsten of krachtens wet of decreet, gelijkwaardig worden verklaard met één van de voornoemde diploma's alsmede de diploma's erkend overeenkomstig de bij de koninklijke besluiten van 6 en 22 mei 1996 vastgelegde procedure, waarbij de bepalingen van de Europese richtlijnen betreffende een algemeen stelsel van erkenning van diploma's worden in aanmerking genomen.~~

~~Selectieprocedure :~~

~~1.1. Eventueel schriftelijk voorexamen~~

~~Naargelang van het aantal inschrijvingen kan een voorexamen worden georganiseerd. Dit voorexamen wordt afgenomen aan de hand van een vragenlijst met meerkeuzevragen en/of open vragen in verband met de voor de functie vereiste kennis en vaardigheden.~~

~~Op grond van de resultaten van dat voorexamen zal de examencommissie het aantal tot het vergelijkend examen toe te laten sollicitanten vaststellen.~~

~~De voor dit voorexamen behaalde punten zullen niet voor de rangschikking van de sollicitanten worden in aanmerking genomen.~~

~~1.2. Vergelijkend wervingsexamen~~

~~1.2.1. Computergestuurd gedeelte~~

~~Evaluatie van de voor de functie vereiste professionele vaardigheden aan de hand van een computergestuurde test van het beroepsprofiel. De resultaten van dit gedeelte dienen als bijkomende informatie voor het mondelinge gedeelte.~~

~~1.2.2. Mondeling gedeelte~~

~~Evaluatie van de overeenstemming tussen het profiel van de sollicitant en de specifieke vereisten van de functie, van zijn motivatie, van zijn belangstelling en zijn affiniteit voor het werkterrein.~~

~~Om te slagen moeten de sollicitanten ten minste 24 punten op 40 behalen.~~

~~1.2.3. Praktisch gedeelte~~

~~Evaluatie van de sollicitant wat de volgende punten betreft :~~

~~— effectieve voorbereiding van een IFR vlucht (duur : ongeveer 40 minuten) : 5/10~~

~~— praktische kennis van het gebruikte vliegtuig (duur : ongeveer 40 minuten) : 5/10~~

~~— bedrevenheid in het besturen van vliegtuigen in werkelijke vlucht, waarbij een proef van ongeveer 100 minuten "instrumentvliegen" wordt afgelegd : 5/10~~

~~— aanwending van de vliegprocedures : 5/10.~~

~~Om te slagen, moeten de sollicitanten ten minste 24 punten op 40 behalen, met dien verstande, dat zij telkens ten minste 5 punten op 10 voor elke rubriek moeten behalen.~~

~~Le candidat se présentera à l'examen avec l'avion de son choix (à ses frais). L'avion doit au minimum être un avion quadriplace équipé et autorisé pour les vols IFR.~~

~~Traitement:~~

~~Rémunération annuelle brute : 903 111 FB minimum à 1 270 776 FB maximum à l'indice actuel.~~

~~Allocation de vol : 343 FB par quart d'heure de vol.~~

~~Inscription:~~

~~L'inscription s'effectue au moyen d'un formulaire que l'on peut se procurer dans chaque bureau de poste et qui doit être envoyé, clairement et complètement rempli (numéro du concours !) au Secrétariat permanent de recrutement, boulevard Pachéco 19, bte 4, 1010 Bruxelles.~~

~~Sur ce formulaire d'inscription sont apposés des timbres fiscaux pour un montant de 300 F.~~

~~Le règlement du concours n° AFG97012 peut être obtenu sur demande au Secrétariat permanent de recrutement.~~

~~Date limite d'inscription:~~

~~Les inscriptions pour le concours n° AFG97012 doivent parvenir au plus tard, le 22 août 1997 au Secrétariat permanent de recrutement.~~

~~(La presse est invitée à reproduire le présent avis.)~~

~~De sollicitant mag zich op het examen met het vliegtuig van zijn keuze (op zijn eigen kosten) aanmelden. Het vliegtuig moet minstens met vier zitplaatsen zijn uitgerust en de sollicitant moet een vergunning voor IFR vluchten kunnen voorleggen.~~

~~Wedde:~~

~~Jaarlijkse brutowedde : 903 111 BF minimum tot 1 270 776 BF maximum aan de huidige index.~~

~~Vluchttoelage : 343 BF voor 15 minuten vliegen.~~

~~Inschrijving:~~

~~Men schrijft in bij middel van een formulier dat men kan bekomen in een postkantoor en dat men, duidelijk en volledig ingevuld (examenummer!), opstuurt naar het Vast Wervingssecretariaat. Dienst Werving Federale Overheid, Pachecolaan 19, bus 4, 1010 Brussel.~~

~~Op dit formulier plakt men voor 300 F fiscale zegels.~~

~~Het examenreglement nr. AFG97012 kan op aanvraag bij het Vast Wervingssecretariaat worden bekomen.~~

~~Uiterste inschrijvingsdatum:~~

~~De inschrijvingen voor het examen nr. AFG97012 moeten uiterlijk op 22 augustus 1997 op het Vast Wervingssecretariaat toekomen.~~

~~(De pers wordt verzocht dit bericht op te nemen.)~~

[S — C — 8185]

~~Recrutement d'attachés (m/f) (traducteurs réviseurs français néerlandais allemand) (rang A6), d'expression française, pour le Ministère de la Région wallonne~~

~~Le Secrétariat permanent de recrutement constitue une réserve de recrutement d'attachés (m/f) (traducteurs réviseurs français néerlandais allemand) (rang A6), d'expression française, pour le Ministère de la Région wallonne.~~

~~Un emploi est actuellement vacant à Namur.~~

~~Description de la fonction : voir le règlement du concours.~~

~~Conditions d'admissibilité à remplir:~~

~~1. Au 1er novembre 1997, être titulaire d'un des diplômes suivants :~~

~~— licencié(e) en philologie germanique, langues allemande et néerlandaise;~~

~~— licencié(e) en langues et littératures germaniques, langues allemande et néerlandaise;~~

~~— licencié(e) en traduction, langues allemande et néerlandaise;~~

~~— licencié(e) interprète, langues allemande et néerlandaise.~~

~~2. Au 22 août 1997, ne pas avoir atteint l'âge de 50 ans, sauf dérogations légales ou réglementaires.~~

~~N.B. : 1. Nationalité : pour l'emploi actuellement vacant, être Belge ou citoyen de l'Union européenne.~~

~~2. Avoir satisfait aux lois sur la milice.~~

~~Programme du concours:~~

~~Epreuve écrite de traduction au départ de textes en français (4 heures)~~

~~Traduction avec dictionnaire de textes administratifs, juridiques ou techniques :~~

~~— du français en néerlandais (minimum requis : 12 points sur 20);~~

~~— du français en allemand (minimum requis : 10 points sur 20).~~

~~Le minimum requis pour l'ensemble de l'épreuve est de 24 points sur 40.~~

~~En fonction des possibilités de recrutement et compte tenu de leur classement à la première épreuve, les lauréats seront convoqués par groupe en vue de participer à la deuxième épreuve.~~

~~Epreuve écrite de traduction en français (4 heures)~~

~~Traduction avec dictionnaire de textes administratifs, juridiques ou techniques :~~

~~— du néerlandais en français (minimum requis : 12 points sur 20);~~

~~— de l'allemand en français (minimum requis : 10 points sur 20).~~

~~Le minimum requis pour l'ensemble de l'épreuve est de 24 points sur 40.~~

~~Epreuve complémentaire éventuelle (pour les emplois avec analyse de fonction)~~

[S — C — 8185]

~~Werving van Franstalige attachés (m/v) (vertalers revisors Frans Nederlands Duits) (rang A6) voor het Ministerie van het Waals Gewest~~

~~Het Vast Wervingssecretariaat legt een wervingsreserve aan van Franstalige attachés (m/v) (vertalers revisors Frans Nederlands Duits) (rang A6) voor het Ministerie van het Waals Gewest.~~

~~Eén betrekking is thans vacant in Namen.~~

~~Functiebeschrijving : zie het examenreglement.~~

~~Toelaatbaarheidsvereisten:~~

~~1. Op 1 november 1997, houder zijn van één van de volgende diploma's :~~

~~— licentiaat in de Germaanse filologie, Duits en Nederlands;~~

~~— licentiaat in de Germaanse taal en literatuur, Duits en Nederlands;~~

~~— licentiaat vertaler, Duits en Nederlands;~~

~~— licentiaat tolk, Duits en Nederlands.~~

~~2. Op 22 augustus 1997 de leeftijd van 50 jaar niet hebben bereikt, behoudens wettelijke of reglementaire afwijkingen.~~

~~N.B. : 1. Nationaliteit : voor de betrekking die momenteel vacant is, moet men Belg of burger van de Europese Unie zijn.~~

~~2. Aan de dienstplichtwetten voldaan hebben.~~

~~Examenprogramma:~~

~~Schriftelijk gedeelte — vertaling uit het Frans (4 uur)~~

~~Vertaling met woordenboek van administratieve, juridische of technische teksten :~~

~~— uit het Frans in het Nederlands (vereist minimum : 12 p. op 20);~~

~~— uit het Frans in het Duits (vereist minimum : 10 p. op 20).~~

~~Om te slagen, moeten de sollicitanten ten minste 24 punten op 40 voor het ganse gedeelte behalen.~~

~~Volgens de wervingsbehoeften en op grond van hun rangschikking voor het eerste gedeelte, kunnen de geslaagden in verschillende groepen worden opgeroepen om het tweede gedeelte af te leggen.~~

~~Schriftelijk gedeelte — vertaling in het Frans (4 uur)~~

~~Vertaling met woordenboek van administratieve, juridische of technische teksten :~~

~~— uit het Nederlands in het Frans (vereist minimum : 12 p. op 20);~~

~~— uit het Duits in het Frans (vereist minimum : 10 p. op 20).~~

~~Om te slagen, moeten de sollicitanten ten minste 24 punten op 40 voor het ganse gedeelte behalen.~~

~~Eventueel bijkomend gedeelte (voor de betrekkingen met functieanalyse)~~

~~Cette épreuve peut comporter une évaluation des aptitudes requises pour la fonction à l'aide d'un test de profil professionnel et/ou une partie pratique relative à l'emploi d'une ou plusieurs langues supplémentaires, et/ou une partie orale permettant d'évaluer la concordance du profil du candidat avec les caractéristiques spécifiques de la fonction.~~

~~Pour réussir, les candidats doivent obtenir au minimum 12 points sur 20.~~

~~Traitement:~~

~~Rémunération annuelle brute : 988 023 F à 1 582 334 F (échelle A6).~~

~~Inscription:~~

~~L'inscription s'effectue au moyen d'un formulaire que l'on peut se procurer dans chaque bureau de poste et qui doit être envoyé, clairement et complètement rempli (numéro du concours AFW97018) au Secrétariat permanent de recrutement, Service Communautés et Régions, boulevard Pachéco 19, bte 4, 1010 Bruxelles.~~

~~Sur ce formulaire d'inscription sont apposés des timbres fiscaux pour un montant de F 400.~~

~~Le règlement du concours n° AFW97018 peut être obtenu sur demande au Secrétariat permanent de recrutement.~~

~~Date limite d'inscription:~~

~~Les inscriptions pour le concours n° AFW97018 doivent parvenir, au plus tard le 22 août 1997, au Secrétariat permanent de recrutement.~~

~~(La presse est invitée à produire le présent avis.)~~

~~Dit gedeelte kan bestaan uit een evaluatie van de voor de functie vereiste geschiktheid aan de hand van een test van het beroepsprofiel en/of een praktisch gedeelte over het gebruik van één of meerdere talen, en/of een mondeling gedeelte om de overeenstemming van het profiel van de sollicitant met de specifieke vereisten van de functie te toetsen.~~

~~Om te slagen, moeten de sollicitanten ten minste 12 punten op 20 behalen.~~

~~Wedde:~~

~~Jaarlijkse brutobezoldiging : minimum 988 023 F tot maximum 1 582 334 F (weddeschaal A6).~~

~~Inschrijving:~~

~~Men schrijft in bij middel van een formulier dat men kan bekomen in een postkantoor en dat men, duidelijk en volledig ingevuld (examennummer AFW97018), opstuurt naar het Vast Wervingssecretariaat, Dienst Gemeenschappen en Gewesten, Pachecolaan 19, bus 4, 1010 Brussel.~~

~~Op dit formulier plakt men voor F 400 fiscale zegels.~~

~~Het examenreglement nr. AFW97018 kan op aanvraag bij het Vast Wervingssecretariaat worden bekomen.~~

~~Uiterste inschrijvingsdatum:~~

~~De inschrijvingen voor het examen nr. AFW97018 moeten uiterlijk op 22 augustus 1997 op het Vast Wervingssecretariaat toekomen.~~

~~(De pers wordt verzocht dit bericht op te nemen.)~~

[S — C — 97/8184]

~~Recrutement de gradués (m/f) (avec connaissance de la langue allemande) (rang B3), d'expression française, pour le Ministère de la Région wallonne~~

~~Le Secrétariat permanent de recrutement constitue une réserve de recrutement de gradués (m/f) (avec connaissance de la langue allemande) (rang B3), d'expression française, pour le Ministère de la Région wallonne.~~

~~Un emploi est actuellement vacant à Namur.~~

~~Description de la fonction : voir le règlement du concours.~~

~~Conditions d'admissibilité à remplir:~~

~~1. Au 1^{er} novembre 1997, être titulaire d'un des diplômes suivants :~~

~~— agrégé(e) de l'enseignement secondaire inférieur, section normale secondaire, option allemand;~~

~~— gradué(e) en secrétariat de direction, option langues allemand;~~

~~— candidat(e) en traduction ou interprétation, langue allemande;~~

~~— candidat(e) en philologie germanique, langue allemande.~~

~~2. Au 22 août 1997, ne pas avoir atteint l'âge de 50 ans, sauf dérogations légales ou réglementaires.~~

~~N.B. : 1. Nationalité : être Belge ou citoyen de l'Union européenne.~~

~~2. Avoir satisfait aux lois sur la milice.~~

~~Programme du concours :~~

~~Epreuve écrite.~~

~~Traduction avec dictionnaire de textes administratifs, juridiques ou techniques :~~

~~— du français en allemand;~~

~~— de l'allemand en français.~~

~~Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20 pour chaque traduction et 24 points sur 40 pour l'ensemble de l'épreuve.~~

~~Epreuve orale.~~

~~Lecture d'un texte et discussion en allemand; évaluation de la motivation du candidat.~~

~~Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.~~

~~Traitement:~~

~~Rémunération annuelle brute : F 678 500 à F 1 115 151 (échelle B3).~~

~~Inscription:~~

~~L'inscription s'effectue au moyen d'un formulaire que l'on peut se procurer dans chaque bureau de poste et qui doit être envoyé, clairement et complètement rempli (numéro du concours AFW97017) au Secrétariat permanent de recrutement, Service Communautés et Régions, boulevard Pachéco 19, bte 4, 1010 Bruxelles.~~

[S — C — 97/8184]

~~Werving van Franstalige gegradueerden (m/v) (met kennis van de Duitse taal) (rang B3) voor het Ministerie van het Waals Gewest~~

~~Het Vast Wervingssecretariaat legt een wervingsreserve aan van Franstalige gegradueerden (m/v) (met kennis van de Duitse taal) (rang B3) voor het Ministerie van het Waals Gewest.~~

~~Eén betrekking is thans vacant in Namen.~~

~~Functiebeschrijving : zie het examenreglement.~~

~~Toelaatbaarheidsvereisten:~~

~~1. Op 1 november 1997, houder zijn van één van de volgende diploma's:~~

~~— geaggregeerde van het lager secundair onderwijs, sectie normaal secundair, optie Duits;~~

~~— gegradueerde in directiesecretariaat, optie talen Duits;~~

~~— kandidaat vertaler of kandidaat tolk, Duitse taal;~~

~~— kandidaat in de germaanse filologie, Duitse taal.~~

~~2. Op 22 augustus 1997 de leeftijd van 50 jaar niet hebben bereikt, behoudens wettelijke of reglementaire afwijkingen.~~

~~N.B. : 1. Nationaliteit : Belg of burger van de Europese Unie zijn.~~

~~2. Aan de dienstplichtwetten voldaan hebben.~~

~~Examenprogramma:~~

~~Schriftelijk gedeelte.~~

~~Vertaling met woordenboek van administratieve, juridische of technische teksten :~~

~~— uit het Frans in het Duits;~~

~~— uit het Duits in het Frans.~~

~~Om te slagen, moeten de sollicitanten ten minste 12 punten op 20 voor elke vertaling behalen en ten minste 24 punten op 40 voor het ganse gedeelte.~~

~~Mondeling gedeelte.~~

~~Lezen van een tekst en discussie in het Duits; evaluatie van de motivatie van de sollicitant.~~

~~Om te slagen, moeten de sollicitanten ten minste 12 punten op 20 behalen.~~

~~Wedde:~~

~~Jaarlijkse brutobezoldiging : minimum F 678 500 tot maximum F 1 115 151 (weddeschaal B3).~~

~~Inschrijving:~~

~~Men schrijft in bij middel van een formulier dat men kan bekomen in een postkantoor en dat men, duidelijk en volledig ingevuld (examennummer AFW97017), opstuurt naar het Vast Wervingssecretariaat, Dienst Gemeenschappen en Gewesten, Pachecolaan 19, bus 4, 1010 Brussel.~~

~~Sur ce formulaire d'inscription sont apposés des timbres fiscaux pour un montant de F 300.~~

~~Le règlement du concours n° AFW97017 peut être obtenu sur demande au Secrétariat permanent de recrutement.~~

~~Date limite d'inscription :~~

~~Les inscriptions pour le concours n° AFW97017 doivent parvenir, au plus tard le 22 août 1997, au Secrétariat permanent de recrutement.~~

~~(La presse est invitée à reproduire le présent avis.)~~

~~Op dit formulier plakt men voor F 300 fiscale zegels.~~

~~Het examenreglement nr. AFW97017 kan op aanvraag bij het Vast Wervingssecretariaat worden bekomen.~~

~~Uiterste inschrijvingsdatum :~~

~~De inschrijvingen voor het examen nr. AFW97017 moeten uiterlijk op 22 augustus 1997 op het Vast Wervingssecretariaat toekomen.~~

~~(De pers wordt verzocht dit bericht op te nemen.)~~

[97/8128]

~~Constitution d'une réserve de recrutement de contrôleurs adjoints (rang 10), d'expression française, pour les Services de recouvrement du secteur fiscal du Ministère des Finances (AFG96810). Résultats~~

~~Classement des lauréats du concours d'admission au stage :~~

- ~~1. Scareez, Alain, Mons.~~
- ~~2. Kibadi Ngiaba, Anne, Berchem Sainte-Agathe.~~
- ~~3. Sas, Sandrine, Uccle.~~
- ~~4. Vandenschrick, Marc, Bruxelles.~~
- ~~5. Schmidt, Pierre, Etterbeek.~~
- ~~6. Migeotte, Eric, Hognoul.~~
- ~~7. Francis, Marie, Tournai.~~
- ~~8. Lescart, Corinne, Oupeye.~~
- ~~9. Manto, Mauro, Bruxelles.~~
- ~~10. Coppens, Pierre François, La Hulpe.~~
- ~~11. Levie, Donatienne, Schaerbeek.~~
- ~~12. Sonnet, Alain, Montigny le Tilleul.~~

- ~~13. Hick, Rudy, Seraing.~~
- ~~14. Paquot, Remi, Jambes.~~
- ~~15. Gigot, Geneviève, Walcourt.~~
- ~~16. Bartholomé, Olivier, Ixelles.~~
- ~~17. Gigot, Laetitia, Namur.~~
- ~~18. Absil, Catherine, Bruxelles.~~
- ~~19. Kaisin, Chloe, Overijse.~~
- ~~20. Maquet, Sophie, Evere.~~
- ~~21. Joskin, Bernadette, Heusy/Verviers.~~
- ~~22. Desmons, Anne, Olne.~~
- ~~23. Hebrant, Dominique, Ixelles.~~
- ~~24. Place, Ivan, Rixensart.~~

- ~~25. Legros, Laurence, Bruxelles.~~
- ~~26. Sepulchre, Gaetan, Namur.~~
- ~~27. Liégeois, Philippe, Ath.~~
- ~~28. Aniset, Françoise, Bruxelles.~~
- ~~29. Hambye, Emmanuelle, Etterbeek.~~
- ~~30. Decoux, Annick, Neupré.~~
- ~~31. Clovio, Laurence, Jambes.~~
- ~~32. Dubuisson, Yvan, Braine le Comte.~~
- ~~33. Durieux, Marie-Claude, Ecaussinnes.~~
- ~~34. Marchal, Christelle, Floreffe.~~
- ~~35. Baudenelle, Christine, Verviers/Fusion.~~
- ~~36. Feit, Nadine, Liège.~~

[97/8147]

~~Constitution d'une réserve de recrutement d'informaticiens, masculins et féminins, d'expression néerlandaise pour la Vlaamse Landmaatschappij (ANV97004). Résultats~~

~~Classement des lauréats du concours d'admission au stage :~~

- ~~1. Leys, Willem, Korbeek Lo~~
- ~~2. Haegeman, Johan, Aalst~~
- ~~3. Van Acker, Barthold, Westerlo~~
- ~~4. Goderis, Franky, Brugge~~

- ~~5. Lambrechts, Jozef, Diepenbeek~~
- ~~6. Lutsch, Christel, Lubbeek~~
- ~~7. Robbrecht, Joeri, Dendermonde~~
- ~~8. Delvoeye, Hans, Lokeren~~

- ~~9. De Craemer, Geert, Assebroek~~
- ~~10. Coen, Marc, Aalst~~
- ~~11. Van Kuyck, Raphaël, Leuven~~
- ~~12. Vandenborre, Frank, Heverlee~~

[97/8147]

~~Samenstelling van een wervingsreserve van mannelijke en vrouwelijke Nederlandstalige informatici voor de Vlaamse Landmaatschappij (ANV97004). Uitslagen~~

~~Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de stage :~~

~~MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES~~

[97/41307]

~~Office de Contrôle des Assurances~~

~~Crédits hypothécaires. Variabilité des taux d'intérêt. Indices de référence. Article 9, § 1^{er}, de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire. Avis~~

~~La liste des indices de référence du mois de juillet 1997 est composée comme suit :~~

- ~~Indice A (certificats de Trésor 12 mois) : 3,376;~~
- ~~Indice B (obligations linéaires 2 ans) : 3,619;~~
- ~~Indice C (obligations linéaires 3 ans) : 4,108;~~
- ~~Indice D (obligations linéaires 4 ans) : 4,382;~~
- ~~Indice E (obligations linéaires 5 ans) : 4,752.~~

~~MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN~~

[97/41307]

~~Controledienst voor de Verzekeringen~~

~~Hypothecaire kredieten. Veranderlijkheid der rentevoeten. Referte indexen. Artikel 9, § 1, van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet. Bericht~~

~~De lijst der referte indexen van de maand juli 1997 is samengesteld als volgt :~~

- ~~Index A (Schatkistecertificaten 12 maand) : 3,376;~~
- ~~Index B (lineaire obligaties 2 jaar) : 3,619;~~
- ~~Index C (lineaire obligaties 3 jaar) : 4,108;~~
- ~~Index D (lineaire obligaties 4 jaar) : 4,382;~~
- ~~Index E (lineaire obligaties 5 jaar) : 4,752.~~

[97/17003]

Indice des prix à la consommation du mois de juillet 1997

Le Ministère des Affaires économiques communique que l'indice des prix à la consommation s'établit à 125,30 points en juillet 1997, contre 124,30 points en juin 1997, ce qui représente une hausse de 1,00 point ou 0,80 %.

L'indice santé, tel que prévu dans l'arrêté royal du 24 décembre 1993 (Moniteur belge du 31 décembre 1993), s'élève pour le mois de juillet 1997 à 122,78 points.

La moyenne arithmétique des indices des quatre derniers mois, soit avril, mai, juin et juillet 1997 s'élève à 121,81 points.

[97/17003]

Indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand juli 1997

Het Ministerie van Economische Zaken deelt mee dat het indexcijfer van de consumptieprijzen voor de maand juli 1997, 125,30 punten bedraagt, tegenover 124,30 punten in juni 1997, hetgeen een stijging van 1,00 punt of 0,80 % betekent.

Het gezondheidsindexcijfer, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 24 december 1993 (Belgisch Staatsblad van 31 december 1993), bedraagt 122,78 punten voor de maand juli 1997.

Het rekenkundig gemiddelde van het indexcijfer van de laatste vier maanden, hetzij april, mei, juni en juli 1997, bedraagt 121,81 punten.

Produit ou service	Jun — Juni	Juillet — Juli	Produkt of dienst
1. Produits alimentaires, boissons, tabac.....	117.10	119.60	1. Voedingsmiddelen, dranken en tabak
1. Produits alimentaires.....	112.87	115.92	1. Voedingsmiddelen
1. Pain et produits à base de céréales.....	122.46	122.56	1. Brood en graanprodukten
2. Viandes.....	114.48	114.64	2. Vlees
3. Poissons.....	104.61	105.66	3. Vis
4. Lait, fromage, œufs.....	107.87	107.74	4. Melk, kaas, eieren
5. Huiles et graisses comestibles.....	113.11	113.26	5. Eetbare oliën en vetten
6. Fruits et légumes.....	105.86	119.63	6. Groenten en fruit
1. Légumes frais.....	93.47	116.90	1. Verse groenten
2. Fruits frais.....	118.89	134.81	2. Vers fruit
3. Légumes et potages en conserve.....	102.97	103.21	3. Groenten en soepconserven
4. Fruits en conserve.....	93.95	94.15	4. Fruitsconserven
7. Pommes de terre et produits dérivés.....	101.43	144.08	7. Aardappelen en derivaten
8. Sucre.....	103.31	103.53	8. Suiker
9. Café.....	114.96	122.63	9. Koffie
10. Sucreries et similaires.....	111.89	112.11	10. Suikerwaren en dergelijke
11. Autres produits alimentaires.....	118.62	118.51	11. Andere voedingsprodukten
2. Boissons non alcoolisées.....	109.45	109.47	2. Alcoholvrije dranken
3. Boissons alcoolisées.....	121.97	121.81	3. Alcoholhoudende dranken
4. Produits du tabac.....	177.52	177.77	4. Tabakswaaren
2. Habillement et chaussures.....	121.40	121.41	2. Kleding en schoeisel
1. Articles d'habillement.....	122.43	122.44	1. Kledingsartikelen
2. Chaussures et réparations.....	116.99	116.99	2. Schoeisel en reparaties
1. Chaussures.....	114.16	114.16	1. Schoeisel
2. Réparations de chaussures.....	137.13	137.14	2. Schoenreparaties
3. Logement, chauffage et éclairage.....	130.67	130.73	3. Huur, verwarming en verlichting
1. Logement et consommation d'eau.....	136.55	136.42	1. Huur en waterverbruik
1. Logement.....	134.63	134.50	1. Huisvesting
1. Loyers.....	136.79	136.94	1. Huur
1. Loyers non sociaux.....	135.08	135.30	1. Niet-sociale huur
2. Loyers sociaux.....	149.29	148.97	2. Sociale huur
2. Frais de réparation et d'entretien.....	131.90	131.41	2. Reparatie en onderhoudskosten
2. Consommation d'eau.....	188.06	188.06	2. Waterverbruik
2. Chauffage et éclairage.....	117.74	118.24	2. Verwarming en verlichting
1. Electricité.....	114.17	114.80	1. Electriciteit
2. Gaz.....	120.22	121.91	2. Gas
1. Gaz naturel.....	118.61	120.48	1. Aardgas
2. Gaz de pétrole.....	138.44	138.13	2. Petroleumgassen
3. Combustibles liquides.....	134.09	132.54	3. Vloeibare brandstoffen
4. Combustibles solides.....	95.21	95.28	4. Vaste brandstoffen

Produit ou service	Juin — Juni	Juillet — Juli	Produkt of dienst
4. Meubles, appareils ménagers, entretien courant de la maison.....	116.61	116.61	4. Meubelen, huishoudapparaten, onderhoud van de woning
1. Meubles, tapis, accessoires de décoration.....	113.32	113.33	1. Meubelen, tapijten, decoratievoorwerpen
1. Meubles.....	114.98	114.98	1. Meubelen
2. Revêtements de sol.....	116.01	116.06	2. Vloerbedekking
3. Accessoires de décoration.....	103.72	103.73	3. Decoratievoorwerpen
2. Articles de ménage en textiles.....	123.17	123.21	2. Huishoudartikelen in textiel
3. Appareils de chauffage et de ménage, y compris réparations.....	113.86	113.87	3. Verwarmings- en huishoudapparaten en herstellingen
4. Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage.....	118.22	118.34	4. Vaat- en glaswerk, huishoudelijke voorwerpen
5. Entretien courant de l'habitation.....	116.04	116.85	5. Dagelijks onderhoud woning
1. Articles de ménage non durables.....	109.82	109.67	1. Niet duurzame huishoudartikelen
2. Services au profit du ménage.....	133.37	133.41	2. Diensten voor huishouding
6. Services domestiques.....	124.00	124.00	6. Huis- en dienstpersoneel
5. Dépenses de santé.....	134.25	134.28	5. Gezondheidsuitgaven
1. Médicaments et produits pharmaceutiques.....	126.41	126.60	1. Geneesmiddelen en farmaceutische producten
2. Appareils et matériel thérapeutiques.....	133.28	133.31	2. Therapeutische apparaten en materialen
3. Services de médecins, infirmières et autres praticiens.....	128.76	128.76	3. Diensten van artsen, verpleegsters, e.a.
4. Soins des hôpitaux et assimilés.....	193.21	193.05	4. Verpleging ziekenhuis
5. Assurance maladie et accident.....	127.86	127.86	5. Ongevallen en ziekteverzekering
6. Transports et communications.....	129.40	129.17	6. Vervoer en communicatie
1. Achat de véhicules.....	121.35	121.41	1. Aankoop van voertuigen
2. Dépenses d'utilisation de véhicules particuliers.....	133.96	133.66	2. Uitgaven persoonlijke voertuigen
3. Services de transport.....	131.83	130.60	3. Vervoerdiensten
1. Transport par chemin de fer.....	131.24	131.03	1. Treinvervoer
2. Transports urbains.....	142.89	138.06	2. Stadsvervoer
3. Autres services de transport.....	120.35	120.38	3. Andere vervoerdiensten
4. Postes et télécommunications.....	124.50	124.50	4. Posterijen en telecomunicaties
7. Culture et loisirs.....	114.83	115.21	7. Cultuur en ontspanning
1. Appareils et accessoires, y compris réparations.....	92.88	93.39	1. Toestellen, toebehoren, reparaties
2. Services de loisirs, spectacles et cultures.....	125.61	126.05	2. Diensten voor ontspanning, schouwspelen en cultuur
3. Quotidiens, périodiques et livres.....	143.18	143.37	3. Kranten, tijdschriften en boeken
4. Enseignement.....	127.00	127.00	4. Onderwijs
8. Autres biens et services.....	128.03	131.40	8. Overige goederen en diensten
1. Soins corporels.....	123.86	123.99	1. Lichamelijke verzorging
2. Autres articles n.d.a.....	105.58	105.59	2. Overige artikelen n.e.g.
3. Dépenses Horeca.....	142.00	144.20	3. Horeca uitgaven
4. Voyages touristiques.....	116.80	126.28	4. Toeristische reizen
5. Services financiers.....	123.17	123.17	5. Financiële diensten
6. Autres services n.d.a.....	116.36	116.21	6. Overige diensten n.e.g.
1. Produits alimentaires et boissons.....	113.50	116.14	1. Voedingsmiddelen en dranken
2. Produits non alimentaires.....	122.83	122.86	2. Niet-voedingsmiddelen
3. Services.....	129.39	130.78	3. Diensten
4. Loyers.....	136.79	136.94	4. Huur
Indice.....	124.30	125.30	Index

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Journal officiel des Communautés européennes

Sommaire

(97/9523)

12 juin 1997

L 155

I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

II Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Conseil

97/359/CE:

★ Décision du Conseil, du 24 mars 1997, concernant l'élimination des droits de douane sur les produits des technologies de l'information 1

Accord, sur le commerce des produits des technologies de l'information 3

97/360/CE:

★ Décision du Conseil, du 24 mars 1997, concernant l'élimination des droits de douane sur certaines boissons spiritueuses 60

Accord, sous forme de mémorandum d'entente entre la Communauté européenne et les États-Unis d'Amérique sur les boissons spiritueuses 61

L 156

13 juin 1997

I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

★ Règlement (CE) n° 1063/97 de la Commission, du 12 juin 1997, établissant le volume de déclenchement des droits additionnels à l'importation pour certains fruits et légumes 1

★ Règlement (CE) n° 1064/97 de la Commission, du 12 juin 1997, modifiant le règlement (CE) n° 1556/96 instaurant un régime de certificats d'importation pour certains fruits et légumes importés des pays tiers 3

MINISTÈRE VAN JUSTITIE

Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen

Inhoud

(97/9523)

12 juni 1997

L 155

I Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

II Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing

Raad

97/359/EG:

★ Besluit van de Raad van 24 maart 1997 betreffende afschaffing van de rechten op informatietechnologieproducten 1

Overeenkomst inzake de handel in informatietechnologieproducten 3

97/360/EG:

★ Besluit van de Raad van 24 maart 1997 betreffende afschaffing van de rechten op bepaalde gedistilleerde dranken 60

Overeenkomst in de vorm van een memorandum van overeenstemming tussen de Europese Gemeenschap en de Verenigde Staten van Amerika inzake gedistilleerde dranken 61

L 156

13 juni 1997

I Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

★ Verordening (EG) nr. 1063/97 van de Commissie van 12 juni 1997 tot vaststelling van de volumes bij overschrijding waarvan voor bepaalde soorten groenten en fruit aanvullende invoerrechten worden toegepast 1

★ Verordening (EG) nr. 1064/97 van de Commissie van 12 juni 1997 houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 1556/96 tot invoering van een invoercertificatenregeling voor bepaalde soorten uit derde landen ingevoerde groenten en fruit 3

* Règlement (CE) n° 1065/97 de la Commission, du 12 juin 1997, complétant l'annexe du règlement (CE) n° 1107/96 de la Commission relatif à l'enregistrement des indications géographiques et des appellations d'origine au titre de la procédure prévue à l'article 17 du règlement (CEE) n° 2081/92 (*)	5	* Verordening (EG) nr. 1065/97 van de Commissie van 12 juni 1997 tot aanvulling van de bijlage bij Verordening (EG) nr. 1107/96 van de Commissie betreffende de registratie van de geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen in het kader van de procedure van artikel 17 van Verordening (EEG) nr. 2081/92 (*)	5
* Règlement (CE) n° 1066/97 de la Commission, du 12 juin 1997, portant troisième modification du règlement (CE) n° 581/97 arrêtant des mesures exceptionnelles de soutien du marché dans le secteur de la viande de porc en Belgique	7	* Verordening (EG) nr. 1066/97 van de Commissie van 12 juni 1997 houdende derde wijziging van Verordening (EG) nr. 581/97 tot vaststelling van buitengewone maatregelen ter ondersteuning van de markt in de sector varkensvlees in België	7
* Règlement (CE) n° 1067/97 de la Commission, du 12 juin 1997, portant sixième modification du règlement (CE) n° 413/97 arrêtant des mesures exceptionnelles de soutien du marché dans le secteur de la viande de porc aux Pays-Bas	8	* Verordening (EG) nr. 1067/97 van de Commissie van 12 juni 1997 houdende zesde wijziging van Verordening (EG) nr. 413/97 tot vaststelling van buitengewone maatregelen ter ondersteuning van de markt in de sector varkensvlees in Nederland	8
* Règlement (CE) n° 1068/97 de la Commission, du 12 juin 1997, portant modification de l'annexe II du règlement (CEE) n° 2081/92 du Conseil relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires	10	* Verordening (EG) nr. 1068/97 van de Commissie van 12 juni 1997 tot wijziging van bijlage II bij Verordening (EEG) nr. 2081/92 van de Raad inzake de bescherming van geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van landbouwproducten en levensmiddelen	10
* Règlement (CE) n° 1069/97 de la Commission, du 12 juin 1997, instituant un droit antidumping provisoire sur les importations de linge de lit en coton originaires d'Égypte, d'Inde et du Pakistan	11	* Verordening (EG) nr. 1069/97 van de Commissie van 12 juni 1997 tot instelling van een voorlopig antidumpingrecht op de invoer van beddenlinnen, al dan niet van zuiver katoen, van oorsprong uit Egypte, India en Pakistan	11
Règlement (CE) n° 1070/97 de la Commission, du 12 juin 1997, fixant les restitutions à l'exportation dans le secteur du lait et des produits laitiers	34	Verordening (EG) nr. 1070/97 van de Commissie van 12 juni 1997 tot vaststelling van de restituties bij uitvoer in de sector melk en zuivelproducten	34
Règlement (CE) n° 1071/97 de la Commission, du 12 juin 1997, fixant la restitution maximale à l'exportation de riz blanchi à grains ronds dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 1629/96	42	Verordening (EG) nr. 1071/97 van de Commissie van 12 juni 1997 tot vaststelling van de maximumrestituties bij uitvoer van rondkorrelige volwitte rijst in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1629/96	42
Règlement (CE) n° 1072/97 de la Commission, du 12 juin 1997, fixant la restitution maximale à l'exportation de riz blanchi à grains moyens et longs A dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 1630/96	43	Verordening (EG) nr. 1072/97 van de Commissie van 12 juni 1997 tot vaststelling van de maximumrestituties bij uitvoer van halflangkorrelige en langkorrelige A volwitte rijst in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1630/96	43
Règlement (CE) n° 1073/97 de la Commission, du 12 juin 1997, relatif aux offres déposées pour l'exportation de riz blanchi à grains moyens et longs A à destination de certains pays tiers dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 1631/96	44	Verordening (EG) nr. 1073/97 van de Commissie van 12 juni 1997 betreffende de offertes voor de uitvoer van halflangkorrelige en langkorrelige A volwitte rijst bestemd voor bepaalde derde landen, die zijn ingediend in het kader van de openbare inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1631/96	44
Règlement (CE) n° 1074/97 de la Commission, du 12 juin 1997, relatif aux offres déposées pour l'exportation de riz blanchi à grains longs à destination de certains pays tiers dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 530/97	45	Verordening (EG) nr. 1074/97 van de Commissie van 12 juni 1997 betreffende de offertes voor de uitvoer van langkorrelige volwitte rijst bestemd voor bepaalde derde landen, die zijn ingediend in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 530/97	45
Règlement (CE) n° 1075/97 de la Commission, du 12 juin 1997, établissant des valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes	46	Verordening (EG) nr. 1075/97 van de Commissie van 12 juni 1997 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit	46
Règlement (CE) n° 1076/97 de la Commission, du 12 juin 1997, portant suspension temporaire de la délivrance des certificats à l'exportation de certains produits laitiers et déterminant la mesure dans laquelle peuvent être attribuées les demandes de certificats d'exportation en instance	48	Verordening (EG) nr. 1076/97 van de Commissie van 12 juni 1997 houdende tijdelijke schorsing van de afgifte van uitvoercertificaten voor bepaalde zuivelproducten en vaststelling van de mate waarin kan worden ingegaan op reeds ontvangen uitvoercertificataanvragen	48

(*) Voor de EER relevante tekst

(*) Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

Verordening (EG) nr. 1077/97 van de Commissie van 12 juni 1997 tot intrekking van Verordening (EG) nr. 978/97 tot vaststelling van uitvoerbelastingen in de sector granen	50
Verordening (EG) nr. 1078/97 van de Commissie van 12 juni 1997 tot vaststelling van de restituties bij uitvoer voor granen en meel, gries en griesmeel van tarwe of van rogge	51
Verordening (EG) nr. 1079/97 van de Commissie van 12 juni 1997 tot vaststelling van het op de restitutie voor granen toe te passen correctiebedrag	53

II *Bestuilen waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing*

Commissie

97/367/EG:

- * Beschikking van de Commissie van 30 mei 1997 waarin wordt vastgesteld dat de exploitatie van geografische gebieden met het oogmerk van productie of winning van aardolie of gas in het Verenigd Koninkrijk geen activiteit is in de zin van artikel 2, lid 2, onder b), i), van Richtlijn 93/38/EEG en dat de diensten die een zodanige activiteit uitoefenen in het Verenigd Koninkrijk niet worden geacht bijzondere of uitsluitende rechten te genieten in de zin van artikel 2, lid 3, onder b), van de richtlijn (*)

97/368/EG:

- * Beschikking van de Commissie van 11 juni 1997 betreffende beschermende maatregelen ten aanzien van visserijproducten van oorsprong uit China (*)

Rectificaties

- * Rectificatie van Verordening (EEG) nr. 2454/93 van de Commissie van 2 juli 1993 houdende vaststelling van enkele bepalingen ter uitvoering van Verordening (EEG) nr. 2913/92 van de Raad tot vaststelling van het communautair douaneboek (PB nr. L 253 van 11.10.1993)
- * Rectificatie van Verordening (EG) nr. 1053/97 van de Commissie van 10 juni 1997 houdende vaststelling van eenheidswaarden voor de bepaling van de douanewaarde van bepaalde aan bederf onderhevige goederen (PB nr. L 154 van 12.6.1997)
- * Rectificatie van Beschikking 97/333/EG van de Commissie van 23 april 1997 betreffende de goedkeuring van de rekeningen die de lidstaten voor het begrotingsjaar 1993 hebben ingediend in verband met de door het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de landbouw (EOGFL), afdeling Garantie, gefinancierde uitgaven (PB nr. L 139 van 30.5.1997)

(*) Voor de EER relevante tekst

Règlement (CE) n° 1077/97 de la Commission, du 12 juin 1997, abrogeant le règlement (CE) n° 978/97 fixant des taxes à l'exportation dans le secteur des céréales	50
Règlement (CE) n° 1078/97 de la Commission, du 12 juin 1997, fixant les restitutions applicables à l'exportation des céréales, des farines et des gruaux et semoules de froment ou de seigle	51
Règlement (CE) n° 1079/97 de la Commission, du 12 juin 1997, fixant le correctif applicable à la restitution pour les céréales	53

II *Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité*

Commission

97/367/CE:

- * Décision de la Commission, du 30 mai 1997, constatant que l'exploitation d'aires géographiques dans le but de prospecter ou d'extraire du pétrole ou du gaz ne constitue pas au Royaume-Uni une activité visée à l'article 2 paragraphe 2 point b) i) de la directive 93/38/CEE du Conseil, et que les entités exerçant cette activité ne sont pas considérées au Royaume-Uni comme bénéficiant de droits spéciaux ou exclusifs au sens de l'article 2 paragraphe 3) point b) de cette directive (*)

97/368/CE:

- * Décision de la Commission, du 11 juin 1997, relative à certaines mesures de protection à l'égard de certains produits de la pêche originaires de Chine (*)

Rectificatifs

- * Rectificatif au règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission, du 2 juillet 1993, fixant certaines dispositions d'application du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil établissant le code des douanes communautaire (JO n° L 253 du 11.10.1993.)
- * Rectificatif au règlement (CE) n° 1053/97 de la Commission, du 10 juin 1997, établissant des valeurs unitaires pour la détermination de la valeur en douane de certaines marchandises périssables. (JO n° L 154 du 12.6.1997.)
- * Rectificatif à la décision 97/333/CE de la Commission, du 23 avril 1997, relative à l'apurement des comptes des États membres au titre des dépenses financées par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), section «garantie», pour l'exercice financier 1993 (JO n° L 139 du 30.5.1997.)

(*) Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

L 157	14 juni 1997	14 juni 1997
I	<i>Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité</i>	<i>Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing</i>
	Règlement (CE) n° 1080/97 de la Commission, du 13 juin 1997, fixant, pour le mois de mai 1997, le taux de conversion agricole spécifique du montant du remboursement des frais de stockage dans le secteur du sucre	Verordening (EG) nr. 1080/97 van de Commissie van 13 juni 1997 tot vaststelling van de specifieke landbouwtrekingskoers voor de vergoeding van de opslagkosten in de suikersector voor de maand mei 1997
	1	1
	Règlement (CE) n° 1081/97 de la Commission, du 13 juin 1997, fixant les droits à l'importation dans le secteur des céréales	Verordening (EG) nr. 1081/97 van de Commissie van 13 juni 1997 tot vaststelling van de invoerrechten in de sector granen
	3	3
	Règlement (CE) n° 1082/97 de la Commission, du 13 juin 1997, fixant le prix maximal d'achat et les quantités de viande bovine achetées à l'intervention pour la cent quatre-vingt troisième adjudication partielle effectuée dans le cadre des mesures générales d'intervention conformément au règlement (CEE) n° 1627/89	Verordening (EG) nr. 1082/97 van de Commissie van 13 juni 1997 tot vaststelling van de maximumaankoopprijs en de hoeveelheden rundvlees die door de interventiebureaus worden aangekocht in het kader van de 183e deelinschrijving die overeenkomstig Verordening (EEG) nr. 1627/89 in het kader van de algemene interventie-maatregelen is gehouden
	6	6
	Règlement (CE) n° 1083/97 de la Commission, du 13 juin 1997, relatif à la fourniture de produits laitiers au titre de l'aide alimentaire	Verordening (EG) nr. 1083/97 van de Commissie van 13 juni 1997 inzake de levering van zuivelproducten als voedselhelp
	8	8
	Règlement (CE) n° 1084/97 de la Commission, du 13 juin 1997, suspendant le droit de douane préférentiel et réinstaurant le droit du tarif douanier commun à l'importation d'œillettes uniflores (standard) originaires d'Israël	Verordening (EG) nr. 1084/97 van de Commissie van 13 juni 1997 tot schorsing van het preferentiële douanerecht en tot wederinvoering van het recht van het gemeenschappelijk douanetarief bij invoer van eenbloemige anjers (standard) van oorsprong uit Israël
	11	11
*	Règlement (CE) n° 1085/97 de la Commission, du 13 juin 1997, modifiant le règlement (CE) n° 2505/96 du Conseil portant augmentation du contingent tarifaire autonome concernant les disques (wafers) de silicium	* Verordening (EG) nr. 1085/97 van de Commissie van 13 juni 1997 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 2505/96 van de Raad wat de verhoging betreft van het autonome tariefcontingent voor schijven (wafers) van silicium
	13	13
	Règlement (CE) n° 1086/97 de la Commission, du 13 juin 1997, établissant des valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes	Verordening (EG) nr. 1086/97 van de Commissie van 13 juni 1997 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit
	14	14
II	<i>Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité</i>	<i>Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing</i>
Commission		Commissie
97/369/CE:		97/369/EG:
*	Décision de la Commission, du 30 mai 1997, modifiant la décision 89/471/CEE relative à l'autorisation de méthodes de classement des carcasses de porcs en Allemagne	* Beschikking van de Commissie van 30 mei 1997 houdende wijziging van Beschikking 89/471/EEG tot toelating van methoden voor de indeling van geslachte varkens in Duitsland
	16	16
97/370/CE:		97/370/EG:
*	Décision de la Commission, du 30 mai 1997, relative à l'autorisation de méthodes de classement de carcasses de porcs en Suède	* Beschikking van de Commissie van 30 mei 1997 tot toelating van methoden voor de indeling van geslachte varkens in Zweden
	19	19
97/371/CE:		97/371/EG:
*	Décision de la Commission, du 3 juin 1997, modifiant la décision 94/838/CE portant approbation du document unique de programmation pour les interventions structurelles communautaires relatives à l'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles et	* Beschikking van de Commissie van 3 juni 1997 tot wijziging van Beschikking 94/838/EG houdende goedkeuring van het enig programmeringsdocument voor de structurele bijstandsverlening van de Gemeenschap voor de verbetering van de verwerking en de afzet van land- en bosbouwproducten

<p>ylvicoles en Espagne (à l'exception de l'Andalousie, des Asturies, des Canaries, de la Cantabrie, la Castille et León, la Castille-La Manche, la Communauté valencienne, l'Estrémadure, la Galice, la Murcie, Ceuta et Melilla), au titre de l'objectif n° 5 a), couvrant la période entre 1994 et 1999 21</p> <p>Rectificatifs</p> <p>* Rectificatif au règlement (CE) n° 939/97 de la Commission, du 26 mai 1997, portant modalités d'application du règlement (CE) n° 338/97 du Conseil relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce (JO n° L 140 du 30. 5. 1997.) 23</p>	<p>L 158</p> <p>17 juin 1997</p> <p>I <i>Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité</i></p> <p>* Règlement (CE) n° 1087/97 du Conseil, du 9 juin 1997, relatif à l'autorisation à l'importation dans les îles Canaries des produits textiles et de l'habillement ainsi que de certains produits contingentés originaires de Chine, sans restrictions quantitatives ni mesures d'effet équivalent 1</p> <p>Règlement (CE) n° 1088/97 de la Commission, du 16 juin 1997, rectifiant le règlement (CE) n° 1079/97 fixant le correctif applicable à la restitution pour les céréales 3</p> <p>Règlement (CE) n° 1089/97 de la Commission, du 16 juin 1997, abrogeant le règlement (CE) n° 2188/96 suspendant le droit de douane préférentiel et réinstaurant le droit du tarif douanier commun à l'importation de roses à petite fleur originaires d'Israël, et le règlement (CE) n° 80/97 rétablissant le droit de douane préférentiel à l'importation de roses à petite fleur originaires d'Israël 5</p> <p>* Règlement (CE) n° 1090/97 de la Commission, du 16 juin 1997, modifiant le règlement (CE) n° 2144/96 déterminant l'attribution des certificats d'exportation pour certains fromages à exporter aux États-Unis d'Amérique en 1997 dans le cadre du contingent supplémentaire découlant des accords du GATT 6</p> <p>* Règlement (CE) n° 1091/97 de la Commission, du 16 juin 1997, modifiant le règlement (CE) n° 1361/96 établissant le bilan prévisionnel d'approvisionnement des îles Canaries en certaines huiles végétales et modifiant le règlement (CEE) n° 2257/92 portant modalités d'application du régime spécifique pour l'approvisionnement en certaines huiles végétales de Madère 7</p> <p>* Règlement (CE) n° 1092/97 de la Commission, du 16 juin 1997, instituant des droits antidumping provisoires sur les importations dans la Communauté d'allumettes publicitaires originaires du Japon 8</p> <p>* Règlement (CE) n° 1093/97 de la Commission, du 16 juin 1997, fixant des normes de commercialisation applicables aux melons et aux pastèques 21</p>
<p>in Spanje (met uitzondering van Andalusië, Asturië, de Canarische Eilanden, Cantabrië, Castilla y León, Castilla-La Mancha, Estremadura, Galicië, Murcia, Valencia, Ceuta en Melilla) in het kader van doelstelling 5a), voor de periode van 1994 tot en met 1999 21</p>	<p>L 158</p> <p>17 juni 1997</p> <p>I <i>Bestuinen waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing</i></p> <p>* Verordening (EG) nr. 1087/97 van de Raad van 9 juni 1997 betreffende de toestemming die wordt verleend voor de invoer op de Canarische Eilanden van kledingartikelen en textielproducten alsmede van bepaalde gecontingenteerde producten van oorsprong uit China zonder kwantitatieve beperkingen of maatregelen van gelijke werking 1</p> <p>Verordening (EG) nr. 1088/97 van de Commissie van 16 juni 1997 houdende rectificatie van Verordening (EG) nr. 1079/97 tot vaststelling van het op de restitutie voor granen toe te passen correctiebedrag 3</p> <p>Verordening (EG) nr. 1089/97 van de Commissie van 16 juni 1997 tot intrekking van Verordening (EG) nr. 2188/96 tot schorsing van het preferentiële douanerecht en tot wederinvoering van het recht van het gemeenschappelijk douanetarief bij invoer van kleinbloemige rozen van oorsprong uit Israël, en van Verordening (EG) nr. 80/97 tot wederinvoering van het preferentiële douanerecht bij invoer van kleinbloemige rozen van oorsprong uit Israël 5</p> <p>* Verordening (EG) nr. 1090/97 van de Commissie van 16 juni 1997 houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 2144/96 betreffende de toewijzing van uitvoercertificaten voor kaas die in 1997 in het kader van een extra contingent naar de Verenigde Staten van Amerika mag worden uitgevoerd op grond van de GATT-overeenkomsten 6</p> <p>* Verordening (EG) nr. 1091/97 van de Commissie van 16 juni 1997 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1361/96 tot vaststelling van de geraamde balans voor de voorziening van de Canarische Eilanden met bepaalde plantaardige oliën en tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 2257/92 houdende bepalingen ter uitvoering van de specifieke regeling voor de voorziening van Madeira met bepaalde plantaardige oliën 7</p> <p>* Verordening (EG) nr. 1092/97 van de Commissie van 16 juni 1997 tot instelling van een voorlopig antidumpingrecht op de invoer in de Gemeenschap van lucifers met reclameboodschappen van oorsprong uit Japan 8</p> <p>* Verordening (EG) nr. 1093/97 van de Commissie van 16 juni 1997 tot vaststelling van handelsnormen voor meloenen en watermeloenen 21</p>

* Verordening (EG) nr. 1094/97 van de Commissie van 16 juni 1997 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 795/97 houdende afwijking van Verordening (EG) nr. 1223/94 houdende bijzondere uitvoeringsbepalingen inzake het stelsel van voorfixatiecertificaten voor bepaalde landbouwproducten die worden uitgevoerd in de vorm van goederen die niet onder bijlage II van het Verdrag vallen, alsmede afwijking van Verordening (EEG) nr. 3665/87 houdende gemeenschappelijke uitvoeringsbepalingen van het stelsel van restituties bij uitvoer voor landbouwproducten	28
Verordening (EG) nr. 1095/97 van de Commissie van 16 juni 1997 inzake de levering van plantaardige olie als voedselhulp	30
Verordening (EG) nr. 1096/97 van de Commissie van 16 juni 1997 inzake de levering van granen als voedselhulp	33
Verordening (EG) nr. 1097/97 van de Commissie van 16 juni 1997 tot wijziging van de restituties bij uitvoer voor granen en bepaalde soorten van meel, gries en griesmeel van tarwe of van rogge	36
Verordening (EG) nr. 1098/97 van de Commissie van 16 juni 1997 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit	38
* Richtlijn 97/26/EG van de Commissie van 6 juni 1997 tot wijziging van Richtlijn 93/75/EEG van de Raad betreffende de minimumeisen voor schepen die gevaarlijke of verontreinigende goederen vervoeren en die naar of uit de zeehavens van de Gemeenschap varen ⁽¹⁾	40

II Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing

Raad	
97/373/EG:	
* Besluit van de Raad van 5 juni 1997 houdende benoeming van een gewoon lid en drie plaatsvervangende leden van het Comité van de Regio's	41
97/374/EG:	
* Beschikking van de Raad van 5 juni 1997 houdende intrekking van Beschikking 77/186/EEG betreffende de export van ruwe aardolie en aardolieproducten van de ene lidstaat naar de andere bij voorzieningsmoeilijkheden	42
97/375/EG:	
* Beschikking van de Raad van 9 juni 1997 waarbij het Verenigd Koninkrijk wordt gemachtigd om een facultatieve maatregel toe te passen die afwijkt van artikel 17 van Zesde Richtlijn 77/388/EEG betreffende de harmonisatie van de wetgevingen der lidstaten inzake omzetbelasting	43

⁽¹⁾ Voor de EER relevante tekst

* Règlement (CE) n° 1094/97 de la Commission, du 16 juin 1997, modifiant le règlement (CE) n° 795/97 dérogeant au règlement (CE) n° 1223/94 portant modalités particulières d'application du régime des certificats de préfixation pour certains produits agricoles exportés sous forme de marchandises ne relevant pas de l'annexe II du traité, et dérogeant au règlement (CEE) n° 3665/87 portant modalités communes d'application du régime des restitutions à l'exportation pour les produits agricoles	28
Règlement (CE) n° 1095/97 de la Commission, du 16 juin 1997, relatif à la fourniture d'huile végétale au titre de l'aide alimentaire	30
Règlement (CE) n° 1096/97 de la Commission, du 16 juin 1997, relatif à la fourniture de céréales au titre de l'aide alimentaire	33
Règlement (CE) n° 1097/97 de la Commission, du 16 juin 1997, modifiant les restitutions applicables à l'exportation des céréales, des farines et des gruaux et semoules de froment ou de seigle	36
Règlement (CE) n° 1098/97 de la Commission, du 16 juin 1997, établissant des valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes	38
* Directive 97/26/CE de la Commission, du 6 juin 1997, modifiant la directive 93/75/CEE du Conseil relative aux conditions minimales exigées pour les navires à destination des ports maritimes de la Communauté ou en sortant et transportant des marchandises dangereuses ou polluantes ⁽¹⁾	40

II Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Conseil	
97/373/CE:	
* Décision du Conseil, du 5 juin 1997, portant nomination d'un membre et de trois suppléants du Comité des régions	41
97/374/CE:	
* Décision du Conseil, du 5 juin 1997, abrogeant la décision 77/186/CEE relative aux exportations de pétrole brut et de produits pétroliers d'un État membre vers un autre en cas de difficultés d'approvisionnement	42
97/375/CE:	
* Décision du Conseil, du 9 juin 1997, autorisant le Royaume-Uni à appliquer une mesure facultative dérogatoire à l'article 17 de la sixième directive (77/388/CEE) en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires	43

⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

Commission

97/376/CECA:

- * Décision de la Commission, du 18 décembre 1996, autorisant l'octroi, par le Royaume-Uni, d'aides en faveur de l'industrie houillère (1) 44

97/377/CE:

- * Décision de la Commission, du 4 juin 1997, modifiant, en ce qui concerne l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Irlande, la Grèce et la Suède, la décision 96/295/CE identifiant les unités du réseau informatisé *Animo* et en fixant la liste (1) 49

(1) Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

L 159

17 juin 1997

Actes adoptés en application du titre VI du traité sur l'Union européenne

97/372/JAI:

- * Action commune, du 9 juin 1997, adoptée par le Conseil sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, relative à l'affinage des critères de ciblage des contrôles, des méthodes de sélection, etc., et de la collecte des informations douanières et policières 1

L 161

18 juin 1997

I *Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité*

Commissie

97/376/EGKS:

- * Beschikking van de Commissie van 18 december 1996 tot goedkeuring van steunmaatregelen van het Verenigd Koninkrijk ten behoeve van de kolenindustrie (1) 44

97/377/EG:

- * Beschikking van de Commissie van 4 juni 1997 houdende wijziging, wat betreft Duitsland, het Verenigd Koninkrijk, Ierland, Griekenland en Zweden, van Beschikking 96/295/EG tot identificatie van de eenheden van het computernetwerk „Animo” en vaststelling van de lijst ervan (1) 49

(1) Voor de EER relevante tekst

L 159

17 juni 1997

Besluiten aangenomen krachtens titel VI van het Verdrag betreffende de Europese Unie

97/372/JBZ:

- * Gemeenschappelijk optreden van 9 juni 1997 door de Raad aangenomen op basis van artikel K.3 van het Verdrag betreffende de Europese Unie, betreffende het verfijnen van de criteria voor gerichte controles, selectiemethodes, enz. en het verzamelen van douane- en politie-informatie 1

L 161

18 juni 1997

I *Besluiten waaraan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing*

II *Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing*

Raad

97/378/EG:

★ Besluit van de Raad van 27 januari 1997 betreffende de sluiting namens de Gemeenschap van een briefwisseling waarbij de gemeenschappelijke overeenstemming wordt vastgelegd over de beginselen van internationale samenwerking bij het gebied van intelligente productiesystemen tussen de Europese Gemeenschap en de Verenigde Staten van Amerika, Japan, Australië, Canada, en de EVA-landen Noorwegen en Zwitserland 1

Briefwisseling waarbij de gemeenschappelijke overeenstemming wordt vastgelegd over de beginselen van de internationale samenwerking bij het onderzoek- en ontwikkelingswerk op het gebied van intelligente productiesystemen tussen de Europese Gemeenschap en de Verenigde Staten van Amerika, Japan, Australië, Canada en de EVA-landen Noorwegen en Zwitserland (Verenigde Staten van Amerika) 2

Briefwisseling waarbij de gemeenschappelijke overeenstemming wordt vastgelegd over de beginselen van de internationale samenwerking bij het onderzoek- en ontwikkelingswerk op het gebied van intelligente productiesystemen tussen de Europese Gemeenschap en de Verenigde Staten van Amerika, Japan, Australië, Canada en de EVA-landen Noorwegen en Zwitserland (Japan) 21

Briefwisseling waarbij de gemeenschappelijke overeenstemming wordt vastgelegd over de beginselen van de internationale samenwerking bij het onderzoek- en ontwikkelingswerk op het gebied van intelligente productiesystemen tussen de Europese Gemeenschap en de Verenigde Staten van Amerika, Japan, Australië, Canada en de EVA-landen Noorwegen en Zwitserland (Australië) 26

Briefwisseling waarbij de gemeenschappelijke overeenstemming wordt vastgelegd over de beginselen van de internationale samenwerking bij het onderzoek- en ontwikkelingswerk op het gebied van intelligente productiesystemen tussen de Europese Gemeenschap en de Verenigde Staten van Amerika, Japan, Australië, Canada en de EVA-landen Noorwegen en Zwitserland (Canada) 31

Briefwisseling waarbij de gemeenschappelijke overeenstemming wordt vastgelegd over de beginselen van de internationale samenwerking bij het onderzoek- en ontwikkelingswerk op het gebied van intelligente productiesystemen tussen de Europese Gemeenschap en de Verenigde Staten van Amerika, Japan, Australië, Canada en de EVA-landen Noorwegen en Zwitserland (Noorwegen) 36

Briefwisseling waarbij de gemeenschappelijke overeenstemming wordt vastgelegd over de beginselen van de internationale samenwerking bij het onderzoek- en ontwikkelingswerk op het gebied van intelligente productiesystemen tussen de Europese Gemeenschap en de Verenigde Staten van Amerika, Japan, Australië, Canada en de EVA-landen Noorwegen en Zwitserland (Zwitserland) 41

II *Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité*

Conseil

97/378/CE:

★ Décision du Conseil, du 27 janvier 1997, concernant la conclusion au nom de la Communauté européenne d'un échange de lettres rendant compte de l'entente dérogée à propos des principes de coopération internationale en matière d'activités de recherche et de développement dans le domaine des systèmes de fabrication intelligents en matière de coopération internationale en matière d'activités de recherche et de développement dans le domaine des systèmes de fabrication intelligents entre la Communauté européenne et les États-Unis d'Amérique, le Japon, l'Australie, le Canada et les pays AELE de Norvège et de Suisse (États-Unis d'Amérique) 1

Échange de lettres, rendant compte de l'entente dérogée à propos des principes de coopération internationale en matière d'activités de recherche et de développement dans le domaine des systèmes de fabrication intelligents entre la Communauté européenne et les États-Unis d'Amérique, le Japon, l'Australie, le Canada et les pays AELE de Norvège et de Suisse (États-Unis d'Amérique) 2

Échange de lettres, rendant compte de l'entente dérogée à propos des principes de coopération internationale en matière d'activités de recherche et de développement dans le domaine des systèmes de fabrication intelligents entre la Communauté européenne et les États-Unis d'Amérique, le Japon, l'Australie, le Canada et les pays AELE de Norvège et de Suisse (Japon) 21

Échange de lettres, rendant compte de l'entente dérogée à propos des principes de coopération internationale en matière d'activités de recherche et de développement dans le domaine des systèmes de fabrication intelligents entre la Communauté européenne et les États-Unis d'Amérique, le Japon, l'Australie, le Canada et les pays AELE de Norvège et de Suisse (Australie) 26

Échange de lettres, rendant compte de l'entente dérogée à propos des principes de coopération internationale en matière d'activités de recherche et de développement dans le domaine des systèmes de fabrication intelligents entre la Communauté européenne et les États-Unis d'Amérique, le Japon, l'Australie, le Canada et les pays AELE de Norvège et de Suisse (Canada) 31

Échange de lettres, rendant compte de l'entente dérogée à propos des principes de coopération internationale en matière d'activités de recherche et de développement dans le domaine des systèmes de fabrication intelligents entre la Communauté européenne et les États-Unis d'Amérique, le Japon, l'Australie, le Canada et les pays AELE de Norvège et de Suisse (Norvège) 36

Échange de lettres, rendant compte de l'entente dérogée à propos des principes de coopération internationale en matière d'activités de recherche et de développement dans le domaine des systèmes de fabrication intelligents entre la Communauté européenne et les États-Unis d'Amérique, le Japon, l'Australie, le Canada et les pays AELE de Norvège et de Suisse (Suisse) 41

{97/9654}

Ordre judiciaire

~~Publication des présentations
de la Cour de cassation et de la Chambre des représentants
à une place de conseiller vacante à la Cour de cassation~~

~~Candidats présentés, dans le même ordre, par la Cour de cassation et
par la Chambre des représentants :~~

~~Premier candidat :~~

~~M. Close, F., avocat général près la cour d'appel de Liège.~~

~~Second candidat :~~

~~M. Mathieu, P., conseiller à la cour d'appel de Liège.~~

~~Publication des présentations
de la Cour de cassation et du Sénat
à une place de conseiller vacante à la Cour de cassation~~

~~Candidats présentés par la Cour de cassation :~~

~~Premier candidat :~~

~~M. Maffei, P., conseiller à la cour d'appel de Bruxelles.~~

~~Second candidat :~~

~~M. Vanderwegen, A., conseiller à la cour d'appel de Bruxelles.~~

~~Candidats présentés par le Sénat :~~

~~Premier candidat :~~

~~M. Londers, G., président de chambre à la cour d'appel de Bruxelles.~~

~~Second candidat :~~

~~M. Maffei, P., précité.~~

~~Publication d'une place vacante :
— juge aux tribunaux de commerce de Verviers et d'Eupen : 1 (à
partir du 1er septembre 1997).~~

~~Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent
être adressées par lettre recommandée à la poste à Monsieur le Ministre
de la Justice, Administration de l'Ordre judiciaire, Service du Personnel,
3/P/O.J. I., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai
d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge*
(article 287 du Code judiciaire).~~

~~Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature.~~

{97/9570}

Loi du 15 mai 1987

relative aux noms et prénoms. — Publications

Par arrêté royal du 5 juin 1997 :

M. Mbaya, Ntumba, né à Mbuji Mayi (Zaire) le 10 novembre 1965;

Mlle Mbaya, Ntumba, Barbara Brigitte Nadine Florence, née à Liège
le 22 juillet 1995, tous deux demeurant à Liège,

~~ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera
statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « Mbaya », après
l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente
insertion.~~

{97/9654}

Rechterlijke Orde

~~Bekendmaking van de voordrachten van het Hof van Cassatie en van de Kamer
van volksvertegenwoordigers tot een plaats van raadsheer vakant in het Hof
van Cassatie~~

~~Kandidaten voorgedragen, in dezelfde orde, door het Hof van
Cassatie en door de Kamer van volksvertegenwoordigers :~~

~~Eerste kandidaat :~~

~~de heer Close, F., advocaat generaal bij het hof van beroep te Luik.~~

~~Tweede kandidaat :~~

~~De heer Mathieu, P., raadsheer in het hof van beroep te Luik.~~

~~Bekendmaking van de voordrachten van
het Hof van Cassatie en van de Senaat
tot een plaats van raadsheer vakant in het Hof van Cassatie~~

~~Kandidaten voorgedragen door het Hof van Cassatie :~~

~~Eerste kandidaat :~~

~~De heer Maffei, P., raadsheer in het hof van beroep te Brussel.~~

~~Tweede kandidaat :~~

~~De heer Vanderwegen, A., raadsheer in het hof van beroep te Brussel.~~

~~Kandidaten voorgedragen door de Senaat :~~

~~Eerste kandidaat :~~

~~De heer Londers, G., kamervoorzitter in het hof van beroep te
Brussel.~~

~~Tweede kandidaat :~~

~~De heer Maffei, P., voornoemd.~~

~~Bekendmaking van een openstaande plaats :
— rechter in de rechtbanken van koophandel te Verviers en te
Eupen : 1 (vanaf 1 september 1997).~~

~~De candidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde
moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de
heer Minister van Justitie, Bestuur Rechterlijke Orde, Dienst Personeels-
zaken, 3/P/R.O. I, Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn
van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch
Staatsblad* (artikel 287 van het *Gerechtelijk Wetboek*).~~

~~Voor elke kandidatuur dient een afzonderlijk schrijven te worden
gericht.~~

{97/9570}

Wet van 15 mei 1987

betreffende de namen en voornamen. — Bekendmakingen

Bij koninklijk besluit van 5 juni 1997, is machtiging verleend aan :
de heer Mbaya, Ntumba, geboren te Mbuji Mayi (Zaire) op 10 novem-
ber 1965;

Mej. Mbaya, Ntumba, Barbara Brigitte Nadine Florence, geboren te
Luik op 22 juli 1995, beiden wonende te Luik,

~~om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachts-
naam in die van « Mbaya » te veranderen, na afloop van zestig dagen
te rekenen van deze bekendmaking.~~

~~Par arrêté royal du 17 juin 1997, Mlle Anus, Catherine Elvire Ghislaine, née à Charleroi le 14 mars 1977, demeurant à Thuin, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Mine », après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.~~

~~Par arrêté royal du 17 juin 1997, Mlle Carrera Valle, Amélie Amalia, née à Verviers le 6 octobre 1993, demeurant à Dison, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Carrera », après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.~~

~~Par arrêté royal du 17 juin 1997, M. Colon, Michaël Jean, né à Namur le 10 février 1978, demeurant à Vedrin, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Coupienne », après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.~~

~~Par arrêté royal du 6 juillet 1997, Mlle Petruzzello, Anne, née à Boussu le 23 juillet 1992, demeurant à Manage, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Demeuldre », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.~~

~~Par arrêté royal du 6 juillet 1997, Mlle Brutout, Delphine, née à Bruxelles le 22 février 1985, demeurant à La Hulpe, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Schmidt », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.~~

~~Par arrêté royal du 6 juillet 1997, Mlle Colin, Jeanne Sarah Désirée Victoire, née à Paris 18^e (France) le 24 juin 1982, demeurant à Paris (France), a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Goretta », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.~~

~~Par arrêté royal du 6 juillet 1997, Mlle Jara Fernandez, Marianela, née à Bruxelles (1^{er} District) le 18 septembre 1991, demeurant à Schaerbeek, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « De Ceuster », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.~~

~~Par arrêté royal du 6 juillet 1997, Mlle De Kezel, Laetitia Aurore, née à Woluwe Saint Pierre le 10 juillet 1984, demeurant à Woluwe Saint Pierre, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Brabant », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.~~

~~Par arrêté royal du 6 juillet 1997, Mlle Igyarto, Rebecca Maria, née à Mons le 17 mai 1976, demeurant à Schaerbeek, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Szabo », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.~~

~~Bij koninklijk besluit van 17 juni 1997, is machtiging verleend aan Mej. Anus, Catherine Elvire Ghislaine, geboren te Charleroi op 14 maart 1977, wonende te Thuin, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Mine » te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.~~

~~Bij koninklijk besluit van 17 juni 1997, is machtiging verleend aan Mej. Carrera Valle, Amélie Amalia, geboren te Verviers op 6 oktober 1993, wonende te Dison, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Carrera » te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.~~

~~Bij koninklijk besluit van 17 juni 1997, is machtiging verleend aan de heer Colon, Michaël Jean, geboren te Namen op 10 februari 1978, wonende te Vedrin, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Coupienne » te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.~~

~~Bij koninklijk besluit van 6 juli 1997 is machtiging verleend aan Mej. Petruzzello, Anne, geboren te Boussu op 23 juli 1992, wonende te Manage, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Demeuldre » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.~~

~~Bij koninklijk besluit van 6 juli 1997 is machtiging verleend aan Mej. Brutout, Delphine, geboren te Brussel op 22 februari 1985, wonende te Terhulpen, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Schmidt » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.~~

~~Bij koninklijk besluit van 6 juli 1997 is machtiging verleend aan Mej. Colin, Jeanne Sarah Désirée Victoire, geboren te Parijs 18^e (Frankrijk) op 24 juni 1982, wonende te Parijs (Frankrijk), om behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Goretta » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.~~

~~Bij koninklijk besluit van 6 juli 1997 is machtiging verleend aan Mej. Jara Fernandez, Marianela, geboren te Brussel (1^{er} District) op 18 september 1991, wonende te Schaerbeek, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « De Ceuster » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.~~

~~Bij koninklijk besluit van 6 juli 1997 is machtiging verleend aan Mej. Dekezel, Laetitia Aurore, geboren te Sint-Lambrechts-Woluwe op 10 juli 1984, wonende te Sint-Pieters-Woluwe, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Brabant » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.~~

~~Bij koninklijk besluit van 6 juli 1997 is machtiging verleend aan Mej. Igyarto, Rebecca Maria, geboren te Bergen op 17 mei 1976, wonende te Schaerbeek, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Szabo » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.~~

~~Par arrêté royal du 6 juillet 1997 :~~

~~M. Meunier, Mathieu Mario Marcel Jacques, né à Schaerbeek le 30 octobre 1983;~~

~~Mlle Meunier, Charlotte Françoise Lucie, née à Schaerbeek le 14 juillet 1987, tous deux domiciliés à Couvin;~~

~~ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patrynomique celui de « Poma », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.~~

~~Bij koninklijk besluit van 6 juli 1997 is machtiging verleend aan :~~

~~de heer Meunier, Mathieu Mario Marcel Jacques, geboren te Schaerbeek op 30 oktober 1983;~~

~~Mej. Meunier, Charlotte Françoise Lucie, geboren te Schaerbeek op 14 juli 1987, beiden wonende te Couvin;~~

~~om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Poma » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.~~

~~Par arrêté royal du 6 juillet 1997 :~~

~~Mme Connart, Bernadette Marie Emilie Jeanne, née à Tournai le 8 décembre 1951, demeurant à Auderghem;~~

~~Mme Connart, Monique Marie Alodie Clémence Anne, née à Schaerbeek le 7 décembre 1954, demeurant à Zaventem;~~

~~ont été autorisées, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patrynomique celui de « Comart », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.~~

~~Bij koninklijk besluit van 6 juli 1997 is machtiging verleend aan :~~

~~Mevr. Connart, Bernadette Marie Emilie Jeanne, geboren te Doornik op 8 december 1951, wonende te Oudergem;~~

~~Mme Connart, Monique Marie Alodie Clémence Anne, geboren te Schaerbeek op 7 december 1954, wonende te Zaventem;~~

~~om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Comart » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.~~

~~MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT~~

~~{07/22453}~~

~~Accidents du travail. — Cession du portefeuille loi~~

~~La société anonyme « Norwich Union Fire Insurance Society Limited » est autorisée à transférer son portefeuille loi « Accidents du travail » à partir du 1er janvier 1997 à la société anonyme « Algemene Verzekeringsmaatschappij voor de Middenstand ».~~

~~Cette cession est réalisée valablement à l'égard de tous les assurés et de tous les tiers intéressés (article 54bis de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, inséré par l'article 2 de l'arrêté royal n° 18 du 6 décembre 1978).~~

~~MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU~~

~~{07/22453}~~

~~Arbeidsongevallen. — Overdracht van portefeuille wet~~

~~Het is de naamloze vennootschap « Norwich Union Fire Insurance Society Limited » toegelaten haar portefeuille wet « Arbeidsongevallen » vanaf 1 januari 1997 aan de naamloze vennootschap « Algemene Verzekeringsmaatschappij voor de Middenstand » over te dragen.~~

~~Deze overdracht geldt ten aanzien van al de verzekerden en alle betrokken derden (artikel 54bis van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, ingevoegd bij artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 18 van 6 december 1978).~~

~~GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS UND REGIONALREGIERUNGEN~~

~~DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP~~

~~MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT~~

~~{C — 97/33067}~~

~~Prüfungsausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Durchführung der Vorbereitungsprüfung zwecks Zulassung zum 1. Jahr des ergänzenden berufsbildenden Sekundarschulwesens für Krankenpfleger (Fachrichtung: Krankenhauspflege). — 2. Sitzung 1997. — Aufruf an die Kandidaten~~

~~I. Prüfungsdaten:~~

~~1. Die 2. Prüfungssitzung findet statt:~~

~~am 16. und 17. September 1997.~~

~~II. Prüfungsprogramm:~~

~~Das Prüfungsprogramm kann beim Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft angefragt werden.~~

~~III. Prüfungen:~~

~~1. Die Prüfung umfasst :~~

~~a. einen schriftlichen Teil, bestehend aus:~~

~~* einer Zusammenfassung eines Textes über
ein allgemeines Thema~~

~~50 Punkte~~

~~* einem Kommentar zum gleichen Thema~~

~~50 Punkte~~

~~b. einen mündlichen Teil in den folgenden Fächern:~~

~~* Mathematik~~

~~50 Punkte~~

~~* Chemie~~

~~50 Punkte~~

~~* Physik~~

~~50 Punkte~~

~~* Biologie~~

~~50 Punkte~~

~~2. Die Prüfungen sind bestanden, wenn der Kandidat mindestens 50 % der im schriftlichen Prüfungsteil und mindestens 50 % der im mündlichen Prüfungsteil in jedem Fach zu vergebenden Punkte sowie mindestens 60 % der insgesamt zu vergebenden Punkte erreicht.~~

~~Der Kandidat, der weniger als 50 % der insgesamt zu vergebenden Punkte erzielt, wird in der ersten Sitzung vollständig zurückgestellt, in der zweiten Sitzung zurückgewiesen.~~

~~Der Kandidat, der in der ersten Sitzung mindestens 50 %, jedoch weniger als 60 % der insgesamt zu vergebenden Punkte erreicht, erhält für die zweite Sitzung eine Prüfungsbefreiung für den schriftlichen Teil, falls er in dem betreffenden Teil in der ersten Sitzung mindestens 60 % der zu vergebenden Punkte erzielt, oder für jedes Fach des mündlichen Teils, in dem er in der ersten Sitzung mindestens 60 % der zu vergebenden Punkte erzielt.~~

~~Der Kandidat, der in der ersten Sitzung mindestens 60 % der insgesamt zu vergebenden Punkte erreicht, legt in der zweiten Sitzung die Prüfungen in den Fächern ab, in denen er nicht mindestens 50 % der zu vergebenden Punkte in der ersten Sitzung erzielt hat.~~

~~IV. Einschreibung:~~

~~1. Die Einschreibung ist mittels des entsprechenden Einschreibeformulars vorzunehmen. Das Einschreibeformular ist erhältlich im:~~

~~Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft,~~

~~Abteilung "Organisation des Unterrichtswesens",~~

~~Gospert 1-5,~~

~~4700 Eupen,~~

~~Tel. : 087/59 63 00~~

~~2. Die Einschreibungen werden per Einschreibebrief an das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (siehe o.e. Adresse) gesandt:~~

~~vom 28. Juli 1997 bis zum 15. August 1997.~~

~~3. Außerhalb der obengenannten Daten werden keine Einschreibungen berücksichtigt. Nur in außergewöhnlichen Fällen kann der zuständige Minister eine Abweichung von der Einschreibefrist gewähren.~~

~~4. Die Kandidaten, die sich für die 2. Sitzung einschreiben, nachdem sie die 1. Sitzung nicht bestanden haben, reichen nur das unter Punkt IV. 1. erwähnte Dokumente ein.~~

~~5. Die Kandidaten, die es unterlassen haben, eine für die Einschreibung erforderliche Formalität zu erfüllen, werden nicht in die Kandidatenliste eingetragen.~~

~~V. Einschreibebedingungen:~~

~~Um zu den Vorbereitungsprüfungen zugelassen zu werden, muß der Kandidat:~~

~~1. mindestens 18 Jahre alt sind oder dieses Alter spätestens am 31. Dezember des Jahres erreichen, in dem die Prüfung organisiert wird;~~

~~2. dem Einschreibeformular eine von der Gemeindeverwaltung beglaubigte Kopie der Geburtsurkunde beifügen.~~

[07/33080]

**Prüfungsausschuß der Deutschsprachigen Gemeinschaft
zur Verleihung des Brevets eines (einer) Krankenpflegers (- pflegerin) (Fachrichtung: Krankenhauspflege): 1. Jahr.
2. Sitzung 1997 — Aufruf an die Kandidaten**

~~I. Prüfungsdaten:~~

~~1. Die 2. Prüfungssitzung findet statt:~~

~~ab dem 08. September 1997.~~

~~II. Prüfungen:~~

~~Die Prüfungen umfassen:~~

~~1. eine schriftliche Prüfung in drei Fächern des Programms des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft.~~

~~Das Programm ist auf Anfrage beim Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (Adresse: siehe Punkt III.) erhältlich.~~

~~2. die nachfolgenden praktischen Prüfungen, jeweils bestehend aus einer Prüfung der Krankenpflege und einem Pflegebericht: zwei Prüfungen im Bereich der allgemeinen Pflege und/oder der Krankenpflege in bezug auf Altenpflege;~~

~~3. die mündlichen Prüfungen über sämtliche Fächer des Programms des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft.~~

~~4. Zu den praktischen Prüfungen werden nur die Kandidaten zugelassen, die bei der schriftlichen Prüfung mindestens 50 % der Punkte erzielt haben.~~

~~5. Zu den mündlichen Prüfungen werden nur die Kandidaten zugelassen, die mindestens 60 % der Gesamtzahl der bei den praktischen Prüfungen zu vergebenden Punkte und mindestens 50 % der bei jeder einzelnen praktischen Prüfung zu vergebenden Punkte erreicht haben.~~

~~6. Die Prüfungen sind bestanden, wenn mindestens 50 % der bei jeder mündlichen Prüfung zu vergebenden Punkte erzielt wurden.~~

~~III. Einschreibung:~~

~~1. Die Einschreibung ist mittels des entsprechenden Einschreibeformulars vorzunehmen. Das Einschreibeformular ist erhältlich im:~~

~~Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft,~~

~~Abteilung "Organisation des Unterrichtswesens",~~

~~Gospert 1-5,~~

~~4700 Eupen,~~

~~Tel. : 087/59 63 00.~~

~~2. Die Einschreibungen werden per Einschreibebrief an das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (siehe o.e. Adresse) gesandt:~~

~~vom 22. Juli 1997 bis zum 08. August 1997.~~

~~3. Außerhalb der obengenannten Daten werden keine Einschreibungen berücksichtigt. Nur in außergewöhnlichen Fällen kann der zuständige Minister eine Abweichung von der Einschreibefrist gewähren.~~

~~4. Die Einschreibgebühr beträgt 600 BEF. Dieser Betrag ist ausschließlich auf das Konto Nr. 091 240004 59 der "Deutschsprachigen Gemeinschaft, Schatzamt-Einnahmen, Gospert 1 5, 4700 Eupen" einzuzahlen oder zu überweisen mit dem Vermerk "Prüfungsausschuß der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Krankenpflege, 1. Jahr". Eine andere Art der Zahlung wird nicht zugelassen.~~

~~5. Die Einschreibgebühren werden in keinem Falle zurückerstattet. Sie können auch nicht auf eine nächste Sitzung übertragen werden. Sie werden bei der Einschreibung entrichtet.~~

~~6. Dem Einschreibformular ist der Zahlungsbeweis der Einschreibgebühr beizulegen.~~

~~7. Die Kandidaten, die sich für die 2. Sitzung einschreiben, nachdem sie die 1. Sitzung nicht bestanden haben, reichen die unter folgenden Punkten erwähnten Dokumente ein: III.1., III.6. sowie IV.2.~~

~~8. Die Kandidaten, die es unterlassen haben, eine für die Einschreibung erforderliche Formalität zu erfüllen, werden nicht in die Kandidatenliste eingetragen.~~

~~IV. Einschreibbedingungen:~~

~~Um zu den Prüfungen des 1. Jahres zugelassen zu werden, muß der Kandidat dem Einschreibformular folgende Unterlagen beifügen:~~

~~1. einen Nachweis über die körperliche Eignung, der nicht älter als drei Monate ist und der vom Arzt der besuchten Unterrichtseinrichtung, von einem Arzt des Verwaltungsgesundheitsdienstes oder vom Hausarzt, entsprechend dem vom Ministerium der Volksgesundheit und Familie festgelegten Muster (liegt dem Einschreibformular bei), ausgestellt sein kann;~~

~~2. ein Leumundszeugnis, das nicht älter als drei Monate ist;~~

~~3. einen der nachstehenden Studiennachweise oder eine der nachstehenden Bescheinigungen:~~

~~a. beglaubigtes Abschluszeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts;~~

~~b. Studienzeugnis des 6. Jahres des berufsbildenden Vollzeitssekundarunterrichts;~~

~~c. Bescheinigung über das Bestehen der vor dem Prüfungsausschuß der Deutschsprachigen Gemeinschaft abgelegten Vorbereitungsprüfung;~~

~~d. Bescheinigung über das Bestehen der Vorbereitungsprüfung, die in Kapitel II des Königlichen Erlasses vom 17. August 1957 zur Festlegung der Bedingungen für die Verleihung des Diploms eines Geburtshelfers oder eines Krankenpflegers vorgesehen ist;~~

~~e. Bescheinigung über die Gleichstellung mit einem der vorerwähnten Studiennachweise bzw. mit einer der vorerwähnten Bescheinigungen;~~

~~f. gegebenenfalls das vor dem 30. Juni 1987 erworbene Brevet in Kinderpflege oder eine vor dem 30. Juni 1985 erworbene Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluß des 6. Jahres des berufsbildenden Vollzeitssekundarunterrichts.~~

~~4. Die in Punkt 3. angeführten Zeugnisse, Bescheinigungen und Diplome, mit Ausnahme der Gleichstellungsbescheinigung, müssen spätestens in dem Kalenderjahr erworben worden sein, das dem der Einschreibung vorangeht;~~

~~5. Der Kandidat muß eine Praktikumsaufstellung vorlegen, aus der hervorgeht, daß er mindestens die im ersten Studienjahr vorgesehenen 640 Praktikaperioden oder mindestens die in der Gleichstellungsbescheinigung festgelegten Praktikaperioden absolviert hat.~~

~~6. Die Praktikumsaufstellung muß mit der Unterschrift des Dienstleiters und dem Stempel der Einrichtung versehen sein;~~

~~Das entsprechende Formular liegt dem Einschreibformular bei;~~

~~7. Es werden keine Praktika während der Weihnachts-, Oster- oder Sommerferien oder während der Nacht organisiert.~~

~~8. Der Beginn und das Ende des Praktikumsstages dürfen nicht mehr als zehn Stunden auseinanderliegen.~~

[07/33081]

Prüfungsausschuß der Deutschsprachigen Gemeinschaft
zur Verleihung des Brevets eines (einer) Krankenpflegers (-pflegerin) (Fachrichtung: Krankenhauspflege): 2. Jahr
2. Sitzung 1997 — Aufruf an die Kandidaten

I. Prüfungsdaten:

1. Die 2. Prüfungssitzung findet statt:

ab dem 08. September 1997

II. Prüfungen:

Die Prüfungen umfassen:

~~1. Eine schriftliche Prüfung in drei Fächern des Programms des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft.~~

~~Das Programm ist auf Anfrage beim Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (Adresse: siehe Punkt III.) erhältlich.~~

~~2. Die nachfolgenden praktischen Prüfungen, jeweils bestehend aus einer Prüfung der Krankenpflege und einem Pflegebericht: zwei Prüfungen, zum einen über die Krankenpflege in bezug auf Medizin und zum anderen über die Krankenpflege in bezug auf Chirurgie.~~

~~3. Die mündlichen Prüfungen über sämtliche Fächer des Programms des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft.~~

~~4. Zu den praktischen Prüfungen werden nur die Kandidaten zugelassen, die bei der schriftlichen Prüfung mindestens 50 % der Punkte erzielt haben.~~

~~5. Zu den mündlichen Prüfungen werden nur die Kandidaten zugelassen, die mindestens 60 % der Gesamtzahl der bei den praktischen Prüfungen zu vergebenden Punkte und mindestens 50 % der bei jeder einzelnen praktischen Prüfung zu vergebenden Punkte erreicht haben.~~

~~6. Die Prüfungen sind bestanden, wenn mindestens 50 % der bei jeder mündlichen Prüfung zu vergebenden Punkte erzielt wurden.~~

~~III. Einschreibung:~~~~1. Die Einschreibung ist mittels des entsprechenden Einschreibeformulars vorzunehmen. Das Einschreibeformular ist erhältlich im:~~~~Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
Abteilung "Organisation des Unterrichtswesens",
Gospert 1-5,
4700 Eupen,
Tel.: 087/59 63 00.~~~~2. Die Einschreibungen werden per Einschreibebrief an das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (siehe o.e. Adresse) gesandt:~~~~vom 22. Juli 1997 bis zum 08. August 1997~~~~3. Außerhalb der obengenannten Daten werden keine Einschreibungen berücksichtigt. Nur in außergewöhnlichen Fällen kann der zuständige Minister eine Abweichung von der Einschreibefrist gewähren.~~~~4. Die Einschreibegebühr beträgt 600 BEF. Dieser Betrag ist ausschließlich auf das Konto Nr. 091 240004 59 der "Deutschsprachigen Gemeinschaft, Schatzamt Einnahmen, Gospert 1-5, 4700 Eupen" einzuzahlen oder zu überweisen mit dem Vermerk "Prüfungsausschuß der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Krankenpflege, 2. Jahr". Eine andere Art der Zahlung wird nicht zugelassen.~~~~5. Die Einschreibegebühren werden in keinem Falle zurückerstattet. Sie können auch nicht auf eine nächste Sitzung übertragen werden. Sie werden bei der Einschreibung entrichtet.~~~~6. Dem Einschreibeformular ist der Zahlungsbeweis der Einschreibegebühr beizulegen.~~~~7. Die Kandidaten, die sich für die 2. Sitzung einschreiben, nachdem sie die 1. Sitzung nicht bestanden haben, reichen die unter folgenden Punkten erwähnten Dokumente ein: III.1., III.6. sowie IV.2.~~~~8. Die Kandidaten, die es unterlassen haben, eine für die Einschreibung erforderliche Formalität zu erfüllen, werden nicht in die Kandidatenliste eingetragen.~~~~IV. Einschreibebedingungen:~~~~Um zu den Prüfungen des 2. Jahres zugelassen zu werden, muß der Kandidat dem Einschreibeformular folgende Unterlagen beifügen:~~~~1. einen Nachweis über die körperliche Eignung, der nicht älter als drei Monate ist und der vom Arzt der besuchten Unterrichtseinrichtung, von einem Arzt des Verwaltungsgesundheitsdienstes oder vom Hausarzt, entsprechend dem vom Ministerium der Volksgesundheit und Familie festgelegten Muster (liegt dem Einschreibeformular bei), ausgestellt sein kann;~~~~2. ein Leumundszeugnis, das nicht älter als drei Monate ist;~~~~3. eine der nachstehenden Bescheinigungen über den erfolgreichen Abschluß:~~~~a. des ersten Studienjahres zur Erlangung des Brevets eines Krankenpflegers;~~~~b. des Brevets eines Krankenpflegers Geistesgesundheit und Psychiatrie;~~~~c. des Diploms eines graduierten Krankenpflegers;~~~~d. des Brevets eines Krankenpflegeassistenten;~~~~e. des Brevets eines Krankenpflegeassistenten Geistesgesundheit und Psychiatrie;~~~~f. die Bescheinigung über die Gleichstellung mit einer der vorerwähnten Bescheinigungen.~~~~4. Die in Punkt 3. angeführte Bescheinigung, mit Ausnahme der Gleichstellungsbescheinigung, muß spätestens in dem Kalenderjahr erworben worden sein, das dem der Einschreibung vorangeht;~~~~5. Der Kandidat muß eine Praktikumsaufstellung vorlegen, aus der hervorgeht, daß er mindestens die im zweiten Studienjahr vorgesehenen 760 Praktikaperioden oder mindestens die in der Gleichstellungsbescheinigung festgelegten Praktikaperioden absolviert hat.~~~~6. Die Praktikumsaufstellung muß mit der Unterschrift des Dienstleiters und dem Stempel der Einrichtung versehen sein;~~~~Das entsprechende Formular liegt dem Einschreibeformular bei;~~~~7. Es werden keine Praktika während der Weihnachts-, Oster- oder Sommerferien oder während der Nacht organisiert.~~~~An Wochenenden können Praktika organisiert werden, wobei jedoch höchstens 11 Wochenenden, die sich auf zwei Studienjahre verteilen, belegt werden dürfen.~~~~8. Der Beginn und das Ende des Praktikumsstages dürfen nicht mehr als zehn Stunden auseinanderliegen.~~

[C — 07/33082]

~~**Prüfungsausschuß der Deutschsprachigen Gemeinschaft
zur Verleihung des Brevets eines (einer) Krankenpflegers (-pflgerin) (Fachrichtung: Krankenhauspflege): 3. Jahr
2. Sitzung 1997 — Aufruf an die Kandidaten**~~~~I. Prüfungsdaten:~~~~1. Die 2. Prüfungssitzung findet statt:~~~~ab dem 08. September 1997~~~~II. Prüfungen:~~~~Die Prüfungen umfassen:~~~~1. Eine schriftliche Prüfung in drei Fächern des Programms des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft.~~~~Das Programm ist auf Anfrage beim Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (Adresse: siehe Punkt III.) erhältlich.~~~~2. Die nachfolgenden praktischen Prüfungen, jeweils bestehend aus einer Prüfung der Krankenpflege und einem Pflegebericht: drei Prüfungen: erstens über die Krankenpflege in bezug auf Medizin, zweitens über die Krankenpflege in bezug auf Chirurgie sowie drittens über die allgemeine Krankenpflege oder die Krankenpflege in bezug auf Altenpflege.~~

~~3. Die mündlichen Prüfungen über sämtliche Fächer des Programms des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft.~~

~~4. Zu den praktischen Prüfungen werden nur die Kandidaten zugelassen, die bei der schriftlichen Prüfung mindestens 50 % der Punkte erzielt haben.~~

~~5. Zu den mündlichen Prüfungen werden nur die Kandidaten zugelassen, die mindestens 60 % der Gesamtzahl der bei den praktischen Prüfungen zu vergebenden Punkte und mindestens 50 % der bei jeder einzelnen praktischen Prüfung zu vergebenden Punkte erreicht haben.~~

~~6. Die Abschlußprüfungen sind bestanden, wenn mindestens 60 % der Gesamtzahl der bei den Abschlußprüfungen (Gesamtheit der Prüfungen des dritten Studienjahres) zu vergebenden Punkte und mindestens 50 % der bei jeder mündlichen Prüfung zu vergebenden Punkte erzielt wurden.~~

~~III. Einschreibung:~~

~~1. Die Einschreibung ist mittels des entsprechenden Einschreibeformulars vorzunehmen. Das Einschreibeformular ist erhältlich im:~~

~~Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
Abteilung "Organisation des Unterrichtswesens",
Gospert 1-5;
4700 Eupen;
Tel.: 087/59 63 00.~~

~~2. Die Einschreibungen werden per Einschreibebrief an das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (siehe o.e. Adresse) gesandt:~~

~~vom 22. Juli 1997 bis zum 08. August 1997~~

~~3. Außerhalb der obengenannten Daten werden keine Einschreibungen berücksichtigt. Nur in außergewöhnlichen Fällen kann der zuständige Minister eine Abweichung von der Einschreibefrist gewähren.~~

~~4. Die Einschreibgebühr beträgt 600 BEF. Dieser Betrag ist ausschließlich auf das Konto Nr. 001 2400004 50 der "Deutschsprachigen Gemeinschaft, Schatzamt Einnahmen, Gospert 1-5, 4700 Eupen" einzuzahlen oder zu überweisen mit dem Vermerk "Prüfungsausschuß der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Krankenpflege, 2. Jahr". Eine andere Art der Zahlung wird nicht zugelassen.~~

~~5. Die Einschreibgebühren werden in keinem Falle zurückerstattet. Sie können auch nicht auf eine nächste Sitzung übertragen werden. Sie werden bei der Einschreibung entrichtet.~~

~~6. Dem Einschreibeformular ist der Zahlungsbeweis der Einschreibgebühr beizulegen.~~

~~7. Die Kandidaten, die sich für die 2. Sitzung einschreiben, nachdem sie die 1. Sitzung nicht bestanden haben, reichen die unter folgenden Punkten erwähnten Dokumente ein: III.1., III.6. sowie IV.2.~~

~~8. Die Kandidaten, die es unterlassen haben, eine für die Einschreibung erforderliche Formalität zu erfüllen, werden nicht in die Kandidatenliste eingetragen.~~

~~IV. Einschreibebedingungen:~~

~~Um zu den Prüfungen des 3. Jahres zugelassen zu werden, muß der Kandidat dem Einschreibeformular folgende Unterlagen beifügen:~~

~~1. einen Nachweis über die körperliche Eignung, der nicht älter als drei Monate ist und der vom Arzt der besuchten Unterrichtseinrichtung, von einem Arzt des Verwaltungsgesundheitsdienstes oder vom Hausarzt, entsprechend dem vom Ministerium der Volksgesundheit und Familie festgelegten Muster (liegt dem Einschreibeformular bei), ausgestellt sein kann;~~

~~2. ein Leumundszeugnis, das nicht älter als drei Monate ist;~~

~~3. eine der nachstehenden Bescheinigungen über den erfolgreichen Abschluß:~~

~~a. des zweiten Studienjahres zur Erlangung des Brevets eines Krankenpflegers;~~

~~b. des Brevets eines Krankenpflegers Geistesgesundheit und Psychiatrie;~~

~~c. des Diploms eines graduierten Krankenpflegers;~~

~~d. des Brevets eines Krankenpflegeassistenten;~~

~~e. des Brevets eines Krankenpflegeassistenten Geistesgesundheit und Psychiatrie;~~

~~f. die Bescheinigung über die Gleichstellung mit einer der vorerwähnten Bescheinigungen.~~

~~4. Die in Punkt 3. angeführte Bescheinigung, mit Ausnahme der Gleichstellungsbescheinigung, muß spätestens in dem Kalenderjahr erworben worden sein, das dem der Einschreibung vorangeht;~~

~~5. zwei Paßfotos;~~

~~6. Der Kandidat muß eine Praktikumsaufstellung vorlegen, aus der hervorgeht, daß er mindestens die im dritten Studienjahr vorgesehenen 840 Praktikaperioden oder mindestens die in der Gleichstellungsbescheinigung festgelegten Praktikaperioden absolviert hat.~~

~~7. Die Praktikumsaufstellung muß mit der Unterschrift des Dienstleiters und dem Stempel der Einrichtung versehen sein;~~

~~Das entsprechende Formular liegt dem Einschreibeformular bei;~~

~~8. Es werden keine Praktika während der Weihnachts-, Oster- oder Sommerferien organisiert.~~

~~An Wochenenden können Praktika organisiert werden, wobei jedoch höchstens 11 Wochenenden, die sich auf zwei Studienjahre verteilen, belegt werden dürfen.~~

~~9. Mindestens 50 % der Praktika werden entsprechend der in der betreffenden Abteilung oder Einrichtung geltenden Arbeitszeit organisiert;~~

~~10. Im letzten Studienjahr muß mindestens viermal und darf höchstens achtmal Nachtdienst organisiert werden.~~

~~Die Dauer der Nachtdienste beträgt mindestens acht Stunden;~~

~~11. Während des Nachtdienstes ist der Kandidat unter die effektive Aufsicht eines diensttuenden Krankenpflegers der betreffenden Abteilung oder Einrichtung zu stellen.~~

~~PUBLICATIONS LEGALES
ET AVIS DIVERS~~

~~WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN
EN VERSCHILLENDE BERICHTEN~~

~~Loi du 20 mars 1962 (articles 9 et 21)
Wet van 20 maart 1962 (artikelen 9 en 21)~~

~~Gemeente Herne~~

~~Bijzonder plan van aanleg~~

~~Het college van burgemeester en schepenen brengt ter kennis dat het bijzonder plan van aanleg « Zuivelfabriek », voorlopig door de gemeenteraad aanvaard op 20 april 1997, ter inzage ligt op het gemeentehuis van 1 augustus 1997 tot 31 augustus 1997 van 9 tot 12 uur.~~

~~Bezwaren of opmerkingen moeten schriftelijk aan het college worden toegezonden vóór 31 augustus 1997 te 11 uur.~~

~~Herne, 17 juli 1997. (21220)~~

~~Annonces Aankondigingen~~

~~SOCIETES VENNOOTSCHAPPEN~~

~~Résidence Gray Couronne, société anonyme,
avenue de la Couronne 42-46, 1050 Bruxelles~~

~~R.C. Bruxelles 388741 NN 414.954.815~~

~~Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se réunira le samedi 9 août 1997, à 10 heures, au siège social de la société.~~

~~Ordre du jour :~~

~~Démissions et nominations d'administrateurs.~~

~~Ratification des rémunérations versées.~~

~~Objections éventuelles des assemblées générales de 1992 à 1996.~~

~~Projet de modifications statutaires.~~

~~Nominations éventuelles d'un réviseur d'entreprises, d'un notaire instrumentant et d'un expert immobilier.~~

~~Conformément à l'article 21 des statuts, les actionnaires désirant participer à l'assemblée sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant la date d'assemblée au siège social de la société. (21180)~~

~~Manca, naamloze vennootschap,
Albert I laan 195, 8620 Nieuwpoort~~

~~Veurne 34642~~

~~De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op zaterdag 9 augustus 1997, om 11 uur. Agenda : 1. Behandeling van de jaarrekening. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (21181)~~

~~S.A. Fruytier Finance & Trading, en abrégé : « FF & T »,
société anonyme, rue Pimpernelle 11, à 6900 Marche-en-Famenne~~

~~R.C. Marche-en-Famenne 16510 T.V.A. 442.708.295~~

~~L'assemblée générale ordinaire des actionnaires se tiendra au siège social, le 18 août 1997, à 14 heures. Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 1997. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour être admis ou se faire représenter à l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires voudront bien se conformer à l'article 37 des statuts en déposant leurs titres cinq jours avant l'assemblée, au siège social. (21182)~~

~~Ostend Travelwing, naamloze vennootschap,
Nieuwpoortsesteenweg 467, 8400 Oostende~~

~~H.R. Oostende 36447 BTW 421.443.323~~

~~De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de buitengewone algemene vergadering die doorgaat op 11 augustus 1997, om 17 uur, ten kantore van notaris Bart van Opstal, te Oostende, Vindictivelaan 8.~~

~~Agenda :~~

~~1. Wijziging van de maatschappelijke benaming van de vennootschap in « Travicon ». 2. Wijziging van artikel 1 van de statuten om de nieuwe naam van de vennootschap aan te duiden. 3. Machtiging aan de raad van bestuur tot uitvoering van de beslissingen die zullen genomen worden aangaande voornoemde punten en tot het opstellen van de tekst van de gecoördineerde statuten. 4. Ontslag en benoeming/herbenoeming bestuurders.~~

~~De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepaling van de statuten en de wet. (21183)~~

~~Transports Gillemot, naamloze vennootschap,
Mechelsesteenweg 4, 1910 Kampenhout~~

~~H.R. Brugge 360153~~

~~De aandeelhouders van de N.V. Transports Gillemot worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal doorgaan op vrijdag 8 augustus 1997, om 18 uur, in het kantoor van notaris Joseph Simonart, te 3000 Leuven, Sint Jacobsplein 7, met volgende agenda :~~

~~Aangezien de vergadering van 8 juli 1997 niet geldig kon beraadslagen, zal deze vergadering beslissen ongeacht het aantal tegenwoordige of vertegenwoordigde aandelen, over dezelfde agenda te weten :~~

~~1. Hernieuwing van de bevoegdheid van de raad van bestuur om het kapitaal te verhogen in het kader van het toegestane kapitaal met twintig miljoen frank, en het hiermee gepaard gaande verslag van de raad van bestuur.~~

~~2. Aanpassing van de bestaande statuten aan de huidige vennootschapswetgeving door herschrijving van deze statuten.~~

~~De aandeelhouders dienen zich te schikken naar artikel 22 van de statuten en hun aandelen te deponeren in de zetel van de algemene vergadering. De bestuurders zijn vrijgesteld van deze formaliteit. (21184)~~

~~De raad van bestuur.~~

~~Société anonyme Deplus, en liquidation,
rue de la Briqueterie 182, à Fontaine l'Evêque~~

~~R.C. Charleroi 76397 T.V.A. 401.642.752~~

~~MM. les actionnaires sont invités à l'assemblée générale qui se tiendra au siège de la société, rue de la Briqueterie 182, à Fontaine l'Evêque, le samedi 9 août 1997, à 14 heures.~~

~~L'ordre du jour porte sur:~~

~~Rapport sur l'état de la liquidation.~~

~~Présentation des comptes annuels et bilan 1996.~~

~~Divers.~~

~~Dépôt des titres au siège de la société conformément au
statuts. (21185)~~

~~Dojopack, naamloze vennootschap,
Kragenstraat 1, 3540 Herk de Stad~~

~~H.R. Hasselt 82085~~

~~De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 13 augustus 1997 om 10 uur ten maatschappelijke zetel.~~

~~Agenda:~~

- ~~1. Verslag van de raad van bestuur.~~
- ~~2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 28 februari 1997.~~
- ~~3. Bestemming van het resultaat.~~
- ~~4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.~~
- ~~5. Ontslag en benoeming van bestuurders.~~
- ~~6. Rondvraag.~~

~~Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (82504)~~

~~Peter Firléfijn, naamloze vennootschap,
Kleibekestraat 92, 9100 Sint-Niklaas~~

~~H.R. Sint-Niklaas 55004 BTW 455.880.796~~

~~De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 8 augustus 1997 te 18 uur, ten maatschappelijke zetel.~~

~~Agenda:~~

- ~~1. Verslag raad van bestuur.~~
- ~~2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 28 februari 1997.~~
- ~~3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.~~
- ~~4. Ontslag en benoeming van bestuurders.~~
- ~~5. Varia.~~

~~De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82505)~~

~~Testcentrum De Lille, naamloze vennootschap,
Hulstestraat 2, 8860 Lendeled~~

~~H.R. Kortrijk 101483 BTW 422.838.242~~

~~De aandeelhouders worden verzocht de algemene jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 12 augustus 1997 om 14 uur.~~

~~Agenda:~~

- ~~1. Jaarverslag raad van bestuur.~~
- ~~2. Goedkeuring van de Jaarrekening per 28 februari 1997.~~
- ~~3. Kwijting aan de bestuurders.~~
- ~~4. Benoemingen.~~
- ~~5. Varia. (82506)~~

~~Administrations publiques
et Enseignement technique~~

~~Openbare Besturen en Technisch Onderwijs~~

~~PLACES VACANTES OPENSTAANDE BETREKKINGEN~~

~~Gemeente Dessel~~

~~Het gemeentebestuur van Dessel gaat over tot de aanwerving van een boekhouder (m/v) (niveau B).~~

~~Functie en taakomschrijving:~~

~~Staat in voor het opmaken van de gemeentelijke boekhouding, de begroting en begrotingswijzigingen, het toepassen van de gemeentebelastingen en alle andere financiële aangelegenheden. Heeft de functionele leiding van de dienst financiën.~~

~~Profiel:~~

~~grondige kennis van de gemeentewet;~~

~~algemene kennis gemeentebegroting en begroting;~~

~~algemene kennis van het algemeen reglement op de gemeentecomptabiliteit;~~

~~algemene kennis van financiële managementtechnieken;~~

~~algemene kennis van informaticagebruik en tekstverwerking;~~

~~leidinggevende, administratieve en communicatieve vaardigheden.~~

~~Toelatingsvoorwaarden:~~

~~1. een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking; een getuigschrift van goed zedelijk gedrag is vereist;~~

~~2. de burgerlijke en politieke rechten genieten;~~

~~3. aan de dienstplichtwetten voldoen;~~

~~4. lichamelijk geschikt zijn.~~

~~De lichamelijke geschiktheid wordt vastgesteld door Idewe.~~

~~5. de Belgische nationaliteit of de nationaliteit van één der landen van de EU bezitten.~~

~~Aanwervingsvoorwaarden:~~

~~1. de leeftijd van achttien jaar bereikt en deze van vijftig jaar niet hebben bereikt;~~

~~2. houder zijn van een diploma van het economisch hoger onderwijs van het korte type of een diploma van het hoger onderwijs van één cyclus studiegebied handelswetenschappen en bedrijfskunde in één van navolgende studierichtingen: boekhouden; boekhouden-informatica; bedrijfsmanagement; optie bedrijfsadministratie; optie boekhouden-accountancy; optie boekhouden-fiscaliteit; optie openbare administratie; bedrijfsbeheer optie accountancy-fiscaliteit;~~

~~3. slagen voor een niet-vergelijkend aanwervingsexamen bestaande uit een schriftelijk en mondeling gedeelte.~~

~~De weerhouden kandidaat wordt op proef benoemd voor een periode van één jaar.~~

~~Aanvullende inlichtingen kunnen bekomen worden op het secretariaat van de gemeente, Hannekestraat 1, te 2480 Dessel, tel. 014/38 99 20, fax 014/37 23 80.~~

~~Eigenhandig geschreven kandidaturen met bewijsstukken dienen onder aangetekende zending toe te komen bij het college van burgemeester en schepenen, uiterste datum voor het indienen van de kandidaatstellingen: 29 augustus 1997.~~

~~Toe te voegen stukken bij kandidaatstelling:~~

~~een voor echt verklaard afschrift van het behaalde diploma;~~

~~getuigschrift van goed zedelijk gedrag en nationaliteit;~~

~~voor de mannelijke kandidaten: een militiegetuigschrift. (21186)~~

~~Het gemeentebestuur van Dessel gaat over tot de aanwerving van een diensthoofd technische dienst (m/v) (niveau A industrieel ingenieur).~~

~~Functie en taakomschrijving:~~

~~Staat in voor de uitvoering en opvolging van alle technische realisaties van de gemeente. Dient tevens het bestuur te adviseren over technische zaken die betrekking hebben op het grondgebied van Dessel. Geeft leiding aan de personeelsleden van de technische binnen- en buitendiensten.~~

~~Profiel:~~

~~grondige kennis gemeentewet, burgerlijke bouwkunde;~~

~~algemene kennis wetgeving inzake milieu, ruimtelijke ordening en overheidsopdrachten;~~

~~basiskennis organisatorische en administratieve vaardigheden.~~

~~Toelatingsvoorwaarden:~~

~~1. een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking; een getuigschrift van goed zedelijk gedrag is vereist;~~

~~2. de burgerlijke en politieke rechten genieten;~~

~~3. aan de dienstplichtwetten voldoen;~~

~~4. lichamelijk geschikt zijn.~~

~~De lichamelijke geschiktheid wordt vastgesteld door Idewe.~~

~~5. de Belgische nationaliteit of de nationaliteit van één der landen van de EU bezitten.~~

~~Aanwervingsvoorwaarden:~~

~~1. de leeftijd van achttien jaar bereikt en deze van vijftig jaar niet hebben bereikt;~~

~~2. houder zijn van een diploma van industrieel ingenieur;~~

~~3. slagen voor een niet vergelijkend aanwervingsexamen bestaande uit een schriftelijk en mondeling gedeelte.~~

~~4. psycho-technisch onderzoek: bekomen van een voor de functie gunstig geschiktheidsprofiel.~~

~~De weerhouden kandidaat wordt op proef benoemd voor een periode van één jaar.~~

~~Aanvullende inlichtingen kunnen bekomen worden op het secretariaat van de gemeente, Hannekestraat 1, te 2480 Dessel, tel. 014/38 99 20, fax 014/37 23 89.~~

~~Eigenhandig geschreven kandidaturen met bewijsstukken dienen onder aangetekende zending toe te komen bij het college van burgemeester en schepenen, uiterste datum voor het indienen van de kandidaatstellingen: 20 augustus 1997.~~

~~Toe te voegen stukken bij kandidaatstelling:~~

~~een voor echt verklaard afschrift van het behaalde diploma;~~

~~getuigschrift van goed zedelijk gedrag en nationaliteit;~~

~~voor de mannelijke kandidaten: een militiegetuigschrift. (21187)~~

~~Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Sint Pieters Leeuw~~

~~Het O.C.M.W. van Sint Pieters Leeuw werft aan voor zijn rust- en verzorgingstehuis:~~

~~1 HT maatschappelijk assistent (m/v) in contractueel verband voor de opname van bejaarden in rusthuizen.~~

~~Vereist diploma: maatschappelijk assistent.~~

~~Zelfstandig en efficiënt kunnen werken.~~

~~2 HT keukenhelp(st)ers (m/v) in contractueel verband.~~

~~Bereid tot wisselende diensten (ochtend, middag, avond zowel op wekdagen als in het weekend). Elementaire kennis bezitten van voedingswaren, grondstoffen en de behandeling ervan alsook kennis van hygiëne en onderhoudstechnieken.~~

~~De kandidaturen moeten ten laatste op 20 augustus 1997 aangetekend aankomen bij de voorzitter van het O.C.M.W., de heer J. Speeckaert, H. Vanhouchestraat 1, 1600 Sint Pieters Leeuw.~~

~~Bijkomende inlichtingen zijn te verkrijgen op het secretariaat op het nr. 02/378 03 00. (21188)~~

~~Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Ichtegem~~

~~De betrekking van maatschappelijk werk(st)er, algemene sociale dienst, is te begeven in het vast personeelskader.~~

~~De aanwervingsvoorwaarden, functiebeschrijving, profiel en het examenprogramma zijn te bekomen op het secretariaat van het O.C.M.W., (tel. 051/58 18 01).~~

~~De aanvraag, samen met een curriculum vitae en een voor eensluidend verklaard afschrift van het vereiste diploma, moeten bij aangetekend schrijven gericht worden aan de heer voorzitter van het O.C.M.W., Koekelarestraat 5, 8480 Ichtegem, uiterlijk tegen 8 september 1997. (21189)~~

~~Universiteit Antwerpen Universitaire Instelling Antwerpen~~

~~De rector deelt mede dat er wordt overgegaan tot de vakantverklaring van: Departement didactiek en kritiek:~~

~~Een mandaat van praktijkassistent (10%) didactiek Nederlands aan anderstaligen, waarvoor in aanmerking komen kandidaten die in het bezit zijn van een diploma van licentiaat en een passend pedagogisch didactisch diploma; aantoonbare ervaring met het onderwijs van het Nederlands als tweede of vreemde taal; gebleken ervaring met de sector en didactische publicaties in het domein strekken tot aanbeveling.~~

~~Van de kandidaat wordt verwacht dat hij/zij bereid is te assisteren bij het onderwijs en de begeleiding van studenten en mentoren, en bij te dragen aan de ontwikkeling van deze didactiek.~~

~~Een mandaat van praktijkassistent (50%) didactiek Frans, waarvoor in aanmerking komen kandidaten die in het bezit zijn van een diploma van licentiaat en een passend pedagogisch didactisch diploma; aantoonbare ervaring met het onderwijs van het Frans; gebleken ervaring met de sector en didactische publicaties in het domein strekken tot aanbeveling.~~

~~Van de kandidaat wordt verwacht dat hij/zij bereid is te assisteren bij het onderwijs en de begeleiding van studenten en mentoren, en bij te dragen aan de ontwikkeling van deze didactiek.~~

~~Een mandaat van praktijkassistent (15%) bij het vak «Onderwijs-technologie en taal», waarvoor in aanmerking komen kandidaten die in het bezit zijn van een diploma van licentiaat en een passend pedagogisch didactisch diploma; grondige ervaring met de ontwikkeling en didactische implementatie van technologische middelen voor het talenonderwijs; wetenschappelijk onderzoek en publicaties in het domein strekken tot aanbeveling.~~

~~Een mandaat van praktijkassistent (15%) in de algemene en onderwijskundige vakken, met bijzondere oriëntatie voor de aanwending door leerkrachten hoger secundair onderwijs van open leersystemen voor computerondersteunende zelfstudie, waarvoor in aanmerking komen kandidaten die in het bezit zijn van een diploma van licentiaat of doctor met voorkeur voor de afstudeerrichting pedagogische wetenschappen.~~

~~Taakomschrijving: ontwerpen van drempelverlagende initiatieven m.b.t. de aanwending van nieuw informatie en communicatietechnologieën en vormgeven aan open leersystemen voor computerondersteunende zelfstudie.~~

~~Vereisten:~~

~~vertrouwd zijn met (wetenschappelijke, technologische, logistieke aspecten van) nieuwe informatie en communicatietechnologieën die in het secundair onderwijs aangewend worden voor didactische doeleinden;~~

~~praktijkervaring met het didactisch opstellen, ontwikkelen en evalueren van interactieve, multimediale leermaterialen (o.a. zelfstudiepakketten);~~

~~ervaring met auteurssystemen voor educatieve doeleinden.~~

~~Kandidatuurstelling.~~

~~Om zich kandidaat te stellen wordt men verzocht gebruik te maken van de verplichte sollicitatieformulieren en deze aangetekend of persoonlijk over te maken aan de Universitaire Instelling Antwerpen, directie personeel, Universiteitsplein 1, 2610 Antwerpen, vóór 22 augustus 1997.~~

~~Bedoelde formulieren kan men aanvragen bij hogervermelde directie, tel. 03/820 20 18.~~

~~Bijkomende inlichtingen.~~

~~Bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij de voorzitter van het departement : prof. F. Daems, tel. 03/820 29 64. (21190)~~

~~De rector deelt mede dat er wordt overgegaan tot de vacant-verklaring van :~~

~~Departement biologie :~~

~~een mandaat van tijdelijk assistent (100 %) in het vakgebied morfologie der planten, waarvoor in aanmerking komen kandidaten die in het bezit zijn van een diploma van licentiaat in de wetenschappen richting biologie of biochemie of bio-ingenieur met interesse voor cellulaire aspecten van de ontwikkelingsbiologie van planten.~~

~~Studenten die in juli 1997 afstuderen, komen ook in aanmerking.~~

~~Voorziena indienstreding : 1 oktober 1997.~~

~~Kandidatuurstelling.~~

~~Om zich kandidaat te stellen wordt men verzocht gebruik te maken van de verplichte sollicitatieformulieren en deze aangetekend of persoonlijk over te maken aan de Universitaire Instelling Antwerpen, directie personeel, Universiteitsplein 1, 2610 Antwerpen, vóór 22 augustus 1997.~~

~~Bedoelde formulieren kan men aanvragen bij hogervermelde directie, tel. 03/820 20 18.~~

~~Bijkomende inlichtingen.~~

~~Bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij de voorzitter van het departement : prof. I. Impens, tel. 03/820 22 54. (21191)~~

~~De rector deelt mede dat er wordt overgegaan tot de vacant-verklaring van :~~

~~Departement geneeskunde :~~

~~Een mandaat van tijdelijk assistent (20 %) voor de discipline huisarts-geneeskunde, waarvoor in aanmerking komen kandidaten die in het bezit zijn van een diploma van licentiaat psychologie, sociologie of artsdiploma en ervaring met het verrichten van wetenschappelijk onderzoek met datamanagement.~~

~~Tot de taken behoren onder meer : uitvoeren van onderzoek in de discipline huisartsgeneeskunde, met name i.v.m. palliatieve hulpverlening.~~

~~Een mandaat van praktijkassistent (30 %) voor de discipline huisarts-geneeskunde, waarvoor in aanmerking komen één erkend huisarts met praktijkervaring en specifieke onderwijskwaliteiten.~~

~~Tot de taken behoren onder meer :~~

~~ontwikkelen en evalueren van didactische werkvormen voor stages; procesbegeleiding en evaluatie van stagemeesters en stagepraktijken, deelname aan organisatie van praktijkgebonden onderwijs.~~

~~Kandidatuurstelling.~~

~~Om zich kandidaat te stellen wordt men verzocht gebruik te maken van de verplichte sollicitatieformulieren en deze aangetekend of persoonlijk over te maken aan de Universitaire Instelling Antwerpen, directie personeel, Universiteitsplein 1, 2610 Antwerpen, vóór 22 augustus 1997.~~

~~Bedoelde formulieren kan men aanvragen bij hogervermelde directie, tel. 03/820 20 18.~~

~~Bijkomende inlichtingen.~~

~~Bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij de voorzitter van het departement : prof. M. De Broe, tel. 03/820 25 16. (21192)~~

~~De rector deelt mede dat er wordt overgegaan tot de vacant-verklaring van :~~

~~Departement Romaanse taal en letterkunde :~~

~~een voltijds ambt in het zelfstandig academisch personeel (docent of hoofddocent), omvattende een opdracht van onderwijs, onderzoek en wetenschappelijke dienstverlening in het vakgebied Spaanse en Hispano-Amerikaanse letterkunde en cultuur.~~

~~Het departement kijkt uit naar een kandidaat die zijn/haar onderwijs en onderzoek situeert in een ruim theoretisch en comparatief kader. De opdracht moet gezien worden in het globale kader van de UA.~~

~~De benoeming is voorzien voor het begin van de 2^e semester 1997-1998.~~

~~Kandidatuurstelling.~~

~~Om zich kandidaat te stellen wordt men verzocht gebruik te maken van de verplichte sollicitatieformulieren en deze aangetekend of persoonlijk over te maken aan de Universitaire Instelling Antwerpen, directie personeel, Universiteitsplein 1, 2610 Antwerpen, vóór 17 oktober 1997.~~

~~Bedoelde formulieren kan men aanvragen bij hogervermelde directie, tel. 03/820 20 18.~~

~~Bijkomende inlichtingen.~~

~~Bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij de voorzitter van het departement : prof. P. Collard, tel. 03/820 28 15. (21193)~~

~~Actes judiciaires et extraits de jugements Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen~~

~~Banqueroute — Bankbreuk~~

~~Rechtbank van eerste aanleg te Gent~~

~~Bij vonnis, op tegenspraak gewezen door de rechtbank van eerste aanleg te Gent, 20e kamer, d.d. 28 mei 1997, rechtsprekende in correctionele zaken, werden de genaamden :~~

~~de eerste : Vlaeminck, Dirk Patrick Willy, handelaar, geboren te Beernem op 19 september 1961, wonende te 8020 Oostkamp, Patersonstraat 64;~~

~~de tweede : Van Steenkiste, Joran Cyriel Camiel, veehandelaar, geboren te Dentergem op 21 juni 1951, wonende te 8630 Veurne, Albert I laan 15;~~

~~uit hoofde van :~~

~~B. de eerste en de tweede : als dader, de eerste als afgevaardigd bestuurder, de tweede als bestuurder van de N.V. B.F.T.C., eenvoudige bankbreuk,~~

~~1. de eerste en de tweede, te Drongen, in de periode van 15 september 1994 tot 16 oktober 1995;~~

~~2. de eerste en de tweede, te Gent, op 10 september 1994;~~

~~3. de eerste, te Drongen, op 9 februari 1995;~~

~~C. de eerste en de tweede : de eerste als afgevaardigd bestuurder, de tweede als bestuurder van de N.V. B.F.T.C., nagelaten de jaarrekening van de vennootschap voor te leggen aan de algemene vergadering binnen de zes maanden na afsluiting boekjaar, te Gent, respectievelijk op 1 juli 1994 en op 1 juli 1995;~~

~~D. de eerste en de tweede : de eerste als afgevaardigd bestuurder, de tweede als bestuurder van de N.V. B.F.T.C., handelswerkzaamheid uitgevoerd zonder daarvoor ingeschreven te zijn in het handelsregister te Gent, te Gent in de periode van 20 augustus 1993 tot 16 oktober 1995;~~

~~Met de omstandigheden dat de feiten voor wat betreft Vlaeminek, Dirk, werden gepleegd in staat van wettelijke herhaling;~~

~~veroordeeld tot : voor wat betreft de eerste :~~

~~een hoofdgevangenisstraf van twee maanden voor de feiten B1, B2, B3, C en D samen, gepleegd in staat van wettelijke herhaling;~~

~~eigen specifieke kosten;~~

~~voor wat betreft de tweede :~~

~~een hoofdgevangenisstraf van twee maanden voor de feiten B1, B2, C en D samen, met gewoon uitstel van drie jaar, voor wat betreft de uitgesproken hoofdgevangenisstraf van twee maanden;~~

~~voor wat betreft de eerste en de tweede :~~

~~overige kosten ieder voor het geheel.~~

~~Verder werden de veroordeelden verplicht ieder tot het betalen van de bijdrage van 10 frank, gebracht op 2 000 frank, ingesteld bij de artikelen 28 en 29 van de wet van 1 augustus 1985.~~

~~Tevens werden de veroordeelden ieder een vergoeding van 1 000 frank opgelegd in uitvoering van artikel 71 van de wet van 28 juli 1992.~~

~~Bovendien heeft de rechtbank bevolen dat dit vonnis overeenkomstig artikel 583 van het Wetboek van koophandel, op kosten van de veroordeelden, bij uittreksel zal worden bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.~~

~~Voor echt verklaard uittreksel, afgeleverd aan het openbaar ministerie, om te dienen tot publicatie.~~

~~Gent, 17 juli 1997;~~

~~De griffier hoofd van dienst, (get.) D. Van Belle. (21104)~~

Hof van beroep te Gent

~~Bij arrest van het hof van beroep te Gent, zesde kamer, d.d. 30 juni 1997, rechtdoende in correctionele zaken, op tegenspraak gewezen, op beroep tegen de vonnissen van de correctionele rechtbank te Brugge, d.d. 3 juni 1992 (I) en d.d. 8 januari 1996 (II) op tegenspraak gewezen werden :~~

~~Verhaeghe, Kurt Camiel Richard, geboren te Oostende op 10 september 1963, makelaar in onroerende goederen, wonende te Bredene, Pescatorstraat 32,~~

~~beklaagd van :~~

~~I. not. 654/92 :~~

~~I. A. als dader, misbruik van vertrouwen;~~

~~1. te Oostende, op 23 februari 1990;~~

~~2. te Bredene, op 23 maart 1991;~~

~~3. te Bredene, op 27 maart 1991;~~

~~4. te Oostende, op 8 maart 1991;~~

~~5. te Oostende, op 11 maart 1991;~~

~~6. te Oostende, op 28 september 1989;~~

~~8. te Oostende, op 23 maart 1989;~~

~~9. te Bredene, op 5 juli 1990 en te Bredene, op 12 juli 1990;~~

~~C. uitgifte cheque zonder dekking;~~

~~2. te Gistel, op 14 december 1990;~~

~~II. te Oostende, op 23 januari 1990;~~

~~als dader, misbruik van vertrouwen :~~

~~II. not. 127/96 : te Oostende :~~

~~A. als dader, als zaakvoerder van de B.V.B.A. Info Center, op bekentenis, failliet verklaard door de rechtbank van koophandel te Oostende, op 20 december 1991, en waarbij de datum van staking van betaling thans wordt vastgesteld op 1 januari 1990, zich schuldig te hebben gemaakt aan bedrieglijke bankbreuk :~~

~~1. tussen 26 januari 1989 en 11 maart 1991;~~

~~2. sedert 1 januari 1989 tot de dag van de falings, 20 december 1991;~~

~~3. onder andere, op 28 maart 1991;~~

~~B. als dader, valsheid in geschriften, te Oostende, op 27 juli 1989, en gebruik ervan tussen 27 juli 1989 en 28 maart 1991, meermaals op niet nader te bepalen tijdstippen;~~

~~C. als dader, oplichting, te Bredene, op 27 juli 1989;~~

~~D. als dader, voor rekening van de gefailleerde vennootschap B.V.B.A. Info Center, als strafrechterlijk verantwoordelijk orgaan zich schuldig te hebben gemaakt aan eenvoudige bankbreuk;~~

~~1. tussen 26 januari 1989 en 11 mei 1991, te Oostende;~~

~~2. d.d. 15 april 1987, te Oostende;~~

~~3. te Oostende, tussen begin 1990 en 20 december 1991;~~

~~E. als dader, misbruik van vertrouwen :~~

~~1. te Bredene, op 1 januari 1991;~~

~~2. te Oostende, op 20 november 1990;~~

~~3. te Oostende, op 28 november 1989;~~

~~4. te Oostende, op 31 oktober 1991;~~

~~5. te Oostende, op 20 november 1990;~~

~~6. te Oostende, op 9 februari 1990;~~

~~7. te Oostende, op 2 juni 1990;~~

~~8. te Oostende, op 1 december 1990;~~

~~9. te Oostende, op 7 november 1989;~~

~~10. te Oostende, op 1 februari 1991;~~

~~11. te Oostende, op 26 mei 1989;~~

~~veroordeeld :~~

~~voor I.A.1 t/m 6, 8 en 9, I. C.2 en II (not. I. 654/92) en A.1, 2 en 3, B, C, D.1, 2 en 3, E.1 t/m 11 (not. II 127/96) tot : een gevangenisstraf van twee jaar, met uitstel gedurende drie jaar en een geldboete van driehonderd frank x 90 = 27 000 frank of drie maanden;~~

~~tien frank x 200 = 2 000 frank (Fonds tot hulp aan slachtoffers van opzettelijke geweldsdaden).~~

~~Het hof beveelt de publicatie van onderhavig arrest, overeenkomstig art. 583 van het Wetboek van koophandel, in het Belgisch Staatsblad, op kosten van de veroordeelde en veroordeelt hem van nu af aan tot de terugbetaling van deze kosten.~~

~~Voor echt uittreksel afgeleverd aan de heer procureur-generaal tot inlassing in het Belgisch Staatsblad.~~

~~Voor de hoofdgriffier, de griffier hoofd van dienst, (get.) W. De Vreese.~~

~~Pro justitia.~~

~~Tegen dit arrest is er geen beroep in cassatie aangetekend wat hem betreft.~~

~~De griffier hoofd van dienst, (get.) W. De Vreese. (21195)~~

~~Publication faite en exécution de l'article 488bis c, § 1^{er}
du Code civil~~

~~Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis c, § 1
van het Burgerlijk Wetboek~~

~~Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder~~

~~Justice de paix du canton d'Arlon~~

~~Suite à la requête déposée au greffe le 11 juillet 1997, par ordonnance de juge de paix du canton d'Arlon du 22 juillet 1997, Mme Bach, Pauline, née le 26 octobre 1910 à Thiaumont, domiciliée au Home Marie Christine, avenue de Luxembourg 75, à 6700 Arlon, mais résidant au Home Soir Paisible, rue du Marquisart 21, à 6700 Arlon, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Bach, Guy, domicilié avenue Patton 59, à 6700 Arlon.~~

~~Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint, (signé) Cop, Nadia. (6830)~~

~~Justice de paix du canton de Couvin~~

~~Par ordonnance de M. le juge de paix suppléant du canton de 5660 Couvin en date du 14 juillet 1997, la nommée Antoine, Stéphanie, née à Couvin le 8 avril 1970, résidant actuellement et domiciliée à 5660 Couvin, pied de la Montagne 2, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant M. René Walgraffe, avocat, Dessus La Ville 6, à 5660 Couvin.~~

~~Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint, (signé) D. Dus-senne. (6831)~~

~~Justice de paix du canton de Fléron~~

~~Par ordonnance du juge de paix du canton de Fléron en date du 15 juillet 1997, la nommée Renson, Marie José, née le 20 octobre 1919, divorcée, domiciliée à Grivegnée, rue des Moissons 5, résidant à Trooz, Ferme de la Broucke, rue Campagne 39, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant M. Charon, Pierre-Emile, expert comptable, rue des Moissons 3, à Grivegnée.~~

~~Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Josiane Guiot. (6832)~~

~~Par ordonnance du juge de paix du canton de Fléron en date du 15 juillet 1997, la nommée Kolon, Athalia, née à Forêt le 15 septembre 1930, célibataire, domiciliée à Trooz, rue Trimottet 17, résidant actuellement à la maison de repos « Résidence Werzon », rue de l'Energie 22, à Alleur, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant Me Jean-Luc Paquet, avocat, rue Paul Devaux 2, à Liège.~~

~~Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Josiane Guiot. (6833)~~

~~Justice de paix du canton de Grivegnée~~

~~Suite à la requête déposée le 30 mai 1997, par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège), rendue le 2 juillet 1997, Mme Crits, Véronique Huberte, célibataire, née le 26 octobre 1964 à Liège, domiciliée rue de l'Eglise 135, 4032 Chênée, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Crits, Luc-Léon Joseph, domicilié rue Werihet 01, 4681 Hermalle-sous-Argenteau.~~

~~Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Frankinet, Régine. (6834)~~

~~Suite à la requête déposée le 7 juillet 1997, par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège) rendue le 14 juillet 1997, Mme Grégoire, Rose-Augusta Marie, née le 21 mai 1909 à Jemeppe sur-Meuse, veuve, résidence « Les Orchidées », rue des Orchidées 179, 4030 Grivegnée (Liège), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Mme l'avocat Gosselain, Muriel, dont les bureaux sont établis quai de Rome 111, 4000 Liège.~~

~~Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Frankinet, Régine. (6835)~~

~~Justice de paix du canton de Saint-Hubert~~

~~Suite à la requête déposée le 3 juillet 1997 et par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Saint-Hubert rendue le 18 juillet 1997, Mme Boulard, Marie, née à Ochamps le 18 novembre 1912, sans profession, domiciliée et résidant à la Résidence de la Fontaine, rue Grande Fontaine 116, à 6890 Villance, a été jugée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant M. Dufays, Louis, boucher, domicilié rue Paul Dubois 56, à 6890 Libin.~~

~~Pour extrait conforme : la greffière adjointe délégué, (signé) D. Dethier. (6836)~~

~~Justice de paix du deuxième canton de Schaerbeek~~

~~Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Schaerbeek en date du 18 juillet 1997, suite à la requête déposée au greffe le 12 juin 1997, la nommée Tulpinck, Mariette-Françoise, née à Schaerbeek le 20 octobre 1926, veuve de M. Basteleus, Maurice, domiciliée à 1030 Schaerbeek, avenue Voltaire 11, résidant actuellement à 1000 Bruxelles, rue du Marais 104, à la Clinique Générale Saint-Jean, a été déclarée momentanément incapable de gérer ses biens sans aide extérieure et a été pourvue jusqu'au 31 octobre 1997, d'un administrateur provisoire des biens, étant sa fille : Schepers, José-Paule Rita, employée, domiciliée à 1030 Schaerbeek, avenue Voltaire 11.~~

~~Pour extrait certifié conforme : pour le greffier en chef, le greffier adjoint délégué, (signé) Marc Davin. (6837)~~

~~Justice de paix du canton de Spa~~

~~Par ordonnance du juge de paix du canton de Spa en date du 11 juillet 1997, la nommée Hardy, Fiama-Alfredine, née à Fraipont le 6 mars 1917, veuve de Jean-Louis Gilles-Rossinfosse, retraitée, demeurant à 4910 Theux, M.R. Sainte-Joséphine, rue de la Chaussée 25, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Vincent Dupont, avocat à 4900 Spa, vieille route de Stavelot 37.~~

~~Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Christiane Grogna. (6838)~~

~~Justice de paix du canton de Thuin~~

~~Par ordonnance du juge de paix du canton de Thuin en date du 16 juillet 1997, la nommée Debrue, Mariette, née à Sars-la-Buissière le 7 janvier 1924, domiciliée à 6001 Marcinelle, rue Belle-Vue 71, résidant actuellement à 6120 Jamioulx, résidence Les Bruyères, rue du Sanatorium 74, a été déclarée incapable de gérer ses biens, et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant son fils: Dupont, Philippe, menuisier, domicilié à Charleroi (6001 Marcinelle), rue du Beau Site 89.~~

~~Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Daniel Revers. (6830)~~

~~Justice de paix du second canton de Verviers~~

~~Par ordonnance de M. le juge de paix du second canton de Verviers en date du 22 juillet 1997, rendue sur requête reçue et visée au greffe le 14 juillet 1997, la nommée Terwinghe, Léonie Emilie Guillemine, veuve Cols, Emile, née à Andrimont le 10 octobre 1920, domiciliée à 4800 Verviers, rue Joseph Wauters 69, résidant actuellement à 4860 Wegnez (Pepinster), Home Ozanam, rue J. Meunier, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant Cols, Jean-Marie Eugène Léo C., gérant, domicilié à 4882 Jalhay, Arbespine 46.~~

~~Pour extrait certifié conforme: le greffier en chef, (signé) Daniel Kempen. (6840)~~

~~Vrederegerecht van het kanton Beringen~~

~~Bij beschikking van de heer plaatsvervangende vrederechter van het kanton Beringen, de heer Caers, Karel, verleend op 14 juli 1997, werd Mevr. Dams, Amelia, geboren te Paal op 18 juli 1908, wonende en gedomicilieerd te 3980 Tessenderlo, Aardstraat 10, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder, Mevr. Theys, Irene, huisvrouw, wonende te 3980 Tessenderlo, Aardstraat 12.~~

~~Voor eensluidend uittreksel: de e.a. adjunct-griffier, (get.) Brillouet, R. (6841)~~

~~Vrederegerecht van het eerste kanton Oostende~~

~~Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Oostende, verleend op 14 juli 1997, werd Hendler, Angelica, geboren te Oostende op 6 januari 1962, wonende te 8400 Oostende, Van Iseghemlaan 53/2, doch thans verblijvende te 8900 Ieper, H. Hartziekenhuis, Poperingsesteenweg, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Vanwynsberghe, Ignace, advocaat te 8490 Jabbeke, Dorpsstraat 35.~~

~~Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Marleen Wybo. (6842)~~

~~Mainlevée d'administrateur provisoire
Ophelling voorlopig bewindvoerder~~~~Vrederegerecht van het kanton Ronse~~

~~Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Ronse, verleend op 23 juli 1997, werd, ambtshalve, een einde gesteld aan de opdracht van Piessevaux, Baudouin, advocaat, Dr. Decrolylaan 31, 9600 Ronse, als voorlopige bewindvoerder over Donkerwolke, Robert, geboren te Flobecq op 1 januari 1934, laatst verblijvende te Ronse, Rust en Verzorgingstehuis van het O.C.M.W., O. Delghuststraat 68, laatst wonende te 9600 Ronse, Ninovestraat 68, en overleden op 13 mei 1997.~~

~~Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) H. Verschuren. (6843)~~

~~Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder~~~~Justice de paix du premier canton de Schaerbeek~~

~~Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Schaerbeek, en datte du 8 juillet 1997:~~

~~a) il a été mis fin au mandat de Thiry, Didier, avocat, dont le cabinet est établi à 1050 Bruxelles, rue de l'Arbre Bénit 81, en sa qualité d'administrateur provisoire de Cudell, Francine, née le 2 mai 1934, domicilié et résidant à Schaerbeek, avenue Maréchal Foch 11;~~

~~b) un nouvel administrateur provisoire a été désigné à cette personne protégée, à savoir: Vandervust, Jacques, domicilié à 1050 Bruxelles, rue J. Jordaens 10.~~

~~Pour extrait conforme, le greffier en chef, (signé) Antoine Vermeulen. (6844)~~

~~Justice de paix du canton de Seraing~~

~~Par ordonnance du juge de paix du canton de Seraing, en date du 25 juin 1997,~~

~~il a été mis fin au mandat de Jacquemin, Muguette, domiciliée à 4102 Seraing (Ougrée), avenue Widar 65/14, sa fille, désignée en qualité d'administrateur provisoire à Jager, Rosa, née à Seraing le 22 août 1911, domiciliée à 4102 Seraing (Ougrée), rue de l'Egalité 215, et en résidence à 4102 Seraing (Ougrée), avenue du Centenaire 400, Résidence « Les Genêts »;~~

~~un nouvel administrateur provisoire a été désigné en l'occurrence, Grenier, Victor, domicilié à 4100 Seraing, rue Marchandises 3bis.~~

~~1. Dans le mois de l'acceptation de sa mission, l'administrateur dressera un état du patrimoine de l'intéressée.~~

~~2. L'administrateur informera la banque que le compte courant au nom de l'administrée fonctionnera désormais sous sa seule signature; il percevra toutes les sommes dues à l'administrée et effectuera le paiement des charges et des dettes par ce compte.~~

~~3. L'administrateur informera également la banque que le carnet de dépôt 634 5405905 70 ouvert au nom de l'administrée fonctionnera également sous sa seule signature. Il y transférera tous les fonds appartenant à l'administrée et, tous les trois mois, le solde du compte courant qui ne serait pas nécessaire aux besoins immédiats de celle-ci. Les fonds en dépôt sur ce carnet seront rendus indisponibles, sauf autorisation du juge de paix de Seraing.~~

~~4. Si le patrimoine de l'administrée comprend des valeurs incorporelles, celles-ci seront déposées dans une banque dans un dossier « titres » rendu indisponible, sauf autorisation du juge de paix du canton de Seraing.~~

~~5. L'administrateur justifiera de l'accomplissement de ces mesures conservatoires dans le mois de l'acceptation de sa mission en déposant au greffe un exemplaire de l'inventaire et les attestations des organismes financiers auprès desquels les opérations auront été effectuées.~~

~~6. Chaque année, dans le mois qui suit la date anniversaire de sa désignation, l'administrateur nous adressera un relevé des comptes de l'administration provisoire en recettes et dépenses et un commissaire sur sa mission.~~

~~Pour extrait certifié conforme, le greffier adjoint, (signé) Florence Staudt. (6845)~~

~~Publication prescrite par l'article 793
du Code civil~~

~~Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek~~

~~Acceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving~~

~~Tribunal de première instance de Huy~~

~~L'an 1997, le 24 juillet, au greffe du tribunal civil de première instance séant à Huy, province de Liège, a comparu : Me Jean-François Dumont, avocat à Huy, avenue Albert 1er 4, agissant en qualité de mandataire spécial de Me Dominique Collin, avocat à Liège, quai Marcellis 4/011, en vertu d'une procuration sous seing privé du 23 juillet 1997, Me Collin ayant été mandatée aux fins des présentes par procuration du 4 juillet 1997 par M. Bocca, Laurent Jean Luc, né à Roccourt le 13 novembre 1966, domicilié à Liège, rue d'Ans 47, fils du défunt, agissant à titre personnel.~~

~~Lequel comparant, s'exprimant en langue française a déclaré pour et au nom de Bocca, Laurent, précité, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de feu le père de ce dernier, soit M. Bocca, René Henri Joseph, né à Flémalle Haute le 6 janvier 1932, divorcé en première nocces d'avec Put, Georgette, époux en deuxième nocces de Hanikenne, Monique, domicilié en dernier lieu à Nandrin, rue Favenne 2, décédé à Flémalle le 18 avril 1997.~~

~~Les créanciers et légataires sont invités à faire valoir leurs droits, par avis recommandé, dans les trois mois de la présente insertion.~~

~~Cet avis doit être adressé à Me Thierry D. de Rochelée, notaire à 4500 Huy, rue Godelet 1/11.~~

~~Pour extrait conforme, le greffier, (signé) F. Morhet. (21106)~~

~~Tribunal de première instance de Namur~~

~~L'an 1997, le 24 juillet, à 11 h 50 m.~~

~~Au greffe du tribunal de première instance de Namur et par devant nous, Jacqueline Tholet, greffier, a comparu Mme Albert, Ingrid, domiciliée à Denée, rue Tilette 9, agissant en sa qualité de mère et tutrice légale des biens de son enfant mineur, Wauquez, Marie Sophie, né à Namur le 10 octobre 1992, et ce dûment autorisée par le conseil de famille tenu sous la présidence de M. le juge de paix Jean Lecomte, du canton de Fosses-la-Ville, en date du 24 juin 1997.~~

~~Laquelle comparante, a déclarée en langue française, agissant pour et au nom de son enfant mineur, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Wauquez, Freddy, en son vivant, domicilié à Denée, rue Tilette 9, et décédé à Yvoir, en date du 27 mai 1997.~~

~~Dont acte requis par la comparante, qui après lecture, signe avec nous greffier.~~

~~Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits, dans un délai de trois mois, à compter de la date de la présente insertion.~~

~~Cet avis doit être adressé à Me Ledoux, Jean-Luc, rue Cadastre 45, 5060 Tamines.~~

~~Namur, le 24 juillet 1997.~~

~~Le greffier, (signé) Jacqueline Tholet. (21197)~~

~~Rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk~~

~~Uit een akte verleden ter griffie der rechtbank van eerste aanleg van het arrondissement Kortrijk, d.d. 23 juli 1997, blijkt dat Demeyere, Roger, erenotaris, wonende te 8800 Roeselare, Hendrik Consciencestraat 65, handelend ingevolge onderhandse volmacht voor en in naam van:~~

~~Degryse, Erna Julia, gepensioneerde, echtgenote van Rondelez, Jules, met hem wonende te Roeselare, Groenestraat 477, handelende in haar hoedanigheid van voorlopige bewindvoerder over de persoon en de goederen van Ivonna Julia Maria Feys, ongehuwd, gepensioneerde, geboren te Roeselare op 20 maart 1927, wonende te Roeselare, Drafstraat 2, daartoe aangesteld bij beschikking van de vrederechter van het kanton Torhout, op 10 november 1992, in zijn gezegde hoedanigheid en namens zijn opdrachtgeefster verklaard heeft te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap van wijlen Degrenede, Ivonna, geboren te Roeselare op 22 mei 1905, weduwe van Feys, Pieter, in leven gepensioneerde, wonende te Roeselare, Drafstraat 2, en overleden te Roeselare op 1 januari 1997.~~

~~Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Roeselare, d.d. 24 juni 1997, werd aan Degryse, Erna, in haar hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder machtiging verleend om de nalatenschap van Ivonna Degrenede onder voorrecht van boedelbeschrijving te aanvaarden.~~

~~De schuldeisers en legatarissen worden verzocht bij aangetekend schrijven binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking, hun rechten te doen kennen aan Demeyere, Roger, erenotaris, Hendrik Consciencestraat 65, te 8800 Roeselare.~~

~~Kortrijk, 24 juli 1997.~~

~~De griffier-hoofd van dienst, (get.) H. Van Assche. (21198)~~

~~Rechtbank van eerste aanleg te Brugge~~

~~Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, op 24 juli 1997, heeft Mr. Maurice Henri Quaghebeur, notaris te 8400 Oostende, Hendrik Serruyslaan 48, handelend als gevolmachtigde van Deweerdt, André Pierre Henri, geboren te Etterbeek op 21 januari 1935, wonende te 1160 Oudergem, avenue Paepedelle 32, bus 1, handelend in eigen naam;~~

~~verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Vandeplassche, Raymonde Emilie Flore, geboren te Elsene op 17 oktober 1913, in leven echtgesehiden van Deweerdt, Charles, in eerste huwelijk, en weduwe in tweede huwelijk van Verlaine, Raymond, laatst wonende te 8400 Oostende, Hertstraat 32, bus 22, en overleden te Etterbeek op 25 januari 1997.~~

~~De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het Belgisch Staatsblad, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. Maurice Henri Quaghebeur, notaris te 8400 Oostende, Hendrik Serruyslaan 48.~~

~~Brugge, 24 juli 1997.~~

~~De griffier, (get.) D. Jooris. (21199)~~

~~Rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde~~

~~Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde, op 24 juli 1997, hebben:~~

~~1. Pipeaux, Joseph Pierre Arthur Jean, draaier, geboren te Verviers op 22 januari 1941, echtgenoot van Vise, Anna Maria, zonder beroep, geboren te Eupen op 31 oktober 1940, wonende te Verviers, rue de la Motte 23, neef van de overledene, handelende in eigen naam;~~

~~2. Pipeaux, Monique Joséphine Elisabeth Jeanne, zonder beroep, geboren te Andrimont op 18 mei 1946, echtgenote van Specks, Maurice Philomène Joseph Chislain, chauffeur, geboren te Lambermont op 14 april 1946, wonende te Verviers, rue Jean Malempré 18, nicht van de overledene, handelende in eigen naam,~~

~~verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Pipeaux, Marie, geboren te Verviers op 9 december 1919, laatst wonende te Zottegem, Penitentenlaan 7, en overleden te Schaarbeek op 4 januari 1993.~~

~~Teneinde dezer wordt keuze van woonst gedaan ten kantore van notaris Paul Berlangé, te 9620 Zottegem, Firmin Bogaertstraat 14.~~

~~De schuldeisers en legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van de opnemings in het Belgisch Staatsblad, van de onderhavige bekendmaking, bij aangetekend schrijven te richten aan de voormelde gekozen woonplaats.~~

~~Oudenaarde, 24 juli 1997.~~

~~De griffier hoofd van dienst, (get.) M. Sadones. (21200)~~

~~Faillite — Faillissement~~

~~Rechtbank van koophandel te Brussel~~

~~Bij vonnis d.d. 24 juli 1997 werd geopend verklaard het faillissement van Mevr. Van Praet, Marie José Clémentine, gedomicilieerd te 1785 Merchtem, Wolvertensesteenweg 40, een snack uitbatend te 1785 Merchtem, Nieuwstraat 9, onder de benaming «Snackbar Tam Tam», H.R. Brussel 578345, BTW 720.347.041.~~

~~Rechter-commissaris : de heer Vincke.~~

~~Curator : Mr. Jean Pierre Walravens, Ninoofsesteenweg 643, te 1070 Brussel.~~

~~De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.~~

~~Sluiting van het proces verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 20 augustus 1997, te 14 uur, in zaal B.~~

~~Debatten : op dinsdag 2 september 1997, te 9 uur, in zaal A.~~

~~Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J. P. Walravens.~~

~~(Pro deo) (21201)~~

~~Tribunal de commerce de Bruxelles~~

~~Par jugement du 24 juillet 1997 a été déclarée ouverte la faillite de M. Jamal Eddine Rahmouni, rue Scailquin 35/24, 1210 Saint-Josse ten-Noode (Bruxelles), R.C. Bruxelles 562599.~~

~~Juge-commissaire : M. Le Grand.~~

~~Curateur : Me Philippe Van De Velde Malbranche, avenue Adolphe Wansart 8, bte 4-8-9, 1180 Bruxelles.~~

~~Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.~~

~~Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 20 août 1997, à 14 heures, en la salle A.~~

~~Débats : le lundi 1er septembre 1997, à 9 heures, en la salle A.~~

~~Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ph. Van De Velde Malbranche. (Pro deo) (21202)~~

~~Rechtbank van koophandel te Brussel~~

~~Bij vonnis d.d. 24 juli 1997 werd geopend verklaard het faillissement van de heer Jamal Eddine Rahmouni, Scailquinstraat 35/24, 1210 Sint-Jooste ten Node (Brussel), H.R. Brussel 562599.~~

~~Rechter-commissaris : de heer Le Grand.~~

~~Curator : Mr. Philippe Van De Velde Malbranche, Ad. Wansartlaan 8, bus 4-8-9, 1180 Brussel.~~

~~De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.~~

~~Sluiting van het proces verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 20 augustus 1997, te 14 uur, in zaal A.~~

~~Debatten : op maandag 1 september 1997, te 9 uur, in zaal A.~~

~~Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ph. Van De Velde Malbranche. (Pro deo) (21202)~~

~~Tribunal de commerce de Bruxelles~~

~~Par jugement du 24 juillet 1997 a été déclarée ouverte la faillite de la S.A. Car Universal, chaussée de Mons 29a, à 1070 Bruxelles, T.V.A. 446.719.345.~~

~~Juge-commissaire : M. Le Grand.~~

~~Curateur : Me Philippe Van De Velde Malbranche, avenue Adolphe Wansart 8, bte 4-8-9, 1180 Bruxelles.~~

~~Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.~~

~~Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 20 août 1997, à 14 heures, en la salle A.~~

~~Débats : le lundi 1er septembre 1997, à 9 heures, en la salle A.~~

~~Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ph. Van De Velde Malbranche. (Pro deo) (21203)~~

~~Rechtbank van koophandel te Brussel~~

~~Bij vonnis d.d. 24 juli 1997 werd geopend verklaard het faillissement van de N.V. Car Universal, steenweg op Bergen 29a, 1070 Brussel, BTW 446.719.345.~~

~~Rechter-commissaris : de heer Le Grand.~~

~~Curator : Mr. Philippe Van De Velde Malbranche, Ad. Wansartlaan 8, bus 4-8-9, 1180 Brussel.~~

~~De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.~~

~~Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 20 augustus 1997, te 14 uur, in zaal A.~~

~~Debatten : op maandag 1 september 1997, te 9 uur, in zaal A.~~

~~Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ph. Van De Velde-Malbranche. (Pro-deo) (21203)~~

~~Tribunal de commerce de Bruxelles~~

~~Par jugement du 24 juillet 1997 a été déclarée ouverte la faillite de Mme Fabienne Renée Rachel Lafontaine, rue Gabrielle 27/1, Uccle (Bruxelles), R.C. Bruxelles 543185, T.V.A. 554.078.078.~~

~~Juge commissaire : M. Le Grand.~~

~~Curateur : Me Philippe Van De Velde-Malbranche, avenue Adolphe Wansart 8, bte 4-8-9, 1180-Bruxelles.~~

~~Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000-Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.~~

~~Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 20 août 1997, à 14 heures, en la salle A.~~

~~Débats : le lundi 1er septembre 1997, à 9 heures, en la salle A.~~

~~Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ph. Van De Velde-Malbranche. (Pro-deo) (21204)~~

~~Rechtbank van koophandel te Brussel~~

~~Bij vonnis d.d. 24 juli 1997 werd geopend verklaard het faillissement van Mevr. Fabienne Renée Rachel Lafontaine, Gabriellestraat 27/1, Ukkel (Brussel), H.R. Brussel 543185, BTW 554.078.078.~~

~~Rechter commissaris : de heer Le Grand.~~

~~Curator : Mr. Philippe Van De Velde-Malbranche, Ad. Wansartlaan 8, bus 4-8-9, 1180-Brussel.~~

~~De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000-Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.~~

~~Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 20 augustus 1997, te 14 uur, in zaal A.~~

~~Debatten : op maandag 1 september 1997, te 9 uur, in zaal A.~~

~~Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ph. Van De Velde-Malbranche. (Pro-deo) (21204)~~

~~Tribunal de commerce de Nivelles~~

~~Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles rendu en date du 24 juillet 1997, la S.A. Euro Deal, dont le siège social est sis à Braine l'Alleud, chaussée de Tubize 455, R.C. Nivelles 36659, a été déclarée en faillite.~~

~~Curateur : Me Christine Jeegers, avenue de Mérode 8, à 1330-Rixensart.~~

~~Les créanciers peuvent introduire leur déclaration de créance au greffe du tribunal de commerce de Nivelles jusqu'au 12 août 1997. Clôture du procès-verbal des créances le 21 août 1997, à 11 heures, au siège de ce tribunal.~~

~~(Signé) Christine Jeegers, curateur. (21205)~~

~~Tribunal de commerce de Namur~~

~~Par jugement du 17 juillet 1997, le tribunal de commerce de Namur a déclaré la faillite de la S.C. Le Cœur du Cuir, dont le siège social est établi à 5000-Namur, rue du Bailly 14, exploitant à Namur, rue des Croisiers 56, un commerce de gros et de détail en vêtements en cuir, R.C. Namur 58386.~~

~~Le même jugement reporte à la date provisoire du 16 juillet 1997, l'époque de la cessation des paiements.~~

~~Juge commissaire : M. De Dorlodot, Etienne.~~

~~Curateur : Me Lebrun, Pierre, rue Léon François 79, 5170-Bois de Villers.~~

~~Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue du Collège 37, à Namur, dans les vingt jours.~~

~~Clôture du procès-verbal de vérification des créances le 26 août 1997, à 9 h 30 m, au greffe.~~

~~Débats sur les contestations le jeudi 11 septembre 1997, à 9 heures, en la salle d'audiences du tribunal de commerce, palais de justice, 1^{er} étage, à Namur.~~

~~Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P. Lebrun. (21206)~~

~~Par ordonnance du 25 juillet 1997 de M. Jacques Gigounon, juge-commissaire à la faillite de M. Hambursin, Didier Jules André, né à Lesve le 7 octobre 1942, domicilié à 5100-Jambes, rue de Sedent 56, bte 33, ayant exercé une activité de publicité sous la dénomination « Partner 82 », R.C. Namur 47941.~~

~~Les opérations de la faillite étant aujourd'hui achevées dès lors que l'actif a été réalisé et toutes les créances vidées.~~

~~Les créanciers admis au passif de la faillite susdite sont convoqués en assemblée le lundi 4 août 1997, à 9 h 30 m, au greffe du tribunal de commerce de Namur, rue du Collège 37, deuxième étage, à 5000-Namur, pour entendre le rapport du curateur et se prononcer sur les propositions que fera éventuellement la faillie en vue d'obtenir le concordat.~~

~~A défaut de telles propositions, il sera immédiatement passé à la reddition des comptes.~~

~~Le curateur, (signé) Ph. Morandini. (21207)~~

~~Tribunal de commerce de Charleroi~~

~~Par jugement du 8 juillet 1997, le tribunal de commerce de Charleroi, première chambre, a déclaré la faillite de la S.P.R.L. D.C.B. Stuck, dont le siège est sis à 6060-Gilly, chaussée de Fleurus, R.C. Charleroi 168526.~~

~~Le même jugement a fixé la date provisoire de cessation des paiements au 8 juillet 1997.~~

~~La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée à l'audience du 5 août 1997 de la chambre du conseil du tribunal de commerce de Charleroi.~~

~~Les déclarations de créance doivent être adressées au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, boulevard Général-Michel 1, à 6000-Charleroi, pour le 22 juillet 1997.~~

~~Les débats à naître des contestations ont été fixés à l'audience du 19 août 1997 de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi.~~

~~Pro-deo : huissier Demine.~~

~~Juge commissaire : M. Troch.~~

~~Curateur : Me Charles Bullman, avocat, boulevard Mayence 17, à 6000-Charleroi.~~

~~Le curateur, (signé) Me Ch. Bullman. (21221)~~

~~Rechtbank van koophandel te Antwerpen~~

~~Bij vonnis in datum van 24 juli 1997 is Cofiad B.V.B.A., Verbindingsdok 13, 2000 Antwerpen 1, H.R. Antwerpen 318888, informatiekantoor, bij dagvaarding, failliet verklaard.~~

~~Rechter-commissaris : de heer Loots.~~

~~Curator : Mr. Peeters, Frankrijklei 127, 2000 Antwerpen 1.~~

~~Datum der staking van betaling : 24 januari 1997.~~

~~Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 13 augustus 1997.~~

~~De curator, Peeters. (21208)~~

~~Bij vonnis in datum van 24 juli 1997 is Scheldeland Beheer B.V.B.A., Eikendreef 40, 2910 Essen, H.R. Antwerpen 316596, exploiteren van onroerende goederen, bij dagvaarding, failliet verklaard.~~

~~Rechter-commissaris : de heer Bocklandt.~~

~~Curator : Mr. Moens, Prins Boudewijnlaan 177-179, 2610 Wilrijk (Antwerpen).~~

~~Datum der staking van betaling : 24 januari 1997.~~

~~Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 13 augustus 1997.~~

~~De curator, Moens. (21209)~~

~~Bij vonnis in datum van 24 juli 1997 is Hard Rock Café Antwerpen N.V., Klapdorp 84, 2000 Antwerpen 1, H.R. Antwerpen 309489, studie, organisatie en raadgevend bureau inzake financiële, handels, fiscale en sociale aangelegenheden, bij dagvaarding, failliet verklaard.~~

~~Rechter-commissaris : de heer Maes.~~

~~Curator : Mr. Cole, Amerikalei 191, 2000 Antwerpen 1.~~

~~Datum der staking van betaling : 24 januari 1997.~~

~~Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 13 augustus 1997.~~

~~De curator, Cole. (21210)~~

~~Bij vonnis in datum van 24 juli 1997 is L.M. Dakwerken, coöperatieve vennootschap met onbeperkte hoofdelijke aansprakelijkheid, Hilda Ramstraat 62, 2600 Berchem (Antwerpen), H.R. Antwerpen 307579, tussenpersoon in de handel, bij dagvaarding, failliet verklaard.~~

~~Rechter-commissaris : de heer Loots.~~

~~Curator : Mr. Van Reempts, Italiëlei 124, bus 3, 2000 Antwerpen 1.~~

~~Datum der staking van betaling : 24 januari 1997.~~

~~Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 13 augustus 1997.~~

~~De curator, Van Reempts. (21211)~~

~~Rechtbank van koophandel te Gent~~

~~Bij vonnis d.d. 24 juli 1997, op bekentenis, buitengewone vakantiekamer, werd in staat van faillissement verklaard de B.V.B.A. Forrier & C°, geen activiteit, met maatschappelijke zetel te 9052 Zwijnaarde, Victor Loreinstraat 25, H.R. Gent 160501, BTW 442.649.897.~~

~~Geen benoeming van een curator en een rechter-commissaris.~~

~~Faillissement gesloten bij gebrek aan actief.~~

~~Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) C. Van Kerckhove. (21213)~~

~~Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende~~

~~Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, d.d. 22 juli 1997, werd, op bekentenis, in falingsverklaring de P.V.B.A. Pivan, met maatschappelijke zetel te 8400 Oostende, Hendrik Baelskaai 34, H.R. Oostende 31262, voor groot en kleinhandel in beroepsbedrijf, in en uitvoer van diverse goederen, kleinhandel in allerlei textielwaren, kleding en schoeisel, groothandel in confectie voor heren en dames, te 8400 Oostende, Hendrik Baelskaai 32.~~

~~Staking van betalingen : 22 januari 1997.~~

~~Verificatie van de schuldvorderingen : 8 september 1997, om 11 u. 45 m.~~

~~Behandeling van de betwistingen : 18 september 1997, om 15 uur.~~

~~Rechter-commissaris : de heer Jean Carlier.~~

~~De curator : (get.) Mr. Ronny Laridon, advocaat te 8400 Oostende, Leopold II laan 3. (21214)~~

~~Rechtbank van koophandel te Kortrijk~~

~~Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, tweede kamer, d.d. 24 juli 1997, werd in staat van faillissement verklaard de C.V. Construct & Renov C.D., in vereffening, met maatschappelijke zetel te 8930 Rekkem, Wijk ten Dale 86, H.R. Kortrijk 127852.~~

~~Rechter-commissaris : de heer Jo Devoldere.~~

~~Curator : Mr. Luc Van Hulle, advocaat te 8500 Kortrijk, Minister Taeklaan 25.~~

~~Staking der betalingen : zes maanden vóór dit vonnis.~~

~~De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, justitiepaleis, Burgemeester Nolfstraat 10A, vóór 13 augustus 1997.~~

~~De sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen zal plaatsvinden op woensdag 3 september 1997, om 10 u. 45 m., eveneens in de rechtbank van koophandel te Kortrijk.~~

~~De debatten spruitend uit dit onderzoek zullen plaatshebben op dinsdag 30 september 1997, om 9 u. 30 m., in dezelfde rechtbank.~~

~~Voor gelijkvormig uittreksel : namens de curatele, (get.) Mr. Luc Van Hulle. (21215)~~

~~Faillite rapportée — Intrekking faillissement~~

~~Bij vonnis d.d. 27 februari 1997 van de rechtbank van koophandel van Antwerpen werd het verzet tegen het vonnis bij verstek d.d. 16 januari 1997 waardoor de V.O.F. Jean Lachapelle, Floraliënlaan 497, 2610 Wilrijk en de heer Coomans, Augustinus, in staat van faillissement verklaard werden, ontvankelijk en gegrond verklaard in die mate dat het faillissement t.a.v. de heer Coomans, arbeider, Melkerijstraat 65, 2160 Wijnegem, werd ingetrokken.~~

~~(Get.) Steven Gibens, loco Lieven Lenaerts. (21212)~~

~~La société privée à responsabilité limitée Raga & Co, dont le siège social est établi rue Jourdan 133, à 1060 Bruxelles, inscrite au registre du commerce sous le n° 561363, dont le jugement de faillite a été prononcé le 18 juin 1997.~~

~~Ce jugement de faillite a été rapporté par le tribunal de commerce de Bruxelles par jugement du 24 juillet 1997.~~

~~Loco Eliane Goldstein, (signé) Pierre Zorn. (21216)~~

~~Régime matrimonial — Huwelijksvermogensstelsel~~

~~Bij verzoekschrift van 18 april 1997 hebben de echtgenoten, de heer Ooms, Dirk, bediende zaakvoerder van vennootschappen, geboren te Geel op 15 september 1961, en zijn echtgenote, Mevr. Amoros, Delphine, zaakvoerder van vennootschappen, geboren te Guilhaersland (Frankrijk) op 25 april 1971, wonende te 2440 Geel, Hollandsebaan 15C, homologatie aangevraagd bij de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout van de wijziging van hun huwelijksstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Luc Moortgat, te Geel, op 18 april 1997, inhoudende overgang van het wettelijk stelsel naar Frans recht naar het stelsel van zuivere scheiding van goederen evenals een toebedeling van het onroerend goed, eigendom van de huwgemeenschap Ooms Amoros, aan Mevr. Amoros.~~

~~(Get.) L. Moortgat, notaris. (21217)~~

~~Bij verzoekschrift van zeventien juli negentienhonderd zevenennegentig, ondertekend door de echtgenoten Philip Braekeveldt Marie Claire Depreitere, samenwonende te 8930 Menen, Basse Censestraat 279, wordt de akte wijziging van het huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Lodewijk Vermeulen, op zeventien juli negentienhonderd zevenennegentig, waarbij inbreng wordt gedaan van onroerende goederen persoonlijk toebehorend aan de heer Philip Braekeveldt, voornoemd, ter homologatie voorgelegd aan de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk.~~

~~Menen, vierentwintig juli negentienhonderd zevenennegentig.
(Get.) L. Vermeulen, notaris. (21218)~~

~~Bij verzoekschrift van 8 april 1997 hebben de echtgenoten Luc Aimé Agnes De Smet Hilde Andrea Anne D'Haeseleer, hij ambtenaar en zij onderwijzeres, samenwonende te 9550 Herzele, Terbiest 16, aan de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde de homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Charles van den Bossche, te Herzele, op 8 april 1997, inhoudende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, namelijk: a) roerendmaking en inbreng in het gemeenschappelijk vermogen door Luc De Smet van een perceel bouwgrond te Ninove, G. Van der Schuerenstraat en b) een verblijfsbeding in het voordeel van de langstlevende echtgenoot van het gemeenschappelijk vermogen.~~

~~De echtgenoten De Smet D'Haeseleer hebben één gemeenschappelijk kind.~~

~~Herzele, 8 april 1997.
Voor de verzoekers, (get.) Gy Walraevens, notaris. (21219)~~